DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13409 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – JEUDI 10 MARS 1988

Les « primaires » du Sud aux Etats-Unis

Républicains : victoire écrasante de M. Bush
Démocrates : M. Dukakis se détache

Le vice-président George Bush, en remportant, le mardi 8 mars, une écrasante victoire aux « primaires » du Sud, est à peu près certain d'obtenir l'investiture du Parti républicain pour l'élection présidentielle. Chez les démocrates, où le sénateur Albert Gore (le seul « Sudiste ») et le pasteur noir Jesse Jackson, sont au coude à coude, M. Dukakis, gouverneur du Massachusetts, se détache. Les « primaires » du 15 mars dans l'Illinois lui permettront peut-être de confirmer son avance.

WASHINGTON
de notre correspondant

La course semblait devoir durer jusqu'à l'été, mais, côté républicain, elle paraît presque terminée. Au soir de la plus grande série de « primaires » jamais tenue aux Etats-Unis, le vice-président George Bush touche au but.

Sauf accident, on voit mal comment il pourrait ne pas être le candidat de son parti pour l'élection présidentielle de novembre prochain. Mais, sur une autre piste, trois démocrates au moins restent au coude à coude, et tout indique qu'ils devront, eux, courir encore longtemps...

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 6.)

Médiocre campagne...

Dans les primaires américaines, les jeux sont faits, ou presque. Et la confusion du clan démocrate est aussi inéluctable que l'investiture du vice-président Bush chez les républicains. Soit, et après ? Il aura fallu des centaines de millions de dollars dépensés, de milliers de kilomètres parcourus, d'innombrables heures d'émissions télévisées, pour le constater : au cours de ces éliminatoires redoutables que sont les primaires, des espoirs ont été déçus, des carrières détruites et des concurrents irrémédiablement ruinés, sans que la moindre idée, le moindre projet n'aient été évoqués.

Au point que l'on en vient à se féliciter pour l'Amérique qu'il y ait la CEE, le Japon et Panama ! Entre les diatribes trop protectionnistes pour ne pas être démagogiques du démocrate Gephardt contre le « péril jaune économique » et l'acharnement soudain du républicain Dole à défendre son pays contre la drogue, la CIA et le général Noriega, la campagne américaine a trouvé un semblant de débat. L'artifice ne trompe pas. Pour avoir joué les Cassandre économiques devant des électeurs frileux qui refusent d'entendre parler déclin et déficit, beaucoup ont eu à s'en mordre les doigts. Ce n'est sans doute pas pour rien que les républicains jouent la carte du « statu quo » en maintenant sous perfusion les acquis du reaganisme, à défaut d'un autre projet. Et le falot vice-président Bush ne doit son succès qu'à son auréole d'« héritier ».

Côté démocrate, le « vide » idéologique en devient poignant, exception faite du pasteur noir Jesse Jackson, que son « libéralisme » généreux, mais d'un autre âge, place à contre-courant. Il était pourtant des candidats qui avaient des choses à dire. Certains, dont Sam Nunn, le sénateur de Géorgie, spécialiste incontesté des questions de défense, ont reculé devant l'obstacle financier exorbitant que représentent de plus en plus ces élections-spectacle. D'autres ont succombé avant même de s'être fait entendre, victimes, comme l'ancien favori Gary Hart, de n'avoir pu passer le barrage de moralité pudibonde imposé par les électeurs. Comme si, ignorant le fond, les Américains se prenaient à devenir pointilleux sur la forme. Pour « compenser ».

Et, à l'aune de cette nouvelle moralité qui exige que le futur leader du « monde libre » ne puisse être un homme libéré, quel grand président américain, de Roosevelt à Kennedy, aurait résisté ? Avec pareils critères, comment s'étonner de ce que bien des hommes politiques aux idées précises sinon nouvelles sur ces Etats-Unis qu'il est de bon ton de juger en déclin aient préféré s'abstenir ? Il y a longtemps déjà que l'élite américaine se méfie des allées du pouvoir. Et les soirs de « raz de marée électoral », comme se complaisent à dire les télévisions, il ne s'est trouvé, bien souvent, que la moitié du pays pour aller voter.

La « cuvée 88 » ne fera pas exception. A ces jeux où, dominée par l'argent, et la moralité des apparences, la politique n'est plus qu'une question d'opportunité, on récolte rarement autre chose que la médiocrité.

Nouvelles perturbations monétaires

Mme Thatcher encourage la flambée de la livre

La livre sterling s'est stabilisée à de hauts niveaux le mercredi 9 mars dans la matinée. Les déclarations de Mme Thatcher excluant une action volontariste pour freiner la flambée sur la devise britannique n'a fait que conforter les spéculateurs, qui espèrent pouvoir engranger des gains à court terme. La hausse de la livre suscite une certaine inquiétude due au fait qu'elle pourrait retarder, une fois de plus, tout rapprochement entre la livre et le système monétaire européen.

Devant la Chambre des communes, le mardi 8 mars, Mme Margaret Thatcher a été très claire : l'envolée de la livre ne sera pas freinée par une baisse des taux d'intérêt ou par des interventions de la Banque d'Angleterre. Ces deux types d'actions seraient dangereusement inflationnistes. Il n'en a pas fallu plus pour que les opérateurs semblent décidés à tester le seuil de 3,10 marks pour une livre. Alors que le dollar s'effritait vis-à-vis des monnaies européennes dans la matinée du 9 mars, le sterling s'échangeait à de très hauts niveaux, 3,067 marks, 1,8350 dollar et 10,38 F. Si des prises de bénéfices étaient attendues dans la journée atténuant la pression sur la devise britannique, les cambistes voyaient leur analyse confirmée.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(Lire la suite page 27.)

L'attentat en Corse

ET POURQUOI VOUS N'ESSAYEZ PAS LES BUS DE CIVILS ?
C'EST UNE QUESTION D'ÉTHIQUE !

Lire page 11 l'article de PHILIPPE BOGGIO et MICHEL CODACCIONI

Commerce extérieur
Equilibré en janvier.
PAGE 32

Les troubles au Caucase
Sévère réquisitoire dans la presse soviétique contre les « erreurs » de la politique des nationalités.
PAGE 3

Redressement en Bolivie
Les bienfaits de la révolution libérale.
PAGE 4

La campagne de M. Barre
A Toulouse, l'ancien premier ministre passe à la vitesse supérieure.
PAGE 8

Polémique sur le SIDA
Des spécialistes critiquent l'enquête de Masters et Johnson.
PAGE 12

Le sommaire complet se trouve en page 32

L'ENQUÊTE : les interrogations face aux affrontements dans les territoires occupés

Les juifs de France et la « guerre des pierres »

Les juifs français, on s'en doute, détestent la guerre des pierres. Ils détestent aussi l'idée d'avoir l'air de se taire, mais préfèrent ne rien dire, puisqu'ils n'ont rien à répondre à ces images qui parlent d'elles-mêmes. L'idéal, pour résumer, serait de pouvoir parler sans se prononcer.

Trois mois après le début des *« événements »* dans les territoires occupés, le terme de *« répression »* n'est pas admis par tout le monde dans la communauté. Les juifs de France n'ont pas décidé de leur vocabulaire.

Ils parlent, mais de préférence entre eux, parce qu'ils sont à la recherche d'une solution. D'un côté, leur parvient la voix bien connue de ceux qui affirment, avec presque *« une joie triomphale »*, selon l'expression d'Alain Finkielkraut, qu'il est impossible de négocier *« faute d'interlocuteur palestinien »*. De l'autre, ils perçoivent de plus en plus distinctement l'inquiétude de ceux qui se demandent si l'armée israélienne ne va pas être condamnée, comme dit aussi l'écrivain, à rester en Cisjordanie pour *« protéger les colons des Palestiniens et les Palestiniens des colons »*.

La partie indécise de la communauté, celle qui fréquente la synagogue à l'occasion des mariages, et guère plus souvent la philosophie de Finkielkraut, attend pour se lancer dans la rhétorique d'en savoir plus. Pour l'instant, elle ne va pas toujours au bout de ses phrases. Cet état décousu porte un nom générique : le *« désarroi »*. On n'a pas encore trouvé de meilleure traduction à cette multiplication de voix discordantes qui disent toutes pourtant la même chose fondamentale : les droits de l'homme ont leur importance, mais, cette fois, c'est de l'existence d'Israël qu'il est question.

Le *« désarroi »* de la communauté juive de France a intéressé trois hebdomadaires pendant la même semaine de février. On n'a pas compris pour autant ce que la presse en pensait, bien qu'elle ait pris soin d'interroger aussi les juifs américains, qui sont plus expansifs. Nul n'a très bien saisi non plus l'opinion des responsables politiques français. Mais on ne les comprend que trop de ne pas se précipiter, à deux mois du premier tour, sur les occasions de dire un mot de trop. Pour la télévision irlandaise, M. François Mitterrand a cependant ressenti comme *« proprement insupportable »* cette *« tuerie quotidienne »*.

Mais on a parfaitement suivi ce que tout le monde sous-entend et que l'hebdomadaire *Tribune juive* imprime dans un éditorial : quarante-quatre ans après Vichy, la France conserve dans ses placards des cadavres et des silences qui, pour certains, parlent encore.

Elle a *« mauvaise conscience »*. Elle serait mal venue de s'impatienter, de sommer les juifs de parler et de choisir entre *« un aveu ou une confession »*, comme s'y sent déjà invité Alain Finkeilkraut : *« Si je condamne Israël, j'assure mon salut »* (1).

CORINE LESNES.

(Lire la suite et le reportage de MICHEL KAJMAN à Strasbourg page 10.)

(1) Interview à Radio-7 et à *Actualité juive*, dans le dernier numéro de février du magazine.

« L'avenir de l'éducation nationale »

2 milliards pour le plan Monory

Le conseil des ministres du 9 mars a été principalement consacré à la formation. MM. René Monory, ministre de l'éducation nationale, et Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, ont notamment présenté une série de mesures pour le budget de 1989.

Des dispositions, d'un montant global de deux milliards de francs, ont été annoncées pour la première année du « plan pour l'avenir de l'éducation nationale » de M. Monory. Elles portent sur le soutien des élèves en difficulté à l'école élémentaire (300 millions) ; la revalorisation de 20 % des heures supplémentaires dans le secondaire, et la création de 75 000 heures nouvelles ; des bourses de prérecrutement pour les étudiants se préparant au professorat (150 millions de francs) et 500 postes nouveaux de surveillants d'externat ; enfin, la mise en place d'un fonds d'incitation à l'innovation pour les établissements scolaires (250 millions de francs). Ces deux milliards s'ajoutent à une somme équivalente correspondant à l'accueil des 90 000 lycéens supplémentaires à la rentrée de 1989.

Pour l'enseignement supérieur, M. Valade a notamment annoncé un relèvement du 40 % du taux des heures complémentaires, une revalorisation de la prime de recherche, un effort important pour la rénovation et l'entretien des bâtiments universitaires, le recrutement de jeunes enseignants parmi les titulaires d'un diplôme de troisième cycle, 150 millions de francs et 500 emplois nouveaux pourraient être affectés aux universités qui souhaiteraient mettre en place des collèges de premier cycle.

(Lire page 13 un entretien avec M. Monory et le détail des mesures).

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Un entretien avec Steven Spielberg

Le onzième film de Steven Spielberg sort le 16 mars... Adapté par Tom Stoppard du roman autobiographique de J.-G. Ballard, l'« Empire du Soleil » raconte l'épopée d'un petit Anglais de douze ans arraché à sa famille, à Shanghai, en 1941, et interné pendant quatre ans par les Japonais.

Le salon du SAGA *(sculptures, arts graphiques actuels)* **se tient au Grand Palais.**

Les projets de Stéphane Lissner pour le Châtelet.

« George Dandin », de Molière, à Mogador, dans une mise en scène de Roger Planchon.

Pages 15 à 17

Le Monde
CAMPUS

Réforme à Polytechnique

Une importante réforme de l'enseignement se met en place à l'Ecole polytechnique. Pour la première fois les élèves de première année ne suivront plus tous la même formation et son invités à choisir entre quatre « majeures ». Cette diversification a pour objet de renforcer l'autonomie des élèves et de leur donner une compétence particulière dans un domaine précis.

Cette réforme conduira à modifier le classement final qui détermine l'accès aux grands corps techniques de l'Etat.

L'Ecole polytechnique projette d'autre part de créer un « centre d'échanges » pour développer, en association avec des entreprises, une recherche technologique à finalité industrielle.

(Lire page 14 l'article de FRÉDÉRIC GAUSSEN.)

M 0147 - 0310 0- 4,50 F


3790147004500 03100

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

هكذا من الأصل

Débats

MODERNITÉ

Pensée chrétienne et vie économique

par RENÉ LENOIR (*)

EMILE POULAT, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, dans une communication au Centre Lebret, pose une série de questions stimulantes sur les rapports entre l'économie et la pensée chrétienne. Questions qui prennent un particulier relief dans le contexte actuel (1).

A propos de lettres pastorales collectives dans plusieurs pays, il constate que l'Eglise, confrontée aux problèmes de développement au Sud et de nouvelle pauvreté au Nord, *« entre en économie »*. Elle s'est dotée d'une pensée sociale depuis Léon XIII : peut-elle avoir une pensée économique ?

Avoir une pensée sociale, c'est déjà avoir une pensée économique. La séparation du social et de l'économie est anti-économique, ou alors l'économie, si elle se veut autonome par rapport au social, est une discipline tronquée, ce qui expliquerait certains de ses déboires. L'abolition de l'esclavage n'est pas qu'un phénomène social ou humanitaire. Prôner au Brésil la distribution de terres aux paysans est un choix économique fondamental : celui de faire manger les gens à partir de leur travail au lieu de pousser les cultures d'exportation sur des ranchs mécanisés.

L'acculturation de l'Eglise et des catholiques à la modernité ne doit-elle pas être un préalable à l'inculturation de l'Evangile au sein de cette modernité, *interroge* Emile Poulat. Or il n'y a pas aujourd'hui, malgré des précurseurs comme F. Perroux, de pensée chrétienne cohérente, et les catholiques s'opposent entre eux.

D'abord l'éthique

Mais cette épousaille de la modernité ne peut se faire *via* une dénaturation du message chrétien. Le véritable progrès de conscience, aujourd'hui, c'est de reconnaître la spécificité des niveaux de connaissance, des langages, de leur logique propre, pour mieux faire apparaître ce qui relève d'une description scientifique, parfois tâtonnante, parfois assurée, des phénomènes, et ce qui relève des valeurs que la foi transmet et défend. La seule position chrétienne assurée ne peut être que d'ordre éthique.

Si l'Eglise s'était acculturée du temps de Newton, il ne resterait rien aujourd'hui de ce qu'elle aurait dit alors. Si elle avait cru un siècle plus tard au déterminisme triomphant, que dirait-elle devant l'ouverture, l'indétermination de l'Univers que la science a découverte ensuite ? En économie devrait-elle suivre Ricardo ou Keynes, Marx ou Hayek ?

Quel message précis pourrait-elle transmettre sur l'hypertrophie des phénomènes financiers alors qu'aucune théorisation de ce phénomène récent, en train de changer la nature même de l'économie, n'est faite ? Mais n'est-elle pas en devoir, avant toute théorisation, de s'étonner que l'argent, qui servait jadis à produire plus ou mieux, soit utilisé de plus en plus à des opérations spéculatives d'achat et de revente d'entreprises (2) ?

Le consensus des économistes existe sur des questions conjoncturelles, aujourd'hui, par exemple, sur l'excès de consommation des Américains. Et les Eglises n'y pourraient guère ajouter. Il n'existe pas sur les problèmes de fond : la façon de réduire la pauvreté au Nord, de développer le Sud, de réguler les échanges sur le long terme, de faire vivre l'homme sans le transformer en assisté alors que machines et ordinateurs travaillent de plus en plus à sa place. L'économiste est-il le mieux placé pour les remises en cause radicales ? Il explique, commente, il peut prévenir, mais il ne peut dire la norme ni la fin. S'il sort tant soit peu de sa spécialité, il se fait taxer d'idéologie.

La pensée chrétienne peut-elle accepter le paradigme de l'époque, cette notion de développement qui continue de confondre la croissance, mesure exclusivement quantitative, et de développement humain qui comporte de tout autres dimensions ? Quand l'économiste annonce 6 % de croissance au Brésil, n'est-il pas nécessaire qu'une autre voix (celle d'un autre économiste, pourquoi pas ?) rappelle qu'il s'agit d'un développement chaotique dans un pays où 30 millions de gens souffrent de la faim et où 20 à 30 millions d'enfants sont abandonnés, phénomènes inconnus dans des pays d'Afrique à croissance lente ?

Cette pensée doit contester les sciences humaines (économie, sociologie, psychologie, linguistique) chaque fois que l'une d'elles, à partir de son point de vue propre, se présente comme pensée exhaustive de l'homme et de la société. C'est alors qu'elle pose de bonnes questions, stimulantes pour ces sciences en train de se faire.

Distribution des rôles

Peut-on, s'interroge encore E. Poulat, s'en tenir à une distribution rassurante des rôles ? Nous sommes en régime de séparation de la société et de la religion : ni la politique, ni l'économie, ni la connaissance ne se reconnaissent d'instance supérieure.

A voir. Pas de politique, pas d'économie et pas d'application de la science sans référence éthique. On pourrait multiplier les exemples dans des domaines comme la biologie, l'énergie nucléaire, les relations économiques internationales. Et ce ne sont pas seulement des chrétiens qui le savent. Agnostique ou athée, l'homme qui pense sait bien qu'il n'y a pas d'action sans référence à des valeurs.

Une critique généreuse, qui ne prendrait pas les problèmes économiques à bras le corps ne risque-t-elle pas d'apparaître futile ? Je ne suis pas du tout impressionné par la diatribe de l'économiste américain Michael Novak (3) dirigée contre *« ces responsables religieux, dont peu comprennent les lois du développement de la croissance et de la production »*. L'économiste saurait-il, lui, comment produire plus ? Il le sait de moins en moins. Aujourd'hui, c'est la technologie qui mène la danse. En agriculture, par exemple, l'hydraulicien, l'agronome et le chimiste savent produire plus. Au Soudan, 1 million d'hectares sont irrigables, de quoi inonder de céréales un tiers de la planète. *Mais le problème*, justement, est de produire avec ceux qui vont vivre de leur travail. Ce problème-là, le technicien ne sait pas le résoudre. L'homme politique le pourrait. Il faut croire qu'il est mal conseillé ou que la communication entre lui et l'économiste ne passe pas.

La finance mondialisée

Autre exemple de la prépondérance de la technique : l'informatisation des Bourses de valeurs et l'interconnexion des réseaux ont créé un phénomène d'amplification des tendances et d'accentuation de la mondialisation de la finance (phénomène constaté après le krach boursier et non pas annoncé avant lui).

Fort heureusement, si la théorie est incertaine, les pratiques de l'économie sont souvent heureuses. Elles sont le fait de patrons ou d'homme politiques chrétiens ou non chrétiens. L'étaient-ils les Allemands et les Français qui ont créé les caisses d'épargne au dix-neuvième siècle ? Rompant avec un demi-siècle de taylorisme, les Japonais nous ont apporté les cercles de qualité. En France, la participation des salariés aux fruits de l'entreprise n'existerait pas sans le courant chrétien favorable à la diffusion de la propriété. Les politiques d'aménagement du territoire menées un peu partout sont un élément de mieux-être pour les populations. Quand la Communauté européenne conclut les accords de Lomé avec cinquante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, elle avance dans la voie d'une meilleure régulation mondiale des échanges.

C'est pourquoi on ne peut que se rallier à la proposition d'enquête élargie d'E. Poulat. Sans doute, est-il temps de faire un bilan des pratiques et des concepts et de juger les théories à leurs fruits. La pensée chrétienne ne peut pas ne pas entrer dans ce *« Kulturkampf* doux » qui, *via* l'économie, modèle la planète. Le fait que l'Evangile soit à distance de toute culture, fût-ce en pays chrétien, n'est pas un empêchement, mais un atout à l'heure de la mondialisation de tous nos problèmes. Il est bon que les évêques américains soient intervenus avec la vigueur que l'on sait, car la prophétie de Max Weber, dans les dernières lignes de *l'Ethique protestante et l'Esprit du capitalisme*, s'est réalisée :

« Aux Etats-Unis, sur les lieux mêmes de son paroxysme, la poursuite de la richesse, dépouillée de son sens éthico-religieux, a tendance, aujourd'hui, à s'associer aux passions purement agonistiques, ce qui lui confère le plus souvent le caractère d'un sport. Nul ne sait encore si, à la fin de ce processus gigantesque, apparaîtront des prophètes entièrement nouveaux ou bien une puissante renaissance des pensées et des idéaux anciens ou, encore – au cas où rien de cela n'arriverait – une pétrification mécanique agrémentée d'une sorte de vanité convulsive. »

(*) Ancien ministre.

(1) *Foi et développement*, nº 155/156/157, octobre-décembre 1987, Centre Lebret, 39, bd Saint-Germain, 75005 Paris.

(2) Cf. Claude Julien. – « L'argent », *le Monde Diplomatique*, mars 1987.

(3) *The Spirit of Democratic Catholicism*. Traduction française : *Une éthique économique. La valeur de l'économie de marché*. Paris, Le Cerf et Institut La Boétie, 1987.

La France, catalyseur de l'Europe de la science

par CLAUDE ALLÈGRE (*)

CRÉER le savoir, le diffuser pour former les hommes de demain et en irriguer l'économie, voilà les enjeux du vingt et unième siècle. Ordinateurs, lasers, satellites marquent notre vie de tous les jours et déterminent le succès ou l'échec des pays dans la dure compétition économique du siècle. Mais déjà se profilent de nouveaux noms, annonciateurs de nouvelles mutations technologiques. Biotechnologie, intelligence artificielle, supraconducteurs « ordinaires ». Ils sont autant d'espoir pour ceux qui les inventent, les développent. Ils sont la certitude de difficultés pour ceux qui ne les maîtrisent pas. Serons-nous *demain les uns ou les autres* ? Aurons-nous su former les hommes et les femmes capables de créer les nouveaux éléments de progrès et d'inventer un avenir de succès ?

⁂

Dans le siècle qui s'annonce où l'innovation technologique et le savoir vont jouer le rôle essentiel, l'Europe n'a pas de handicap naturel. Elle a des faiblesses et des atouts. La recherche scientifique européenne est encore la deuxième du monde, bien loin devant l'Union soviétique et le Japon. C'est peut-être une surprise pour certains, c'est là pourtant la réalité. Dans cet ensemble européen, la recherche française occupe une place de premier plan au même titre que l'Allemagne fédérale ou la Grande-Bretagne. Pourtant, c'est vrai, l'Europe n'a pas su jusqu'à présent organiser le transfert des découvertes scientifiques d'une manière totalement satisfaisante. Ni vers l'industrie ni vers l'Université.

Les causes sont multiples et d'origine aussi bien culturelles que structurelles. Il *n'existe* en Europe aucun équivalent du Massachusetts Institute of Technology ou du California Institute of Technology où Prix Nobel de physique ou de biologie côtoient les grands ingénieurs de l'électronique ou de l'aéronautique, à l'exception de Zurich. Sur un continent aux structures morcelées, haché par les frontières et les réglementations disparates, la division ne favorise pas les transferts entre laboratoires de recherche et PME innovatrices.

Si l'Europe veut prendre le bon départ du XXIe siècle, elle devra accroître son effort de recherche mais aussi le coordonner. Elle devra faire naître cet espace universitaire, scientifique et technologique européen impliquant *une libre circulation des* étudiants, des cursus universitaires, des hommes, des idées et des brevets. Si elle ne le fait pas, elle perdra lentement ses acquis et deviendra petit à petit un continent dépendant scientifiquement et technologiquement des Etats-Unis et du Japon.

⁂

Dans ce choix pour l'Europe, le rôle de la France est essentiel. L'Allemagne, puissante, est de plus en plus tentée par l'illusion de l'autosuffisance, en sciences comme ailleurs. La Grande-Bretagne de Mme Thatcher regarde davantage vers l'autre rive de l'Atlantique et le fameux « brain-drain » des scientifiques et ingénieurs anglais, un moment enrayé, reprend de plus belle. La France seule peut devenir le catalyseur de cette Europe de la science qui est la clé de notre avenir. Elle pourra y être aidée par l'Italie renaissante.

Mais dans le monde politique, qui a compris cela ? Depuis le général de Gaulle qui, lui, avait compris ces enjeux du futur, la droite, trahissant totalement sa pensée, n'a fait que dégrader lentement les moyens de notre recherche scientifique. Elle a laissé notre Université devenir la plus pauvre des pays développés. En 1981, la France dépensait quatre fois moins par étudiant que les Etats-Unis. Elle avait deux fois moins d'étudiants par tête d'habitant. Que le ministère de la recherche de de Gaulle soit devenu un sous-secrétariat sous les ministères Chirac et Barre, cela ne traduit-il pas leur désintérêt pour la recherche ? Y a-t-il doute sur la réponse lorsqu'on sait que cette désaffection symbolique n'a fait qu'accompagner la décroissance régulière du budget pour atteindre en 1981 1,8 % du PNB, lanterne rouge des grands pays scientifiques du monde ?

Est-ce faire preuve d'esprit partisan que de constater que l'arrivée de François Mitterrand à la présidence de la République a constitué une rupture brutale ? Les budgets de recherche augmentèrent de 30 %. Les recrutements de chercheurs reprirent. Un ministre d'Etat parla au nom de la recherche et de la technologie. En quelques mois, l'espoir est revenu et, on peut le dire aujourd'hui, cette action a sauvé la recherche française de l'asphyxie. Cet effort pour la recherche n'a pas été un feu de paille, il a été maintenu tout au long des cinq années de gouvernement Mitterrand, faisant passer les dépenses en recherche de 1,9 % à 2,3 % du PNB. Il est vrai aussi que l'action du côté de l'Université n'a pas été aussi claire et aussi facile. La tâche était beaucoup plus difficile car l'appareil d'enseignement supérieur était, tant du point de vue psychologique que matériel, beaucoup plus malade que l'appareil de recherche.

⁂

Tout cet effort a été replacé progressivement dans un cadre de plus en plus européen grâce à l'action menée personnellement par le chef de l'Etat : projet Esprit, programme Eurêka, action pour bâtir l'espace scientifique et technologique européen, projets Comett et Erasmus. Et puis brutalement, l'arrêt. L'arrêt imposé par l'arrivée de M. Chirac à Matignon. Le ministre de la recherche à qui l'on a doublé la charge en lui confiant les universités devient un sous-ministre. Une responsabilité multipliée par deux, une position ministérielle divisée par deux, le budget de la recherche réduit brutalement de 25 % en un an. Le recrutement de chercheurs est tari, Eurêka chloroformé. L'Europe de la science mise en veilleuse. Le coup d'arrêt fut si brutal que les revues scientifiques s'en firent l'écho de plus en plus scandalisé.

L'espoir est maintenant que François Mitterrand soit candidat à la présidence de la République et y soit élu. L'espoir, c'est qu'il ait les moyens politiques de reprendre l'œuvre qu'il avait entreprise pour le renouveau de la recherche française, qu'il puisse donner les moyens à l'Université française de s'adapter au siècle à venir et de former les hommes et les femmes dont *le pays aura besoin, qu'il puisse* faire naître cet espace scientifique et technologique européen dont sa stature politique et sa détermination peuvent garantir l'éclosion.

(*) Professeur à l'université de Paris-VII. Prix Crafoord 1986.

Au courrier du Monde

LOGIQUE

Électeurs du marais

Je comprends l'effroi de M. Bernard Laguerre, qui, dans *le Monde* du 16 février, constate que d'ores et déjà 62 % des électeurs ont fait leur choix, sans tenir compte des programmes des candidats ; ce qui, en démocratie, devrait s'imposer. Mais je voudrais le rassurer comme je me rassure, en lui faisant remarquer ce qui suit.

Dans tous les pays démocratiques, il en va ainsi. Partout, les inconditionnels, qui ont voté, votent et voteront toujours « contre », se partagent toujours à égalité, ou à peu près, en deux camps. Nulle part un camp n'approche de la majorité absolue. Pour qu'il gagne, il lui faut une majorité de voix du marais électoral. Autrement dit de ces gens, comme M. Laguerre et moi-même, qui ne votons pas contre un camp, mais pour un homme ; celui qui nous paraît le plus en mesure d'être utile au pays. Il y a donc dans l'exercice de la démocratie une logique réconfortante. Puisque les arbitres sont les citoyens au vote réfléchi. Electeurs et électrices du marais, ne soyons donc ni pessimistes ni complexés.

ROBERT GRAS
Limours (Essonne)

RUBRIQUE

Vieillesse ou maladie ?

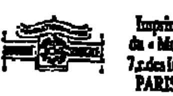
Pourquoi « L'amour au couchant », article au demeurant fort intéressant sur la vie amoureuse et la sexualité des personnes âgées, a-t-il été classé par *le Monde* dans la rubrique « médecine » ? Cela veut-il dire, comme en témoigne l'omniprésence des médecins dans tout ce qui touche aux troisième et quatrième âges (voir les colloques, par exemple) que la vieillesse est encore et toujours une maladie ? Une maladie dont certains espèrent nous guérir !

Notre sujet aurait pu glisser subrepticement de la colonne « médecine » à celle voisine des « secteurs de pointe »...

BERNARD ENNUYER
(Paris.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81





Commission paritaire des journaux et publications, nº 57437
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social :
620.000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



URSS : pour la première fois depuis le début des troubles du Caucase

Sévère réquisitoire dans la presse contre les « manquements et erreurs » de la politique des nationalités

MOSCOU
de notre correspondant

Mis en difficulté par les événements du Caucase, les partisans de la politique d'ouverture de M. Gorbatchev ont maintenant lancé leur contre-offensive. Mardi, c'était les grands quotidiens nationaux, *Pravda* en tête, qui publiaient sur plus d'une page (*le Monde* du 9 mars) un compte rendu de la visite que le secrétaire général avait faite quelques jours plus tôt dans une grande usine de Moscou, pour y défendre sa ligne devant quelque vingt mille ouvriers.

Il n'était nulle part question des troubles qui secouent l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais le message n'en était pas moins clair – difficultés ou pas, on continue. Les *Nouvelles de Moscou*, elles, appellent, mercredi matin 9 mars, un chat un chat. Page 4, on y lit le premier article factuel qu'un journal de diffusion nationale ait consacré à la crise caucasienne depuis la gigantesque manifestations d'Erevan. On ne dira pas qu'il s'agisse d'un modèle de journalisme, mais la loi du silence est ainsi brisée. Et, page 3, Egor Iakovlev, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire, consacre son éditorial à réfuter l'analyse conservatrice du développement des tensions nationales – s'inscrivant notamment en faux contre l'idée qu'il serait imputable à la « glasnost ».

Après avoir énuméré ces tensions – du problème des Tatars de Crimée à l'agitation diffuse dans les républiques baltes, en passant, bien sûr, par les trente et un morts de Soumgaït – M. Iakovlev explique qu'elles tiennent d'abord *« aux manquements et aux erreurs »* de la politique des nationalités menée sous Léonide Brejnev.

« Les mots tenaient lieu d'action, écrit-il. *On parlait d'une famille fraternelle, alors que dans la pratique on mettait des entraves aux échanges culturels et aux études des enfants dans leur langue nationale. Cela a été notamment le cas avec le Nagorny-Karabakh, dont les liens traditionnels avec l'Arménie sœur ont été violés. Au lieu de l'internationalisme socialiste, c'est* [donc] *son contraire qui était ainsi suscité : tout ce qui était national reculait devant ce qui était nationaliste. »*

Bref, c'est à une complète libéralisation de la politique des nationalités qu'appelle le rédacteur en chef de ce journal phare de la « perestroïka », et le fait est d'autant plus notable que M. Gorbatchev avait indiqué, lors du plénum de février, qu'il fallait consacrer d'urgence une réunion du comité central à cette question nationale. Avant-goût de la position que les réformateurs tenteront d'y faire prévaloir, M. Jakovlev s'insurge d'ailleurs dans son article contre le fait que le *« législateur numéro un en la matière »* soit toujours Staline et encore en vigueur l'*« ABC primitif »* auquel il avait réduit ce problème.

« Peut-on, demande par exemple M. Iakovlev, *faire état d'un seul pas important fait ces dernières décennies en faveur du développement de la structure étatique des* [différentes] *Républiques et de leur union* [dans le cadre de l'URSS] ? » Et sans prendre la peine de répondre à sa question toute rhétorique, le rédacteur en chef explique que *« c'est l'époque elle-même qui a mis à l'ordre du jour la consolidation du droit des républiques et l'amélioration de leurs rapports ».*

Critique du KGB

Un coup à gauche (l'extrémisme ne fait que compliquer les choses et l'on ne peut donner satisfaction à un peuple sans tenir compte des intérêts de l'autre) et M. Iakovlev lance une attaque à peine voilée contre le KGB auquel il fait implicitement reproche de n'avoir pas fait son travail en n'avertissant pas de la montée des tensions. *« Quels que soient les gens qui cherchent à profiter de cette situation critique,* écrit-il en effet, *une chose est évidente : des erreurs ont été commises dans l'appréciation de l'état d'esprit des masses et l'évaluation de ce qui pourrait en découler. »*

« Seule la prise de conscience de la situation pourra aider à la redresser », affirme donc M. Iakovlev qui dénonce sans périphrase *« ceux qui voudraient bien imputer ce qui s'est passé au processus de démocratisation en prétendant que sans ce processus il n'y aurait pas eu les troubles en question ».*

Pour M. Iakovlev, il faut, comme l'avait dit M. Gorbatchev aux ouvriers de Moscou, *« garder au contraire la tête froide devant des difficultés qui ne seront pas les dernières »* et comprendre que *« la route de la démocratie n'est pas à sens unique »* car l'empruntent non seulement les *« patriotes de la restructuration »* mais aussi ceux *« qui font tout pour détruire les libertés en les réclamant à cor et à cri ».*

« S'il n'y a pas de démocratie, il ne restera que la possibilité de rejeter nos idéaux », conclut M. Iakovlev en soulignant à la fois que *« l'heure de la raison a sonné »* et qu'il faut aller de l'avant dans la préparation de la dix-neuvième conférence du parti qui doit être consacrée à la démocratisation politique.

Page 4 du même numéro des *Nouvelles de Moscou*, on apprend que le couvre-feu est toujours en vigueur à Soumgaït, et le journal cite longuement des témoins qui expliquent comment c'est l'absence d'information et le développement consécutif des rumeurs qui ont semé la panique chez les Arméniens comme chez les Azeris. La veille, dans un cimetière de Moscou, quelques centaines d'Arméniens de la capitale s'étaient réunis pour marquer leur deuil et entendre plusieurs de leurs compatriotes arrivés du Caucase. Leurs récits faisaient simplement dresser les cheveux sur la tête, avec enfants jetés par les fenêtres des immeubles, femmes enceintes éventrées, bébés découpés en morceaux et bain de sang. Ces récits n'ont bien sûr pas pu être confirmés de source officielle, mais le moins qu'on puisse dire est qu'ils avaient la force de l'authenticité.

BERNARD GUETTA.

● **PRÉCISION.** – L'auteur de l'article « Le Caucase : Babel au carrefour des empires » (*le Monde* du 9 mars), M. Charles Urjewicz, que nous avons présenté comme « universitaire », est professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales.

● **URSS : création du premier centre de sondage d'opinion.** – *Le* premier centre fédéral soviétique d'étude de l'opinion publique va être créé prochainement et sera dirigé par l'académicienne Tatiana Zaslavskaïa, a annoncé, le mercredi 9 mars, la *Literatournaïa Gazeta*

ESPAGNE

La police a retrouvé le véhicule piégé du commando de l'IRA

La police espagnole a découvert, dans la soirée du 8 mars, à Marbella, sur la Costa del Sol, une voiture contenant au moins 70 kilos d'explosifs, qui devait servir à l'attentat préparé par le commando de l'IRA, dont les membres ont été tués dimanche à Gibraltar. Selon la direction de la sécurité de l'Etat à Madrid, le véhicule piégé – une Ford Fiesta immatriculée en Espagne – a été retrouvé sur un parking de la station touristique. Il renfermait cinq paquets d'explosifs Semtex de fabrication tchèque et un système d'horlogerie réglé pour faire détoner la charge à 11 h 20 le mardi 8 mars. L'heure prévue pour faire exploser les bombes *« correspond à peu près à celle du défilé de la relève de la garde devant le palais du gouverneur militaire de Gibraltar »*, a précisé un haut fonctionnaire espagnol. Il n'a pas confirmé les informations selon lesquelles la police serait à la recherche d'une quatrième personne, Evelyn Glenholmes, vingt-neuf ans, appartenant au commando de l'IRA.

Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, a adressé, lundi, un télégramme de remerciements au président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, pour la collaboration de la police espagnole dans cette affaire.

En Grande-Bretagne, une controverse s'est développée, mardi, sur les circonstances dans lesquelles les trois membres de l'IRA ont été tués. Après l'approbation unanime, le 7 mars, à la Chambre des communes, de la *« neutralisation du commando »*, plusieurs députés, dont le dirigeant du Parti social-démocrate, M. David Owen, réclament maintenant des *« explications »* sur la mort du trio. Certains parlementaires se demandent si les deux hommes et la jeune femme de l'Armée républicaine irlandaise n'ont pas été *« sommairement exécutés »* dans une embuscade tendue par les soldats des forces spéciales. Pour le Sinn-Fein, la branche politique de l'IRA, le commando a été éliminé *« sur ordre du gouvernement de Londres ».*

Le gouvernement de Dublin a, pour sa part, mis en cause l'opération des forces spéciales britanniques. Dans un communiqué publié à l'issue de sa réunion du 8 mars, le cabinet irlandais se déclare *« gravement préoccupé par le fait que trois Irlandais non armés aient été tués à Gibraltar alors qu'il apparaît, d'après les informations disponibles, qu'ils auraient pû être arrêtés »*. Cette prise de position pourrait raviver la tension qui se manifeste depuis un mois dans les relations anglo-irlandaises en raison du refus des autorités britanniques de poursuivre en justice des policiers du Royal Ulster Constabulary (RUC), accusés d'avoir abattu six *« terroristes présumés »*, non armés, en 1982. – *(AFP, Reuter.)*

POLOGNE

Des manifestations étudiantes violemment réprimées

Les forces de l'ordre ont dispersé, sans ménagement, quelque quatre mille jeunes gens qui manifestaient, le mardi 8 mars dans la soirée, à Varsovie, à l'occasion du vingtième anniversaire des événements du 8 mars 1968, au cours desquels la police était déjà brutalement intervenue sur le campus de l'université de la capitale polonaise. Les zomos (unités anti-émeutes), très nombreux, en tenue de combat, ont chargé les étudiants alors que plusieurs d'entre eux tentaient de se frayer un passage pour déposer une gerbe de fleurs au pied du monument érigé à la mémoire du poète Mickiewicz, dont l'œuvre n'a cessé d'inspirer les Polonais dans leur lutte pour l'indépendance nationale. Une centaine de personnes ont ensuite été interpellées, selon une source dissidente.

Des policiers armés de matraques sont aussi brutalement intervenus à la mi-journée à Cracovie, dans le sud du pays, contre un millier d'étudiants. Ceux-ci, comme leurs camarades de Varsovie, réclamaient notamment la reconnaissance de l'association indépendante des étudiants, NZS, et scandaient des slogans favorables à l'organisation de Lech Walesa – *« Pas de liberté sans Solidarité »*. Selon des témoins, une centaine d'interpellations ont eu lieu. Des barricades ont été dressées et, après les affrontements, le boulevard ceinturant la vieille ville ressemblait à un champ de bataille.

Des manifestations similaires ont été signalées à Gdansk, dans le nord de la Pologne. A Poznan, dans l'ouest du pays, six jeunes Polonais ont été interpellés. – *(AFP, Reuter.)*

TCHÉCOSLOVAQUIE

M. Dubcek a été ovationné par les Pragois

M. Alexandre Dubcek, confiné depuis 1970 à Bratislava et dans les environs immédiats de la capitale slovaque, a pu, dans le courant du mois de janvier, se rendre à deux reprises à Prague pour y rencontrer certains de ses amis politiques, annonce le mensuel tchèque *Listy* publié par Jiri Pelikan.

Dans la zone piétonnière de Prague, il fut constamment entouré par une foule de gens qui voulaient au moins lui serrer la main, lui poser des questions ou lui demander un autographe. Cela malgré ses mises en garde pour rappeler qu'il était encore sur une liste noire et qu'il n'était pas bon de lui manifester une telle attention. Lorsqu'il assista à des représentations du théâtre Semafor et de la nouvelle scène du Théâtre national, le public lui fit une ovation spontanée, et certains artistes vinrent le saluer.

Ce relâchement s'est produit après la publication de son interview à *l'Unità*, l'organe du PC italien, le 10 janvier dernier. Il y plaidait pour les idées du printemps de Prague – qu'il personnifia en tant que premier secrétaire du PC en 1968 – et demandait la réhabilitation de ses amis et de lui-même, requête qui se heurta à une fin de non-recevoir tant à Moscou qu'à Prague.

Cette levée de l'assignation à résidence sans aucun procès est intervenue après la visite de présentation à Moscou de M. Jakes, qui venait de succéder, à la tête du PC, à M. Gustav Husak, l'homme qui s'était chargé de normaliser la Tchécoslovaquie en succédant à M. Dubcek le 17 avril 1969, puis en le faisant chasser du parti.

Am. B.

ISRAËL : les retombées de la prise d'otages du Néguev

La condamnation unanime du terrorisme n'atténue pas les divergences politiques entre droite et gauche

Unanimité dans la condamnation, division dans l'analyse des conséquences : au lendemain de l'opération de l'OLP dans le Néguev (six morts, dont les trois membres du commando palestinien), la classe politique et la presse israéliennes se sont retrouvées pour condamner le terrorisme, mais les divergences subsistent.

Au sein du Likoud (droite) le parti du premier ministre, M. Ytzhak Shamir, comme chez les travaillistes amis du ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, l'opération de l'OLP a été ressentie avec la même indignation, commentée avec la même fermeté, au diapason du ton employé, mardi 8 mars, par la presse pour dénoncer cet acte *« odieux »*. Et, déjà, des doigts accusateurs désignent l'Egypte, d'où, selon les autorités militaires, serait venu le commando palestinien.

Une carte d'identité égyptienne délivrée à Rafah (ville divisée entre Israël et l'Egypte, au sud de la bande de Gaza) ainsi que de l'argent et des cigarettes d'Egypte ont ainsi, selon la police, été retrouvés sur les corps des trois Palestiniens. Le chef d'état-major israélien, le général Dan Shomron, a révélé à cette occasion qu'*« en un mois, il y a déjà eu deux infiltrations à partir du territoire égyptien »*. Il n'en fallait pas plus pour que des députés d'extrême droite exigent qu'Israël proteste officiellement auprès du Caire et qu'une partie de la presse demande que le gouvernement égyptien *« prenne la responsabilité de ce qui arrive sur ses frontières ».*

Mais, si l'ensemble du gouvernement de coalition (Likoud-travaillistes) est d'accord pour affirmer qu'*« Israël ne fléchira pas dans sa lutte constante contre le terrorisme »* (M. Shamir), ou que le pays *« pourchassera sans relâche les terroristes »*, il en va différemment quant au fond du problème, à savoir comment mettre un terme à la crise actuelle. La prise d'otages dans le Néguev n'a en rien entamé l'hostilité du Likoud à toute concession et notamment au plan Shultz (qui prévoit des négociations sur le sort des territoires occupés). Le vice-premier ministre, M. David Lévy (Likoud), voit simplement renforcée sa conviction que des élections anticipées sont nécessaires afin, a-t-il dit, *« de lever toutes les ambiguïtés sur le plan Shultz ».*

En revanche, une autre nécessité continue de s'imposer, selon les travaillistes, celle d'une réponse politique à la révolte des territoires occupés. *« Les territoires ne doivent pas atteindre leur objectif »*, a estimé le ministre travailliste de la défense, M. Rabin, répétant que *« seuls les moyens politiques permettront l'avènement de la paix ».*

Ces *« moyens »* paraissent toutefois bien minces : le président syrien Hafez el Assad vient en effet d'émettre de vives critiques – ressemblant à un rejet pur et simple – à l'encontre du plan Shultz, dans lequel il n'a vu aucun élément nouveau. *« Je ne veux pas examiner les projets proposés qui sont les mêmes qu'avant. De nombreux plans ont été élaborés au fil des ans, mais rien n'a changé, même si les termes diffèrent. Si nous sommes incapables de parvenir aujourd'hui à la victoire (...) pourquoi nous précipiter vers la défaite »*, a-t-il déclaré mardi.

Le secrétaire d'Etat ne paraît pas pour autant se décourager. Recevant mardi à Washington un émissaire israélien, il a insisté pour obtenir rapidement de M. Shamir (attendu le 15 mars aux Etats-Unis) une réponse à ses propositions de paix, réponse que le premier ministre paraît, quant à lui, surtout soucieux de ne pas formuler trop vite.

Sur le terrain, les affrontements se sont poursuivis avec la même intensité dans les territoires occupés, où deux Palestiniens ont trouvé la mort mardi. Et ce, à l'heure où un certain embarras perce dans ces mêmes territoires après l'opération du Néguev. Si la presse palestinienne s'est bornée, mardi, à relater les faits sans commentaires, une voix s'est élevée pour critiquer l'action de l'OLP. Le maire destitué de Gaza, M. Rachad Chawa, a estimé que cette opération *« faisait du tort aux Palestiniens et ne servait nullement leur cause »*. *« Le soulèvement nous a fait gagner le soutien de l'opinion internationale, car nous sommes un peuple opprimé qui n'a pour arme que la pierre. Cette opération ne nous aide ni sur le plan du soulèvement lui-même ni vis-à-vis du monde »*, a déclaré M. Chawa (considéré comme pro-jordanien) à l'AFP.

Un Palestinien de vingt-huit ans a été tué par balles dans un village proche de Ramallah, tandis que le corps d'un policier palestinien était découvert mardi matin dans un camp de réfugiés près de Jéricho. – *(AFP, Reuter.)*

La « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran

Téhéran disculpe Moscou et accuse Washington et Paris

M. Hachemi Rafsandjani, président du Parlement iranien, a disculpé l'URSS de la responsabilité des attaques irakiennes contre les villes iraniennes et a accusé les Etats-Unis et la France d'aider l'Irak à *« trafiquer »* ses missiles de fabrication soviétique de façon à leur permettre d'atteindre Téhéran, situé à quelque 500 kilomètres de la frontière irakienne.

Selon M. Rafsandjani, les experts iraniens qui ont examiné *« plusieurs missiles n'ayant pas explosé »* ont confirmé qu'il s'agissait de Scud-B de fabrication soviétique. *« Mais,* a-t-il ajouté, *il est clair que la plupart des pays de l'Est fabriquent ou assemblent ce missile et* [que] *l'Irak peut en obtenir par d'autres sources »* que l'URSS. Les missiles irakiens tirés sur Téhéran, a souligné M. Rafsandjani, *« ont été trafiqués »* pour accroître leur portée, qui est normalement de 300 kilomètres. *« Cela,* a-t-il dit, *n'est pas le fait des Irakiens, qui en sont incapables. Il n'y a aucun doute, ce sont de grandes puissances qui l'ont fait. Des grandes puissances comme les Etats-Unis ou la France. » « L'Iran n'oubliera jamais ceux qui ont aidé le meurtrier dans son crime »*, a déclaré, pour sa part, le président iranien, M. Khamenei, lors de la visite d'un quartier bombardé de Téhéran.

La « guerre des missiles » s'est poursuivie mardi, pour la neuvième journée, entre l'Irak et l'Iran, avec les tirs, dans la nuit de lundi à mardi, de nouveaux missiles sur Bagdad et Téhéran. Bagdad a franchi un nouveau pas dans l'escalade en prenant pour cible, à deux reprises, Ispahan, connue pour ses superbes mosquées de céramique bleue. C'est la première fois depuis la reprise des bombardements des villes qu'Ispahan – *« la moitié du monde »*, selon le dicton iranien, – située à près de 400 kilomètres des frontières, est attaquée au missile. Elle avait été durement touchée par les raids irakiens en janvier-février 1987, et six cent quarante personnes y avaient été tuées, selon un bilan iranien.

Une trentaine de morts

L'Irak a également bombardé, pour la quatrième fois, la ville sainte de Qom, a étendu ses opérations aux eaux du Golfe et repris la « guerre des pétroliers », après une accalmie de trois semaines, en attaquant un tanker près des côtes iraniennes. Il ravive ainsi la tension dans cette région, alors que des incidents sérieux ont failli opposer la flotte américaine et la marine iranienne la semaine dernière.

Entre-temps, le bilan des morts à Téhéran et à Bagdad s'alourdit. L'Iran a annoncé trente morts et une centaine de blessés pour la seule journée de lundi à Téhéran. A Bagdad, les médias irakiens préparent la population à une longue guerre. La presse ne publie nulle photo des victimes des missiles iraniens. Aucun bilan n'est donné par les autorités, et la télévision ne montre pas les dégâts occasionnés dans la capitale. – *(AP, AFP.)*

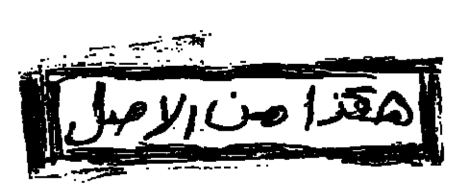
LIBAN : libérés après six jours de détention

Les deux responsables d'OXFAM avaient été enlevés par le groupe Abou Nidal

Les deux responsables de l'organisation caritative britannique OXFAM, M. Peter Coleridge, directeur pour le Proche-Orient de l'Oxford Committee for Famine and Relief, et le Syrien Omar Traboulsi, directeur pour le Liban, enlevés jeudi dernier au Liban sud, ont été libérés, le mardi 8 mars, après six jours de détention par le Fath-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal.

M. Walid Khaled, membre du comité central du Fath-CR et porte-parole de cette organisation, a annoncé, mardi à la presse à Saïda, que les deux responsables de l'OXFAM avaient été *« arrêtés pour enquête »* car M. Coleridge *« était en train de photographier sans autorisation préalable dans le camp palestinien d'Aïn-Héloué »*. Il a ajouté que les deux hommes avaient été arrêtés *« pour des raisons de sécurité »* et que son organisation *« usera de ce droit chaque fois qu'il le faudra »*. *« Les organisations humanitaires,* a-t-il dit, *sont noyautées par les services de renseignement ennemis, ce qui nous oblige à les surveiller de près. »*

M. Coleridge parlait au domicile de M. Moustapha Saad, chef de l'Organisation populaire nassérienne, qui contrôle Saïda et qui avait réclamé la libération des deux responsables de l'OXFAM. Il a admis que, en *« tant que Britannique »*, il avait commis une erreur *« en photographiant sans autorisation »* le camp palestinien d'Aïn-Héloué. *« J'en assume l'entière responsabilité,* a-t-il dit, *mais je n'étais pas au courant des nouvelles mesures de sécurité. »* – *(AFP.)*



Amériques

BOLIVIE : restauration de l'Etat, assainissement de l'économie

Les bienfaits de la révolution libérale

LA PAZ
de notre envoyé spécial

Certes, ce n'est pas la révolution dont « Che » Guevara rêvait. « Che » Guevara, qui a toujours droit à son poster géant à l'université de La Paz, avec cette épitaphe : *« Ce n'est pas parce que tu es tombé que ta lumière est moins haute. »* Il y a plus de vingt ans que le leader guérillero est tombé et, au lieu d'une révolution populaire, c'est une révolution libérale qui s'est produite en Bolivie. Le pays des syndicats trotskistes et de l'agitation permanente, des militaires maffiosi et des coups d'Etat à répétition, a retrouvé le calme et même donné une certaine consistance à sa démocratie en devenant – ô scandale ! – l'un des meilleurs élèves, en Amérique latine, du FMI.

Quelques exemples, d'abord, pour s'assurer du changement. A La Paz, comme dans tant d'autres villes de la région, le mot « dollar » crié à tous les coins de rue par des changeurs improvisés n'a pas perdu de sa magie, malgré la chute du billet vert. L'économie bolivienne reste, comme on dit, fortement « dollarisée ». Mais la devise américaine se troque sur le trottoir à un taux à peu près égal à celui des banques. Il y a trois ans, la différence était de 1 à 9 en faveur du marché noir : il y a trois ans, quand la gauche était au pouvoir et que l'inflation atteignait le rythme de 40000 % par an.

La monnaie se dépréciait alors à une telle vitesse que le taxi qu'on prenait pour monter à l'aéroport coûtait deux fois plus cher au retour qu'à l'aller. On partait à la banque avec un sac pour retirer son salaire. Le papier-monnaie était devenu la troisième importation du pays. *« Il fallait l'acheter en Angleterre. Il nous reste de cette époque 2000 tonnes de billets inutilisés »*, explique M. Juan Cariaga, ministre des finances. Encore un an à ce régime-là, et l'inflation aurait atteint 1 million pour cent par an – un des records de l'histoire. Avec l'actuel gouvernement, elle a été ramenée, officiellement, à 10 % par an.

Autre exemple, cueilli au fil des rues. Sur le Prado, la principale avenue de la capitale, un écriteau posé sur une librairie bouclée à double tour indique : *« Fermée pour fraude fiscale. »* Encore un spectacle insolite, dans cette partie du monde où les impôts sont faits, en général, pour ne pas être payés. C'était particulièrement le cas en Bolivie, où ils ne rapportaient à l'Etat, selon M. Cariaga, que 1 % du PNB. *« Tout le monde fraudait*, explique le ministre, *ou ne payait qu'avec le plus grand retard, en comptant sur l'hyperinflation pour dévaluer ce qui était dû. »* Si l'Etat a supprimé les contrôles qui pesaient sur le marché et *« dépolitisé l'économie »*, comme le dit le ministre du plan, M. Sanchez de Lozada, il fait sentir ici sa main de fer, tant il est impératif, pour lui, d'équilibrer le budget. Il a simplifié le système fiscal (qui ne comportait pas moins de quatre cents impôts), remplacé la taxation du revenu par celle de la consommation, ce qui paraît logique dans un pays où 60 % des habitants échappent à *tout* contrôle, car ils vivent en « économie informelle ». Résultat : ses recettes correspondent aujourd'hui à 14 % du PNB.

Dernier exemple, trouvé lui aussi en promenade. L'église San-Francisco, au cœur du vieux La Paz, à l'orée du marché indien, est un haut lieu du tourisme et un bel exemple d'architecture coloniale. En janvier, elle était encerclée par la police, et on avait cessé d'y dire la messe. Des *relocalizados*, en effet, y campaient en permanence. On appelle de ce nom, en Bolivie, les mineurs qui ont été licenciés et théoriquement « reconvertis ». Pendant un an, ils ont reçu une allocation-chômage. Mais une centaine d'entre eux continuent de manifester, témoignant à leur manière du coût social d'une politique qui a diminué l'emploi pour assainir les finances publiques.

« Dans la légalité »

Visages aux yeux brûlés, aux joues déformées parfois par la mastication de la coca, ils étaient trente mille qui appartenaient à la COMIBOL, la Corporation minière de Bolivie, l'un des « monstres étatiques » légués par les gouvernements antérieurs. La COMIBOL, qui exploite, à 4000 mètres d'altitude, sur l'Altiplano, la plupart des gisements d'étain du pays – longtemps sa principale richesse, – était devenue en effet, au fil des ans, une aberration économique. Le nombre de fonctionnaires y dépassait celui des mineurs de fond ; ses équipements, ses méthodes de travail étaient archaïques au point qu'elle produisait l'étain à un coût cinq fois plus élevé que son prix de vente, et qu'elle perdait chaque année la bagatelle de 200 millions de dollars, le tiers de la valeur totale des exportations.

Il a fallu beaucoup de courage à l'équipe au pouvoir pour dégraisser le « monstre », car les syndicats de mineurs sont un bastion traditionnel de la résistance ouvrière. Elle n'a pas hésité, néanmoins, à licencier les deux tiers des effectifs – soit vingt-trois mille personnes – et assure que la COMIBOL a retrouvé, grâce à cette mesure, le chemin de la rentabilité. Des coupes aussi sévères ont été faites dans d'autres « monstres », tels que la Banque centrale. Quand trois ou quatre mille *relocalizados* ont menacé d'occuper La Paz, le gouvernement a décrété l'état de siège, comme l'y autorisait la Constitution, et arrêté pendant un temps les leaders du mouvement.

« Tout s'est fait dans la légalité, assure le Père José Gramunt, directeur de l'agence de presse Fides, qui appartient aux jésuites. *La liberté de la presse a été maintenue. Malgré le grand nombre de grèves et de manifestations, il n'y a pas eu un seul mort dans les rues. On ne compte aucun prisonnier politique, aucun exilé. Et la police est plutôt moins brutale qu'à Paris. »*

Au ministère de l'information, le titulaire du poste, M. Herman Antelo, montre volontiers aux visiteurs un clip vidéo sur le thème « avant » et « après ». Avant, quand la gauche était au pouvoir, les grèves ne cessaient pas, le gouvernement ne résistait à aucune exigence syndicale, les caisses étaient vides, les boutiques aussi, les Boliviens ne travaillaient pas, ils spéculaient, etc.

Sur cette époque-là, la gauche fait volontiers son *mea culpa*. En 1982, quand M. Siles Zuazo arrive à la présidence, il dirige une coalition de Front populaire qui comprend des communistes et des sociaux-démocrates. Contrairement à Allende au Chili, il n'a pas été élu pour instaurer le socialisme, mais pour remettre la Bolivie sur les rails. L'héritage est si lourd qu'il faudrait une politique de rigueur et un président à poigne. C'est tout le contraire qui se produit.

« Notre gouvernement n'avait pas de programme, et le président ne savait pas gouverner », reconnaît M. Paz Zamora, alors vice-président de la République et leader du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), la formation social-démocrate. La gauche au pouvoir multiplie les contrôles – sur les prix, les importations, les devises, sur tout, sauf sur les salaires, – ce qui provoque la corruption et le marché noir. La Centrale ouvrière bolivienne (COB), le syndicat unique, se livre à une surenchère meurtrière et multiplie les grèves générales. Chaque fois, M. Siles Zuazo cède, et c'est la planche à billets qui satisfait les revendications des grévistes. Elle arrivera à financer 85 % des dépenses publiques.

Le pays sombre. Déjà pauvre parmi les pauvres – son PNB *per capita* est le plus bas d'Amérique latine, après celui de Haïti, – il est en moratoire de fait et ne reçoit plus aucun crédit de l'étranger. Elu pour quatre ans, M. Siles Zuazo est forcé de se retirer au bout de trois. Lui succède M. Paz Estenssoro, choisi au deuxième tour par le Congrès avec l'appui de la gauche, qui voit en lui un « moindre mal » face à son principal concurrent, le général Banzer, chef d'une Action démocratique nationaliste fortement marquée à droite.

M. Paz Estenssoro, qui domine la vie politique bolivienne depuis un demi-siècle, est président depuis août 1985 pour la quatrième fois. Sur sa gestion, les avis sont unanimes. *« Il a rétabli l'autorité de l'Etat »*, reconnaît M. Paz Zamora, aujourd'hui dans l'opposition. Il a même fait davantage : il a sauvé son pays.

Honnêteté

Le ministre des finances explique comment : *« Nous avons supprimé les contrôles de prix et le contrôle des changes. Nous avons libéré les taux d'intérêt et les conditions d'embauche. Nous avons aussi ouvert les frontières, en abaissant les droits de douane à un taux uniforme de 20 %. »*

Le déficit de l'Etat, qui atteignait 29 % du PNB, a été ramené à 4 % en 1986. Dans le même temps, le pouvoir d'achat a baissé. Mais cette baisse ne fait que traduire le déclin de l'activité économique. Le PNB a diminué de 13 % de 1980 à 1986 et, par habitant, de 30 %.

Un gouvernement qui se caractérise par sa compétence et – osons le mot – par son honnêteté. Honnêteté intellectuelle en tout cas. Les ministres que M. Paz Estenssoro a choisis – souvent dans le secteur privé – parlent sans arrogance, sans cacher les points noirs de la politique gouvernementale. Ils ont redonné suffisamment de crédit à leur pays – qui n'en avait plus du tout – pour retrouver l'aide internationale, en offrant, il est vrai, un gage supplémentaire : la participation aux programmes étrangers de lutte contre le trafic de cocaïne, qui assure à la Bolivie, de façon officieuse, une bonne partie de ses revenus.

A la COB, le ton est évidemment différent. Mais là aussi un changement s'est produit. Après plus de trente ans de règne quasi incontesté, son vieux leader, Juan Lechin, a dû céder la place en juillet 1987. Avec lui, c'est une conception caudillesque, anarchisante, de la lutte syndicale qui a été abandonnée. Constatant l'inefficacité des grèves générales contre l'actuel gouvernement, le dirigeant syndical préconisait l'an dernier de porter le combat *« à un niveau supérieur »*, c'est-à-dire d'adopter la lutte armée. Il s'est reconverti depuis dans le rôle de « conseiller » des producteurs de coca.

Son successeur, M. Simon Reyes, jusqu'alors premier secrétaire du PC, tient un tout autre langage. *« Je ne crois pas à un syndicalisme qui ne négocie pas »*, dit-il. Tout en reprochant au gouvernement la *« cruauté »* de sa politique, il a commencé à dialoguer avec lui. Il a même obtenu – pour la première fois dans l'histoire du pays – que la COB examine avec les autorités le prochain budget. *« Nous savons que les syndicats ne seront jamais d'accord avec nous*, dit le ministre du plan, M. Sanchez de Lozada, *mais si nous leur montrons les comptes, c'est pour qu'ils voient que nous ne les trompons pas. »*

Après l'« assainissement » de l'économie, l'équipe de M. Paz Estenssoro voudrait bien réussir sa « réactivation ». Déjà, l'an dernier a vu une légère croissance (entre 2 % et 3 %) après six ans de récession, mais rien ne dit que cette reprise pourra être poursuivie. En tout cas, l'opposition est tellement convaincue du bien-fondé de la politique actuelle qu'elle ne la modifierait guère si elle arrivait au pouvoir. *« Nous ne reviendrions ni au contrôle des prix ni au contrôle des changes*, dit M. Samuel Doria, responsable des questions économiques au sein du MIR. *Les changements que nous ferions seraient peu nombreux, et ils seraient progressifs. »*

Et M. Doria d'ajouter : *« Nous n'avons pas l'intention d'idéologiser l'économie. »* Voilà qui est sans doute, pour la Bolivie, la véritable révolution.

CHARLES VANHECKE.

Le président Paz Estenssoro « sauveur de la patrie »

LA PAZ
de notre envoyé spécial

M. Paz Estenssoro ne cultive guère la foule et encore moins les journalistes. A quatre-vingts ans passés, on le dit plus froid et distant que jamais. Il semble déjà être entré dans le panthéon où dorment les héros et les « sauveurs de la patrie ». Présent dans la vie politique depuis la fin des années 30, il aura été incontestablement le Bolivien le plus marquant du siècle. C'est à lui que ses compatriotes sont redevables de la révolution de 1952, la deuxième de l'Amérique latine, après celle du Mexique, et avant celle de Cuba.

La réforme agraire – pour distribuer la terre aux paysans indiens, – la nationalisation des mines d'étain (qui appartenaient auparavant à trois familles), l'extension du droit de vote aux analphabètes, c'est lui. Lui aidé de quelques autres, parmi lesquels M. Siles Zuazo, devenu plus tard son adversaire.

Pour opérer ces changements, il avait fondé, dix ans plus tôt, le Mouvement nationaliste révolutionnaire. C'est à la tête de ce même parti – aujourd'hui au centre droit de l'échiquier politique – qu'il est revenu au pouvoir en août 1985 et qu'il a fait, selon ses amis, une seconde « révolution », apparemment contradictoire avec la première.

Le numéro deux du gouvernement, M. Gonzalo Sanchez de Lozada, ministre du plan, affirme que non : *« C'est pour préserver les conquêtes de 1952 que le docteur Paz a libéralisé l'économie*, dit-il. *Pour sauver sa théorie de l'Etat national, qui contrôle les minerais et les gisements pétroliers. »*

M. Sanchez de Lozada est aussi chaleureux que son « patron » est distant. Fils d'un homme politique exilé aux Etats-Unis, lui-même élevé dans ce dernier pays, il parle l'espagnol avec un fort accent yankee, ce qui lui vaut d'être surnommé « Nat King Cole » par ses compatriotes, du nom du pianiste noir américain, qui chantait des couplets latinos. Le ministre ne dément pas son surnom en parlant de la *task force* formée par M. Paz Estenssoro dès son retour à la présidence pour élaborer, en trois semaines, un plan de redressement.

La Nouvelle politique économique – c'est son nom – n'a pas été conçue par des *Chicago boys*, des disciples dogmatiques de Milton Friedman. *« C'est sans dogmatisme que nous avons analysé la réalité nationale. Le pays n'avait plus d'administration, mais il vivait en démocratie. Nous avons dit : un pays démocratique ne peut pas régenter les prix. Une fois qu'on acceptait ce postulat, il fallait libérer les importations, pour réguler le marché. »*

A en croire M. de Lozada, le président a même dû se contraindre sur ce point. *« Le docteur Paz a toujours dit qu'il était un révolutionnaire et non un démocrate. Mais il devait respecter les règles démocratiques. »*

Ch. V.

CHILI

L'opposition reprend espoir après les manifestations du 8 mars

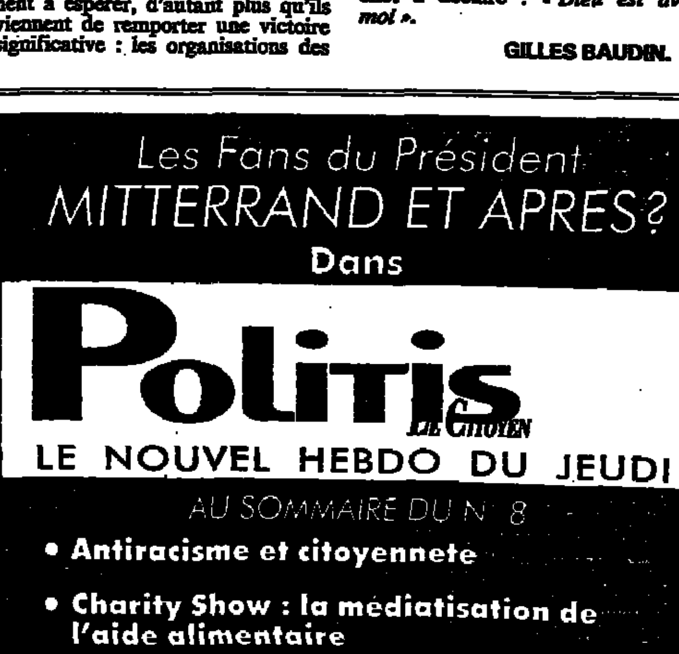
SANTIAGO
de notre correspondant

La Journée internationale de la femme, qui marque la rentrée politique de l'opposition chilienne, aura été particulièrement mouvementée cette année. Bravant l'interdiction des autorités, qui considèrent le 8 mars comme *« commémoration marxiste »*, plusieurs milliers de manifestants – principalement des femmes et des jeunes – ont tenu tête aux forces de l'ordre pendant plusieurs heures dans le centre de Santiago. Les incidents, souvent très violents, se sont poursuivis tard dans la nuit. Des dizaines de personnes ont été arrêtées. Parmi elles, deux Français : Raymond Claudurel et Sylvie Churie. Des échauffourées se sont également produites à Valparaiso, à cent kilomètres à l'ouest de la capitale.

Malgré leur désunion, les partis d'opposition sont parvenus à mobiliser leurs sympathisants et se reprennent à espérer, d'autant plus qu'ils viennent de remporter une victoire significative : les organisations des mineurs de charbon, dernier réduit des partisans du régime dans le mouvement syndical, ont désigné une nouvelle direction à majorité communiste et démocrate-chrétienne. *« Partout où se déroulent des élections à peu près régulières*, commente un dirigeant syndical, *la dictature est battue. Comment pourrait-elle gagner le prochain plébiscite sans fraude ? »*

De son côté, le gouvernement dénonce, depuis déjà plusieurs semaines, l'existence d'*« un plan terroriste du PC »* et prépare l'opinion, à travers de multiples déclarations publiques, à une escalade de la violence. De fait, des attentats parfois meurtriers ont eu lieu au cours de ces derniers mois. Les services de sécurité ont, de plus, découvert une puissante charge explosive sur la piste de l'aéroport d'une ville du Nord que le chef de l'Etat devait visiter. Ayant finalement décommandé son voyage, le général Pinochet a déclaré : *« Dieu est avec moi »*.

GILLES BAUDIN.



هكذا من الأصل

1er janvier 1988 - Fiatagri et Fiatallis ensemble au sein d'une nouvelle société.

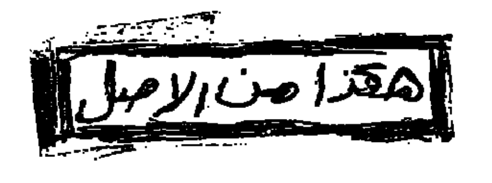


FiatGeotech. La terre pour horizon.

Pour être compétitif, il faut effectuer dans tous les domaines des choix mûrement réfléchis et projetés loin dans l'avenir. FiatGeotech constitue la réponse immédiate à ce défi. Elle unit les forces de deux grands partenaires, Fiatagri et Fiatallis, spécialistes dans leur domaine d'activité respectif: mécanisation agricole et engins de travaux publics. FiatGeotech garantit l'optimisation des synergies au profit de Fiatagri et Fiatallis, qui bénéficient d'ores et déjà d'une solide réputation. Avec des ressources renouvelées, elles continueront à offrir des produits, des réseaux et des services d'excellente qualité. Maintenant, FiatGeotech marque de son empreinte toutes les terres: celles que l'on cultive et celles que l'on transforme. FiatGeotech dispose de nombreux atouts: 10 usines, 14.000 salariés, un chiffre d'affaires prévisionnel d'environ 2.395 millions de dollars pour 1988, et 265 millions de dollars d'investissements programmés pour la période 1988-1990. Ce sont là des bases solides pour apporter de nouvelles énergies et un dynamisme renforcé, et pour consolider une position dominante parmi les principaux groupes mondiaux. FiatGeotech reflète la volonté du Groupe Fiat de rationaliser la production et d'introduire de nouvelles technologies dans ces domaines d'activité, pour offrir à la clientèle des produits toujours plus avancés et un service efficace. A partir de maintenant, de nouveaux horizons s'ouvrent à la terre: FiatGeotech.







هكذا من الأصل

Amériques

PANAMA : manifestations, crise financière

L'étau se resserre autour du général Noriega

De violents affrontements ont opposé mardi 8 mars dans les rues de Panama les forces de l'ordre à plusieurs milliers de personnes qui réclamaient le départ du général Manuel Noriega. Les manifestants ont résisté pendant plusieurs heures aux interventions des troupes de choc de la police, les fameuses brigades « Doberman ». Ces incidents sont les plus graves qui aient été enregistrés depuis la destitution, le 26 février, du président Eric Delvalle.

A Washington, la Maison Blanche a indiqué mardi que les Etats-Unis entendent étudier soigneusement l'évolution de la situation au Panama avant d'imposer éventuellement de nouvelles sanctions contre le régime du général Noriega.

PANAMA
de notre envoyé spécial

Le gouvernement panaméen a annoncé le mardi 8 mars qu'il étudiait « *sérieusement* » la possibilité de rompre ses relations diplomatiques avec Washington en signe de protestation contre « *la campagne d'intimidation et l'agression économique* » des Etats-Unis à l'égard de Panama. Le ministre des affaires étrangères, M. Jorge Abadia, a également dénoncé les manœuvres militaires menées actuellement par les Etats-Unis dans la zone du canal, estimant qu'il s'agissait d'une « *préparation en vue d'une intervention* » au Panama.

Depuis le début des événements, déclenchés en juin dernier par les révélations fracassantes de l'ancien colonel Diaz Herrera – expulsé vers le Venezuela en décembre, – qui avait accusé l'« *homme fort* » du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, de fraude électorale, meurtre et trafic de drogue, c'est la première fois que les autorités évoquent la possible rupture des relations diplomatiques avec Washington. Les relations entre les deux pays connaissent une crise sans précédent à la suite de la décision des Etats-Unis de ne plus reconnaître l'autorité du général Noriega, démis de ses fonctions par le président Eric Delvalle.

L'étau se resserre autour du général Noriega qui avait réagi à sa destitution en limogeant à son tour le président Delvalle et en faisant désigner, dans des conditions rocambolesques, un nouveau président de la République, M. Manuel Solis Palma. Les sanctions économiques prises la semaine dernière par les Etats-Unis contre Panama, en particulier le gel des comptes du gouvernement panaméen dans les banques situées en territoire américain (environ 50 millions de dollars) se révèlent efficaces. Faute de liquidités, le Panama n'a pas de monnaie nationale et utilise le dollar – les autorités ont été contraintes de décréter la fermeture des banques nationales et étrangères « *jusqu'à nouvel ordre* ».

Selon les banquiers, qui se disent « *très préoccupés* » par la situation, cette mesure était indispensable à la suite de la ruée des épargnants qui ont vidé leurs comptes la semaine dernière. La gouvernement a dû cependant faire une entorse à sa propre réglementation en autorisant le paiement des chèques de plusieurs milliers de retraités qui avaient manifesté lundi leur colère et leur désespoir en dressant des barricades dans les rues de la capitale. Il est improbable, selon les banquiers consultés, que le gouvernement puisse répéter l'opération lundi prochain lorsqu'il devra honorer les chèques des quelque cent mille fonctionnaires, soit environ 33 millions de dollars. Le gouvernement ne disposerait, en effet, que de 20 à 30 millions de dollars. Un autre paiement, environ 82 millions de dollars, est prévu à la même date : le remboursement des intérêts de la dette.

Les chèques ne sont plus acceptés

Les magasins n'acceptent plus les chèques, ni les cartes de crédit, ni même dans certains cas les billets de 100 dollars, faute de monnaie. Les gens limitent leurs dépenses au strict minimum, gardant leurs précieux dollars pour les produits alimentaires. Les plus désespérés vont même jusqu'à « vendre » leurs chèques à moitié prix pour obtenir immédiatement du liquide. Plus grave : la confiance des banques étrangères est sérieusement ébranlée par cette crise qui s'éternise depuis huit mois. A condition de ne pas être cités nommément, certains banquiers étrangers et panaméens estiment que le Centre financier international de Panama (plus d'une centaine de banques étrangères, dont le Crédit lyonnais et la BNP) ne pourra pas se relever de cette crise.

« *Seul un départ rapide du général Noriega permettra de rétablir l'ordre et la confiance* », affirment les milieux économiques qui sont à l'origine de la campagne menée contre l'« homme fort » du Panama.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Les « primaires » du Sud aux Etats-Unis

(Suite de la première page.)

Chez les républicains, M. Bush était certes le favori de ce super-mardi, mais sa victoire dépasse toutes ses espérances et la plupart des sondages : en fait le vice-président a raflé presque toute la mise – 16 Etats sur les 17 en compétition – et en particulier tout le Sud, y compris la Floride et le Texas.

Il l'emporte même dans le Missouri, c'est-à-dire dans le Middle West, de quoi rendre plus amer encore son rival Robert Dole qui, il y a quelques semaines, passait pour un formidable adversaire et affectait de traiter par le mépris ce vice-président « *dont les pas ne laissent pas de traces dans la neige* » – comme l'affirmait l'une des multiples « *publicités négatives* » diffusées à la veille du scrutin.

Certes, les dés roulent encore, et, mathématiquement, le brillant mais brouillon sénateur n'a pas encore perdu. Mais M. Bush a déjà obtenu plus de 750 des délégués qui se réuniront à la convention républicaine de La Nouvelle-Orléans, soit 65 % du total requis pour obtenir l'investiture. Pour l'emporter, le sénateur Dole devrait, lui, obtenir 84 % de tous les délégués qui doivent encore être désignés : c'est pratiquement impossible, à moins que le vice-président ne s'effondre de lui-même, ou sous les coups de ses adversaires conjugués.

Déjà avant le vote de mardi, M. Dole a essayé de prendre la tête d'une coalition « *anti-Bush* », appelant à la rescousse les partisans des deux autres candidats encore en lice, les superconservateurs Pat Robertson et Jack Kemp. Mais ce dernier – qui, mardi, n'a, nulle part, pu faire mieux que quatrième, – semble plutôt pencher pour le vice-président. Quant à l'ex-télévangéliste Pat Robertson, son étoile ne cesse de pâlir.

Il a sans doute gagné les « caucus » de l'État de Washington, sur la côte du Pacifique, mais dans toutes les « primaires » il n'est arrivé qu'en troisième position. Il a même obtenu moins de voix parmi les chrétiens fondamentalistes que M. Bush. Il affirme vouloir continuer jusqu'à la convention, mais son éternel sourire se fait de plus en plus humble, sa voix de plus en plus doucereuse... Au bout du compte, il n'est même pas certain que son éventuelle alliance avec M. Dole apporte beaucoup au sénateur du Kansas.

En tout état de cause, les jeux pourraient être faits beaucoup plus tôt : si le sénateur Dole ne gagne pas, le mardi 15 mars, l'importante primaire de l'Illinois (avec Chicago), c'en est fait de sa candidature. Et s'il gagne, tout reste à faire, pour lui.

Trois vainqueurs démocrates

Dans le camp démocrate, les choses sont, comme il est de tradition, beaucoup plus compliquées. S'il y a, au soir de ce super-mardi, un clair perdant, il y a aussi trois vainqueurs, c'est-à-dire qu'il n'y en a vraiment aucun.

Le perdant, c'est Richard Gephardt, qui avait pourtant fait un départ en fanfare en remportant brillamment, il y a un mois, les « caucus » de l'Iowa, et mène une campagne populiste et protectionniste : il ne l'emporte que dans son propre Etat, le Missouri, et se trouve à court d'argent. La pente, pour lui, sera très dure à remonter.

Les vainqueurs sont Albert Gore, le sénateur du Tennessee – il gagne dans cinq Etats situés à la périphérie du véritable Sud (Tennessee, Kentucky, Oklahoma, Caroline du Nord, Arkansas), – le pasteur Jesse Jackson, qui l'emporte dans le « Sud profond » (Mississippi, Georgie, Virginie, Louisiane et Alabama), et M. Michael Dukakis, qui l'emporte en Floride et au Texas, dans le Maryland, et aussi dans des Etats industriels comme le Massachusetts – dont il est gouverneur – et Rhode Island. Ces trois victoires sont de nature différente, et ni leur sens ni leurs portées ne sont les mêmes : la plus frappante, la plus lourde de signification historique, c'est évidemment celle du pasteur Jackson. Un Noir qui s'impose dans tout le Sud traditionnel et arrive en seconde position dans un grand nombre d'autres Etats, c'est une date dans l'histoire des Etats-Unis, une « *victoire pour l'Amérique* », comme le proclame lui-même le candidat, et comme en conviennent – mi-figue, mi-raisin – les responsables du Parti démocrate.

Pour arriver à ce résultat, Jesse Jackson a recueilli la quasi-totalité des voix noires (souvent plus de 90 %), alors qu'en 1984, une bonne partie d'entre elles s'étaient portées sur Walter Mondale. Mais il a aussi attiré les votes d'une fraction des Blancs (un peu moins de 10 % en moyenne selon les premières estimations) : c'est sans doute peu dans l'absolu, mais c'est déjà beaucoup, dans ces Etats où les blessures d'hier sont à peine cicatrisées, où la lutte pour les droits civiques date d'hier, et où les Blancs sont plus blancs qu'ailleurs.

Albert Gore a tout autant de raisons de se réjouir, et même de pousser un immense soupir de soulagement : il avait risqué très gros, en faisant porter presque exclusivement son effort sur ce super-mardi, en se présentant comme l'enfant du pays – ce qu'il n'est pas vraiment, parce que le Tennessee, ce n'est pas encore tout à fait le Sud, – et surtout parce que le jeune sénateur, élevé dans un établissement élitiste de Washington, et au passé plutôt libéral, ne correspond guère à l'idée que les sudistes se font d'eux-mêmes. Il a dépensé énormément d'argent (trois millions de dollars, avant tout en publicités télévisées), et il a eu l'astuce de concentrer ses attaques contre Richard Gephardt, dans l'espoir de l'éliminer de la course – ce qu'il a presque réussi à faire – et de se poser en seul adversaire crédible de M. Michael Dukakis.

Ce dernier a obtenu sensiblement moins de voix que ses deux concurrents (450 000 environ, contre 790000 pour Albert Gore et plus de 600000 pour Jesse Jackson, selon un premier décompte général), mais c'est lui qui en a tiré le meilleur parti, puisqu'il a remporté les deux « gros lots », la Floride et le Texas, qui envoient le plus grand nombre de délégués à la convention. Son succès – celui d'un libéral du Nord-Est – montre lui aussi que le Sud n'est plus ce qu'il était. Mais le gouverneur du Massachusetts, homme méthodique et très organisé, a remarquablement « ciblé » sa campagne : en Floride, il a jeté son dévolu sur l'électorat juif, dont il a obtenu 78 % des voix, sur les retraités, également très nombreux dans cet État qui se développe à vive allure, et sur les catholiques. Un peu partout, il a recueilli les suffrages de ceux qui se sont récemment installés dans le Sud, mais viennent du Nord-Est ou du Middle-West, ont souvent gardé la tripe libérale et se trouvent aussi être ceux qui votent le plus assidûment (la participation est d'ordinaire très faible pour les primaires).

Enfin, ce fils d'immigrés grecs à l'élocution saccadée et à l'accent bostonien disposait paradoxalement d'un atout précieux pour toucher les nombreux Latino-Américains du Texas et de Floride : il parle très bien espagnol, et en a fait largement usage dans sa campagne.

Au total, et même si son message reste creux et ses discours désespérément plats, le gouverneur du Massachusetts apparaît aujourd'hui comme celui qui a le plus de chances d'arriver en tête à la convention démocrate, en juillet. Dès maintenant, il peut compter sur un peu plus de cinq cents délégués contre un peu plus de quatre cents chacun pour MM. Gore et Jackson. Un libéral du Nord-Est, un faux Sudiste et un vrai Noir, voilà un bien étrange résultat pour les responsables démocrates, qui avaient imaginé d'organiser cette « superprimaire » dans le but de recentrer le Parti démocrate, pour éviter qu'il ne désigne à nouveau un candidat susceptible de faire fuir tous les modérés du Sud vers le candidat républicain.

Le succès du vieux magicien

Jusqu'à présent, les principaux candidats du « parti de l'âne » se sont livré une lutte sans merci, à coups de très désobligeantes publicités négatives (à l'exception de Jesse Jackson, qui a refusé d'entrer dans ce jeu, et n'en aurait d'ailleurs pas eu les moyens financiers). Il faudra bien pourtant, un jour, que des compromis soient trouvés et que des alliances se nouent, et il faudra bien aussi que le candidat finalement investi – qui, forcément, sera blanc – essaie de récupérer le capital de voix amassé par Jesse Jackson. Cela risque de poser des problèmes aussi bien à Michael Dukakis qu'à Albert Gore, qui n'ont guère, jusqu'à présent, cultivé ce terrain-là.

Dès maintenant, les démocrates affectent de se réjouir que leur adversaire plus que probable soit George Bush, un homme qu'ils affirment pouvoir battre sans problème. Mais cette réputation ne l'a pas empêché de remporter un triomphe mardi, ni de gagner, trois semaines plus tôt, dans le New-Hampshire, alors qu'il semblait en perdition. S'il est débarrassé assez tôt de la surenchère ultra-conservatrice au sein de son propre camp, M. Bush pourrait attirer les démocrates modérés, qui font régulièrement défaut à leur propre parti. Il lui suffirait pour cela que l'économie américaine « tienne », comme elle semble devoir le faire, jusqu'à l'élection, et que M. Reagan obtienne un ou deux succès de politique étrangère. Après tout, la victoire du vice-président dans le Sud est aussi celle du vieux magicien, la preuve qu'au bout de huit années, et malgré tant de déboires et d'impairs, bon nombre d'Américains trouvent toujours le reaganisme à leur goût.

JAN KRAUZE.

ÉTATS-UNIS

M. Mario Cuomo dans le rôle de l'« imam caché » démocrate

« *Je suis le seul homme politique en visite dans le Sud qui ne soit pas à la recherche d'un meilleur emploi !...* » Lancée à la volée, devant une foule curieuse et amusée, quelques jours à peine avant le « super tuesday », la plaisanterie, forcément, avait porté. Nul doute qu'au soir du 8 mars, en écoutant les mornes résultats de leurs champions aux primaires du Sud, les électeurs démocrates de San-Antonio, au Texas, se sont souvenus avec un soupir de la visite « *désintéressée* » que venait de leur faire le charismatique gouverneur de New-York, M. Mario Cuomo. Voilà qui ferait un bon candidat, très au-dessus de la mêlée démocrate !

Officiellement pourtant, c'est non. Le gouverneur l'a lui-même annoncé il y a presque un an. Il l'a même redit, avec moins de conviction, à l'automne, lorsque le hasard de ses déplacements l'a propulsé, lui si casanier d'habitude, depuis son fief du Queens dans le lointain Texas justement, enjeu convoité des primaires. Bref, jamais non-candidat n'aura été plus présent, y compris lorsque, pour combler ses lacunes en politique étrangère, le gouverneur est allé, à grand renfort de publicité, étudier de plus près la « perestroïka » soviétique. Pas devenu adepte de la « glasnost » pour autant, il n'a cessé depuis de multiplier les petites phrases meurtrières sur ses concurrents déclarés à la Maison Blanche, en maintenant l'ambiguïté sur sa propre candidature.

Résultat : face à l'héritier reaganien George Bush, qui, chez les républicains, s'apprête à recueillir une investiture qui lui revient presque de droit divin, Mario Cuomo joue les « imams cachés » démocrates. Une tactique électorale qui a fait ses preuves sous toutes les latitudes...

Si le calcul est risqué, il n'est pas inutile. D'autant que ce « super tuesday » démocrate, loin de clarifier la situation parmi les candidats, n'a fait qu'ajouter à la confusion. Loin aussi d'éviter la « *dérive libérale* » dont souffre le parti, il l'a précipitée en plaçant parmi les favoris des libéraux extrêmes ou plus simplement bon teint comme Jesse Jackson ou Michael Dukakis.

Un style « familial-grand public »

Jackson, par définition, n'a aucune chance. Pour être habile tacticien, le petit gouverneur du Massachusetts ne pèse pas encore, pour sa part, très lourd. Le « régionalisme » d'un Gore et le populisme démogogique d'un Gephardt n'ont rien de très enthousiasmant. Face à Bush sans doute, et à la formidable machine républicaine, l'automne prochain, qui fera le poids ? Cuomo peut-être...

A tout prendre, le gouverneur l'a prouvé avec succès à la convention démocrate de San-Francisco il y a quatre ans il est un tribun redoutable. Moins flamboyant que « Jesse », dans un style plus « familial-grand public », il sait convaincre. D'autant que lui, au moins, a des choses à dire, un credo qui mélange – il le précise lui-même – une certaine compassion vieille école à un solide réalisme en matière de fiscalité. Du conservatisme à visage humain en quelque sorte. Et qui porte ses fruits. Car si, après tout, M. Dukakis n'a d'autre titre de gloire que d'avoir opéré, dans son État du Massachusetts, un redressement spectaculaire, M. Cuomo en a fait autant, à New-York, équilibrant quatre années de suite un budget dont il avait hérité grevé de plus de 1 milliard de dollars de déficit.

En outre, et ce ne saurait déplaire aux électeurs les plus frileusement conservateurs, il est un des rares gouverneurs démocrates à avoir opéré des coupes dans les impôts. Enfin, pour ne rien gâter, le gouverneur préconise une défense « *forte* » et, ce qui lui a valu l'admiration de Richard Nixon, il se dit prêt à ne pas « *brader* » l'Initiative de défense stratégique (IDS), si chère à la Maison Blanche.

Reste que M. Cuomo est un Italo-New-Yorkais catholique, avec les inévitables réticences et rumeurs que cela suscite. Reste surtout que les primaires sont déjà bien avancées et que, s'il veut « *arracher* » la nomination à la convention, à la faveur de la confusion, il lui faudra malgré tout mettre la main à la pâte en s'inscrivant par exemple, pour le principe, aux primaires tardives de Californie. Même dans l'intérêt supérieur du parti, il est douteux que les rescapés des « sept nains démocrates », qui pataugent depuis des semaines dans la neige et les ornières de la campagne, lui cèdent la place sans lutter.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Diplomatie

Un colloque de l'Union de l'Europe occidentale à Londres

Les difficultés de la coopération européenne en matière d'armements

LONDRES
de notre correspondant

L'Union de l'Europe occidentale (UEO) pourrait proposer cet été la création d'une agence européenne des armememts comparable à l'Agence spatiale européenne. Tel est le principal résultat du colloque sur la coopération européenne dans le domaine des armements organisé les 7 et 8 mars à Londres par l'UEO.

M. John Wilkinson, député conservateur britannique et président de la commission scientifique, technique et aérospatiale de l'UEO, a été chargé de rédiger un rapport à ce sujet, qui sera présenté en juin à la prochaine assemblée générale de l'Organisation (1).

L'idée d'une institution européenne qui proposerait et financerait des programmes communs d'armement a progressé ces derniers mois, même si les obstacles à franchir avant qu'elle ne voie le jour apparaissent considérables. M. Hubert Curien, ancien ministre français de la recherche scientifique, a souhaité que la future agence ait un fonctionnement souple. Elle devrait offrir, selon lui, des programmes « *au menu et à la carte* ». Les premiers seraient obligatoires pour tous les Etats participants alors que les seconds seraient facultatifs.

M. Jacques Chevallier, directeur général de l'armement au ministère français de la défense, a laissé percer un certain scepticisme à propos d'une telle entreprise. « *Notre continent est trop chargé d'histoire pour que l'Europe de la défense puisse se décréter (...). Il est déjà bien difficile de se mettre d'accord sur le prix du beurre qui n'engage pas véritablement la survie et la souveraineté des nations...* », a-t-il déclaré.

Le ministre britannique de la défense, M. George Younger, a pour sa part plaidé pour une meilleure coordination dans le cadre de l'OTAN : « *L'OTAN n'a pas et n'aura pas avant plusieurs années un système interopérable* [entre les différentes armées de l'air] *d'identification des avions amis et ennemis. Si nous avions à nous battre demain ou l'an prochain, ou même l'année suivante, nous abattrions inévitablement un certain nombre de nos propres appareils* », a-t-il affirmé.

La coopération européenne dans l'aéronautique militaire était précisément au cœur du débat. On sait que la France s'apprête à produire – seule – le Rafale construit par Dassault, dont un prototype existe déjà, alors que la Grande-Bretagne, la RFA, l'Espagne et l'Italie préparent un « *avion de combat européen* » concurrent.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Font partie de l'UEO : Grande-Bretagne, France, RFA, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg.

Un accord START entraînera au mieux une réduction de 35 % des armes stratégiques

affirme M. Jean-Bernard Raimond devant l'IHEDN

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a prononcé le mardi 8 mars devant l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) un discours sur les relations est-ouest et les négociations de désarmement, dans lequel il souligne notamment que l'approche française du désarmement « *se veut politique et s'insère dans le cadre plus large d'une évolution du* statu quo *en Europe qui ne soit pas seulement celle du rapport des forces militaires* ».

A propos des négociations sur les armes stratégiques, M. Raimond rappelle notamment qu'il a été convenu, lors du sommet de Washington, en décembre, d'exclure les missiles de croisière lancés à partir de la mer des réductions de 50 %. « *Un accord START n'entraînera pas une réduction de 50 % des têtes nucléaires des deux pays,* conclut le ministre, *mais plus vraisemblablement une limitation qui serait au mieux de l'ordre de 35 %, si l'on tient compte de surcroît de l'incidence des règles de décompte pour les bombardiers et les missiles de croisière qu'ils emportent. Cela ramènerait les Etats-Unis et l'URSS à la fin du siècle au niveau des forces stratégiques qui était approximativement le leur au milieu des années 70. Ce serait un très grand progrès, mais ce ne serait pas une révolution stratégique.* »



Afrique

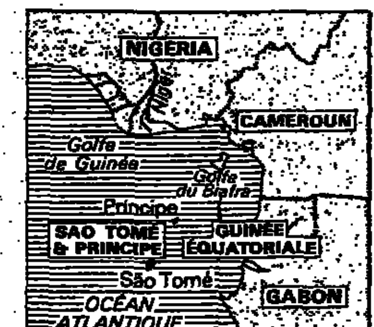
Sao-Tomé-e-Principe

Une tentative de putsch a fait deux morts

Le président de Sao-Tomé-e-Principe, M. Manuel Pinto da Costa, a confirmé, mardi soir 8 mars, la tentative avortée de coup d'Etat lancée à l'aube du même jour par un groupe d'opposants armés. Le ministre de l'information de l'archipel (1 000 kilomètres carrés et 120 000 habitants environ) avait auparavant fait état de la mort de deux des assaillants et de la capture de quarante quarante-trois hommes du commando.

Selon le correspondant d'une radio commerciale portugaise, les attaquants auraient débarqué sur deux plages proches de la capitale à 3 ou 4 heures du matin. Venus, selon les autorités, des côtes du Gabon – à environ 200 kilomètres de là, – les putschistes ont attaqué la principale caserne de police, située juste à l'extérieur de la capitale. *« Les forces de sécurité, les milices, la garde présidentielle et les militaires ont déclenché aussitôt une action conjointe,* a affirmé le président da Costa, *qui a permis de déjouer la tentative ».*

L'opération, selon les autorités, a été menée par des hommes du Front de la



résistance nationale (FRNSTP), le principal mouvement d'opposition *« basé au Gabon ».* De Lisbonne, le secrétaire général du Front, M. Quintiliano Amado a nié la responsabilité de son organisation dans la tentative de putsch, mais il a admis qu'elle *« pourrait avoir été menée par des dissidents du Front ».* Les autorités de Libreville affirment pour leur part que le FRNSTP n'a plus de représentation au Gabon, l'un des dirigeants, M. Alfonso dos Santos, ayant été expulsé en 1984 pour *« des activités paramilitaires »,* qu'il serait allé poursuivre en Afrique du Sud.

Un calme total régnait mardi soir à Sao-Tomé, où la population semblait ne s'être aperçue de rien jusqu'à ce que l'« homme fort » du pays, le président da Costa, lançât un appel public *« au calme et à la vigilance ».*

Indépendant depuis 1975, l'archipel de Sao-Tomé-e-Principe, ex-colonie britannique, est dirigé depuis lors par un gouvernement d'obédience marxiste, très proche de l'URSS. Vivant essentiellement de la pêche et surtout de l'aide internationale, le pays figure parmi les moins avancés du monde. Une première tentative de coup d'Etat avait eu lieu en 1978, année au cours de laquelle l'URSS avait installé sur place un radar de campagne et aidé à l'acheminement de six cents soldats angolais qui s'y trouvent toujours. Une autre avait eu lieu en 1979. Une certaine démocratisation du régime est intervenue depuis 1985, dans le cadre d'un programme de libéralisation économique imposé par les institutions financières internationales. – *(AFP, Reuter.)*

AFRIQUE DU SUD

Veto américain et britannique à l'ONU contre des sanctions obligatoires

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont mis leur veto mardi 8 mars au Conseil de sécurité de l'ONU à une résolution des pays non alignés réclamant l'imposition de sanctions sélectives obligatoires contre l'Afrique du Sud. Ce double veto est intervenu après un débat de quatre jours au Conseil sur le récent durcissement de l'état d'urgence imposé par les dirigeants de Pretoria. La résolution, qui était parrainée par les six pays non alignés siégeant au Conseil (Algérie, Argentine, Népal, Sénégal, Yougoslavie et Zambie), a recueilli 10 voix (les six non-alignés, l'URSS, la Chine, le Brésil et l'Italie). Outre le double veto américano-britannique, la France, le Japon et la RFA se sont abstenus. La réunion du Conseil avait été demandée par le groupe africain. – *(AFP.)*

TUNISIE : soumis aux députés

Le projet de réforme constitutionnelle est destiné à « renforcer la démocratie »

TUNIS
de notre correspondant

Le premier ministre, M. Hédi Baccouche, a présenté, mardi 8 mars, devant la Chambre des députés, un projet de réforme de la Constitution qui, a-t-il déclaré, *« renforcera le régime républicain et la démocratie ».* Ce projet, dont la mise au point a donné lieu à diverses consultations, y compris avec les partis de l'opposition, porte essentiellement sur deux points : la suppression de la *présidence à vie et* la succession du chef de l'Etat – qui illustraient, selon M. Baccouche, l'un des aspects de *« la dégradation politique en Tunisie ».*

Selon les nouvelles dispositions qui seront soumises aux députés dans les semaines à venir, le président de la République sera élu pour cinq ans au suffrage universel et rééligible seulement pour deux mandats consécutifs (quinze ans en tout). Il devra être âgé de quarante ans au moins et de soixante-dix au plus. De profondes modifications seront *aussi apportées* au mécanisme de la succession qui, jusqu'ici, était assurée automatiquement par le premier ministre en exercice jusqu'à la fin de la législature en cours.

L'amendement proposé prévoit que l'intérim de la magistrature suprême sera exercé par le président de la Chambre des députés pour une période de quarante-cinq à soixante jours au terme de laquelle de nouvelles élections – *auxquelles il ne* pourra se présenter – seront organisées.

Aide à la presse

Par ailleurs, le projet redéfinit le rôle du premier ministre qui sera seulement appelé à « coordonner » l'action du *gouvernement et à* suppléer, le cas échéant, le chef de l'Etat à la présidence du conseil des ministres et non plus à « diriger » le gouvernement et à *« disposer de l'administration et de la force publique ».*

D'autres *amendements prévoient* notamment l'adoption des lois organiques à la majorité absolue et non plus à celle des deux tiers et l'abaissement *de vingt-huit* à *vingt-cinq* ans de l'âge de candidature à la députation. En outre, des dispositions transitoires donnent au président de la République la possibilité d'organiser des élections présidentielles et législatives jusqu'en 1990.

La législature actuelle se termine en principe le 1er novembre 1991, date à laquelle, selon la Constitution encore en vigueur, prend fin aussi le mandat présidentiel. L'éventualité d'élections législatives anticipées, qui a été récemment évoquée par le chef de l'Etat dans des déclarations à la presse, semble donc se confirmer.

Ainsi que l'a rappelé M. Baccouche devant les députés, le président Ben Ali s'était engagé à cette réforme constitutionnelle le 7 novembre, jour de sa prise de pouvoir. Il avait aussi annoncé, le même jour, une loi sur l'existence des partis politiques – qui est en cours d'élaboration – et une révision du code de la presse qui devrait être terminée avant la fin du mois.

M. Ben Ali a, d'autre part, décidé d'apporter une aide à la presse d'opposition dont deux de ses titres, *Al Mostaqbal,* du Mouvement des *démocrates-socialistes (MDS) et Attarak el Djedi,* du Parti communiste, viennent de suspendre leur parution pour raisons financières. Cette aide, a annoncé, mardi, le ministre de l'information, M. Abdelwahab Abdallah, dans une interview au journal *la Presse,* prendra la forme d'une subvention représentant 60 % du prix d'achat du papier. En outre, les amendes infligées aux journaux avant le 7 novembre seront annulées.

MICHEL DEURÉ.

Asie

PHILIPPINES

Amnesty International dénonce le « regain de violence politique »

Depuis l'accession à la présidence des Philippines de Mme Aquino, en février 1986, la situation des droits de l'homme s'est sensiblement améliorée ; mais, depuis 1987, *« on assiste à un regain de violence politique ».* C'est la conclusion à laquelle est parvenue Amnesty International (1) à la suite de trois *enquêtes menées* sur place depuis la chute de M. Marcos.

Amnesty se penche sur les *« exécutions extrajudiciaires »,* c'est-à-dire *« les assassinats illégaux et délibérés commis par les gouvernements ou avec leur accord ».* Il s'agit surtout d'actes de représailles perpétrés par des soldats ou par des *« vigilantes »* – milices anticommunistes – à la suite de coups de main de la Nouvelle Armée populaire (NPA, guérilla communiste) ou de meurtres commis par les « moineaux », les « escadrons de la mort » de la NPA. *Car Amnesty ne cache pas que cette* dernière se livre elle aussi à une campagne de terreur (elle a tué quatre-vingt-huit personnes dans la région de Manille entre janvier et novembre 1987).

Les victimes sont parfois prises au hasard, comme les dix-sept villageois tués le 10 février 1987 dans la province de Nueva-Ecija par des soldats qui n'ont toujours pas été jugés. Mais la plupart du temps, il s'agit de militants de gauche, de syndicalistes ou de chrétiens engagés. Amnesty cite des cas de massacres sanglants n'épargnant pas les autres membres de la famille, enfants compris. Militaires et *« vigilantes »* – parmi lesquels on trouve des repris de justice – semblent assurés de l'impunité : Amnesty n'a relevé qu'un seul cas de condamnation. Des témoins ont été menacés ou tués. C'est pourquoi l'organisation humanitaire, qui accorde le *bénéfice* du doute à « Cory », *« demande au gouvernement Aquino de réaffirmer publiquement l'engagement qu'il avait pris sur la protection des droits de l'homme avant d'arriver au pouvoir ».*

P. de B.

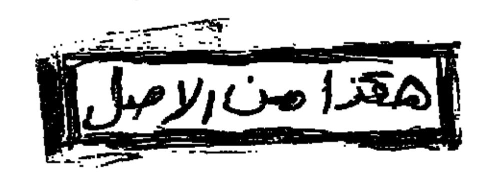
(1) « Philippines : armée assassine – Hier et encore », Amnesty International, section française, 4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 14. Tél. : 43-38-74-74.

VIETNAM : avant la canonisation de cent dix-sept martyrs

Hanoï reproche au Vatican de déformer l'histoire

Le conflit s'aggrave entre les autorités du Vietnam et le Vatican à propos de la canonisation, le 17 juin prochain à Rome, de cent dix-sept chrétiens, prêtres et laïcs, vietnamiens, français et espagnols, martyrisés aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. Le Comité permanent de la conférence épiscopale catholique (quarante évêques représentant près de cinq millions de fidèles) a été reçu, le samedi 5 mars, par le président du Conseil d'Etat vietnamien, M. Vo Chi Cong. Il avait déjà été convoqué les 26 et 27 juin à Hanoï par le bureau des affaires religieuses. La proposition a été faite de l'envoi d'une délégation épiscopale au Vatican, avec lequel, à la différence de Pékin, Hanoï a gardé des relations diplomatiques.

Dans un article publié dans le journal *Nhân Dhân,* M. Nguyen Quang Huy, du bureau des affaires religieuses, a renouvelé ses attaques contre le Vatican, accusé d'avoir déformé l'histoire et de porter un coup à l'unité de la nation : *« Parmi les cent dix-sept martyrs,* affirme-t-il, *certains étaient d'honnêtes catholiques, tandis que d'autres étaient impliqués dans des affaires politiques et condamnés pour haute trahison. Parmi les missionnaires étrangers, plusieurs furent recherchés ou arrêtés à cause de leurs contacts avec des navires de guerre français qui bombardaient nos côtes ou ramenaient du Vietnam des collaborateurs chargés de fomenter des soulèvements armés contre la cour. »*



Politique

La campagne dans la majorité

Les « premiers ministrables » de M. Jacques Chirac

En conclusion de sa première *Heure de vérité*, le 10 septembre 1986, M. Balladur avait affirmé en réponse à une question sur son destin de « premier-ministrable » pour l'après-88 : *« Il ne faut pas en parler parce que je ne le serai pas. »*

Cette proclamation téméraire était sans doute à mettre, à l'époque, au compte de ce que de Gaulle appelait avec ironie *« mon inexpérience »*. Toutefois — *volens nolens* — M. Balladur qui dans un article du *Monde* du 16 septembre 1983 avait conceptualisé la cohabitation, a confirmé son profil de potentiel chef de gouvernement. Ses responsabilités gouvernementales ne l'ont pas privé du rôle éminent de principal conseiller politique de M. Chirac qu'il a joué aussi bien avant qu'après le 16 mars 1986. Le ministre d'Etat n'est en effet pas seulement associé à toutes les décisions prises par le gouvernement depuis deux ans, il participe à la définition du comportement politique de M. Chirac et de sa stratégie électorale.

Dans la fictive galerie des portraits où M. Chirac pourrait faire son choix, d'autres noms peuvent figurer. Celui de M. Charles Pasqua est avancé en raison notamment des succès remportés par le ministre de l'intérieur dans sa lutte contre l'insécurité, de la fermeté de ses convictions, de ses talents de tribun, de son habileté d'homme politique et du fait qu'il tient l'appareil chiraquien. Lui aussi joue depuis longtemps, auprès de M. Chirac, un rôle éminent, discret et varié.

M. Philippe Séguin a su, au poste de ministre des affaires sociales et de l'emploi, maîtriser et mettre au service du chef du gouvernement une énergie, des convictions et un caractère en même temps qu'un goût de la négociation et un sens de la diplomatie qui s'étaient jusqu'alors manifestés de façon souvent intempestive. Mais il n'est pas, aujourd'hui, en situation de postuler à Matignon face aux deux précédents « poids lourds ».

Mais le « présidentiable » Jacques Chirac peut aussi porter son choix hors de son parti d'origine pour diriger son « premier » gouvernement. Les amis proches, « sans parti », ne manquent pas qui accepteraient une telle mission, de même que des personnalités politiques appartenant à l'UDF qui font un tel rêve, comme M. André Giraud, ou M. François Léotard...

A. P.

M. Pasqua : le plaisir du contre-pied...

Quoi ! M. Charles Pasqua à l'Hôtel Matignon ?

On imagine déjà la polémique : comment oser nommer à la tête du gouvernement le « premier flic » de France, l'ancien vice-président du Service d'action civique, ce vendeur de pastis reconverti dans le boniment politique, cet expert en vrai-faux passeport, ce faux comique ! Mais non, pas ce Pasqua-là, l'autre Pasqua, celui du jour : l'ancien résistant, le grognard du gaullisme, le baroudeur en chef du chiraquisme, l'architecte du RPR, le bon ministre de l'intérieur devenu l'« homme de l'année 1987 » après ses succès contre le terrorisme et la libération de Roger Auque et Jean-Louis Normandin, Charlie le bien-aimé des militants, celui que M. François Mitterrand lui-même juge *« modéré »*...

Qui eût simplement osé, il y a deux ans, envisager une pareille éventualité ? Le fait qu'elle puisse l'être aujourd'hui montre le chemin parcouru par cet homme à facettes multiples qu'a longtemps desservi une mauvaise réputation née dans les combats d'un militantisme sulfureux.

Que cela plaise ou non à ses adversaires, M. Pasqua a réussi à devenir une star. Y compris à l'Elysée ! Qui aurait parié, au printemps 1986, à l'aube de la cohabitation, que Charles le Diable et François le Rouge finiraient par faire copain-copain ? Qu'on verrait le président socialiste de la République et le ministre chiraquien de l'intérieur deviser courtoisement dans les salons, échanger des clins d'œil durant les conseils des ministres, s'amuser en comparses au cours des réceptions officielles, liés par leur appartenance commune à la Résistance ?

M. Mitterrand ? M. Pasqua a depuis longtemps, lui aussi, succombé à la « tontonmania » : *« Oui, je m'entends bien avec François Mitterrand*, nous confiait-il l'automne dernier. *Dès qu'il a été président il a été aimable avec moi, et je ne ferai jamais rien de déloyal à son égard. Mais il n'attend pas de cadeau de moi, comme moi je n'en attends pas de lui. »*

A la même époque, le ministre de l'intérieur voulait se persuader que le président de la République ne solliciterait pas un nouveau mandat : *« François Mitterrand*, nous disait-il, *a réalisé des choses exceptionnelles. Qu'a-t-il à gagner dans une nouvelle bataille ? Il sait que s'il est candidat, à la minute même où il le sera, il en prendra plein la gueule. Tout le monde l'attaquera parce que la France n'a jamais été autant à droite. Il perdra sur-le-champ l'avantage qu'il a dans les sondages. Jusqu'à présent il est populaire parce que les Français lui savent gré d'avoir joué le jeu de la cohabitation, de ne pas avoir empêché le gouvernement de gouverner ; mais s'il annonce sa candidature, il perdra vingt points dans les sondages et sera ramené au score du Parti socialiste. Il écornera son image et ternira son bilan. Bien sûr, il ne faut jurer de rien et ne pas mésestimer le goût du pouvoir, mais s'il est sage il ne se représentera pas, ne serait-ce que dans son propre intérêt... »*

Parachever l'Etat-RPR

Aujourd'hui, M. Pasqua fourbit son arsenal. Il aura respecté jusqu'au bout le président de la République dans l'exercice de ses fonctions, surtout parce que M. Mitterrand a eu à ses yeux une *« pratique gaullienne »* des institutions de la Ve République, mais il sera le premier à le *« flinguer »* (sic) dès que M. Mitterrand sera redescendu dans l'arène en tant que candidat du Parti socialiste. Le chef de l'Etat n'aura alors pire adversaire que « Charlie le Sabreur ».

M. Pasqua est prêt à ce choc frontal. Parce qu'il est prêt à tout pour faire élire son champion. Ses vieux compagnons de route, recrutés dans les milieux les plus hétéroclites, se tiennent à l'affût. Personnellement, il a rodé ses arguments de campagne dans les meetings de province, où les auditoires militants, conquis par sa verve méridionale, lui font partout un triomphe. Chaque matin, au QG de la rue du Général-Foy, il organise les manœuvres du jour. Plus indispensable que jamais à M. Chirac, auquel il aimerait tant offrir, quelques jours avant le premier tour, la libération de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann...

L'Hôtel Matignon ? M. Pasqua, à dire vrai, n'y pense guère. La place est, en principe, destinée à M. Balladur. Si M. Chirac est élu président de la République, le valeureux ministre de l'intérieur recevra de toute façon un bâton de maréchal. Cette victoire sera aussi la sienne. Toutes les portes lui seront ouvertes. « Jacques » pourra-t-il refuser quoi que ce soit à « Charlie » ?

Comme d'habitude, M. Pasqua fera semblant d'être grognon, sans raison. Il bougonnera. Conserver le poste-clé mais éprouvant de la place Beauveau ? Il n'en a guère envie. Sera-t-il volontaire pour le ministère de la défense ? Pour celui du commerce et de l'industrie ou même des affaires étrangères ? Il ne dit pas non.

Mais s'il le faut, bien entendu, il « prendra » Matignon. Si les circonstances devenaient pour M. Chirac assez contraignantes pour justifier la nomination à la tête du gouvernement d'un militant à poigne capable aussi de faire preuve, au besoin, de doigté. Pour faire face par exemple à une menace de crise, verrouiller l'Etat, resserrer le carré, parachever — il en est bien capable, le bougre, et il aimerait ça — l'Etat-RPR. Il prendrait même un malin plaisir, si nécessaire, à se montrer alors... plutôt libéral pour prendre à contre-pied ses détracteurs. Comme il le fait déjà quand il souligne volontiers, en privé, en jouant des paradoxes, que *« ce qu'il faudrait à la France, c'est la synthèse des valeurs pures du gaullisme et des valeurs pures du socialisme »*...

Quoi qu'il en soit, M. Pasqua « prendra »... ce qui viendra. Dans l'hypothèse même où la défaite de son camp serait au rendez-vous présidentiel, son itinéraire personnel ne serait pas forcément interrompu. Si le scénario qu'il chérit tournait à la catastrophe, qui, au RPR, apparaîtrait comme le plus apte, aux yeux des militants, à relever le flambeau ? Qui aurait assez de tonus pour ranimer les énergies, organiser la « résistance » ? En outre, pour peu que les résultats du scrutin donnent un coup d'arrêt au Front national, qui serait mieux placé pour jeter les bases d'un rassemblement élargi à tous les azimuts de la droite française, jusqu'aux plus extrêmes ?

Au « Charlie's Club » il arrive que ces questions iconoclastes soient posées... Et quand on lui demande ce qu'il en pense, le principal intéressé répond à la manière ambiguë... du sphinx de l'Elysée, son ennemi préféré : *« Comme le disait de Gaulle, ce qui fait les grands hommes, c'est la rencontre de grands caractères et de circonstances exceptionnelles... »*

ALAIN ROLLAT.

M. Balladur : vers un grand parti libéral ?

M. Edouard Balladur, interrogé, un jour, sur la rumeur qui, au RPR, faisait de lui un « présidentiable *bis* », décocha un regard oblique dans la direction d'où était venue la question. *« Ah ! Oui ? »* demanda-t-il. *« Nous voilà au Français, Monsieur le ministre. Le « Ah ! Oui ? » est d'un grand sociétaire »*, s'exclama un convive. M. Balladur rosit à peine.

Quelque poste qu'il lui soit confié, si M. Jacques Chirac est élu président de la République, le profil présidentiable du ministre d'Etat est fixé. Si, comme tout le laisse prévoir, c'est Matignon, M. Balladur y entrera avec la qualité que d'autres espéreraient acquérir dans cette fonction. Ministre de l'économie avec une stature de premier ministre, l'ancien secrétaire général de l'Elysée sous Georges Pompidou sait donner à la mission qui lui est confiée la dimension dont il la juge digne. Chef du gouvernement, nul doute qu'il aura, contrairement à son prédécesseur de 1974-1976 (M. Chirac) les *« moyens »* qu'il estimera nécessaires à son action.

Inventeur de la cohabitation pour le compte de M. Chirac et du RPR, M. Balladur en aura été, pendant deux ans, aux côtés du premier ministre, le navigateur. La victoire du pilote, sur la ligne d'arrivée, serait la consécration du travail accompli par le ministre d'Etat. Ce dernier y œuvre en tant que l'un des deux inspirateurs et animateurs, avec M. Charles Pasqua, de la campagne électorale de M. Chirac. Artisan du « redressement », qu'approuveraient les Français en élisant le premier ministre, M. Balladur en serait, tout naturellement, le continuateur à la tête du gouvernement.

Curieusement, le ministre d'Etat, qui a su opposer l'efficacité gestionnaire à la critique en demi-teinte de M. Raymond Barre, apparaît davantage comme un politique que comme un économiste. Il évoque le ministre des finances que fut M. Valéry Giscard d'Estaing, plutôt que celui qu'avait été, par exemple, M. Jacques Delors. Avec lui, la direction de l'économie française est moins affaire de chiffres que de pouvoirs.

M. Balladur aime à dire que *« pas grand-chose n'a vraiment d'importance »*, mais il admet que la vie — particulièrement la vie politique — soit faite de beaucoup de choses dépourvues de véritable importance. Il ne néglige aucune d'entre elles, naturellement, ce qui lui assure, partout où elle s'exerce, une autorité imparable. Mieux vaut s'en éloigner que de tenter d'y résister.

Bien que haut fonctionnaire, le ministre d'Etat se défie de la technocratie et de la façon dont elle organise, à chaque époque, une mode autour d'un homme : Pierre Mendès France autrefois ; plus récemment, M. Barre. M. Balladur dénoncerait-il la prétention des fonctionnaires à imposer leur idéologie aux politiques ? Du moins croit-il, selon le titre de son livre, *« en l'homme plus qu'en l'Etat »*. Nullement disposé à abdiquer les responsabilités de la puissance publique, il fait davantage confiance à la connivence des responsables économiques qu'à l'économie dirigée.

Fidèle à la lignée gaulliste et pompidolienne, M. Balladur peut être homme de parti, mais il est, d'abord, l'homme d'un ordre, celui des carrières — dues au talent, certes — et des hiérarchies qui leur sont liées. Il n'avait pas aimé les risques que les choix de M. Chirac avaient fait courir à cette société-là lorsque le président du RPR s'était opposé à M. Giscard d'Estaing aux élections européennes de 1979 et pour l'élection présidentielle de 1981.

Lorsque le ministre d'Etat évoque un rapprochement entre le RPR et la famille UDF, qui pourrait passer par des congrès communs et aboutir à l'émergence d'une unique formation libérale, il s'emploie, certes, à gêner le rival de M. Chirac dans l'actuelle compétition présidentielle. La tactique, pourtant, n'est pas tout. M. Balladur a en tête un grand parti qui, comme le PS, tolérerait les courants, mais contrôlerait les candidatures aux élections et le renouvellement des générations : un dessein politique ambitieux pour un premier ministre au long cours.

PATRICK JARREAU.

BIBLIOGRAPHIE

« La Droite la plus bête du monde ? », de Philippe Vasseur

Masochisme...

En ces périodes d'avalanches éditoriales, voilà au moins un livre politique qui tombe bien ! Quelques deux cents pages pour poser cette question qui, depuis qu'elle fut soulevée jadis par Guy Mollet n'a véritablement jamais trouvé de réponse satisfaisante : serions-nous en présence de la droite *« la plus bête du monde »* ?

L'opportunité de cette interrogation, à nouveau lancée à la face du microcosme, tient non seulement à la proximité de l'élection présidentielle, mais aussi à l'épisode clochemerlesque de la cantonale de Lille-Ouest. Certains pourront même se demander si, par prémonition, l'auteur n'a pas attendu ces nouvelles bisbilles majoritaires pour fouetter la courbe de ses ventes.

Car voilà au moins quelqu'un qui sait de quoi il parle. Posée par un nouveau Guy Mollet, style Poperen, Laignel ou Chevènement, cette question n'aurait eu évidemment strictement aucun intérêt. Mais lancée par un député de droite, porte-parole d'un parti de droite, le sujet devient captivant. Iconoclaste invétéré, Philippe Vasseur, a osé. Elu député du Pas-de-Calais dans la fournée de mars 1986, porte-parole du Parti républicain, il nous livre un singulier bilan de mandat introduit par cette question insistante à l'adresse de ses propres compagnons de combat : *« Sommes-nous certains d'avoir tout fait pour perdre l'élection présidentielle ? »* Philippe Vasseur n'est pas loin de penser qu'en deux ans la majorité pouvait, sur cette voie suicidaire, s'avancer davantage : cet *« amendement Coluche »* pour les pauvres défendu par le PR, mais mis en pièces par les technocrates balladuriens de la Rue de Rivoli ; *« ces conjurations de vaincus »* ou d'*« ambitieux vieillissants »* qui préféreront toujours faire élire un adversaire plutôt que le partenaire ; *« cette mise en scène digne du Grand Guignol »* que fut sous le ciel de Fréjus en juin 1987 le règlement de compte entre Jacques Chirac et François Léotard ; *« les gamineries des grands anciens »* de la maison RPR ; la politique de l'autruche face à l'aigle Le Pen ; *« la comédie du pouvoir législatif »* à l'Assemblée nationale ; *« la boulimie élective »* sur le terrain.

Les limites du parler vrai

« Rien n'est perdu, conclut pourtant Philippe Vasseur, *car il est toujours possible de trouver plus bête que soi. »* Consolation minimale, car après le chapitre obligatoire sur les gros péchés de la gauche, ce livre confession, se termine néanmoins dans un cauchemar : la réélection de François Mitterrand, l'atomisation de l'UDF, l'implosion de la majorité, bref le déluge.

Ses amis pardonneront sans doute difficilement à Philippe Vasseur un tel masochisme. Les limites du « parler vrai », dans ce milieu, sont vite atteintes. Philippe Vasseur a voulu les dépasser. Le journaliste qu'il fut et qu'il pourrait redevenir... a étouffé l'honorable parlementaire. La lucidité et l'humour sont sans doute, dans le microcosme, les choses le moins bien partagées. Il n'est pas interdit d'innover. A sa façon, Philippe Vasseur démontre qu'il ne faut pas désespérer de cette droite-là.

D. C.

★ *La Droite la plus bête du monde ?* Editions Belfond, 196 p., 98 F.

M. Raymond Barre à Toulouse

« Je compte sur vous pour gagner le premier tour »

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

« Je compte sur vous pour gagner ce combat, je compte sur vous pour gagner le premier tour. » M. Raymond Barre a enclenché mardi soir 8 mars à Toulouse, où il a battu tous ses records d'affluence — treize mille à quinze mille personnes — la vitesse supérieure. Après une semaine passée *« à faire du sectoriel »*, à se préoccuper tour à tour des jeunes, des commerçants, des enseignants, des agriculteurs, l'ancien premier ministre, en lançant ce double appel à la mobilisation, a voulu profiter de ce grand rassemblement en province pour tenter de secouer ce qu'il appelle lui-même cette *« drôle de campagne »*.

Mobilisation contre son adversaire, M. Mitterrand, et mobilisation, voilà le fait nouveau, contre son concurrent, M. Jacques Chirac. A l'un et à l'autre, il reproche d'*« escamoter »* cette campagne, le premier pour ne pas avoir à répondre du bilan de son septennat, le second pour ne pas avoir à noircir dangereusement le tableau de la cohabitation.

« Des problèmes graves se posent, a relaté M. Barre, *que ni l'équivoque ni la complaisance ne nous aideront à surmonter. C'est le grand paradoxe de cette campagne : on ne veut point débattre de ce qui est grave et de ce qui est important.* [...] *Pour ce qui me concerne, je me suis exprimé déjà sur un certain nombre de sujets fondamentaux ; il y a évidemment ceux qui ne veulent pas s'en rendre compte, mais il y a aussi ceux qui y puisent chaque jour leur inspiration. »*

Cette dernière touche ne fut pas la seule pierre lancée, mine de rien, dans le jardin de M. Chirac. Manifestement, M. Barre commence à perdre patience. La campagne implicite de M. Mitterrand l'irrite. Celle d'étouffement de M. Chirac l'exaspère, mais il sait aussi qu'on ne mobilise pas aussi facilement contre le concurrent. Le fusil à gros calibre pour le premier, le fusil à tirer dans les coins pour le second.

Contre *« l'illusionniste »* François Mitterrand, M. Barre y est allé gaillardement : *« M. Mitterrand veut s'avancer masqué*, a-t-il ironisé au milieu des rires entendus, *drapé, inaugurant ici ou là, commémorant là, murmurant partout, suggérant comme le guide mélodieux d'une foule endormie* [...]. *Il paraît que cette attitude est digne d'admiration, que cette habileté est suprême, que ce sens politique est raffiné* (...). *Il y a deux manières d'amuser un peuple : l'inonder de promesses trompeuses — cela a été fait en 1981 — l'assoupir en le faisant rêver, c'est ce que l'on tente aujourd'hui. Bonne nuit les petits. Faites de beaux rêves. Tonton veille sur vous »*.

La réforme fiscale

Face à M. Chirac, l'exercice exige évidemment plus de doigté, impose plus de contorsions et nécessite une lecture attentive, entre les lignes. Pas un fois, M. Barre n'a prononcé le nom du premier ministre, mais en choisissant *« de relever le défi du chômage »*, en se présentant aussi *« comme le président de la réforme fiscale »*. M. Barre s'est évertué de démontrer qu'il ne fait, en la matière, pas plus de cas des résultats socialistes que de ceux acquis par le gouvernement de cohabitation.

« Au cours des cinq années passées, a-t-il relevé, *la France a perdu 340 000 emplois tandis que les Anglais en créaient 1 170 000, les Italiens 810 000, les Allemands 620 000. Savez-vous que depuis 1983, le chômage a diminué dans tous les grands pays développés à l'exception de la France ? L'emploi s'est effondré en France depuis 1981. L'emploi a continué de regresser après 1983. L'emploi ne s'est pas redressé après 1986 parce qu'on a trop attendu « un choc psychologique », parce que la politique mies en œuvre ne s'est pas attachée suffisamment à revitaliser notre économie, pour l'investissement, la recherche, l'innovation. »*

Pour M. Barre, une bonne politique pour l'emploi repose sur ces quatre piliers : la rénovation du système éducatif, un effort sur la recherche et la technologie, *« un combat constant »* en faveur de l'investissement des entreprises et pour la création d'entreprises. *« On me dit*, a-t-il encore remarqué, *que la France est depuis 1986 un pays qui investit beaucoup. L'investissement productif a heureusement repris en 1986 et 1987 mais pas suffisamment pour combler le retard pris depuis 1981 par rapport à nos partenaires. »*

Pour clore ce chapitre, l'ancien premier ministre a exposé à nouveau ses vues pour réformer *« notre fiscalité à bout de souffle »* : une réforme qui se veut *« efficace et juste »* fondée sur trois principes : l'allègement, la simplification et l'harmonie européenne. *« Je pense*, a-t-il encore expliqué, *que l'on peut consacrer de l'ordre de 130 milliards de francs sur cinq ou sept ans pour réaliser la réforme fiscale sans aggraver le déficit. On a bien diminué les impôts de près de 70 milliards de francs depuis deux ans »*.

Et à tous les sceptiques de droite ou de gauche de préciser : *« la réforme fiscale n'inquiète que ceux qui n'ont pas la volonté de la faire, ceux qui souhaitent seulement utiliser la fiscalité à des fins électorales. »* Ceci expliqué devant un auditoire extrêmement attentif.

« Ceux qui ont accepté la cohabitation... »

M. Barre a ensuite réaffirmé que semblable effort ne pouvait être entrepris que dans la durée n'a point manqué pour finir d'arroser les arroseurs d'hier. *« J'observe*, a-t-il noté, *que ceux qui ont accepté il y a deux ans la cohabitation la refusent aujourd'hui. Les arguments invoqués en 19876 n'étaient donc pas aussi solides et fondamentaux que ceux qui les utilisaient, le disaient. Je répète pour ma part qu'il n'est pas possible de conduire une grande politique pour la France avec un exécutif gravement divisé. Je me suis prononcé pour la dissolution de l'Assemblée. Ce que je souhaite, ce n'est pas d'obtenir une majorité à ma dévotion, c'est renforcer la majorité élue en 1986 et si possible l'ouvrir* (...). *Je ne souhaite pas en effet que notre pays tranche le grand débat national de l'élection présidentielle dans les termes archaïques d'un affrontement droite-gauche. Ce que je propose aux Français, c'est le libéralisme social qui allie l'efficacité et la solidarité dans une société de liberté. »*

Repousser M. Mitterrand à gauche. Confiner M. Chirac sur la droite. Prendre toute sa place au centre. La stratégie de M. Barre apparaît aujourd'hui au grand jour. Nombreux sont ses proches qui l'incitent à se montrer moins docile avec M. Chirac. A Toulouse, M. barre a montré qu'il était peut-être prêt à les entendre...

DANIEL CARTON.

Propos de Salon

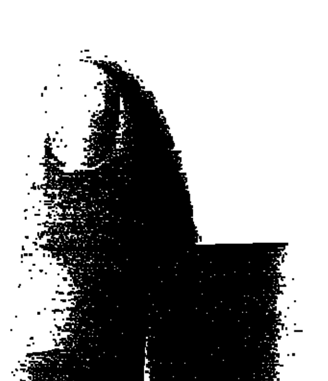
C'est un Raymond Barre particulièrement jovial qui a parcouru, mardi 8 mars, les allées du Salon de l'agriculture à Paris, tapotant les vaches par-ci, donnant par-là le biberon aux veaux...

Evoquant les visites faites avant lui, en ce haut lieu du monde rural, par trois autres candidats, MM. Jacques Chirac, André Lajoinie et Jean-Marie Le Pen, l'ancien premier ministre a dénié tout caractère électoraliste à sa propre promenade au hasard des stands : *« Cette visite est guidée par le plaisir que j'ai de regarder les vaches qui me regardent*, a-t-il affirmé, avant d'ajouter, énigmatique : *« Je suis un névrosé obsessionnel... »*

Comme on le questionnait sur les aides annoncées aux agriculteurs par le gouvernement, M. Barre a répondu : *« Ce n'est pas moi qui vous ai fait des promesses ! »*

« Pensez aux femmes d'agriculteurs ! » lui a lancé une paysanne. *« Les femmes savent que je m'occupe discrètement d'elles »*, lui a-t-il rétorqué.

A un croisement, M. Barre a rencontré le candidat des Verts, M. Antoine Waechter, avec lequel il s'est entretenu, quelques instants, auprès d'une brune de Savoie.





Politique

La campagne dans l'opposition

« M. Chirac a intégré dans son attitude l'échec de la droite » *affirme M. Pierre Bérégovoy*

Au nom du PS, M. Pierre Bérégovoy, directeur présumé de la campagne du futur candidat socialiste, a estimé, mardi 8 mars, que, lors de sa prestation de dimanche soir sur TF 1, M. Jacques Chirac avait énoncé *« treize contre-vérités »*. Procédant à une analyse détaillée des déclarations du premier ministre, l'ancien ministre de l'économie et des finances a affirmé que la politique menée avant mars 1986 avait permis de réduire l'inflation en ramenant à 3 points l'écart avec la RFA, d'augmenter l'investissement industriel, d'équilibrer la balance des paiements ; il a souligné que l'allocation parentale d'éducation avait été créée en 1985 par le gouvernement de M. Fabius, que le chômage avait baissé en 1985 pour la première fois depuis 1969, que la gestion socialiste de la sécurité sociale s'était traduite par trois années d'excédents en 1983, 1984, 1985, que les prélèvements obligatoires avaient baissé de 0,1 point en 1985 et 1986, que la campagne d'affichage du PS n'a coûté que 20 millions de francs contre 117 pour celle du RPR, etc.

Au terme de sa démonstration, présentée sous forme de tableau comparatif, M. Bérégovoy a conclu en disant : *« M. Chirac a péché par excès de propagande. Ce n'est pas digne de la fonction de premier ministre et de la fonction à laquelle il aspire. Après le jackpot des promesses électorales, nous sommes en train de vivre une nouvelle comédie qu'on pourrait peut-être intituler, malicieusement, Jacques le menteur... »*

Interrogé sur l'attitude de M. Chirac, qui cherche à contraindre M. Mitterrand à un duel idéologique droite-gauche, M. Bérégovoy a répondu : *« Je me suis demandé pourquoi un tel langage. J'ai le sentiment que M. Chirac a intégré l'échec de la droite et que son principal souci, aujourd'hui, est de se présenter en quelque sorte comme le futur chef de l'opposition de droite. Nous avons un candidat premier ministre opposant qui a revêtu la tunique du chef de l'opposition au président de la République qui serait réélu. Sa prestation de dimanche dernier a été dogmatique, sectaire et intolérante ; cela n'augure rien de bon pour la fonction de chef de l'Etat si M. Chirac devait l'être un jour... »*

La nouvelle politique, fille de « pub » ?

Ne dites pas au président de la République qu'il fait la publicité de Jacques Séguéla, il croit que c'est le contraire. Pourtant, livré encore une fois en 1988 à l'ardeur créatrice et prolixe du père (putatif) de la *« Force tranquille »* de 1981, le chef de l'Etat paraît, après chaque intervention du publicitaire, plus proche de la qualité de support commode et malléable d'autres réclames élaborées *qui ne le* concernent en rien. Il n'est pas absolument sûr que tel soit son idéal ni celui de ses conseillers en communication.

Suivons pas à pas ou, pour parler comme lui, concept après concept, Jacques Séguéla tel qu'en lui-même ses riches œuvres *le créent.*

Un : il lance *« Génération Mitterrand »* et en livre, clés en main, pour le *vulgum pecus*, la genèse touchante et l'explication renversante d'évidences révélées.

Deux : il en récupère à tout hasard les retombées vaguement politiques dont l'air du temps raffole. Avec *lui* (et le PS) ce n'est pas cher et ça peut rapporter gros. En face (à droite), tout n'est que gabegie et vaine agitation pour un résultat publicitairement préhistorique.

Trois : sur la lancée, Jacques Séguéla fait connaître à son de trompe publicitaire le lancement à la prochaine rentrée de la *« première université de communication européenne »*. Cet *« établissement privé d'enseignement supérieur »*, RSCG-Campus, est une création de l'agence dont il est l'un des associés.

Sous le titre *Ma chemise pour l'Europe* assorti, avec astérisque, du clin d'œil *« Merci la bière »* — de la pub en circuit publicitaire fermé, en quelque sorte, — on lit un appel aux futurs étudiants qui commence par cette sentence : *« Génération demain, l'Europe est à vous. »*

Mélange des genres

Par cette formule dense, Jacques Séguéla parvient à la fois à réinvestir le schéma verbal *« Génération Mitterrand »* et à emprunter fort courtoisement au probable imminent candidat le thème politique dont il se propose d'extraire, comme ses adversaires, la substantifique moelle électorale.

La boucle est ainsi, si l'on ose dire, deux fois bouclée : le nœud de la pub politique est sciemment basculé, aussitôt que créé, dans l'ordre de la publicité tout court à des fins plus... personnelles. Dans le même mouvement, l'argumentaire ou le lieu commun européen est réinstillé dans la même pub « privée » à l'instant où il fait son apparition avec la deuxième vague d'affiches politiques séguélesques.

Heureux papa d'une autre formule choc : *« Trop de pub tue la pub »*, Jacques Séguéla n'envisage assurément pas que trop de pub ou trop de mélange des genres puisse « tuer » la politique.

Pourquoi du reste s'abandonnerait-il à un aussi néfaste pressentiment ? Ses frivolités ou impertinences calculées enseignent simplement, ni plus ni moins, que les exploits des grands prêtres (Paul Quilès et *Maurice Benassayag) de la ton*tonlâtrie bien tempérée annoncent l'avènement d'une nouvelle dimension de la politique.

Gaz « mutant » (comme les futurs solides étudiants de Jacques Séguéla) en expansion, l'espace public s'ouvre désormais à l'infini des combinaisons inédites. *La valeur politique ajoutée* à la conquête ou à la gestion du pouvoir pourrait s'y marier dans l'avenir à maîtrise publicitaire, à l'efficacité du show-business et à la volonté de domination réelle ou fantasmatique de systèmes de communication voués à une industrialisation croissante.

Pour le pire, le rire ou le meilleur ? Si l'on peut, à la rigueur, se dispenser de la réponse de François Mitterrand, Jacques Séguéla devrait absolument faire connaître la sienne. Par exemple lors du cours inaugural de son université où le personnel politique aurait tout intérêt à s'inscrire s'il veut être formé pour le *« le premier business de l'an 2000 : la communication »*.

MICHEL KAJMAN.

La direction du PC s'inquiète du manque d'« ampleur » de la mobilisation militante

Le comité central du PCF, réuni à huis clos, le mardi 8 mars, devait achever ses travaux mercredi. Après avoir écouté un rapport introductif de M. Paul Laurent, dirigeant chargé des fédérations, consacré à *« l'engagement des communistes dans la campagne de l'élection présidentielle »*, les membres de cette instance, flanqués d'une soixantaine de secrétaires fédéraux — à l'exception de celui du Doubs que la Place du Colonel-Fabien ne reconnaît pas — se sont félicités du climat et de la mobilisation dans le parti.

En déplacement à Vesoul (Haute-Saône), M. André Lajoinie, candidat du PCF, a déclaré, le même jour, qu'en cas de victoire du candidat PS, *« les communistes seront disponibles pour participer au gouvernement dès lors qu'on leur proposera de faire une politique de gauche »*.

Tout sur le premier tour ! Contrairement à la précédente réunion du comité central, aucune allusion politique n'a été faite au second tour de l'élection présidentielle lors de la première journée (*le Monde* du 9 mars). Le rapport présenté par M. Laurent, membre du secrétariat du comité central, est entièrement tourné vers *« le vote du 24 avril »* et la seule référence au 8 mai, date du second tour, n'est que le rappel du processus pratique, décidé au dernier congrès, qui permettra au PCF d'arrêter sa position entre les deux tours.

Après avoir mis en évidence quels sont, selon lui, les facteurs de déclin de la France, le rapporteur a noté que *« c'est le vote André Lajoinie au premier tour qui comptera et non le vote pour un François Mitterrand qui s'adresse à la droite pour lui dire* « travaillons ensemble, chacun son tour peut-être, selon la loi commune. »

Estimant que le *« climat* [est] *favorable »* pour le PCF actuellement, M. Laurent a affirmé que *« le rôle des organisations qui dans tous les cas se placent aux côtés de ceux qui se révoltent, manifestent leur volonté de changement, s'est traduit par un progrès de leur influence ». « Cela se voit pour la CGT »*, a dit le dirigeant communiste, et *« cela se voit pour notre parti »*.

M. Laurent a indiqué que *« le danger »* que représente M. Jean-Marie Le Pen *« ne doit pas être sous-estimé »* et qu'il est possible pour le PCF de *« réduire son influence néfaste »*. Au sujet de M. François Mitterrand, il a estimé que le PS fait mener *« une campagne sur le thème du « sauveur », du « père de la patrie ». « Il vante sans désemparer les mérites d'un rassemblement unissant pour gouverner la France, une partie de la droite au Parti socialiste »*, option qui est confirmée, selon M. Laurent *« par le refus persistant du PS de se prononcer pour la dissolution de l'Assemblée nationale »* en cas de victoire de son candidat.

D'une phrase, il a qualifié la candidature de M. Pierre Juquin d'*« exutoire* [pour] *des électeurs socialistes mécontents »* et d'*« élément de division et de confusion parmi ceux qui devraient normalement rejoindre le vote pour André Lajoinie ». A contrario*, il a jugé que le vote en faveur du candidat du PCF, *« c'est le vote clair de la protestation et du refus du déclin ». « Montrons à tous ceux qui ne veulent à aucun prix ni de Chirac ni de Barre, comme président, qu'ils n'en sont pas pour autant réduits à approuver les choix de François Mitterrand au premier tour »*.

Il y a beaucoup à faire

La dernière partie de son long rapport a semblé, *« moins optimiste »* aux yeux d'un participant, *« que ses premières phrases introductives »*. M. Laurent a en effet souligné que *« le déploiement de l'activité de chacun et chacune des communistes »* qui doit, selon lui, être l'activité essentielle de toute la hiérarchie du Parti semble laisser à désirer. *« Disons-le nettement*, a lancé le rapporteur, *il y a beaucoup à faire pour donner cette dimension capitale de notre campagne l'ampleur et l'accélération nécessaires »*. S'adressant, tant aux membres du « Parlement communiste » qu'aux premiers secrétaires fédéraux présents, et par leur intermédiaire aux secrétaires de section et de cellule, M. Laurent a souhaité que *« les directions du Parti à tous les niveaux redoublent d'efforts pour généraliser la mise en œuvre de ce style de campagne* — l'engagement individuel de chaque communiste, — *en s'appuyant sur les bons résultats déjà obtenus »*.

Cet appel insistant lancé aux cadres dirigeants et les *« quatre conditions du succès »* qui s'y rattachent — rôle des membres du comité central et des secrétaires fédéraux, travail répété auprès de chaque adhérent, lien entre chaque lutte et le vote communiste, implication de chaque adhérent dans la campagne — tranche quelque peu avec l'optimisme général qui est apparu à travers les seize interventions, plus celle du secrétaire général, qui ont été faites après la lecture du rapport par M. Laurent.

Les uns ont noté que l'engagement communiste est plus important que lors des élections législatives de 1986, que l'accueil réservé aux thèmes du PCF est excellent alors que d'autres ont relevé l'existence d'un climat de confiance tant dans le Parti que dans son entourage. Mme Sylviane Ainardi (Haute-Garonne) a confirmé l'existence d'un appel en faveur de M. Lajoinie lancé dans son département par des « rénovateurs » qui ont émis une *considération légèrement critique* sur le fonctionnement du parti (*le Monde* du 9 mars) et M. Georges Marchais a insisté sur la nécessité d'effectuer un travail prioritaire dans les cités populaires pour combattre le vote en faveur de l'extrême droite.

La discussion devait s'achever dans la journée de mercredi.

O. B.

● **M. Boussel-Lambert (MPPT) : « Le débat sur la cohabitation vise à masquer la crise institutionnelle. »** — Dirigeant du Parti communiste internationaliste (PCI, *trotskiste*) et *candidat* du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) à l'élection présidentielle, M. Pierre Boussel-Lambert a affirmé, le lundi 7 mars, que le débat sur la cohabitation et *la* dissolution de l'Assemblée nationale visait à *« masquer la crise institutionnelle, qui est une réalité ». « C'est une discussion qui n'a pas d'autre objet que de préparer sous une autre forme la même unanimité »* que celle existant aujourd'hui entre tous les candidats.

● **L'Ile-de-France adopte son budget culturel.** — Par 91 voix (RPR, UDF et 2 non-inscrits), contre 41 (FN et PC), les socialistes ne prenant pas part au vote, le conseil régional d'Ile-de-France a adopté, le 8 mars, un budget de développement de la culture et du tourisme. Les actions retenues sont la célébration du bicentenaire de la Révolution, le millénaire capétien et l'exposition Cités-Cinés. D'autres actions concernent les arts plastiques, la musique et la mise en valeur du patrimoine. On remarquera que, par leur attitude, les socialistes ont permis au président (RPR) du conseil régional, M. Michel Giraud, de faire adopter ses projets.

PROPOS DE CAMPAGNE

Mme Catala

Epine

Mme Nicole Catala, *secrétaire* d'Etat (RPR) à la formation professionnelle, a estimé, le 8 mars, à Rambouillet, que *« le Front national, rendu puissant grâce aux socialistes, avait été une épine dans le pied de la majorité depuis mars 1986 »*. Toutefois, selon elle, le parti de M. Le Pen a *« de grandes aspirations comme la sauvegarde de notre identité nationale, qui rassemble beaucoup d'électeurs, et nous devons aller dans ce sens »*.

M. Delebarre

Néophyte

M. Michel Delebarre, ancien ministre socialiste, en déplacement à Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme), le mardi 8 mars, a déclaré : *« C'est émouvant de voir Jacques Chirac parler de l'Europe avec l'élan des vocations tardives et le zèle des néophytes, lui qui, hier encore, opposait la France à l'Europe et refusait l'élargissement à l'Espagne et au Portugal. Plus les Français sont convaincus de l'importance de l'enjeu européen pour l'avenir de la France, plus ils prennent conscience de la nécessité d'avoir à la tête de l'Etat un président à la hauteur de cet enjeu : François Mitterrand. Dans cette perspective, Jacques Chirac s'est rendu compte lui-même qu'il évoluait en deuxième série puisqu'il est allé quémander le label ou la caution de Valéry Giscard d'Estaing. »*

M. Juquin

Signatures

« Nous avons recueilli quelque quatre cents signatures, et nous n'aurons aucune difficulté pour trouver les cent encore manquantes », a assuré M. Pierre Juquin à Strasbourg, le mardi 8 mars. Le candidat rénovateur à l'élection présidentielle a rappelé que huit cents promesses de parrainage d'élus se sont, selon lui, portées sur son nom. Au cours d'une visite au Parlement européen, il a estimé que l'Acte unique de 1992 était *« dérisoire et médiocre »* et qu'il ne sera qu'une *« coalition d'intérêts eurochauvinistes »*.

M. Méhaignerie

Absurde

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a affirmé, le mardi 8 mars à Marseille, que l'idée d'une alliance entre centristes et socialistes est *« absurde et sans fondement » : « Ces insinuations ne peuvent bénéficier qu'à François Mitterrand et à un PS en panne de majorité »*. Le ministre de l'équipement a ajouté : *« J'ai toujours été contre la cohabitation, non pas pour des raisons institutionnelles mais pour des raisons d'efficacité : toute action politique, pour réussir, à besoin de durée et de clarté. »*

M. Millon

Non

M. Charles Millon, *délégué général* des comités de soutien à M. Raymond Barre, s'est déclaré le mardi 8 mars sur France-Inter, *« convaincu qu'aucun parti, aucun leader, aucun homme politique soutenant actuellement Raymond Barre ne participera à une expérience de cohabitation, en cas de victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle »*. Il a estimé *« fort probable que le gouvernement nommé par François Mitterrand, en cas de victoire, n'obtiendra pas la confiance de l'Assemblée nationale ; le président de la République aura alors le choix entre une dissolution de l'Assemblée ou remettre son mandat en jeu »*. M. Millon a ajouté qu'*« actuellement tous les grands problèmes (chômage, aménagement du territoire, politique agricole) sont évacués et ne sont pas résolus par le fait de la cohabitation. »*

M. Rocard

Mythe

Dans une interview au *Quotidien de Paris* du mercredi 9 mars, M. Michel Rocard explique qu'il ne *« partage pas du tout le mythe d'un premier ministre qui ne serait ni de droite ni de gauche, pas même celui d'un gouvernement d'union nationale (...). La bipolarisation est une bonne chose car elle ouvre aux citoyens un choix. Ce n'est pas la bipolarisation qui fait problème en France : c'est notre manière de la vivre qui consiste à ce que la victoire de l'un soit la négation de l'autre et de ce qu'il représente, ce qui exclut tout véritable esprit d'ouverture et toute prédisposition au compromis ou à la transaction »*.

Des comités de soutien en veux-tu, en voilà...

Singularités polynésiennes

Devinette : savez-vous où la candidature de M. Jacques Chirac est, à la fois, la plus soutenue et la plus contestée ?

Réponse : en Polynésie française.

Par un de ces paradoxes qui font, en effet, le charme de la vie politique tahitienne, le candidat du RPR *ne bénéficie pas moins*, sur ce territoire, de deux comités de soutien... ennemis. Ennemis à un point tel que l'un des deux est l'allié objectif du comité de soutien à... M. François Mitterrand.

Toute cela à cause de M. Gaston Flosse, dont la mise à l'index, depuis la nuit d'émeute du *23 octobre 1987, a provoqué un* extraordinaire remue-ménage sur la scène locale.

Marginalisé par ses anciens amis et tenu en suspicion au ministère des DOM-TOM et au quai d'Orsay, le secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud tente de refaire surface. Il *a pris la tête d'un actif comité de* soutien à son « frère » parisien, M. Chirac. Mais son ancien compère local, M. Alexandre Léontieff, député RPR, qui lui a ravi le pouvoir et dirige la nouvelle majorité territoriale qui lui a confié la présidence du gouvernement polynésien, n'entend pas lui laisser le champ libre. Il a constitué son propre comité de soutien à M. Chirac, et le premier ministre s'est fait un devoir d'en être honoré afin de ne pas laisser ses œufs tahitiens dans le même panier.

Cette situation est d'autant plus singulière que M. Léontieff pratique localement, pour essayer de sortir le territoire de son état de crise, une cohabitation à l'envers de celle prévalant en métropole. Pour gouverner la Polynésie, il s'appuie, depuis le mois de décembre 1987, sur une coalition où de nombreux anciens partisans de M. Flosse pactisent avec la gauche, et même l'extrême gauche locale.

C'est ainsi que la présidence du comité de soutien au futur candidat socialiste vient d'être confiée, par quatre de ces composantes, à l'un des principaux alliés de M. Léontieff, qui n'est autre que l'un des plus virulents adversaires de M. Flosse, en la personne du maire de Mahina, président de Te Ai'A Api, M. Emile Vernaudon.

La semaine dernière donc, MM. Léontieff et Vernaudon, *venus de concert à Paris, ont sol*licité le soutien logistique, dans la campagne nationale, des états-majors du RPR et du PS. Le premier s'est adressé à M. Chirac, le second à M. Mitterrand...

Un hommage très appuyé

Reçu le jeudi 3 mars à l'Elysée par le président de la République, M. Vernaudon, qui brigue d'ores et déjà un siège de député, a *« supplié »* M. Mitterrand de confirmer sa candidature : *« C'est vous, et vous seul, que les Polynésiens veulent comme président*, lui a-t-il dit. *Vous avez prouvé, au cours des sept dernières années, que vous étiez le meilleur président possible pour la France. Les Polynésiens ont confiance dans votre sagesse, votre expérience, votre équité et votre sens de la justice. Ils savent que vous êtes profondément attaché à la démocratie et aux libertés. Les Français du bout du monde que nous sommes veulent rester français, quoi qu'on ait pu dire ou écrire, mais ils demandent cependant qu'on respecte leur identité et leurs valeurs traditionnelles. C'est pourquoi ils sont partisans de l'autonomie interne, cette forme de décentralisation qui est si bien adaptée aux territoires français d'outre-mer. Or les Polynésiens savent que vous respectez leurs spécificités et que vous laisserez évoluer le statut de leur territoire dans le sens du progrès afin qu'ils puissent assumer plus complètement leur destinée avec l'aide de la France. »*

Après cet hommage très appuyé, M. Vernaudon a engagé avec M. Mitterrand une conversation détaillée sur les problèmes du territoire et il a quitté l'Elysée sans l'ombre d'un doute sur la volonté du président de la République de solliciter le renouvellement de son mandat.

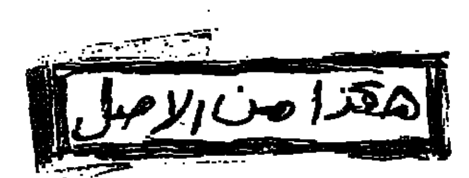
Il a ensuite réitéré, devant la presse, ses critiques contre *« la politique de mépris, de corruption généralisée et d'intolérance » menée en Polynésie française « sous le pouvoir de M. Flosse »* avec, au passage, une diatribe contre la *« partialité sectaire »* de RFO.

Puis M. Vernaudon a dit le plus grand bien de *« l'esprit d'ouverture et de dialogue »* de M. Léontieff, président du comité de soutien à M. Chirac...

Les seuls qui se distinguent par leur classicisme en Polynésie sont, au fond, les barristes, *regroupés autour de M. Franz* Vanizette, ancien président de l'Assemblée territoriale.

Encore qu'il existe déjà, à Papeete un comité de soutien particulier à... M. François Léotard, dans la perspective de l'élection présidentielle de 1995...

A. R.



Enquête

Les interrogations face aux affrontements dans les territoires occupés

Dans la communauté de Strasbourg l'ombre d'un doute

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

M. JEAN KAHN, président de la communauté juive de Strasbourg, vous le dira ès qualités à sa manière, dynamique, courtoise et ferme : non, non et non, « *il n'y a pas de désarroi dans la communauté* ». Il vous l'injectera avec tant de douce autorité, cet antidote au poison des gros titres, cet élixir anti-médias qu'on lui ferait tout de suite crédit, à plus de cent pour cent, ès qualités s'il n'ajoutait, curieusement, qu'il parle de la communauté juive « *profonde* ».

Pourtant, s'il est un endroit de France où « juif » ne se marie pas avec « superficiel », c'est bien Strasbourg. Qui oserait demander à cette communauté de quelque quinze mille membres, la mieux structurée de l'Hexagone, la plus enracinée dans son terroir, l'Alsace, de *faire* sérieux ? Elle l'est.

Sérieuse, solide, ancienne. Forte d'une solide tradition scolaire, universitaire et intellectuelle toujours vivace. Est-ce à dire monolithique, riche d'un seul regard, catégorique et compréhensif à tout prix sur la chronique compliquée et meurtrière de Gaza et de Cisjordanie ?

Ecoutons encore Jean Kahn avant de partir à la recherche des profondeurs et des surfaces puisque, aussi bien, par sa voix, c'est la communauté qui parle : « *solidarité* » indéfectible à l'égard d'Israël, « *soutien, tout le soutien possible, à la démocratie israélienne* » et « *confiance* » dans son bon droit et ses ressources pour sortir au mieux de l'épreuve.

Pas de jugement : « *Nous sommes ici, eux sont sur place.* » Si la communauté, « *qui se porte bien* », a des « *inquiétudes* », c'est de voir une nouvelle fois la forteresse assiégée, même par des jeteurs de pierres.

Une familiarité évidente

Si Jean Kahn, qui est aussi vice-président du CRIF et à ce titre très actif dans la vie nationale et internationale des institutions juives, a un doute, c'est d'une autre nature : « *On parle trop des juifs. J'ai été troublé de voir que tous les hebdomadaires ont titré sur les juifs. Est-ce que le juif se vend tellement bien ? Est-ce donc qu'il est indispensable de le mettre en vitrine ?* »

Reflets contestés, quelquefois détestés. La télévision aussi en ferait trop, et mal, sans discernement ni équilibre. Presque tous vous le diront (en tout cas vingt-quatre heures avant la diffusion de la bavure filmée par le cameraman israélien de CBS).

Strasbourg perçoit les mille signaux que la Terre promise émet en permanence. Le coup de fil d'une famille : « *Les gens ont l'air de s'imaginer que Jérusalem vit en état de siège. C'est faux. La vie est « presque normale.* » Presque. L'histoire du fils Lévy, réserviste, qui a reçu un de ces fameux cailloux pendant une période : « *Un caillou ? Une pierre de plusieurs kilos, méthodiquement lâchée d'une fenêtre à son passage. A quelques centimètres près, il était mort.* » Ou encore les dits et écrits du fils de l'ancien rabbin, un « ultra-gauchiste » que chacun verra à la télévision défendre la position israélienne du refus radical de ce que fait l'armée dans les territoires occupés.

Dans cette familiarité plus qu'évidente entre les juifs et « leur » Etat, qui peut prétendre, de l'extérieur, se glisser ? Sur un jumelage aussi essentiel, aussi absolu, comment voir passer, au plus, l'ombre d'un doute ? Si l'on vous donne quelque chose à entendre, c'est le plus souvent, indirectement, au-delà des mots.

René Gutman, jeune grand rabbin de Strasbourg et du Bas-Rhin : « *Israël reste un Etat, au-delà du symbole qu'il porte. Un Etat enserré dans un enjeu et une impasse. On a le sentiment que pour Israël une défaite militaire ne sera jamais une simple péripétie de l'Histoire.* »

Un tourment ?

Comme tant d'autres, le grand rabbin « [fait] *confiance à la démocratie israélienne* ». D'un autre côté, il ne peut « *pas ne pas considérer qu'il y a là un échec fondamental de la reconnaissance judéo-arabe* ».

Méditatif, René Gutman poursuit : les pierres « *viennent des mosquées* » — symboliquement, c'est-à-dire de l'intégrisme. Là est le « *signe de la régression* ». Les pierres ne frappent pas seulement les hommes. Elles font voler en éclats « *le dialogue judéo-arabe* », qui avait « *sa chance* » depuis « *la venue de Sadate en Israël, cet événement un peu surréel* », cette incroyable « *reconnaissance* », d'où on l'attendait le moins, « *de la dignité juive après la shoah* ».

Disons-le à la place du grand rabbin qui n'ose le suggérer que pour s'effrayer de son audace : ce dernier constat, les auditoires de la grande synagogue n'y sont guère réceptifs. La communauté a quelque peine à penser avec le rabbin que « *l'essence même d'Israël est visée* » à Gaza, et pas seulement son existence.

Solidaire, cela va sans dire, modéré dans ses jugements — seul de tous nos interlocuteurs, il trouve le « *discours journalistique très mesuré* » et l'ensemble des médias « *serein* », — le grand rabbin laisse percevoir l'expression d'une réelle préoccupation. Un tourment, est-ce trop dire ? Superficiel ? Nul n'oserait même le penser.

Ces interlocuteurs ne seront pas rares, avant l'inéluctable « mais », à se libérer d'abord de la pensée qui leur trotte dans la tête. « *Tsahal face à des civils, c'est inconcevable*, dira l'un. *Mais...* » Et tel autre : « *Bien sûr qu'il faut rendre Gaza, et discuter, dès que ce sera possible, de la Cisjordanie. Mais...* »

« *Mais* » il y a l'inévitable, la lancinante « *solidarité nécessaire* ». Comme tous, le professeur Lazare Landau la place en exergue, avant d'ajouter : « *Il y a chez nous un nombre considérable de personnes qui pensent que le gouvernement israélien aurait dû faire preuve d'imagination pour instaurer sur tout le territoire de l'ancienne Palestine une politique et une dynamique de coopération plutôt que d'occupation.* »

Les colombes, comme lui qui a participé « *dans le passé à des discussions secrètes entre des dirigeants arabes nationalistes et des délégués des organisations juives mondiales* », ont donc une voix, qui peut se faire entendre. Mais quand *la* communauté parle, doutes, nuances ou vertiges s'estompent devant l'expression plus carrée, assurée et inévitablement péremptoire de la certitude, avant tout, du bon droit.

L'expression publique de la différence ne va pas sans risques de conflit. Le sociologue Freddy Raphaël, doyen de la faculté des sciences sociales, en fit l'amère expérience, il y a quelques années, après ce qu'il appelle « *l'avatar du Liban* », quand « *les notables refusèrent de s'interroger sur la violence* » ou sur « *l'enlisement* » d'Israël dans le conflit.

Ce fut presque la rupture (Freddy Raphaël avait pourtant été durant douze ans vice-président de la communauté) et la révélation de ce que le discours des notables peut légitimer de plus excessif et inadéquat à ses yeux : « *le chantage à Auschwitz* » ou « *l'apologie de la violence* » plus ou moins déguisée. Le conflit des sentiments et des appréciations serait-il tellement différent aujourd'hui ?

Faut-il donc croire avec Jean Kahn que le débat se ramène à une affaire de « *profondeur* » ou de superficialité ? Ecoutons encore Freddy Raphaël : « *Après le départ de Warchawski* [l'ancien grand rabbin], *l'arrivée d'un successeur jeune et bien pris en main par l'establishment, je me sens bien sûr très isolé. Pas seul. On m'arrête dans la rue. On me demande « ce que j'en pense », avant d'en venir à des interrogations plus radicales. Des petites gens, des sans-voix, âgés souvent. Des juifs de base, en somme. Des juifs de la fidélité.* »

MICHEL KAJMAN.

AFP

Manifestation devant l'ambassade d'Israël à Paris le 25 janvier 1988 à l'appel d'organisations juives pour soutenir l'action d'Israël

Les juifs de France et la « guerre des pierres »

(Suite de la première page.)

Le désarroi est bien là, tel qu'en 1982, lorsque l'armée israélienne a exercé un droit de poursuite jusqu'à Beyrouth. Après une phase d'abattement — « *chacun voudrait être à cent pieds sous terre, ne rien voir, ne rien entendre* », affirme M. Léon Herszberg, dentiste à Nancy.

On reconnaît d'abord les inconditionnels, les « *supporters à 100 000 %* », comme dit Enrico Macias. *Ils sont reçus en délégation par l'ambassadeur d'Israël, M. Ovadia Soffer, pour lui exprimer leur soutien (le 20 janvier). Ils font signer la pétition « Confiance à Israël »*, lancée fin février par le bimensuel *Actualité juive*. Ils proclament — le texte en éprouve curieusement le besoin, — que « *quoi qu'il en soit, nous ne sommes pas divisés* ».

« Les flagellants »

Le 23 février, au Centre Rachi, quatre cents fidèles applaudissent M. Soffer. L'ambassadeur remercie mais fait remarquer que les auditeurs étaient vingt fois plus nombreux à Marseille. « *Vous les amis d'Israël, faites-nous l'amitié de ne pas vous joindre aux lanceurs de pierres* », demande-t-il « *avec gravité* ». L'assistance ne s'arrête qu'un instant à la nuance qu'apporte M. Soffer lorsqu'il est moins en colère contre ceux qui transforment la Judée-Samarie en « *deuxième Hollywood* » pour tournages de « *westerns* » : la presse française « *n'est pas la plus virulente* ».

On reconnaît ensuite les esprits tourmentés, dits « *flagellants* » par les premiers. Ils remettent sur le trottoir de l'ambassade, à l'attaché de presse, une pétition qui en appelle aux « *droits de l'homme* » en parlant des Palestiniens. Membre de l'association France-Palestine, le médecin Francis Kahn est sommé lors de la manifestation et contre-manifestation du 20 janvier de présenter, avant de prétendre avoir voix au chapitre, son brevet de défense des droits des refuzniks d'URSS. Les observateurs notent en tout cas que, par rapport à 1982, les manifestants ont fondu, des deux côtés.

Il y a encore les bonnes volontés, qui tiennent une corde un peu raide, puisqu'elles souhaitent « *aider politiquement Israël plutôt que de donner des leçons de morale* », comme dit le chercheur Jacques Tarnero. Au lieu de manifester, ils tentent des rapprochements entre juifs et Palestiniens modérés. A Paris, mais cela rapproche tout de même. Le rédacteur en chef du quotidien arabe de Jérusalem *El Fajr*, M. Hanna Siniora, a ainsi été présenté à l'establishment de la communauté le 8 février. La soixantaine de participants a discuté « *tard dans la nuit* ».

Ce camp-là, disent les spécialistes, serait en augmentation. Le 2 mars, par exemple il faut être arrivé avec une heure d'avance pour entrer au Centre Rachi et écouter l'historien Zeev Sternhell et le professeur de biophysique Henri Atlan, s'exprimer au nom de La paix maintenant, à l'invitation des amis français du mouvement israélien. A la tribune, se trouvent également Alain Finkielkraut, M. Henri Bulawko, président du cercle Bernard-Lazare, et Mme Elisabeth Badinter.

Les portes du bâtiment sont assiégées à 20 h 30. Certains risquent l'asphyxie dans le sas d'entrée, sans que s'émeuvent les gardiens du temple. Eric Ghebali, secrétaire général de SOS-Racisme, affirme, à propos des territoires qu'il ne s'agit pas d' « *un problème moral* », mais seulement d' « *un problème politique* ». Dans la salle comble, la philosophe Elisabeth de Fontenay demande comment La Paix maintenant « *se représente les interlocuteurs palestiniens* ». Mme Marie-Claire Mendès France est aussi présente, elle qui, en tant que présidente du Centre international pour la paix au Proche-Orient, est allée dire tout net aux dirigeants israéliens : « *En tant que juifs, nous ne sommes pas fiers du tout. Il faut que cela cesse.* »

« Une « assurance-vie »

La communauté « ordinaire », elle, en dit rarement aussi long. Quand ils parlent, les juifs français rappellent d'abord qu'Israël est une « *assurance-vie* », comme Cathy, vingt-huit ans, partie en 1977 pour s'y installer et revenue parce que sa famille lui manquait. « *C'est un bijou qui ne doit s'abîmer ni par l'intérieur ni par l'extérieur* », dit Jacqueline, qui a fêté ses vingt ans en Israël, en 1967. « *C'était un mythe. Je ne pourrais pas supporter sa destruction. Des tracts appelaient à jeter les juifs à la mer. C'est tellement petit qu'on sentait que cela pouvait être vrai.* » En son point le plus étroit, dit-elle, Israël ne mesure pas plus que « *la distance Paris-Enghien* ».

« *Je suis très troublée*, indique Jacqueline. *Ces événements symbolisent un échec. Voir tuer un enfant, je ne le supporte pas. Mais j'ai confiance dans l'état d'esprit de la majorité des Israéliens. Ils ont beaucoup souffert. Ils ne donnent pas la mort par vengeance ou par amertume, mais parce qu'ils ont une arme en main et qu'il faut s'en servir. Si Israël ne réagit pas, j'ai l'impression qu'il est mort.* » Il y aurait, dit-on, « *quelques extrémistes de droite* » parmi les soldats israéliens. « *Des brutes, des imbéciles, des excités* », comme les juge un commerçant de soixante-sept ans. Mais on en revient vite aux motifs de « *fierté* », les « *progrès scientifiques* », les kibboutzim visités pendant les vacances.

Pourquoi toujours des enfants ? Nicole, mère de famille de quarante-cinq ans, a posé la question à un cousin d'Israël. « *Ils poussent les femmes et les enfants devant. Ils ne mettent pas la vie sur le même plan que nous* », dit-elle. Ces enfants seraient, dit-on, des matyrs, des enfants-suicides, fanatisés à l'iranienne. Les femmes, les mères, la mémoire juive ne peuvent pas croire autre chose.

A entendre cette famille de Paris et de banlieue, de Pologne et du Maghreb, Israël reste injustement traité par des médias. Elle aimerait voir quelques cartes de la région, à la télévision, plutôt que toujours ces lanceurs de pierres dans leur tablier d'écolier. Elle aimerait entendre parler de la situation dans laquelle avaient été laissés les territoires avant 1967. Elle ne s'opposerait pas à ce qu'on s'intéresse moins aux bavures militaires — avouées et donc à moitié pardonnées — et davantage aux discours que tient en arabe Yasser Arafat sur Radio-Bagdad, parfaitement traduits par les soins de l'ambassade. « *Les médias renvoient l'image d'un peuple sanguinaire*, dit Cathy. *C'est pour cela que je me révolte. J'aurais envie d'en parler à tous les non-juifs pour leur expliquer. Il doit y avoir des raisons à l'attitude de l'armée, que l'on ne nous donne pas.* »

Le mari de Jacqueline, qui lui ne cherche pas, croit-on comprendre, de raisons, renvoie chacun à son histoire. La mort de Palestiniens dans des « *opérations de maintien de l'ordre* » ne le « *choque pas plus* » que celle de Malik Oussekine ou celle de dix Mélanésiens à Hienghène. Il évoque Charonne et la Tunisie, où sa famille a tout laissé, mais qu'il « *ne revendique pas pour autant* ». « *Il n'y a pas d'OAS israélienne. N'importe quel Etat aurait perdu son âme en quarante ans de guerre* », dit-il.

« J'ai pris une claque »

Mais Jacqueline, soudain, trouve des larmes à la place des mots : « *Les morts, je les ai là. C'est pour cela que je ne parle pas beaucoup. Je ne peux pas aller plus loin dans ma critique, ce n'est pas le même problème que d'habitude.* » Une radio a fait son dimanche matin de la tentative d'enterrement de jeunes Palestiniens à Salem. « *J'ai pris une claque* », dit Maurice, dans sa galerie de tableaux. Mais si l'on n'est pas d'accord, cela reste de l'ordre du non-dit. Lorsqu'on insiste, la conversation revient au point de départ : « *On voudrait qu'un processus de négociation s'engage.* »

Avant même qu'on ne l'interroge, M. Patrick Gaubert, chargé des relations avec la communauté au ministère de l'intérieur, fait part de la question à laquelle, lui non plus, n'a pas trouvé de réponse : « *Que voulez-vous qu'on dise ?* » M. Gaubert a pris la température de l'antisémitisme : elle est en hausse, légère, après une forte chute depuis le procès Barbie.

Les juifs français cherchent eux aussi des réponses ou au moins des explications. Pendant qu'Ibrahim Souss, le représentant de l'OLP à Paris, adresse à tous les maires de France une pétition contre « *la brutalité de la répression militaire israélienne* » (avec le numéro de CCP de l'organisation caritative SOS-Gaza), l'ambassadeur d'Israël publie son agenda pour montrer qu'il ne chôme pas. Les institutions communautaires, qui n'avaient pas de discours en réserve, sont presque contestées. « *C'est le désert*, affirme un commerçant sur le ton, cette fois, de la protestation. *En 1982, au moins, un colonel israélien de Saïda était venu faire une conférence.* »

Fin février, le matraquage de deux jeunes Palestiniens par quatre soldats israéliens fait des victimes, de ce côté-ci de l'image. Une mère, mille mères de famille, se demandent : « *Où va-t-on* » ? Dix jours plus tard, les enfants cèdent l'écran aux terroristes de la première génération de l'OLP, qui prennent un autobus de civils israéliens en otage dans le désert du Neguev. Les Juifs de France recommandent d'aller voir, du côté de la communauté arabe, s'il y a du « *désarroi* ».

CORINNE LESNES.

L'attitude des instances représentatives

« Faire confiance » à Israël

LES juifs de France sont-ils « *à 98 % derrière Israël* », comme l'affirme *l'Arche*, mensuel du Fonds social juif unifié ? Aucun sondage ne permet de répondre à cette question, mais l'important est ce souci des organes et instances communautaires d'affirmer une unanimité quasi parfaite en réplique aux médias qui font état du trouble, des désaccords ou du désarroi qu'auraient provoqué les événements de Cisjordanie et de Gaza.

Le problème est toujours le même : tout juif peut parler « *en tant que juif* », mais seuls quelques-uns ont autorité pour parler « *au nom des juifs* ». Les deux affirmations sont exposées à une contestation permanente, qui vaut à tout intellectuel juif s'exprimant en cette qualité d'être bientôt accusé d'usurper une représentativité à laquelle il ne prétend d'ailleurs pas, tandis que les porte-parole patentés sont soupçonnés de former un *establishment* condamné à la langue de bois et soumis à la pression de l'ambassade d'Israël.

Les prises de position officielles peuvent, ainsi, prendre un caractère mi-chèvre mi-chou, qui rappelle les subtilités des congrès radicaux d'autrefois et laisse perplexes ceux-là mêmes auxquels elle s'adresse. Dans une déclaration votée à l'unanimité, le 17 février, le comité directeur du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) affirmait qu'il « *fait confiance* » à Israël pour agir « *dans le respect des droits de l'homme et de la dignité de la personne humaine* ». Fallait-il voir dans cette mention des droits de l'homme un discret rappel à l'ordre ? Ou bien, au contraire, un acte de foi ? Aucune des deux interprétations n'était découragée.

« *Tout se passe* », estiment le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, et le président du Consistoire central, M. Jean-Paul Elkann, comme si les adversaires des juifs « *voulaient se débarrasser de leur mauvaise conscience* » en condamnant Israël, fût-ce au mépris des faits. Tel est le sentiment que l'on entend souvent exprimer dans la communauté « de base », où la présentation des événements par les médias et les couvertures d'hebdomadaires sur les réactions dans la diaspora sont considérées comme orientées. Le président du CRIF lui-même, M. Théo Klein, a beau observer que les médias israéliens sont bien plus sévères avec le gouvernement et l'armée, il doit, néanmoins, faire écho à cette réaction.

Le CRIF a prévu de réunir, symboliquement, une assemblée générale à Jérusalem, afin de témoigner de cette solidarité, réaffirmée, d'autre part, par le président du Fonds social, M. David de Rothschild. Beaucoup de juifs engagés dans le militantisme communautaire éprouvent la nécessité de telles démonstrations, au moment où l'on cherche, estiment-ils, à obtenir d'eux un désaveu d'Israël, qui serait, aussi, un aveu : des siècles de persécutions n'aboutiraient, en fin de compte, qu'à transformer la victime en bourreau.

Que cette pensée hante les censeurs d'Israël, ou beaucoup d'entre eux, expliquerait les « doubles standards » appliqués dans l'évaluation des événements du Proche-Orient. Jamais les centaines de milliers de morts de la guerre Iran-Irak ou les victimes des combats entre milices communautaires libanaises n'ont soulevé, dans les médias, une émotion comparable à celle que provoque la répression des émeutes de Cisjordanie et de Gaza. A cela, des mouvements juifs qui se situent politiquement à gauche et qui se veulent les correspondants diasporiques des courants que réunit, en Israël, La paix maintenant, répondent que le niveau d'exigence que l'opinion applique à l'Etat hébreu lui crée une obligation supplémentaire — outre celle de principe — d'y répondre.

Le débat devient, alors, celui de la responsabilité des juifs de la diaspora. Faut-il considérer, comme l'affirme le CRIF, que seuls les Israéliens peuvent proposer des solutions politiques ? Ou bien faut-il penser, comme le Centre international pour la paix au Proche-Orient, invoquant le souvenir de Pierre Mendès France et de l'appel qu'il avait cosigné en 1982, qu'une étincelle peut venir de l'extérieur ?

En d'autres termes, les juifs doivent-ils se borner à affirmer leur solidarité avec Israël lorsque la sécurité ou l'existence de celui-ci est menacée, ou bien doivent-ils se considérer comme moralement impliqués dans l'évolution de l'Etat hébreu ? L'inconditionnalité, que certains d'entre eux réclament, ne serait-elle pas le premier pas vers l'indifférence ?

PATRICK JARREAU.



Quelques heures après une conférence de presse clandestine de l'ex-FLNC

Un gendarme est tué à Ajaccio par un commando de quatre hommes

Un gendarme, Stéphane Chariot, vingt-sept ans, a été tué, à Ajaccio, le mardi 8 mars peu après 13 heures, de deux balles dans l'abdomen par un commando de quatre hommes qui ont mitraillé la caserne de gendarmerie Battesti. Cet attentat suivait de quelques heures une conférence de presse clandestine de l'ex-FLNC au cours de laquelle, des membres de l'organisation dissoute ont distribué un document préconisant « la construction d'une nouvelle société socialiste ».

AJACCIO
de nos envoyés spéciaux

De nombreux Corses ont relevé la troublante coïncidence. Juste une heure après le premier bulletin radio relatant une conférence de presse clandestine de l'ex-FLNC au contenu plus modéré que d'habitude, un commando motorisé comprenant au moins quatre hommes, a tiré plusieurs rafales d'armes automatiques sur la sentinelle de la caserne de gendarmerie d'Ajaccio au cours d'une opération hasardeuse. Trop mal préparée, trop mal repérée pour ne pas résulter, au moins partiellement, de l'improvisation.

Un groupe isolé a-t-il voulu briser net l'effet qu'aurait pu produire dans l'île la conférence de presse ? Le commandement « militaire » de l'ex-FLNC a-t-il précipité une action programmée pour plus tard ? Les Corses, une nouvelle fois, s'interrogent sur les mystères de la logique interne de l'organisation dissoute.

Sur ces contradictions aussi : cette faiblesse originelle qui fait détruire par ses « durs » les projets plus cohérents de ses « politiques », et contredire par le Sud (Ajaccio), plus sectaire, les tentatives d'ouverture du Nord (Bastia).

L'histoire de l'organisation clandestine est une longue suite d'avancées et de reculs, de brusques raidissements, d'aussi rapides abandons, *de menaces et d'excuses.* Cheminements essoufflants, difficiles à suivre. Cette fois, pourtant, la valse-hésitation de ces mouvements contraires est quasi simultanée. L'ex-FLNC s'est *exprimé,* le mardi 8 mars, de manière très désordonnée.

Au petit jour, dans une pièce d'une villa aux murs tendus de drap, cinq journalistes ont d'abord écouté un responsable de l'organisation, le visage recouvert d'une cagoule, présenter une plate-forme de propositions souvent positives, en tout cas acceptables pour beaucoup de Corses, même non nationalistes. Un texte pondéré qui préconise, notamment, un meilleur contrôle des fonds publics, la dissolution de l'Assemblée régionale pour une meilleure refonte des pouvoirs locaux, enfin des solutions économiques. Bref, un plan pour l'île qu'aurait pu imaginer un parti autonomiste, voire même, un « parti français ».

En début d'après-midi, l'ex-FLNC a montré le visage qu'on lui connaît ces dernières années, celui d'un mouvement ultra-radicalisé, qui n'hésite plus, désormais, à tuer. *Les* projets économiques du petit jour étaient brusquement devenus dérisoires. La Corse, brutalement tirée de sa torpeur hivernale, se retrouvait psychiquement au 5 août 1987, après l'assassinat à Bastia, par un commando nationaliste, du gendarme Guy Aznar. Un autre *« ennemi colonialiste »,* selon l'expression de *l'ex-FLNC,* un autre gendarme, venait de succomber, lui aussi, à la guerre que les clandestins ont décidé de mener contre les représentants les plus symboliques de *« l'Etat impérialiste français ».*

Mystères et contradictions du nationalisme corse

Plusieurs rafales d'armes automatiques

A 13 h 10, le 8 mars, Stéphane Chariot, âgé de vingt-sept ans, marié et père d'une petite fille, réglait la circulation devant la porte arrière de la caserne Battesti, siège de la légion corse de la gendarmerie, sur les hauteurs *d'Ajaccio. Depuis dix jours,* la porte principale avait été condamnée parce que jugée trop dangereuse, justement, en cas d'attaque... Des travaux y avaient été entrepris, et on utilisait une porte annexe, en fer, seule ouverture d'un haut mur de pierres sèches. Une vingtaine d'enfants jouaient dans la cour, près de cette porte, attendant l'heure de retourner en classe, lorsque, brusquement, les passagers d'une Opel Ascona blanche qui remontait la rue ont tiré plusieurs rafales d'armes automatiques sur le périmètre de la porte.

Stéphane Chariot s'est écroulé sans avoir eu le temps de réagir, atteint de deux balles – sans doute de calibre 11,43 – dans l'abdomen. Le gendarme, chef du détachement *de secours en montagne,* devait décéder à son arrivée à l'hôpital.

Un engin explosif de faible puissance, vraisemblablement de fabrication artisanale, a été lancé simultanément par-dessus le mur de la caserne. Par miracle, seul l'un des enfants a été touché, victime d'une commotion auditive. Sur les pierres sèches du mur, dix-sept impacts de balles...

Présents à quelques mètres, dès les premiers coups de feu, des gendarmes sont intervenus et ont réussi à tirer *sur* la voiture, qui s'éloignait en direction du maquis tout proche. Mais le chemin des Milelli est une voie sans issue et le commando qui avait agi à visage découvert n'avait aucune chance de *s'enfuir par la* route.

Après un carambolage avec un véhicule qui circulait en sens inverse sur l'étroit chemin, les quatre hommes ont abandonné la voiture pour s'éloigner à pied. D'eux d'entre eux ont été rapidement interceptés par leurs poursuivants. Mais, selon les enquêteurs, la prise n'était pas bonne : les deux hommes arrêtés – dont, selon certaines informations non confirmées, un métis fils d'un ancien joueur professionnel de football d'origine canaque – ne portaient pas les armes du commando. Leurs deux compagnons ont fait disparaître, dans leur fuite dans le maquis, la preuve de l'assassinat.

Tard dans la nuit, une soixantaine de gendarmes fouillaient encore, à l'aide de chiens, ce coin de broussailles et d'épineux, sans espoir de retrouver les tireurs en raison de la proximité de cette zone avec la ville. La gendarmerie chargée de l'enquête *sur* l'assassinat de Stéphane Chariot dispose cependant du véhicule, une voiture volée immatriculée dans le Finistère. Des douilles, selon d'autres informations, auraient été retrouvées sur les lieux de l'attentat. Les enquêteurs se montrent cependant discrets sur la valeur de leurs indices et interrogent les deux nationalistes interpellés, placés en garde à vue.

S'il n'y avait cette conférence de presse du matin à laquelle certains spécialistes trouvent même des *« accents socialisants »,* il serait *facile d'opter pour la stricte* thèse de la radicalisation longtemps promise, entreprise depuis la mort, en août 1987, du gendarme Guy Aznar. La logique étroite de la terreur en Corse peut fournir un code de lecture à ce nouvel assassinat. La mort de Guy Aznar répondait, œil pour œil, à la capture, au mois de juin précédent, de Charles Pieri, l'un des chefs militaires présumés de l'ex-FLNC dont la photographie figurait, depuis la fin du printemps, sur l'affiche de l'appel à témoins lancé par le ministère de l'intérieur.

Attentats et ouvertures politiques

La mort de Stéphane Chariot est aussi sûrement la réplique à l'arrestation d'un autre portrait de « l'affiche », Jean-André Orsoni, lui aussi membre dela bande dite des « fugitifs », cerné le 27 février dernier par les policiers dans une maison d'un *village proche d'Ajaccio. Et comme* l'organisation clandestine fait tout payer, même ses morts par inadvertance, pourquoi ne pas mettre dans la balance le décès de Jean-Baptiste Acquaviva – autre portrait de l'affiche – le 14 novembre, lors d'une opération de commando contre une ferme ?

S'il n'y avait cette conférence de presse du petit jour, ce même mardi, on pourrait mettre aussi l'assassinat de Stéphane Chariot sur le compte de ce curieux *« dialogue entre Corses »,* selon l'expression d'un *homme politique insulaire, que* l'ex-FLNC entretient avec le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua. Depuis que ce dernier a appelé, l'été dernier, ses compatriotes à coopérer avec les forces de l'ordre et à éliminer eux-mêmes la violence nationaliste par la délation, l'organisation clandestine, pour la première fois, doit hausser le ton, frapper plus fort face à un adversaire dont la voix *porte dans l'île.*

Il n'est pas absurde de penser que l'ex-FLNC cherche à affaiblir le ministre de l'intérieur en pleine campagne électorale, alors que les succès antiterroristes de celui-ci constituent, pour une bonne part, l'argumentaire de son candidat, M. Jacques Chirac. Façon comme une autre, pour les nationalistes, de rappeler que la campagne présidentielle doit garder en Corse ses particularismes et que les candidats, s'ils choisissent, comme M. Raymond Barre, le mois dernier, de poser le pied sur l'île, ont intérêt à préparer *ici un discours non hexagonal.*

S'il n'y avait cette conférence de presse... Sa tenue, son contenu, affaiblissent ces analyses fondées sur la riposte. Elle remet peut-être *en lumière les profondes divergences* existant au sein de l'ex-FLNC. Comme souvent, des commandos semblent surgir pour tuer lorsque la direction politique de l'organisation tente de trouver des ouvertures politiques. Le docteur Lafay a été tué en juin 1987, alors que l'ex-FLNC s'apprêtait à mettre un terme à ses attentats contre les continentaux installés dans l'île, conscient du mauvais effet de cette campagne d'explosions. Un tueur dans l'ombre avait vidé un chargeur sur le vétérinaire de Corte, devant les locaux de FR 3 à Ajaccio, enrayant, pour de longs mois, toute velléité de pondération.

PHILIPPE BOGGIO
et MICHEL CODACCIONI.

Un document du mouvement dissous

Pour une « nouvelle société socialiste »

BASTIA
de notre correspondant

C'est un document de six pages dactylographiées que quatre hommes en cagoule, se réclamant de l'ex-FLNC, ont remis aux six *journalistes « conduits »,* le mardi 8 mars vers 5 heures du matin, dans une villa isolée du sud de Bastia. « *Le nationalisme corse,* affirme le texte, *a franchi, désormais, une étape historique, celle de la construction d'une nouvelle société que nous qualifions, dans toute la dimension du terme, de socialiste, dans la mesure où nous sommes déterminés à remettre en cause toutes les formes d'exploitation.* » La ton est donné, les hommes de l'ex-FLNC clarifient ainsi une position politique jugée, jusqu'à présent, ambiguë par les observateurs.

Autre nouveauté : les institutions prévues par le statut particulier appliqué en Corse depuis 1982 ne sont pas contestées, c'est l'organisation de leur fonctionnement que s'efforce de préciser l'ex-FLNC. « *Posant comme préalable la refonte des listes électorales, s'emparant dans un premier temps de la réforme en Kanaky (les fonctionnaires et militaires de passage n'auront pas droit d'être inscrits)* », l'ex-FLNC définit les mesures d'« *une nouvelle politique économique sociale et culturelle* » pouvant se développer en Corse avec une « *assemblée de Corse dissoute et réélue au scrutin régional (scrutin départemental depuis 1984) et aux compétences plus étendues notamment sur le plan économique et culturel* ».

L'ex-FLNC propose la « *recréation d'un tissu économique productif* », notamment dans quatre *domaines :*

1) Les transports : les « exportations » de Corse doivent bénéficier d'une baisse notable du coût des transports ; en revanche, les produits importés concurrençant directement ces produits corses ne doivent pas bénéficier de la « continuité territoriale » ;

2) La distribution des produits locaux doit être privilégiée avec notamment la définition du label « produit corse » ;

3) Finances et fiscalité : l'ex-FLNC propose des « *directives d'orientation du crédit avec des taux préférentiels pour la création de structures productives* » et « *l'obligation de réinvestir l'épargne corse en Corse* ». Il préconise « *la création d'un office de développement économique* » ;

4) La formation des hommes et les politiques sociales doivent être adaptées aux besoins économiques de la Corse. L'université pourrait en être le maître d'œuvre avec des « *filières tournées vers les ressources locales : bois, pierre, aquaculture, énergie, agro-alimentaire* » et le développement des formations de haut niveau (notamment troisième cycle et recherche). L'ex-FLNC prône la « corsisation » des emplois. Pour le secteur privé : embauche des salariés sur place ; pour le secteur public : « *les postes doivent être pourvus en priorité par des Corses* ». L'enseignement obligatoire de la langue corse reste la revendication unique pour le développement culturel.

M. C.

Les réactions

● M. FRANÇOIS MITTERRAND : *« L'intolérable terrorisme ».* – Le président de la République a adressé à Mme Stéphane Chariot le télégramme suivant : *« J'ai appris avec une profonde peine l'attentat dont votre mari le gendarme Stéphane Chariot vient d'être victime à Ajaccio. Je tiens à vous assurer de la solidarité du pays tout entier face à cet intolérable terrorisme. Dans ces circonstances particulièrement cruelles pour vous même et votre fille, je tiens à vous adresser mes très sincères condoléances et à vous exprimer mes sentiments d'affliction. »*

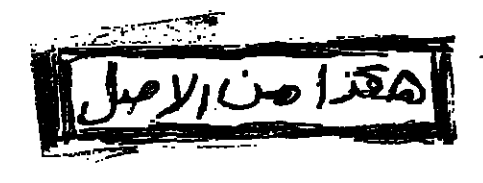
● M. JACQUES CHIRAC : *« Un lâche attentat. »* – Le premier ministre a qualifié l'attaque meurtrière de Corse de *« lâche attentat »* dans un message adressé au directeur général de la gendarmerie. *« Je souhaite,* a-t-il ajouté, *que toutes les volontés soient mises en œuvre pour que les auteurs de ce meurtre soient interpellés et puissent rendre compte de leurs actes devant la justice. »*

● M. ROBERT PANDRAUD : *« Sans pitié. »* – Pour le ministre délégué chargé de la sécurité, *« sans pitié nous lutterons contre les assassins ».* Il a déclaré en outre : *« Nous avons déjà pris des mesures et nous continuerons à en prendre d'autres. (...) Nous avons dit que nous démantèlerions les réseaux terroristes ; nous avons été très efficaces dans beaucoup de réseaux. Il n'y a pas de raison que nous ne réussissions pas en Corse. »*

● M. ANDRÉ GIRAUD : *« Nous ne pouvons accepter. »* – Le ministre de la défense, dont dépend la gendarmerie, a déclaré, mardi 8 mars, à Antenne 2, qu'il était *« indigné par la lâcheté de l'attentat. Nous avons là-bas des hommes courageux qui sont en train de faire triompher autant que possible la loi de la République ».*

● Le PS : *« Vigoureuse dénonciation. »* – Porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne a fait savoir que le PS *« dénonce avec la plus grande vigueur la mort d'un gendarme à Ajaccio ».* Son communiqué ajoute que le PS *« n'a jamais voulu exploiter l'insécurité et le terrorisme à des fins politiciennes, mais se doit de constater que, depuis 1986, la Corse a connu une recrudescence des actions violentes et meurtrières ».*

● En Corse, M. JEAN-PAUL DE ROCCA-SERRA, président (RPR) de l'Assemblée de Corse, ainsi que M. JEAN ROSSI, président (UDF) du conseil général de la Corse-du-Sud, ont exprimé leur indignation et leur émotion.



Justice

La libération du gardien de la paix auteur de la « bavure » de Marseille

Plusieurs syndicats de policiers manifestent leur satisfaction

Après trente-trois jours de prison, le gardien de la paix Jean-Pierre Aveline, auteur de la « bavure », qui avait coûté la vie à Christian Dovero, vingt-six ans, sur un parking le 2 février dernier à Marseille, a été remis en liberté, le mardi après-midi 8 mars, sur décision prise, le matin même, par la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence (*le Monde* du 9 mars).

Placé sous contrôle judiciaire, avec interdiction de se concerter avec les témoins, quels qu'ils soient, ni avec les hommes de la brigade de surveillance Nord à laquelle il appartenait, le policier reste inculpé de « *coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner* ».

En apprenant la libération du policier, Mme Dovero, mère de la victime, a déclaré : « *Trente-trois jours pour l'assassinat de mon fils, ce n'est pas cher payé. La vérité est salie. J'ai entendu trop de mensonges. Je veux que la vérité éclate.* » Tandis que M. Dovero affirmait : « *La vérité, les policiers la connaissent, qu'ils la disent. On veut dans cette affaire innocenter le policier. (...) C'est bien lui qui a appuyé sur la gâchette.* »

De leur côté, plusieurs syndicats de policiers ont manifesté leur satisfaction. La Fédération autonome de la police nationale (FASP) « *s'est félicitée* » de la remise en liberté de Jean-Pierre Aveline. « *Cette mesure*, a indiqué M. Eugène Acensio, secrétaire général du SNPT/FASP, *nous réconforte et, comme nous le souhaitions, prouve qu'un policier doit être considéré comme un citoyen à part entière.* » « *Nous regrettons*, a-t-il ajouté, *que les atermoiements du ministre de la justice et la pression de la rue nous aient conduits à cette situation.* »

La Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, proche de l'extrême droite), qui « *se réjouit* », ajoute dans un communiqué qu'« *elle attend avec impatience le non-lieu mérité pour ce représentant de l'ordre et la condamnation de tous ceux qui ont porté atteinte à son honneur* ».

Le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN, proche de la majorité), qui « *se félicite* » de la libération du policier, estime que « *sa détention n'était pas nécessaire* » puisqu'il avait agi « *dans le cadre d'une mission de police* ».

L'affaire du Carrefour du développement

La Cour de cassation confie à la chambre d'accusation de Rouen le sort d'une plainte de M. Nucci

Un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation rendu le lundi 7 mars remet en mémoire l'un des épisodes de l'affaire dite du Carrefour du développement. Cet arrêt annule en effet celui de la chambre d'accusation de Paris qui, le 7 décembre 1987, avait lui-même annulé l'ordonnance rendue le 6 octobre précédent par le doyen des juges d'instruction, M. Alain Sauret, et déclarant recevable une plainte contre X... déposée par M. Christian Nucci pour recel de malfaiteur et visant en fait celui ou ceux qui délivrèrent à M. Yves Chalier le vrai-faux passeport qui facilitera sa fuite des premiers mois.

La censure de la chambre criminelle ne saurait être tenue en elle-même pour un rebondissement. L'arrêt juge seulement que les magistrats d'appel, dès lors qu'ils déclaraient le doyen des juges d'instruction sans qualité pour se prononcer sur la recevabilité d'une plainte, n'auraient pas dû ordonner le retour de la procédure entre les mains du procureur de la République en vue de la désignation d'un juge d'instruction compétent, mais soit se prononcer eux-mêmes sur la recevabilité de la plainte de M. Nucci, soit désigner le magistrat apte à le faire.

En conséquence, la Cour de cassation a désigné la chambre d'accusation de Rouen pour statuer sur cette affaire.

Ancien ministre socialiste de la coopération, M. Christian Nucci, député PS de l'Isère, a fait l'objet d'un vote par lequel les deux Assemblées parlementaires l'ont estimé, à la majorité, justiciable de la Haute Cour de justice.

Une commission arbitrale pour les enfants retenus en Algérie

Le ministère français des affaires étrangères a annoncé, le mardi 8 mars, la création prochaine d'une commission arbitrale franco-algérienne pour le règlement des dossiers individuels des enfants de couples mixtes franco-algériens séparés retenus par leur père en Algérie. Cette annonce a été faite vingt-quatre heures avant la réception à l'Elysée du Collectif des mères d'Alger, accompagné d'une délégation de députés des quatre principaux partis (RPR, UDF, PS et PC) qui devaient s'entretenir avec M. Mitterrand.

La commission arbitrale serait mise en place en attendant la signature d'une convention entre les deux pays. Elle réglerait les dossiers un par un et, contrairement aux médiateurs qui avaient été désignés par Alger et Paris, serait habilitée à faire exécuter les décisions prises.

Une septième inculpation dans l'affaire des fausses factures de Nancy

M. Gilbert Thiel, juge d'instruction chargé de l'affaire des fausses factures de Nancy, a inculpé le mardi 8 mars, un entrepreneur en peinture de Maxéville (Meurthe-et-Moselle), M. Gérard Malgras, de « *faux en écriture de commerce et abus de biens sociaux* ».

M. Malgras, qui a été écroué à la maison d'arrêt de Briey, est le septième inculpé dans cette affaire. Le juge lui reprocherait d'avoir surestimé des devis destinés à l'un des six autres inculpés, M. André Gusaï, entrepreneur en maçonnerie à Toul. Selon son défenseur, Me Philippe Souchal, M. Malgras conteste les faits qui lui sont reprochés. L'avocat a fait appel de l'ordonnance de mise en détention.

Cette inculpation est intervenue le jour même où la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy devait examiner la demande de mise en liberté de deux des inculpés, M. Michel Bouriez, directeur général des hypermarchés Cora et président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, et de M. Richard Zanier, directeur technique d'une entreprise filiale de Cora. La chambre doit rendre son arrêt, mercredi 9 mars, dans l'après-midi.

AÉRONAUTIQUF

● **Les Chinois lancent un nouveau satellite de télécommunications.** — La Chine a lancé avec succès, le lundi 7 mars, un nouveau satellite de télécommunications portant ainsi à vingt le nombre des charges utiles qu'elle a mises en orbite par ses propres moyens. Pour ce tir effectué depuis la base de Xichang, située dans le sud-ouest du pays, les Chinois ont fait appel à un lanceur de type Longue Marche, dont ils ont l'intention de commercialiser les services auprès des pays étrangers intéressés. Ce satellite, si l'on en croit les précisions données par l'agence Chine nouvelle, serait une version améliorée d'un satellite de télécommunications lancé en février 1986. Lors de son dernier tir réussi, en août 1987, la fusée Longue Marche avait lancé un satellite porteur d'expériences de microgravité fournies par la société Matra.

● **La Ligue des droits de l'homme répond aux inspecteurs de police.** — Saisi par le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) à propos de Dominique Loiseau, inspecteur de police, inculpé et en détention provisoire depuis le 20 janvier 1986 (*le Monde* du 27 février), le président de la Ligue des droits de l'homme, Me Yves Jouffa, lui a répondu : « *Dès que nous aurons été saisis par les avocats de M. Loiseau, nous ne manquerons pas d'intervenir si, bien entendu, nous relevions des manquements aux droits fondamentaux de la personne humaine.* » Le défenseur de M. Loiseau est Me Jacques Vergès.



Médecine

La transmission hétérosexuelle du SIDA

Le rapport de Masters et Johnson déclenche une vive polémique aux Etats-Unis et en Europe

La nouvelle controverse sur le risque de transmission hétérosexuelle du virus du SIDA lancée le 7 mars à New-York par les célèbres sexologues américains William Masters et Virginia Johnson (*le Monde* du 9 mars) se fonde pour l'essentiel sur une étude effectuée à partir d'un groupe de huit cents personnes. La méthodologie et les principaux résultats de ce travail font l'objet d'un ouvrage publié conjointement aux Etats-Unis et en France (1). Les conclusions et les extrapolations des sexologues américains, qui estiment notamment que trois millions de citoyens américains sont déjà contaminés par le virus du SIDA sont très vivement critiquées par de nombreux spécialistes et épidémiologistes de cette maladie. A Londres, lors de la cérémonie d'ouverture d'une conférence internationale consacrée à l'impact social du SIDA, le docteur Jonathan Mann, responsable du programme SIDA de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a déclaré, le mardi 8 mars, qu'il était irresponsable de la part des deux sexologues américains d'appuyer de leur prestige de telles thèses sur la transmission du SIDA. Il leur a notamment reproché de ne se fonder sur aucune donnée scientifique.

Comme le laisse entendre le docteur Mann, il serait sans doute beaucoup plus simple d'évoquer — ou de ne pas publier — ce nouveau travail sur le SIDA, s'il n'avait été mené par William H. Masters et Virginia E. Johnson, la notoriété de ces deux spécialistes en matière de sexologie apparaissant à l'évidence de nature à cautionner les résultats auxquels ils aboutissent en matière de SIDA.

L'étude des sexologues américains a porté sur 800 personnes adultes âgées de vingt et un ans à quarante ans, sélectionnées à partir d'un échantillon de près de 4 000 personnes, hommes et femmes. « *Ces 800 adultes*, précisent les auteurs de cette étude, *sont répartis de la façon suivante : 200 hommes et 200 femmes certifiant poursuivre des rapports à long terme (mariage, concubinage), depuis au moins cinq ans avant d'être soumis à notre questionnaire ; 200 hommes et 200 femmes certifiant avoir eu un minimum de six partenaires sexuels par an au cours de cette période de cinq ans, qu'ils soient ou non mariés.* » Pour des raisons d'économie, l'étude a été limitée à des personnes habitant dans quatre villes américaines, deux connues comme étant à hauts risques (New-York et San-Francisco) et deux comme étant à très faible risque (Saint-Louis, Atlanta).

Dans tous les cas, afin d'éliminer le risque de sélectionner des sujets potentiellement séropositifs par voie non sexuelle, n'ont été retenues que les personnes n'ayant pas subi de transfusion sanguine depuis 1977, n'ayant pas fait usage de drogue et n'ayant pas eu de rapports homosexuels ou bisexuels depuis 1977.

Toute l'étude a été menée de façon rigoureusement anonyme. Sur les quatre cents personnes monogames, seul un cas de séropositivité a pu être établi. Dans le groupe à partenaires hétérosexuels multiples, le taux de séropositivité était de 5 % chez les hommes et de 7% chez les femmes. Les pourcentages montaient à 14 % et à 12 % chez les femmes et les hommes déclarant avoir plus de douze partenaires annuels durant les cinq dernières années. Les taux de séropositivité les plus élevés ont, comme prévu, été retrouvés à New-York et à Los Angeles.

D'une manière générale, les auteurs américains ne parviennent pas à mettre en évidence l'existence de risque spécifique lié à telle ou telle pratique sexuelle. Seule la fréquence des partenaires semble constituer un risque de contamination. « *Moins de 10 % des hommes et des femmes ayant des partenaires multiples se considéraient comme exposés à la contamination par le virus*, écrivent Masters et Jonhson. *Ils étaient convaincus, pour la plupart, que le problème du SIDA ne concernait pas les hétérosexuels. Beaucoup d'entre eux assuraient même être capables d'éviter tout contact avec des personnes contaminées en « reconnaissant intuitivement » les individus appartenant à un groupe à hauts risques. Dans le fil de cette insouciance générale, aucun des deux cents hommes du groupe d'étude n'avait régulièrement utilisé un préservatif au cours de l'année précédente. Sur les deux cents femmes, six seulement demandaient régulièrement à leurs partenaires d'utiliser un préservatif.* » Tout en analysant les biais éventuels que pouvait comporter la méthodologie retenue pour un tel travail, et en déclarant ne pas vouloir extrapoler de manière hasardeuse, les sexologues américains développent très longuement les risques que comporte une telle situation. « *Cette insouciance*, écrivent-ils, *laisse à penser que les autorités responsables de la santé publique ont failli à leur devoir de faire comprendre au public que l'épidémie de SIDA a éclaté. Les avertissements de nombreux experts sur le risque encouru par la multiplication des partenaires semblent n'avoir pas été pris au sérieux par la partie même de la population hétérosexuelle à laquelle ils étaient destinés* ».

Cet état de choses soulève de nouveaux sujets d'inquiétude, car « *le SIDA a indiscutablement établi une solide tête de pont dans les rangs des hétérosexuels. Et parce que ceux qui ont des partenaires multiples encourent un plus grand risque d'être contaminés, la propagation probable du virus chez l'ensemble des hétérosexuels va désormais s'accroître avec une effroyable rapidité* ».

Les conclusions de cette étude ont immédiatement déclenché aux Etats-Unis et en Angleterre une très vive polémique, les sexologues étant, ni plus ni moins, accusés de comportement irresponsable. On estime, du côté officiel américain, que les résultats présentés pèchent par excès, les taux de séropositivité retrouvés par Masters et Johnson dans la population générale étant les mêmes que ceux observés dans les centres de dépistage vénérien où on voit les sujets à hauts risques pour le SIDA.

Violemment critiqués à Londres dans le cadre de la conférence internationale consacrée à « l'impact social du SIDA », les sexologues américains le sont aussi en France. « *Ces conclusions ne correspondent pas à l'ensemble des résultats dont nous disposons sur ce sujet*, commente un épidémiologiste français spécialisé. *On ne peut pas raisonnablement extrapoler à partir de tels chiffres. D'autre part, le recrutement effectué sur la base du volontariat suscité est un biais très important.* » En ce qui concerne la situation française (2), il est clair, aux yeux des spécialistes, que les cas de séropositivité retrouvés chez les hétérosexuels stricts correspondent toujours à l'existence chez le sujet ou chez son conjoint d'un facteur de risque — toxicomanie, transfusion, etc. — déjà connu pour le SIDA.

JEAN-YVES NAU.

(1) *Le Cri d'alarme, tout ce que vous avez toujours craint de savoir sur le SIDA*, de William H. Masters, Virginia E. Johnson et Robert C. Kolodny. Editions du Pré-aux-Clers, 184 p., 98 F.

(2) Sur le thème, on peut se rapporter au tout récent et fort instructif *les Femmes et le SIDA*, du professeur Roger Henrion. Flammarion, 163 p., 69 F.

Les suites de l'affaire d'Amiens

Le professeur Alain Milhaud est inculpé à sa demande

Le professeur Alain Milhaud, qui avait suscité une vive polémique en faisant inhaler du protoxyde d'azote à un jeune homme, Pascal Louette, en état de coma dépassé, dans son service du CHR d'Amiens (Somme), a été inculpé, le mardi 8 mars, de « *coups et blessures volontaires sur une personne incapable de se défendre en raison de son état physique ou mental* » par le juge Jean-Michel Stoltz.

Les faits avaient été révélés au procès, dit des médecins de Poitiers par l'un des experts, le professeur Jean Lassner. M. Milhaud a été inculpé, à sa demande, afin de pouvoir accéder au dossier et savoir ce qui lui était reproché. « *Nous commencerons par prendre connaissance du dossier, car nous ne possédons aucun élément qui permette de fonder une quelconque poursuite* », a expliqué Me Lionel Marguet, défenseur du professeur Milhaud.

Le parquet d'Amiens avait ouvert une information judiciaire il y a une semaine, après le dépôt par la famille Louette d'une plainte « *pour coups et blessures volontaires* » avec constitution de partie civile contre le professeur Milhaud.

Plusieurs personnalités s'associent à un « testament de vie »

Le professeur Alain Milhaud a pris l'initiative de rédiger un nouveau « testament de vie » qu'ont déjà signé un certain nombre de personnalités et qui vise à obtenir de sujets qu'ils autorisent, au cas où ils se trouveraient en coma végétatif prolongé ou en coma dépassé, que l'on pratique sur eux des expérimentations cliniques.

Les signatures sont recueillies par l'Association pour le développement de l'expérimentation en médecine (ADEM, CHU Nord, 80030 Amiens). Nous publions ci-dessous le texte de ce « testament ».

« *Tout en espérant que des textes législatifs ou réglementaires viennent bientôt renforcer et compléter la loi sur les prélèvements d'organes en les facilitant et en ajoutant la notion d'expérimentation humaine sur des sujets porteurs de dommages cérébraux globaux irréversibles,*

» *Je soussigné...*

» *1) Dans le cas ou après un accident je me trouverais en « coma dépassé » (mort cérébrale = mort) accepte que mon corps serve en priorité aux prélèvements d'organes à des fins thérapeutiques ou, pour toute expérimentation utile aux progrès et connaissances médicales.*

» *2) Dans le cas d'état végétatif chronique (état inchangé depuis plus d'un an, simplement constaté par trois médecins dont un spécialiste de neurologie), j'accepte que les experts en recherche clinique, pratiquent sur moi des essais diagnostiques et thérapeutiques d'intérêt général, présumés non dangereux.* »

Voici la liste des premiers signataires :

Henri Caillavet, ancien ministre, ancien sénateur, avocat à la cour (Paris) ; Lionel Marguet, avocat à la cour (Amiens) ; Gérard Soulié, professeur de droit à l'université de Picardie (Amiens) ; médecins : Denise Brille, ancien directeur de recherche à l'INSERM (Paris) ; Louis Campan, président fondateur de la Société française de neuro-anesthésie-réanimation (Toulouse) ; Jacques Chopin, chef du Centre de réanimation polyvalente (Metz-Thionville) ; Maurice Cara, professeur honoraire d'anesthésiologie (Paris) ; Christian Conseiller, chef du département d'anesthésiologie, Cochin (Paris) : Henri Danon-Boileau, psychanalyste (Paris) ; Gérard Desmet, chef du laboratoire d'hormonologie (Amiens) ; Raymond Galinski, chef du département d'anesthésiologie, Boucicaut (Paris) ; Julien Guelfi, professeur honoraire de physique médicale (Paris) ; Daniel Guilmet, professeur de chirurgie cardio-vasculaire (Suresnes) ; Gilbert Huault, chef du Centre de réanimation pédiatrique, Bicêtre (Paris) ; Jean-Marie Idatte, professeur de néphrologie (Paris) ; Henri Kreis, professeur de néphrologie, Necker (Paris) ; Jean-Philippe Lesbre, professeur de cardiologie (Amiens) ; Alain Milhaud, professeur d'anesthésiologie (Amiens) ; Paul Milliez, doyen honoraire, Broussais (Paris) ; Alain Neidhart, professeur d'anesthésiologie (Besançon) ; Gérard Oksenhendler, professeur d'anesthésiologie (Rouen) ; Dominique Patte, doyen honoraire (Poitiers) ; Jacques Pietri, professeur de chirurgie thoracique et vasculaire (Amiens) ; Michel Poisvert, SAMU de paris ; Henri Poulain, professeur de chirurgie cardio-vasculaire (Amiens) ; Jean Quichaud, professeur d'endocrinologie (Amiens) ; Jean-Claude Quiret, chef du Centre de réanimation cardio-vasculaire (Amiens) ; André Snadja, professeur d'anatomo-pathologie (Amiens) ; René Stoppa, professeur de clinique chirurgicale (Amiens).

L'affaire du centre de transfusion sanguine de Châteauroux

Le docteur Jean Klein a été licencié abusivement

LIMOGES
de notre correspondant

Rebondissement spectaculaire dans la « guerre du sang » qui sévit depuis près de deux ans dans l'Indre (*le Monde* du 22 octobre 1987) : le conseil des prud'hommes de Châteauroux a jugé, le mardi 8 mars, « *abusif* » le licenciement du directeur du centre de transfusion sanguine (CTS) de Châteauroux, le docteur Jean Klein.

Au mois de juillet 1987 le docteur Klein avait été licencié pour faute grave par l'Association de gérance du centre présidée par le docteur Patrick Serpeau. Il était accusé de « *rébellion permanente* » contre une autorité dont il contestait la représentativité. L'union départementale des associations de donneurs de sang bénévole de l'Indre se solidarisait alors massivement avec le docteur Klein en menant notamment plusieurs grèves des dons du sang.

Le docteur Klein en augmentant le potentiel du laboratoir d'analyse du CTS avait voulu en faire le partenaire privilégié de l'hôpital public de Châteauroux, lui-mêpe dépourvu de laboratoire, ce qui heurtait les intérêts des laboratoires privés avec lesquels travaillait jusqu'alors exclusivement le Centre hospitalier.

Diverses actions juridiques se sont alors succédées auprès du tribunal de grande instance de Châteauroux, de la cour d'appel de Bourges, du tribunal administratif de Limoges ; elles avaient finalement abouti à prendre le parti de l'Association de gérance et à entériner le licenciement du docteur Klein. Un audit sur cette affaire, demandé par la préfecture de l'Indre, était resté ensuite « *au secret* » au ministère de la justice.

Or la décision du Conseil des prud'hommes vient bouleverser en termes sévères ce « consensus ». Le licenciement est jugé abusif. Le président de l'Association de gérance a, estiment les prud'hommes « *outrepassé ses droits* » et a « *persisté malgré les interventions du docteur Klein pour faire respecter la loi* » ; lequel docteur Klein « *a eu toutes les raisons d'intervenir* » pour tenter d'obtenir un « *fonctionnement normal de l'institution* ». En conséquence, l'Association de gérance est condamnée à lui verser 455000 francs d'indemnités pour licenciement abusif et préjudice moral.

GEORGES CHATAIN.

● **Les autorités sanitaires américaines** ont récemment recommandé aux responsables des banques de sang des Etats-Unis, de refuser le sang des immigrants ouest-africains. Cette mesure a été prise après la découverte d'un cas d'infection dû au virus HIV 2 dans le New-Jersey (*le Monde* du 29 décembre). Elle concerne tous les immigrants ouest-africains venus aux Etats-Unis après 1976. Cette exclusion n'est valable que dans l'attente de la mise au point d'une méthode de dépistage de la contamination par le virus HIV 2. Jusqu'à présent, la seule firme américaine à avoir demandé une autorisation de mise sur le marché pour ce test est la société Bristol-Myers.

SPORTS

Ricard est un parrain

Publicité ou parrainage ? Face à la nouvelle loi interdisant la publicité sur l'alcool dans le sport, il faut choisir. En ce qui concerne le circuit automobile du Castellet, dans le Var, M. Christian Bergelin, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, vient de trancher : la présence de la marque d'apéritifs Ricard relève du parrainage et non de la publicité.

Dans une lettre adressée à M. Hervé Kervella, président de la Fédération française de moto (FFM), le ministre écrit : « *Le circuit Paul-Ricard a depuis longtemps apporté un soutien important pour le développement des sports motocyclistes et automobiles. Il s'agit en l'occurrence d'une activité de parrainage qui ne s'associe pas directement de la société Ricard et la vente de ses produits.* »

Le président de la FFM est donc rassuré. Il ne violera pas la loi du 30 juillet 1987 — dite loi Barzach, — en organisant le Grand Prix de France de vitesse le 24 juillet et le Bol d'or en septembre sur le circuit du Var.

● **CYCLISME : Paris-Nice.** — Au terme d'une longue échappée solitaire, le Britannique Sean Yates a remporté, mardi 9 mars, la première étape, disputée entre Villefranche-sur-Saône et Saint-Etienne. Le Français Bruno Wojtinek, qui a gagné le sprint du peloton, était second avec 2 *min* 12 *s de retard*. L'Irlandais Stephen Roche ne s'est pas présenté au départ. Opéré du genou gauche en novembre dernier, le champion du monde a préféré, après avis médical, différer sa rentrée.

Education

2 milliards de francs pour le « plan Monory »

« Une première étape décisive »

nous déclare le ministre de l'éducation nationale

« Vous avez rendu publics, en décembre dernier, un plan et un chiffre : 25 à 28 milliards de francs en année terminale. Le conseil des ministres vient d'arrêter les premières mesures d'application pour 1989. Où en êtes-vous ?

– Le conseil des ministres a décidé d'inscrire au projet de budget de 1989 une série de mesures nouvelles. Il faudra y ajouter les mesures nécessaires pour tenir compte de la démographie scolaire, c'est-à-dire l'augmentation du nombre d'élèves dans les lycées (y compris les classes de techniciens supérieurs), du fait de la prolongation de la scolarité. Il est impossible de dire, à ce jour, de combien le budget 1989 sera supérieur au budget de 1988. Mais l'ensemble des mesures adoptées aujourd'hui se traduiront par un accroissement très significatif, en tout état de cause supérieur à l'augmentation du budget en 1988 par rapport au budget 1987, qui était de 7,5 milliards de francs en fonctionnement.

» On peut donc dire qu'une étape décisive est désormais franchie. C'était le plus difficile. L'important était d'amorcer le mouvement. Je crois qu'il ne sera plus possible de revenir en arrière, car toutes ces mesures, comme toutes les propositions inscrites dans *mon plan, se fondent* sur une réflexion préparatoire extrêmement sérieuse, menée par des hommes et des femmes dont la *compétence* est incontestable.

– Il y a pourtant un trou dans les mesures annoncées : vous souhaitiez revaloriser de 10 % les débuts de carrière des instituteurs et de 10 % à 15 % ceux des professeurs du secondaire, ainsi qu'une possibilité de promotion accélérée. Il n'en est plus question.

– Il n'est pas pensable de renoncer à ces objectifs. Mais j'ai insisté, pour commencer, sur ce qui me paraissait le plus urgent : la formation des maîtres, l'initiative locale, la réussite scolaire à l'école élémentaire, la revalorisation du taux des heures supplémentaires. La voie est tracée et il n'est pas question de *s'arrêter en chemin. Cela dit, il fallait* éviter le double écueil de la précipitation et de la démagogie, surtout dans une période qui porte à la surenchère électorale.

– Vous demeurez convaincu qu'on ne peut pas résoudre la crise de recrutement des *enseignants* sans revaloriser les traitements ?

– J'en suis sûr. Et le débat est déjà engagé publiquement. Les hommes politiques ne peuvent rien contre cette réalité : la France ne sortira de la crise que si elle a une meilleure éducation. La vraie question, qui n'est pas encore suffisamment débattue dans la campagne électorale, est celle du chômage. Et *l'opinion publique doit* s'habituer à ne plus parler seulement du traitement social, mais aussi du traitement éducatif du chômage. Pour cela, il faut des enseignants de qualité et en nombre suffisant.

» Le seul argument de l'équilibre de la grille de la fonction publique ne tient pas : on n'a guère de mal à recruter d'autres fonctionnaires, mais on en a pour recruter des enseignants. Il conviendra donc dans un proche avenir d'aller plus loin en matière de revalorisation financière, aussi bien que de revalorisation morale de la mission des enseignants dans la *nation*.

– Diriez-vous la même chose si vous étiez ministre des finances dans un prochain gouvernement ?

– Tout à fait. J'ai été ministre des finances. Avant toute décision, je commençais par me poser la question : « Avec *quelle mesure* pourrais-je faire gagner de l'argent au pays ? » Il est clair que, dans le domaine économique, les premières mesures à prendre portent sur la formation. Mais, au-delà, l'exigence éthique demeure : seule l'éducation peut rassembler les hommes et construire une société harmonieuse. »

Propos recueillis par
F. G.

Le premier ministre propose des « états généraux de l'éducation et de la formation »

Au cours d'un meeting tenu à Poitiers le mardi 8 mars en présence de M. Monory (UDF), ministre de l'éducation, M. Chirac a proposé la réunion rapidement – s'il est élu – d'*« états généraux de l'éducation et de la formation »* qui *« favoriseraient une prise de conscience des enjeux et permettraient de dégager un large accord sur les mesures à prendre en priorité pour moderniser le système éducatif »*.

Il a expliqué : *« C'est l'ensemble des partenaires de l'école qui doivent s'exprimer : les familles, mais aussi les élèves, les entreprises, les diverses organisations ou associations qui s'intéressent à la formation. »* Il a énuméré les priorités du budget de l'éducation pour 1989 : *« Amélioration des formations de soutien, amélioration des conditions de travail des enseignants, développement massif des enseignements techniques, effort de rénovation des établissements scolaires. »* Il a invité son auditoire *« à faire preuve de vigilance sur un principe dont on pouvait penser qu'il était définitivement acquis, le droit des familles à choisir l'école de leurs enfants »*.

Pour un « traitement éducatif du chômage »

« Avec moi, les technocrates n'ont jamais gagné ! » Les « technocrates » de la Rue de Rivoli n'avaient qu'à bien se tenir, lorsqu'ils reçurent, sans avertissement, le 15 décembre dernier, le « paquet » de M. Monory : un plan de 28 milliards. Leur colère fut à la mesure de leur surprise et leurs premiers contacts avec les représentants de l'éducation nationale furent plutôt froids.

Aujourd'hui, une première étape est franchie et M. Monory, qui se dit enchanté de ses relations avec les argentiers du gouvernement est convaincu que sa méthode était la bonne. *« Il fallait commencer par afficher les besoins réels, sans les censurer, pour qu'une prise de conscience se fasse dans l'opinion publique et dans les milieux politiques. Après, c'est aux responsables de faire les choix. »*

Cette prise de conscience est-elle parvenue à un niveau suffisant pour influencer les décisions ? M. Monory ne cache pas, qu'à son goût, il y a encore du chemin à parcourir. L'éducation ne lui semble pas avoir pris dans le débat électoral (y compris dans le discours de M. Barre) la place qu'elle devrait avoir – notamment pour la lutte contre le chômage. *« On assiste à un débat de comptables, alors qu'il s'agit d'un problème philosophique*, observe-t-il avec regret. *Il faudrait que l'idée du « traitement éducatif du chômage » devienne un véritable slogan »*.

Quant aux décisions du conseil des ministres, elles résultent de « transactions », dans lesquelles le ministre de l'éducation n'a pas obtenu tout ce qu'il désirait.

Faisant ses comptes, il estime disposer d'à *peu près 4 milliards de* mesures nouvelles – ce qui, souligne-t-il avec satisfaction, correspond bien à la première année d'un plan de 28 milliards sur sept ans. Cette somme se décompose de la façon suivante : 2 milliards, pour accueillir les 90 000 élèves supplémentaires qui se présenteront dans les lycées (y compris dans les classes de techniciens supérieurs) à la rentrée prochaine ; 2 milliards pour les mesures particulières d'application de son plan : augmentation de 20 % de la rémunération des heures supplémentaires dans le secondaire ; création de 75 000 heures de plus (coût : 1 milliard) ; soutien aux élèves en difficulté dans le primaire (300 millions) ; bourses de recrutement pour des étudiants se préparant à devenir enseignants (150 millions) ; aide à l'innovation dans les établissements scolaires (250 *millions*)...

Tout cela, estime M. Monory, correspond aux *« urgences »* pour lesquelles il fallait *« se battre en priorité »*. Mais le ministre de l'éducation s'est heurté à un refus catégorique des finances concernant la revalorisation des traitements de tous les enseignants. Il demandait en *effet une augmentation de 10 à 15 %* des débuts de carrière et une possibilité de promotion accélérée pour les enseignants les plus « méritants ». *Les finances jugent ces propositions « insupportables »*, en raison des répercussions qu'elles ne manqueraient pas d'avoir sur l'ensemble de la fonction publique.

Pour M. Monory, si l'opinion n'est pas encore mûre pour prendre une telle décision, celle-ci n'en est pas moins indispensable pour faire face à la dramatique crise de recrutement à laquelle la France aura à faire face lorsqu'il faudra à la fois mener 74 % d'une classe d'âge au niveau du bac et renouveler les départs massifs à la retraite.

Du côté du ministère et de la recherche de l'enseignement supérieur, on n'a jamais caché que l'on préférait une démarche plus discrète et plus prudente que celle de M. René Monory. Après la définition des enjeux, des besoins et des objectifs – qui ont fait l'objet de deux rapports récents sur l'avenir de l'université et sur la condition des enseignants du supérieur, – le ministère s'est attaché à traduire, chapitre par chapitre, les évolutions budgétaires souhaitables.

En somme, au lieu d'afficher d'entrée de jeu le montant global de l'investissement formation nécessaire pour les prochaines années, il s'est attaché à évaluer, point par point, les mesures indispensables pour la rénovation et le développement de l'enseignement supérieur.

Après une longue série de réunions interministérielles et techniques, au cours des dernières semaines, on atteint aujourd'hui le terme de ce processus pragmatique : reste à boucler l'addition globale. Cela devrait être fait dans les prochains jours. On pourra mieux juger alors de l'efficacité respective des deux méthodes et des deux ministres...

GÉRARD COURTOIS
et FRÉDÉRIC GAUSSEN

Soutien, formation continue, innovation

Les mesures particulières, qui seront inscrites dans le budget de 1989, pour marquer le démarrage du plan, sont les suivantes :

ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE

● **300 millions de francs pour le soutien des élèves en** *difficulté. – Il s'agit de multiplier* par dix les sommes actuellement destinées aux enseignements de soutien, en dehors des horaires normaux, *pour les élèves en difficulté* (essentiellement pour l'apprentissage de la lecture) et d'étendre le plan de rattrapage mis en place en janvier 1988 et auquel ont été consacrés, cette année, 30 millions de francs. L'objectif est de porter rapidement de 50 % à 85 % au moins, la proportion des élèves maîtrisant parfaitement la lecture, l'écriture et le calcul, à l'entrée en sixième.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

● **Création de 75 000 heures supplémentaires.** – 75 000 heures s'ajouteront, à la rentrée 1989, aux 307 000 *existantes*. La moitié environ seront consacrés à la formation continue des enseignants, pour permettre le *remplacement de ceux qui sont en* stage ou qui préparent les concours internes (professeurs de collège, préparation du CAPES interne, professeurs des lycées professionnels). L'autre moitié devra permettre d'améliorer le soutien pédagogique, notamment dans les collèges ayant des objectifs de rénovation. On peut estimer le coût de cette mesure à environ 1 *milliard en année pleine*.

● **Revalorisation de 20 % des heures supplémentaires.** – L'ensemble des heures supplémentaires sera réévalué de 20 % en moyenne, à partir du 1er janvier 1989. Le taux est actuellement de 4 425 francs pour une heure par an pour les professeurs de collège, de 6 253 francs pour un certifié et de 8 980 francs pour un agrégé. Pour les professeurs des lycées professionnels, il est de 4 071 francs ou 5 732 francs, selon leur catégorie.

● **Formation des professeurs du technique.** – 78 millions de francs seront consacrés à des actions de formation continue pour des enseignants des lycées professionnels : prérecrutement, intervenants extérieurs...

ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

● **250 millions de francs pour l'innovation.** – Un fonds national d'incitation à l'innovation de 250 millions de francs sera *constitué. Il permettra aux académies* d'aider les établissements de tous niveaux, ayant des programmes précis d'innovation, pour des actions de soutien ou de diversification de l'enseignement.

RECRUTEMENT

● **150 millions de francs pour des bourses de prérecrutement.** – Ces bourses seront destinées aux étudiants préparant le CAPES et l'agrégation, en priorité dans les disciplines déficitaires. Elles seront affectées notamment aux universités ayant répondu aux appels d'offres du ministère de la *recherche et de l'enseignement* supérieur, pour restructurer les filières de préparation aux concours. Il n'est pas exclu que les candidats aux concours d'entrée aux écoles normales d'instituteurs puissent aussi en bénéficier.

● ***Création de 500 postes de* surveillants d'externat.** – Ces postes, destinés aux étudiants préparant les concours de recrutement, s'ajouteront aux 44 000 existant actuellement.

● **Programmation pluriannuelle des postes au concours.** – Pour permettre une prévision à moyen terme et donner aux universités la possibilité de planifier leur formation, le gouvernement s'engage à fixer une programmation pluriannuelle (sur cinq ans au moins) des postes mis aux concours de recrutement.

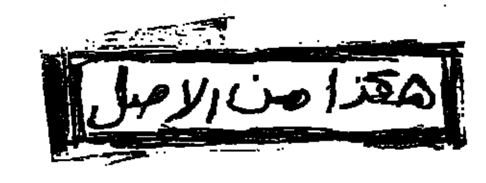
Universités : collèges, recrutement entretien des locaux

Au-delà du bilan de l'action *menée depuis quinze mois*, l'essentiel de l'intervention de M. Jacques Valade sur le budget de 1989 a été consacré à la *préparation de l'avenir de l'enseignement* supérieur en fonction de quatre objectifs : la diversification des premiers cycles universi*taires, afin de lutter contre la* sélection par l'échec ; la rénovation indispensable du patrimoine immobilier des universités ; la *préparation des recrutements, en* veillant notamment à la qualité des formations doctorales ; enfin l'amélioration de l'accueil des *étudiants*.

Dans le cadre du budget 1989, le développement des premiers cycles, de l'accueil et de l'orientation des bacheliers (dans le cadre de « collèges universitaires » pour les universités qui voudront s'engager dans cette voie) *devrait bénéficier* de la création de quelque cinq cents emplois supplémentaires et d'une rallonge de 150 millions de francs. Les gros travaux de maintenance des locaux bénéficieraient d'environ 200 millions de francs supplémentaires (soit un relèvement de 66 % par rapport à 1988). Quant à l'entretien courant des quelque 7 millions de mètres carrés de locaux universitaires, il nécessite un effort très important. Une centaine de millions de francs supplémentaires pourraient être dégagés dans le *budget 1989*, afin de commencer à rattraper les coûts de maintenance *moyens pratiqués* dans d'autres administrations.

Le recrutement de jeunes universitaires et l'amélioration de la *condition des enseignants du* supérieur – deux problèmes qui étaient au centre du récent rapport de M. Durry – ont également *été évoqués. La reconstitution* d'un vivier de jeunes enseignants, afin de remédier à la disparition du corps des assistants, *a conduit le gouvernement* à préparer un dispositif réglementaire destiné à recruter des étudiants titulaires d'un DEA *(diplôme d'Etat approfondi) qui* seraient chargés de services partiels d'enseignement. De même, dès la rentrée prochaine, pourraient être multipliées les procédures de détachement dans le supérieur de professeurs certifiés et agrégés du secondaire.

Ces premières esquisses budgétaires prévoient une revalorisation de l'ordre de 40 % du taux de base des heures complémentaires et une hausse sensible de la prime de recherche, dont le relèvement serait décentralisé afin que chaque université puisse moduler individuellement ces augmentations en fonction des travaux de recherche effectivement reconnus. La globalisation de l'ensemble des mesures envisagées au budget 1989 est pratiquement achevée et les ordres de grandeur devraient être connus rapidement.



Le Monde
CAMPUS

La réforme qui ébranle Polytechnique

Pour la première fois cette année, tous les élèves ne suivront pas les mêmes enseignements. Une évolution qui soulève un sujet tabou : le classement de sortie et l'accès aux grands corps de l'Etat.

C'EST une petite révolution que connaît, cette semaine, l'Ecole polytechnique. Pour la première fois, en effet, les élèves de première année ne vont pas tous recevoir les mêmes enseignements.

Après avoir suivi, de septembre à février, un « tronc commun », ils se sont répartis entre « majeures » à leur choix : chimie (pour cinquante d'entre eux), mathématiques (soixante-neuf), physique (cent trente-huit), science des matériaux (cent un). A l'intérieur de chacune de ces « majeures », ils choisissent, en outre, un « enseignement d'approfondissement ». L'an prochain, après une nouvelle phase de tronc commun de cinq mois, ils devront à nouveau faire un choix, entre sept majeures — algèbre, informatique ; biologie ; calcul scientifique et mécanique ; science de l'espace ; équations aux dérivées partielles ; économie ; optimisation — et se déterminer devant une autre liste d'« enseignements d'approfondissement ». Enfin, au troisième trimestre, ils choisiront, comme c'était déjà le cas dans le passé, une « option scientifique ».

Cette réforme répond au souci exprimé en 1985, dans un rapport qui fit du bruit, par M. Bernard Esambert, président du conseil d'administration de l'école, de rompre avec le monolithisme de l'enseignement de Polytechnique et de renforcer l'autonomie des élèves.

« *Ces travaux personnels*, écrivait M. Esambert, *redonneraient aux élèves la motivation qu'ils perdent au contact d'un enseignement qui leur apprend un peu de tout sur la base du bachotage.* »

Plus largement, cette remise en question repose sur l'idée que la formation scientifique générale, qui fait la renommée de l'Ecole polytechnique, ne suffira plus, à l'avenir, à maîtriser des évolutions technologiques et industrielles de plus en plus complexes. « *Les élèves doivent comprendre*, explique, M. Pierre Vasseur, directeur des laboratoires, *que, pour s'imposer dans les années à venir, ils devront être des experts dans des domaines précis. Cela suppose, en plus d'une culture scientifique de base de très haut niveau, qui doit être préservée, une compétence particulière, acquise par le contact avec la recherche.* »

Cette évolution est bien plus qu'un simple aménagement de la scolarité : elle remet en question tout le fonctionnement de l'école. En effet, si tous les élèves ne suivent plus les mêmes enseignements, il devient très difficile de les soumettre à un classement final. Or ce classement, qui donne accès aux grands corps techniques de l'Etat, a pris une telle importance aux yeux des élèves qu'il détermine entièrement la vie de l'école. « *Le côté quasiment obsessionnel du classement sert d'alibi pour limiter la portée des diversifications prometteuses de l'enseignement scientifique et des expériences pédagogiques* », écrivait M. Esambert.

Les effets pervers de ce classement ne sont plus à démontrer, puisqu'il détermine, à lui seul, l'orientation des élèves entre les grands corps d'ingénieurs, selon une hiérarchie pratiquement immuable, au sommet de laquelle règnent les Mines et les Ponts et Chaussées (1).

Ainsi, le recrutement des futurs responsables des grands secteurs industriels s'opère en fonction des notes à des exercices de type très scolaire, et non selon les aptitudes ou les intérêts des élèves. « *C'est un peu*, disait plaisamment, M. Giraud, ministre de la défense et tuteur de l'école, *comme si on décidait que les cinq premiers de l'école des sports de Joinville feraient de l'escrime, les cinq suivants du rugby, les cinq suivants de la natation... sans tenir compte de leur gabarit ou de leurs capacités...* »

C'est pourquoi M. Giraud n'avait pas craint, en juin dernier, de préconiser la suppression pure et simple du classement, pour laisser aux corps d'Etat la responsabilité d'assurer leur recrutement selon leurs propres besoins (*le Monde* du 17 juin 1987). Cette suggestion était un peu trop iconoclaste pour avoir des chances d'aboutir. Mais en demandant aux différentes parties intéressées de lui faire des propositions, le ministre lançait un débat auquel il était difficile de se dérober.

Une « scholastique de l'abstraction »

Après beaucoup de discussions, le conseil d'administration de l'école a approuvé, à l'unanimité, une note de la direction, qui vient d'être transmise au ministre et qui pourrait aboutir à des décisions rapides.

A la fin du deuxième trimestre de la deuxième année, les élèves pourraient poser leur candidature à trois corps au plus. Une liste de candidats serait ainsi adressée à chaque corps, qui établirait, sur dossiers anonymes, une liste d'admissibilités. L'admission définitive se ferait au moyen d'un concours comprenant une ou plusieurs épreuves particulières à chaque corps et la soutenance d'un « mémoire d'option ».

Chaque liste comprendrait une liste complémentaire, pour tenir compte des désistements des élèves admis à plusieurs corps ou préférant une autre orientation (préembauche, préparation d'une thèse...). L'affectation définitive se ferait lors d'une réunion dite « de convergence ».

« *Il me semble*, écrit M. Maurice Bernard, directeur des études, *que la réflexion lancée par M. André Giraud sur cette question du classement offre aux acteurs concernés, les corps, l'école et les élèves, une occasion inespérée d'adapter le fonctionnement de l'X aux réalités du monde d'aujourd'hui et éviter ainsi dans un avenir proche une crise que je prévois grave et difficilement évitable.*

» *L'évolution actuelle, amorcée depuis déjà longtemps (les options), caractérisée aujourd'hui par les majeures, est irréversible. Le retour à un système de tronc commun généralisé serait le triomphe d'une sorte de scholastique de l'abstraction et du savoir théorique que le monde d'aujourd'hui ne peut que rejeter et pour lequel, à terme, on risque de ne trouver ni élèves ni enseignants. Si l'on est bien pénétré de cette idée, alors le classement unique devient ou bien un exercice où la part d'arbitraire ira croissant ou bien ne s'appliquera qu'à un noyau réduit de connaissances communes qui lui ôtera toute réelle signification.* »

Ces fortes paroles seront-elles entendues ? Le fait que l'initiative ait été prise par un ministre ancien polytechnicien, qui fut longtemps président du conseil d'administration de l'X et « patron » du corps des mines, donne à ces propositions de sérieuses chances d'aboutir. Le ministre, qui en est satisfait, serait prêt à les appliquer rapidement.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.


MANUEL VIMENET/COLLECTIF

Sur le campus de l'Ecole polytechnique à Palaiseau.

(1) L'Ecole polytechnique donne accès à neuf corps d'ingénieurs (mines, ponts et chaussées, télécommunications, génie rural et eaux et forêts, armement, météorologie, géographie, aviation civile, instruments de mesure) et à deux corps annexes (contrôle des assurances et administrateurs de l'INSEE).

Appel aux entreprises

LA réforme de l'enseignement n'est qu'un aspect de l'effort d'adaptation entrepris par l'Ecole polytechnique, à la suite du rapport de M. Esambert. Celui-ci insistait aussi sur la nécessité de faire participer plus activement les élèves aux activités de recherche.

En effet, si l'X peut s'enorgueillir de la présence en son sein de seize laboratoires de recherche fondamentale de haut niveau, ceux-ci n'ont eu, jusqu'à présent, que peu d'incidence sur l'enseignement, les élèves hésitant à s'engager dans des activités considérées comme peu rentables pour leur future carrière.

Or, pour M. Vasseur, la formation des futurs responsables de l'industrie doit impérativement faire une place importante à la recherche, pour que ceux-ci soient capables d'appréhender les développements de plus en plus rapides et complexes des nouvelles technologies.

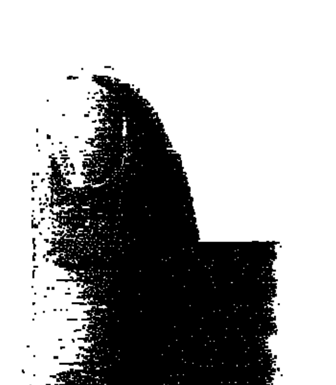
C'est pourquoi il préconise avec M. Bernard Decomps, plus spécialement chargé de ce dossier, la création, sur les terrains de Polytechnique, d'« *un centre d'échanges scientifiques et technologiques* », comme il en existe aux Etats-Unis. Les laboratoires de ce centre, associant les équipes de recherche de l'école et des entreprises, permettraient de développer une recherche à finalité industrielle, de susciter la création d'entreprises de haute technologie et d'initier les élèves aux technologies de l'avenir.

Lancée en 1985, cette idée a rencontré jusqu'à présent peu d'écho auprès des entreprises françaises. Mais ses auteurs ne désespèrent pas de la faire aboutir avec la création de trois unités correspondant aux points forts de l'école : applications des techniques de l'intelligence artificielle ; applications des chocs laser dans le traitement et l'élaboration des matériaux nouveaux ; génie biologique et médical.

La réalisation de ce centre suppose une active coopération entre le ministère de la défense, qui devrait participer à la construction des bâtiments, les organismes de recherche (CNRS, INSERM), les collectivités locales et les industries qui assureraient une part du financement. Ce dernier point, qui est déterminant, serait en voie de trouver une solution.

Lorsqu'ils ont lancé ce projet, ses auteurs ont constaté avec amertume qu'il soulevait peu d'enthousiasme en France, mais beaucoup auprès des industriels américains — voire japonais. Même si, en matière scientifique, la coopération internationale est indispensable, il était désagréable d'imaginer que le développement du plus beau fleuron de l'enseignement français — dépendant, qui plus est, de la défense nationale — soit assuré par des entrepreneurs yankees ou nippons, qui seraient les premiers à en retirer la gloire et les bénéfices...

F. G.



Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Avant la sortie de « l'Empire du Soleil », le 16 mars, un entretien avec Steven Spielberg

L'aventurier de l'innocence perdue

DANS le jardin tropical de ses bureaux néo-mexicains nichés au milieu d'Universal City à Los Angeles, Steven Spielberg fait sagement le service après-vente de son onzième film, l'Empire du Soleil, *qui part prochainement à l'assaut du marché européen. Adapté par Tom Stoppard du roman autobiographique de J.G. Ballard,* l'Empire du Soleil *raconte l'épopée d'un petit Anglais de douze ans arraché à sa famille, à Shanghai, en 1941, et interné pendant quatre ans par les Japonais.*

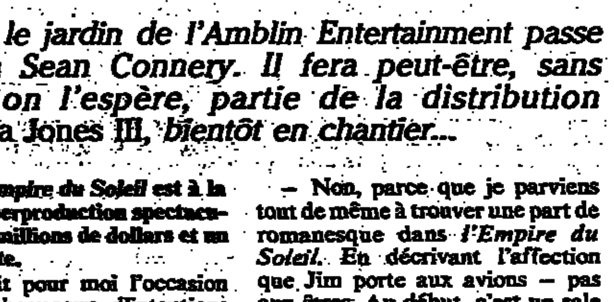
Steven Spielberg a toujours l'air d'un adolescent qui a mis une fausse barbe, des jeans usés, et des phrases qui partent en rafale. Milliardaire et attendrissant, ce n'est pas incompatible. Il le prouve, et c'est rassurant. Chez lui, il y a, paraît-il, un superbe Monet. Qui parle de spéculer ? Non, le Monet est là parce qu'il y a exactement trois ans et deux mois Steven Spielberg et sa femme, la comédienne Amy Irving, visitaient Giverny. Et que c'est devant un Monet que la jeune femme a eu le premier malaise qui révélait qu'elle attendait un bébé... Max Spielberg, âgé aujourd'hui de deux ans et demi, et huitième merveille du monde, selon son père.

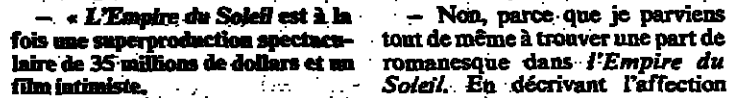
*Dans le jardin de l'Amblin Entertainment passe soudain Sean Connery. Il fera peut-être, sans doute, on l'espère, partie de la distribution d'*Indiana Jones III, *bientôt en chantier...*



D.R.

Christian Bale, Steven Spielberg et John Malkovich.





— « *L'Empire du Soleil* est à la fois une superproduction spectaculaire de 35 millions de dollars et un film intimiste.

— C'était pour moi l'occasion de mettre beaucoup d'intentions personnelles dans le récit de la vie d'un jeune homme qui ressemble à un petit garçon, mais qui n'en a jamais été un. Ce qui lui reste d'innocence est définitivement perdu quand la bombe atomique explose sur Nagasaki. Le monde et le petit garçon perdent leur innocence à *cet instant* et à jamais.

— A la fin, Jim retrouve ses parents, mais ça n'est pas un *happy ending* conventionnel. Car les parents, eux, ne retrouvent pas leur enfant, mais un survivant. *L'Empire du Soleil*, c'est l'histoire d'un survivant.

— Exactement. C'est aussi l'histoire de la naissance d'un écrivain de science-fiction, James Graham Balard, qui a *écrit l'Empire du Soleil* en partant de sa propre expérience. J'ai toujours pensé que se tourner vers la science-fiction était la chose la plus rationnelle à faire quand on a vécu soi-même l'irrationnel absolu qu'est la guerre.

» On est formidablement stimulé par ce petit garçon que Balard a été, par sa vitalité. Il trouve en lui des ressources incroyables. Je souhaiterais être comme lui, oui, je suis jaloux de Jim. Vous savez, je fais toujours des films sur des gens à qui j'aimerais ressembler.

— Dans tous vos films on cherche — et trouve — la « marque Spielberg » : le petit garçon qui se cache derrière le grand metteur en scène qu'il est devenu, ou le grand metteur en scène qui se cache derrière le petit garçon qu'il est resté...

— Je me cache parce que je pense sincèrement que je ne suis pas aussi intéressant que les histoires que j'ai envie de raconter, ou que les personnages que j'ai envie de montrer. Je porte sur moi-même un regard chargé d'un grand sentiment d'infériorité. Pour y échapper, si j'étais un acteur, je ne choisirais pas d'être Woody Allen, je choisirais d'être Harrisson Ford...

» C'est vrai, j'ai une conception romantique du monde... J'ai dû *m'autodiscipliner*, me forcer pour porter *l'Empire du Soleil* à l'écran, et ne pas imposer mon habituelle vision romanesque d'un *temps* de paix dans un monde en guerre.

— Vous n'échappez pas totalement à cette pente-là...

— Non, parce que je parviens tout de même à trouver une part de romanesque dans *l'Empire du Soleil*. En décrivant l'affection que Jim porte aux avions — pas aux êtres. Au début, c'est un sale môme riche, pourri, gâté !

— C'est bien que vous le montriez ainsi, arrogant, insupportable. Que vous émoussiez notre faculté *d'attendrissement à son égard*.

— Je voulais à toute force éviter de « sentimentaliser » son odyssée.

— La seule chose terriblement sentimentale du film, c'est la musique de John Williams.

— Vous avez été choquée par le chœur de la *fin* ?

— Oui...

— J'ai voulu rappeler que Jim dans sa vie antérieure de petit garçon choyé a fait partie d'une chorale. J'ai voulu dire qu'à travers le voyage qui mène à la mort de son *innocence les voix de son enfance* hantent sa mémoire, et la nôtre.

— La violence n'est pas votre fait. Vous ne filmez la violence avec conviction que lorsqu'il s'agit de distraire. Mais, lorsque le sujet est grave, vous hésitez.

— J'ai tort ?

— Non !

— C'est vrai... *les Aventuriers de l'arche perdue, Indiana Jones...* J'aime beaucoup ces spectacles violents, parce que c'est une violence légitimée et désamorcée par cinquante ans de westerns américains. Mais, quand je traite de la réalité, la violence n'est plus stimulante, elle n'est plus génératrice d'énergie, elle est complaisante.

» J'ai été très sélectif, très prudent pour introduire la violence dans *l'Empire du Soleil*. Dans un drame réel, *c'est très facile* de dépasser les bornes, d'entraîner le spectateur non seulement hors de son fauteuil mais aussi hors de ses *mécanismes d'autodéfense* affective. Et d'ainsi le choquer sans l'émouvoir.

— On éprouve un léger regret que vous ne restiez pas — que l'histoire ne reste pas — plus longtemps dans Shanghaï. Vous avez filmé la ville d'une manière splendide.

— Les séquences de foule que j'ai tournées dans Shanghai, je les ai imaginées, visualisées comme les images d'un fleuve en crue. J'avais en permanence dans la tête des comparaisons aquatiques, le flux, le reflux, le bouillonnement, le tourbillon, le grondement, le débordement de l'eau qui déferle, qui s'engouffre dans les rues, dans les maisons, qui submerge, qui noie. La panique alors devient tangible, les eaux mêlées des Chinois et des étrangers qui fuient, des *Japonais qui les poursuivent, se* rejoignent en un flot impossible à maîtriser.

— Aviez-vous dans l'esprit d'autres séquences de foule ?

— Je n'ai pas puisé mon inspiration dans quelque tutélaire réminiscence « eisensteinienne », mais plutôt dans les bandes d'actualité Pathé où l'on voit l'évacuation des concessions de Shanghai en 1941, *les Russes blancs, les Français*, les Néerlandais, les Anglais, tentant de prendre d'assaut les bateaux pour s'échapper de la ville.

— Avez-vous eu de grandes difficultés techniques ?

— Ça a été assez difficile parce que j'avais à diriger sept mille figurants chinois — ouvriers, étudiants, touristes — qui n'avaient jamais vu une caméra. Mais ils *étaient parfaits* aussi longtemps que je leur parlais moi-même — avec l'aide de cinq interprètes, — aussi longtemps que je les traitais avec déférence, comme de véritables acteurs.

— Combien de caméras avez-vous utilisées ?

— Pas beaucoup. Tous les mouvements de foule ont été tournés avec deux caméras. Cela dit, il m'a fallu être extrêmement précis et attentif pour prévoir la place et l'importance de chaque plan, prédéterminer son rôle dans le montage *final*. C'est *assez dur de sem*bler filmer sans discrimination comme s'il s'agissait de bandes d'actualité, et cependant donner *l'impression qu'il y a un mouve*ment continu, de droite à gauche, ce flot dont je vous parlais.

— Après cette première heure à Shanghai, c'est un autre film.

— Oui, c'est vrai. Un autre film qui se déroule dans le camp japonais où Jim est interné et que nous avons reconstruit en Espagne. Je suis à cet égard tout à fait fidèle au livre — James Ballard écrit : « C'est là que ma nouvelle vie » commence. » Et c'est là que la qualité exceptionnelle de Christian Bale devient déterminante. On le voit mûrir, grandir, se métamorphoser moralement, mentalement et physiquement tout au long du film. A la fin, on est en 1945, il est censé avoir quinze ans et il les paraît. Or Christian Bale avait douze ans quant nous avons tourné *l'Empire du Soleil*.

— Comment l'avez-vous découvert ?

— Nous avons vu quatre mille petits garçons et j'en ai auditionné moi-même quatre cents. Il était le cinquième. C'était au milieu de la première semaine d'audition. Mais *je n'ai pas à ce moment-là voulu* croire à ma chance, et j'ai passé quatre mois à voir d'autres candidats — jusqu'à ce que je réalise que j'avais probablement regardé sous toutes les pierres du chemin et que le premier rocher que j'avais retourné était le bon.

— Quelle a été votre méthode de travail avec lui ?

— Beaucoup de conversations, *beaucoup d'imitations, je lui mon*trais les gestes...

— Votre côté acteur ?

— Non ! Parce que, s'il avait reproduit exactement ce que je faisais, sa performance aurait été lamentable ! Son talent, son intelligence, son génie propre, lui ont permis d'assimiler mes indications, de les transformer, en les rendant soudain tout à fait *british !*

— Il y a beaucoup d'avions dans *l'Empire du Soleil*, comme dans toute votre œuvre d'ailleurs...

— J'ai toujours adoré les avions, surtout les vieux. Lorsque j'étais petit, dans les années 50-60, je construisais des maquettes d'avions de la guerre de 1939-1945. Les *jets*, les missiles, ne m'intéressaient pas.

— Vous vous racontiez des histoires ou vous jouiez le rôle du pilote héroïque ?

— Je faisais ce qu'on voit Jim faire au début de *l'Empire du Soleil*. Je lançais mes avions après y avoir mis le feu pour les voir s'écraser au sol. Ou bien je lâchais ma flotte dans la piscine. Je montais sur le toit avec une mitrailleuse en plastique et je coulais tous mes bateaux. Mes parents m'obligeaient alors à me mettre en maillot de bain et à nettoyer à fond la piscine jonchée d'épaves.

— Vous vous sentiez puissant à faire ainsi la guerre tout seul ?

— Et comment ! Je me sentais Eisenhower au moins. Cela me donnait un sentiment d'autorité suprême. Et puis c'était joli de voir ces bateaux sombrer et ces avions brûler, et fondre dans l'air et s'évanouir.

» Je pense d'ailleurs que là est l'origine de ma vocation. J'ai eu envie de capturer ces moments, ces instants excitants de ma vie. Je ne suis pas un bon raconteur d'histoires, verbalement. Alors j'ai eu vite la certitude que, si je disais à mes amis : « Je fais brûler mes » avions en vol », ils ne me croiraient pas. Ils me diraient : « Jamais tes parents ne te laisse» raient faire ça ! » Et c'est pourquoi, à douze ans, j'ai commencé à faire des films, pour prouver à mes amis que je ne mentais pas, que les souvenirs étaient volatils et précieux, qu'ils méritaient d'être gardés... Oui, je crois vraiment que c'est pour ça, que c'est comme ça que j'ai fait du cinéma !

— Qu'en est-il des avions de *l'Empire du Soleil* ? Ce sont des maquettes ?

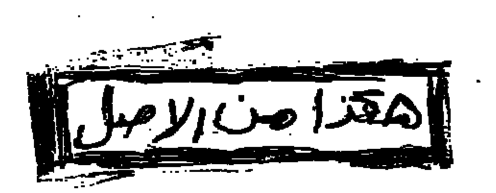
— Pas du tout. La séquence de *l'attaque du terrain japonais a été* filmée avec de vrais Mustang P 51 de la dernière guerre. En parfait état de marche. Ils appartiennent *à des collectionneurs privés et par*ticipent à des meetings aériens dans le monde entier. Nous avons engagé une troupe anglaise de ces *acrobates de l'air*, les Raiders.

— Et les avions japonais ?

— Ce sont de vrais Zéros Mitsubishi. Les seuls modèles réduits *que j'ai utilisés sont* ceux du bombardier américain B 21 — un très gros modèle réduit, de 20 pieds d'envergure — et de l'avion japonais *qui* explose en vol. *Je ne* voulais surtout pas faire de *l'Empire du Soleil* un film à effets spéciaux. J'en ai jusque-là des effets spéciaux, une indigestion, une nausée !

Propos recueillis par
DANIÈLE HEYMANN.

(Lire la suite page 16.)



EXPOSITIONS

Le SAGA au Grand Palais

Le salon du SAGA (Sculptures, arts graphiques actuels) se tient au Grand Palais pour la deuxième fois. Il réunit les éditeurs d'art et les galeries qui, faute de place et au nom d'une discutable distinction entre les différentes expressions artistiques, ne sont plus admises à la FIAC – les eaux-fortes de Rembrandt en seraient donc bannies ? Par édition, il faut entendre aussi bien les estampes, les sculptures, les bijoux, les porcelaines, les tapisseries, les

L'art s'édite aussi

tissus, bref tout ce qui peut être multiplié, la définition de l'œuvre originale devenant de plus en plus aléatoire. Certaines galeries organisent à cette occasion des expositions personnelles. Parmi celles-ci, Masson (Fondation Peter-Stuyvesant, galerie La Humière), Dubuffet (Baudoin-Lebon), Braque (Adrien Maeght), Philippe Favier (La Hune).

Les malheurs de l'estampe

EN 1967, la foule s'agglutinait devant le Prisunic des Champs-Elysées où, depuis quelques jours, un nouveau rayon était ouvert entre alimentation et bonneterie : celui de la lithographie. On y trouvait des noms à peu près inconnus du grand public (Bram van Velde, Jorn, Alechinsky, Matta) et à une époque où le débat abstraction/figuration n'était pas tout à fait éteint, toutes les oeuvres présentées étaient abstraites. Ces lithographies, tirées à 300 exemplaires, étaient vendues 100 F, cinq ou six fois moins chères que dans une galerie.

Jacques Putman, qui se veut modestement un « grossiste » du marché de l'art, avait monté l'opération : « *Le succès fut considérable*, se souvient-il. *Mais comme toujours, les choses furent prises en main par une administration trop lourde. Après quelques années, nous avons dû cesser l'expérience. Certaines de ces œuvres – celles de Jorn, par exemple – valent aujourd'hui près de 5 000 F. Elles ont sûrement contribué à familiariser le public avec l'art moderne.* » Jacques Putman réitéra son essai avec des sculptures de Max Ernst, Messagier, Nicky de *Saint-Phalle et Tinguely*. Mais les coûts de fabrication restaient élevés : les œuvres tirées à 150 exemplaires étaient vendues *3 000 F.*

Cette vogue du « multiple » tomba au cours de la décennie suivante. Bernard Gheerbrant, propriétaire de la galerie La Hune, date même cette chute de manière précise : 1972, l'année de l'exposition qui se tint au Grand Palais et qui, outre des affrontements avec la police, fut caractérisée par la réhabilitation des tentatives les plus diverses dans le domaine de la figuration et du réalisme, refoulant l'abstraction dans une relative marginalité. Or, affirme Bernard Gheerbrant, *l'abstraction* convient particulièrement à l'estampe. « *Il y a un rapport, une poétique élémentaire liée à la nature, l'eau, le métal, le feu, l'acide, une coïncidence entre l'abstraction et la gravure ou la lithographie.* » Et ces nouveaux réalistes, « *indifférents aux problèmes de formes* », soutenait Gilles Aillaud, utilisaient parfois l'estampe, mais en multipliant à l'infini. Contre la sacralisation de l'œuvre, Ernest Pignon-Ernest réalise 2 000 sérigraphies, qu'il colle à travers Paris : « *Contre la sacralisation de l'art. Je vais les imprimer à des milliers d'exemplaires et sur du papier ordinaire* », déclare-t-il.

Qu'est-ce qu'une estampe ?

Tout procédé de reproduction de l'image au moyen d'impression. Il existe de nombreux procédés différents : gravure, lithographie, sérigraphie, linogravure, etc. Une estampe est dite originale quand la planche destinée à son impression a été exécutée par l'artiste en personne ou sous la direction directe de celui-ci. Dans ce cas, elle porte l'indication du tirage total, un numéro de série et la signature de l'auteur.

Gravures et lithographies

Par la suite, minimalistes et conceptuels n'eurent guère à utiliser la technique de la lithographie ou de la gravure. Il a fallu attendre une nouvelle génération pour voir des artistes s'intéresser de nouveau à l'estampe. Au SAGA, Bernard Gheerbrant présente dix-huit gravures de Philippe Favier, une suite intitulée *Histoire d'un clou de girofle*. Aki Kuroda sera présent chez Adrien Maeght aux côtés d'Hélène Delprat, de Kirili ou de Broto. Ironie du sort, Aillaud expose des œuvres graphiques à l'Atelier Frank Bordas. Mais c'est surtout le livre illustré qui semble bénéficier de cette vogue. Aux éditions Fata Morgana, Degottex, Tapiès, Chillida et Debré illustrent des textes de Jabès, Jaccottet, Franck André Jamme ou du Bouchet. Un mouvement qui ramène Bernard Gheerbrant à plus de quarante ans en arrière : « *Pendant la guerre, la bibliophile avait connu un grand développement. Le maître incontesté de l'illustration était alors Dunoyer de Segonzac. Après la Libération, j'ai voulu faire connaître des artistes qui sortaient du domaine académique. J'ai donc édité des ouvrages illustrés par Dubuffet, Hartung, Soulages, Music ou Zao Wou-Ki. Puis, peu à peu, la gravure est sortie du livre pour gagner le mur.* »

La pente est aujourd'hui difficile à remonter. « *Les Français ne savent pas toujours très bien ce qu'est, au juste, une gravure ou une lithographie* », explique Yoyo Maeght, l'une des responsables de la célèbre galerie. « *Aussi un Salon comme le SAGA est-il le lieu idéal pour familiariser le grand public avec ces techniques. L'année dernière il est venu 15 000 personnes au Grand Palais. Il ne passe pas autant de monde en une année entière dans ma galerie* », constate-t-elle.

Elle sait qu'elle doit aussi lutter contre la mauvaise réputation qui s'est naguère attachée à l'estampe. Faux et tirages abusifs se sont, un temps, multipliés. Sans parler de la médiocre qualité de beaucoup de gravures ou de la pratique de certains artistes, comme Dali, qui signaient carrément des feuilles en blanc. A l'imprimeur ou à un aide quelconque de remplir la page blanche. « *Les lithos ne se vendent pas toujours très bien*, reconnaît Yoyo Maeght. *Un dessin pas très achevé de Tapiès se négocie facilement à 40 000 F. Une superbe litho du même artiste ne vaut pas plus de 15 000 F. Et l'œuvre graphique de Calder, très important, n'est, finalement, pas très connu.* » Le livre est aussi pour la litho un bon relais. La revue éditée par Maeght, *Noise*, est accompagnée de lithos originales, Garouste, Broto, Bioulès, ou Penone. L'estampe est-elle en passe de regagner les murs ? Peut-être. Mais entre-temps beaucoup de galeries spécialisées ont fermé leurs portes. Faute de clients.

EMMANUEL DE ROUX.


André Masson : « Evocation d'Antonin Artaud ».

Multiples en tout genre

« C'ETAIT *un dîner véritablement très réussi. On a mangé dans des assiettes dessinées par Sonia Delaunay, sur une table éclairée par des bougies piquées dans des chandeliers de Lalanne. Sous la table, un tapis de laine d'après un motif géométrique de Rougemont. Il y avait des tulipes dans un vase « hélice » de la même Sonia Delaunay et, au mur, entre quelques lithographies, une tapisserie d'après un carton de Folon. L'hôtesse était exquise, avec sa broche de Penalba, son bracelet de Berrocal, son carré de soie dessiné par Aki Kuroda et sa toute nouvelle montre dessinée par Gae Aulenti...* »

Ce rêve d'élégance bon chic grand genre artiste n'est plus un rêve, comme disent les slogans des publicités. L'art contemporain semble se mettre à la portée de tous, ou à peu près, depuis que s'amplifie la mode des « multiples » signés par des artistes et édités par des sociétés spécialisées dans ce nouveau commerce de luxe. Artcurial, « centre d'art plastique contemporain » qui fait figure de pionnier et de chef de file, avoue devoir chaque année la moitié de son chiffre d'affaires à la vente de ces « articles ». Le rez-de-chaussée de la très vaste galerie de l'avenue Matignon est tout entier consacré à leur présentation. Au premier étage, une longue salle est réservée aux tapis. Et disciples et imitateurs se multiplient, attirés par l'exemple d'une réussite d'autant plus visible qu'elle est fondée sur l'acclimatation de « produits » d'un type nouveau.

Qu'il s'agisse de pendentifs, de carafes ou de foulards, le procédé demeure identique. L'artiste sollicité, peintre ou sculpteur, invente un motif ou une maquette. L'éditeur fait le reste. Le tirage varie selon les objets. Artcurial se refuse à dépasser le chiffre fatidique de mille. Mais, pour les tapis, plus longs à exécuter et d'un coût plus élevé, la série ne doit pas excéder la centaine. La règle est de ne développer que des idées d'artistes vivants, et des idées destinées à la décoration, et non des croquis de peintures ou de sculptures monumentales « réinterprétés » par l'éditeur. De la même façon, il ne saurait être question, en principe, d'exécuter un objet d'après l'esquisse d'un artiste disparu.

Ces précautions suffisent-elles à convaincre l'amateur qu'il se rend propriétaire d'une œuvre véritable et non d'un sous-produit qui ne porte plus guère que la griffe d'un artiste renommé ? Si l'on en croit ceux dont la tâche est de promouvoir cette industrie, le soupçon existe si peu que l'on devrait voir dans la vogue des multiples un « *nouvel esprit de collection* ». Il se peut. Il se peut que la religion de la signature l'emporte sur toute autre considération, et même sur celle qui suggère que l'artiste doit parfois quelque peu transiger et simplifier son œuvre afin de ne pas compliquer à l'excès le travail de l'artisan-multiplicateur. Mieux vaut sans doute, aux yeux d'un collectionneur aux moyens « modestes », conserver un tapis de Matta que le regret de n'avoir pu acquérir une de ses toiles.

Cependant, s'il en est ainsi, si le multiple console et permet de proclamer le goût du moderne sans se ruiner, il n'en reste pas moins que l'ambition qui a présidé à la naissance des multiples dans l'art contemporain a singulièrement périclité.

La sociologie du goût

Ceux qui la défendirent les premiers, dans l'entre-deux-guerres, espéraient démocratiser et révolutionner l'art moderne. Et le révolutionner doublement. En multipliant les amateurs, naturellement, que devaient séduire des objets courants embellis ou des « accessoires » décoratifs bon marché. En multipliant les créateurs, d'autre part, puisqu'il était entendu qu'au peintre solitaire soupçonné d'égoïsme se substitueraient des ateliers nombreux, peuplés d'hommes de métier, mi-artistes mi-artisans. Ce serait, croyait-on, la voie royale pour rejoindre le Moyen Age des cathédrales par-delà une Renaissance coupable d'avoir inventé les « génies » et négligé l'œuvre collective. Gleizes, Lurçat et les Delaunay ne pensaient pas autrement, qui se proposaient de restaurer l'art décoratif et d'en finir avec la distinction classique du « grand art » et des « arts mineurs » ou « appliqués ».

Le premier fonda une sorte de phalanstère à Moly-Sabata, près de Valence, où se réunirent potiers et tapissiers œuvrant à la manière des artisans du « bon vieux temps ». Lurçat abandonna la peinture de chevalet pour la tapisserie et entreprit de donner à *l'Apocalypse* des ducs d'Anjou une réplique contemporaine dénommée *le Chant du Monde* (1). Robert Delaunay crut son ambition réalisée en 1937, à l'occasion de l'Exposition internationale : une foule de peintres-ouvriers collaborait à l'exécution des décors des pavillons de l'Air et des Chemins de fer, peintures monumentales, peinture pour tous. Quant à Sonia, elle a glissé de la peinture abstraite de son époux à la couture et à la décoration d'intérieur.

Fautrier, qui chercha comment tirer plusieurs exemplaires d'une peinture, et, plus tard, Nicolas Schöffer ont par la suite repris à leur compte l'aspiration sociale de leurs prédécesseurs.

A leurs yeux, le multiple ne se voulait ni succédané pour Verdurin *middle-class* ni signe distinctif du nouveau bon goût bourgeois. Mais la tapisserie chère à Lurçat et à son disciple Picart Le Doux a progressivement décliné. Trop coûteuse, elle se survit à peine. Les utopies de Gleizes se sont évanouies avec la mort de leur inventeur. A l'âge de l'œuvre d'art pour le peuple a succédé celui de l'objet d'art tiré à plusieurs centaines d'exemplaires destiné aux revenus moyens. Et l'on ne voit pas que les éditeurs de multiples des années 80 et « leurs » artistes se veuillent véritablement les héritiers des rêveurs du premier demi-siècle. Les multipes relèvent désormais moins de l'histoire de l'art que de l'économie de marché et de la sociologie du goût.

PHILIPPE DAGEN.

(1) *Le Chant du Monde* de Jean Lurçat est exposé exceptionnellement au Musée du Luxembourg jusqu'au 24 avril.

CINÉMA

Un entretien avec Steven Spielberg

(Suite de la page 15.)

– C'est nouveau ! Quand on visite les studios Universal, le petit train s'arrête pour vous laisser le loisir d'admirer la flotte miniature de *1941*, ou la mare glauque d'où bondit à heures fixes le faux requin de *Jaws*...

– Je n'ai jamais employé les effets spéciaux que lorsqu'il m'était humainement ou économiquement impossible de mettre une idée sur l'écran. Ainsi était-il humainement impossible de prendre contact avec des créatures d'autres galaxies pour *Rencontres du troisième type* et de leur demander d'avoir l'amabilité de poser leur vaisseau spatial sous la tour Eiffel... Mais quand je fais un film en prise avec le réel, les effets spéciaux deviennent superfétatoires. Je ne renie pas mon savoir-faire en la matière... mais ça n'est qu'un savoir-faire.

– Nous avons l'impression en France que vous êtes une petite *major company* à vous seul.

– Je suis une *major company* à moi tout seul, oui. Nous avons ici, à Universal City, une unité de travail bien à nous, que j'appelle mon hacienda, l'hacienda du cinéma, qui produit environ cinq films par an. Mais, en ce qui me concerne, la production, c'est fini, c'est trop frustrant. J'ai remis toutes les rênes de ma société Amblin Entertainment entre les mains de Kathleen Kennedy. Je suis désormais uniquement, entièrement, metteur en scène.

– Amblin a fait de gros bénéfices avec vos films, aussi bien qu'avec les *Poltergeist*, les *Gremlins*, *Back to the Future*... Qu'est ce que l'argent a modifié dans votre vie personnelle ?

– Les voitures. J'ai un sentiment fétichiste pour les voitures.

– Vous en avez combien ?

– Sept ! Mais, à part ça, je ne suis pas matérialiste. Pour mes trois derniers films, j'ai travaillé sans salaire. Au pourcentage. Parce que je suis trop cher pour mes films... Je souhaiterais que beaucoup d'acteurs et de réalisateurs américains suivent ma voie. Les « stars » qui demandent de 5 à 8 millions de dollars de cachet dénaturent l'industrie du cinéma.

– Combien sont-ils à pouvoir exiger cette somme ?

– Une demi-douzaine... Peut-être une douzaine. Hollywood devient une entreprise outrageusement surévaluée. Il faudrait continuer à savoir prendre des risques, à parier sur les désirs du public, comme un joueur.

– Etes-vous joueur vous-même ?

– Oui, bien sûr. Je l'ai toujours été. Je suis un joueur quand je ne fais pas le choix évident, sûr : un film de science-fiction ou d'aventure. Quand je me pousse moi-même dans une autre direction, *The Colour Purple* ou *l'Empire du Soleil*.

– *Colour Purple* a été une expérience difficile...

– Pas seulement. Le tournage n'a été qu'heureux. Quelque chose comme des vacances d'été. Le succès du film a été considérable dans la plupart des pays. Mais il est évident qu'une partie de la critique n'a pas admis que ce film entièrement joué par des Noirs soit de moi. Si, sans changer une image, il avait été signé Sidney Poitier, ou même par un autre blanc comme Sidney Lumet, défenseur agréé des bonnes causes, tout aurait été changé. La critique ne m'a pas autorisé, oui « autorisé » est le mot-clé, à faire *The Colour Purple*. Le public, en revanche, si. Pour *l'Empire du Soleil*, c'est un peu le contraire. La critique a été très bonne. Mais le *box office* nettement moins. Comme si le public était déconcerté, trouvait le film trop sombre, pas assez « spielbergien ».

» Je ne voudrais pas paraître zozo, parler comme Shirley McLaine, qui est en intimité avec l'au-delà, mais je crois vraiment que le public a un sixième sens, qu'il sait ce qu'il va avoir envie de voir avant que le premier panneau de publicité soit collé sur un mur.

» Je ne dis pas pour autant que le public a toujours raison sur le plan artistique. Si les gens se précipitent en masse pour voir *Trois hommes et un bébé*, par exemple, ça ne veut pas dire que le film soit bon. Cela veut dire seulement qu'il était au menu. Et que le public avait, à ce moment-là, plus envie d'escalope viennoise que de saucisses de Francfort... Mais pour ma part, je préfère une escalope viennoise à *Trois hommes et un bébé !*

– Vous préparez *Indiana Jones III*. Ça, on vous « autorise » à le mettre en scène...

– Bien entendu. Je pourrais même dire que je le fais « à la demande générale »

– Quand avez-vous pris la décision ?

– En 1980. Lorsque nous étions en train de travailler sur le scénario des *Aventuriers de l'arche perdue* avec George Lucas. Il m'a dit très amicalement, et très astucieusement : « Si » ce premier film est un succès, » veux-tu me serrer la main et » décider que nous en ferons une » série de trois ? » La poignée de main a toujours valeur de contrat.

– En quatre ans, Indiana Jones, alias Harrison Ford, a-t-il changé ?

– Comme nous tous. Il a envie de ralentir un peu le rythme, de ne plus se bagarrer si fort. Il se plaindra beaucoup de son dos. Ce sera toujours un héros. Avec des rhumatismes...

– Etes-vous dans la même disposition d'esprit lorsque vous mettez en chantier un *Indiana Jones* et *l'Empire du Soleil* ?

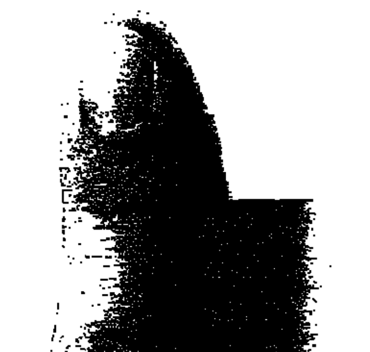
– Non. Quand je prépare un *Indiana Jones*, je me déguise. Quand je fais *l'Empire du Soleil*, je suis moi-même et pour la première fois adulte. *Indiana Jones*, c'est la récréation, je redeviens môme, je m'amuse, j'ai plein de barbe à papa sur la figure...

– N'est-ce pas difficile de passer de l'un à l'autre ?

– Ce n'est pas difficile, c'est indispensable. Parce que je pense qu'un adulte a pour mission prioritaire d'échapper au spectre d'une vie terne et bourgeoise. Et que je m'estime capable pour ma part d'opérer des allers et retours de la responsabilité vers la légèreté. Il faut s'exercer. Se persuader que, pour retourner à l'état de grâce, à l'état d'enfance, il suffit d'enlever ses lunettes de grande personne et de les remettre plus tard. C'est ce que je fais lorsque je passe de *l'Empire du Soleil* à *Indiana Jones III*. C'est ce que je ferais quand je passerai ensuite d'*Indiana Jones III* à un autre film. Très adulte. Très sérieux. Une histoire d'amour... »

Propos recueillis par
DANIÈLE HEYMANN.





MUSIQUES

Les projets de Stéphane Lissner pour le Châtelet

Un cinquième Opéra

ALORS, comptons bien : Les Parisiens, en 1989, auront le choix entre cinq salles pour aller à l'opéra : la Bastille, qui se doit d'ouvrir ses portes avant le bi-centenaire de la Révolution ; le Théâtre des Champs-Elysées, qui s'est habillé de neuf dans cette intention ; le palais Garnier, en principe réservé au ballet mais dont *il n'est pas sûr* qu'il n'accueillera pas des spectacles lyriques invités ; la Salle Favart — fermera, fermera pas ? Les paris restent ouverts sur ce sujet délicat.

Et le Châtelet. Rebaptisé Théâtre Musical de Paris pour l'arrivée de Jean-Albert Cartier en 1980, l'établissement du Quai de la Mégisserie s'est, depuis, appliqué à mériter sa nouvelle appellation. Aux opérettes de Francis Lopez ont succédé les opéras de jeunesse de Verdi, une saison russe avec une mémorable *Khovantchina*, plusieurs productions de La Monnaie, des comédies musicales américaines : une majorité de spectacles invités. Le contrat de Jean-Albert Cartier arrivant à expiration en décembre prochain (direction : le palais Garnier), le Châtelet va hériter d'un nouveau patron. Stéphane Lissner connaît la maison : il y occupe depuis 1983 le poste d'administrateur de la production. Ancien dauphin de Cartier, homme de théâtre et de terrain, ancien collaborateur de Jean-Louis Thamin à Nice, de Gabriel Garran à Aubervilliers, militant du théâtre de création, *créateur en 1972 du Théâtre* Mécanique — Engel, Bisson, Sobel, Hermont y firent leurs débuts parisiens, — il arrive au pouvoir avec la volonté assez culottée d'ouvrir pour le Châtelet une ère nouvelle. Dans la continuité.

Cartier avait parié de reconquérir pour le Châtelet un public et une image de marque : Il a totalement gagné, *dit Stéphane Lissner*. Il faut désormais renouer avec le passé du théâtre qui, après sa création en 1862 et le départ de Maurice Lehmann, reçut les Ballets russes, *Toscanini dans* les grands Verdi, la *Salomé* de Strauss, la création française de la *Deuxième Symphonie* de Mahler. A quoi se mesure la réputation d'un établissement ? Aux risques que prend son directeur.

» Le Châtelet restera un théâtre d'ouverture et continuera l'hospitalité à la variété, à la danse, au music-hall, aux traditions extra-européennes. Mais il va devenir un théâtre de créations lyriques et musicales, qui n'accueillera plus, à de très rares exceptions près, de spectacles dont il n'aura pas la maîtrise complète. Plutôt que des coproducteurs, nous chercherons des partenaires français et européens : essentiellement, dans un premier temps, le Grand Théâtre de Genève et la Scala de Milan pour le *Fidelio* de Strehler en 1989.

» J'avais quinze ans lorsque j'ai vu *l'Amante anglaise*, de Duras, mis en scène par Claude Régy. Ce fut une révélation. Je me suis juré de défendre comme je le pourrais le théâtre vivant. J'y voyais preque un combat contre la télévision. A l'époque, aucun *théâtre parisien ne s'intéressait* à la création, situation que nous connaissons bien aujourd'hui. C'est ainsi que j'ai ouvert le Théâtre Mécanique, salle Adyard.

» *Je suis arrivé* au Châtelet en pleines *Indes galantes*. La production de Pizzi était énorme. A un mois de la première, Jean-Albert Cartier cherchait quelqu'un pour l'aider. J'ai immédiatement été frappé par la différence de professionnalisme entre les chanteurs et les acteurs — on peut faire toute une carrière de comédien sans être un véritable acteur — et par les possibilités d'émancipation que donne la musique par rapport au texte. Après *les Indes galantes*, Cartier m'a proposé de rester, on est un peu parti à l'aveuglette, j'ai appris mon métier auprès de ce très grand directeur de théâtre. Mon meilleur souvenir de cette période de collaboration ? La cure de thalassothérapie qu'il m'a fallu faire pour me trouver à Quiberon avec Strehler et le convaincre de monter *l'Opéra de quat'sous*.

» Ma conviction est que le Châtelet a sa place dans le paysage lyrique parisien : il y a suffisamment de public pour tout le monde. Y aura-t-il assez d'artistes ? Je n'en suis pas si sûr. Toute la difficulté est de réunir des équipes où chacun ait quelque chose à recevoir de l'autre.

» A l'opéra, c'est le directeur qui fait les distributions, alors qu'au théâtre ce sont les metteurs en scène. Il y a là un risque d'uniformité, une tentation du « prêt-à-porter lyrique », que je m'efforcerai d'éviter en respectant la mentalité des différents chefs et metteurs en scène.

» Pour les concerts aussi, notre politique artistique sera autoritaire. Il faut cesser d'accueillir des orchestres sous prétexte qu'ils sont en tournée. Il est nécessaire, là aussi, de susciter des projets.

» Une dernière conviction : Champs-Elysées, Bastille, palais Garnier, nous sommes tous solidaires. Si l'un d'entre nous fait des concessions sur la qualité, les deux autres en ressentiront les effets sur le nombre de leurs entrées : le public cessera d'affluer. »

Propos recueillis par
ANNE REY.

D'abord, on ferme !

APRÈS les Champs-Elysées, le Châtelet : le bâtiment Napoléon III sera fermé pour travaux entre le 1er juillet et le 15 décembre 1988. Une première tranche de réaménagements concernera le confort des spectateurs et les accès de la salle. L'orchestre et la corbeille seront rehaussés, les sièges remplacés par des fauteuils Voltaire ; le premier balcon reprendra sa place initiale, plusieurs mètres en retrait, de façon à dégager certaines places de parterre où l'on étouffait. Le hall sera refait, ainsi que les vestiaires, les caisses et le contrôle. Enfin, la fosse sera creusée de 2 mètres supplémentaires sous le plateau.

Pour une seconde tranche de travaux (budget total : 50 millions de francs), le théâtre devra à nouveau fermer entre le 15 mai et le 15 septembre 1989. Les Allemands du cabinet Mülher s'attaqueront alors à l'acoustique du Châtelet, dont la mauvaise qualité viendrait d'un double cadre de scène. Une meilleure climatisation sera également installée.

Les sièges de côté se trouvant dès lors supprimés à la corbeille, le nombre des places sera ramené de 2 300 à 2 000. Une meilleure visibilité permettra d'en classer davantage en première *catégorie ; le prix des* billets va donc diminuer en 1989 (de 44 F à 190 F au lieu de 232 F pour les concerts, les tarifs pour l'opéra restant fixés à 350 F maximum).

C'est Charles Trenet *qui* rouvrira le Châtelet pour dix récitals du 20 au 31 décembre 1988. Suivra en janvier *le Couronnement de Poppée*, de Monteverdi (direction Peter Schneider, mise en scène Pierre Strosser, coproduction avec Genève) ; puis *l'Amour sorcier*, de de Falla par les ballets Antonio Gadès, en février. Inaugurant une politique systématique de grands cycles symphoniques — Bruckner en 1989-1992 ; musique française de Berlioz à Debussy en 93-94 — une intégrale des symphonies de *Mahler* s'étendra de fin février à fin avril (sous la direction successive de Dutoit, Leitner, Chailly, Neumann, Janowski, Inbal, Flor, Maazel, Boulez, Rattle, Nagano). Ce cycle sera *doublé par un colloque*, une grande exposition et des conférences en collaboration avec la bibliothèque Gustav-Mahler.

Les principales productions *lyriques des quatre années* à venir seront : *Fidelio* (Maazel/Strehler), *les Maîtres chanteurs* (Janowski/Régy) en 1989-1990. *Rigoletto, Ariane et Barbe-Bleue* en 1990-1991 ; *Turandot* dans une mise en scène de Ronconi en 1991-1992. Notons que le Palais Garnier joue la concurrence et inscrit *les Maîtres chanteurs* et *Rigoletto* à son programme, pour les mêmes saisons.

Autre axe nouveau : la recréation d'ouvrages lyriques oubliés du passé. Ce chapitre, consacré jusqu'en 1992 à la tragédie lyrique française du dix-huitième siècle, s'ouvre en avril 1989 avec l'*Orfeo* de l'Italien Rossi. Suivront l'*Alcione*, de Marin Marais, l'*Idoménée*, de Campra, la *Jephtée*, de Montéclair, la *Médée*, de Charpentier.

Aux anciens concerts de 18 h 30 « Des grands interprètes aux jeunes talents » s'ajouteront des « Midis musicaux » trois fois par semaine (récitals ou musique de chambre *les lundis, mercredis et* vendredis à 12 h 45). Enfin, un accord a été passé avec Pierre Boulez et l'Intercontemporain pour accueillir au Châtelet une série intitulée « De la continuité dans la musique du vingtième siècle » où se mêleront des œuvres classiques, romantiques et contemporaines. Toujours la *continuité...*

A. R.

THÉATRE

« George Dandin » de Molière à Mogador

Un amour au crépuscule

Au milieu d'une tournée européenne, George Dandin, *créé au TNP* (le Monde *du 24 mars 1987), dans une mise en scène de Roger Planchon, s'installe pour deux mois au Théâtre Mogador. Le théâtre est en fête.*

A vingt ans, on se demande comment commencer sa vie. A cinquante, on s'interroge sur la meilleure façon de l'achever. Jeune, on estime que la voie la plus sûre passe avant tout par l'amour fou. Vieillissant, on veut croire encore à l'amour, simplement. Angélique a vingt ans, George Dandin cinquante, passés. L'une ne sait rien, sinon qu'en elle brûlent les feux du sentiment amoureux. L'autre a mené, solitaire, une vie de paysan.

Rien ne devrait les rapprocher mais la campagne française du dix-septième siècle a de ces tours que l'on connaît bien aujourd'hui dans certains beaux quartiers. Angélique est la fille d'aristocrates, M. et Mme de Sotenville, qui n'ont plus un sou vaillant. Dandin a, par son travail et une générosité certaine qu'attestent l'ardeur et l'humeur de sa domesticité, conduit sa ferme à l'opulence. Un mariage lui permettrait de profiter un peu de son bien, en bonne compagnie, tandis que les Sotenville pourraient continuer de tenir leur rang.


Claude Brasseur dans une mise en scène de Roger Planchon.

BRIGITTE ENGUERAND

Quand commence la pièce, ce mariage vient d'avoir lieu. Tout de suite, il est menacé : chez Molière, par une intrigue de valet à la solde d'un jeune et bel aristocrate du voisinage, Clitandre, qui a des vues sur le corps d'Angélique ; chez Planchon, par un emprunt. Dans la salle, Claude Brasseur et Zabou nous disent quelques vers écrits par Molière pour sa seule tragédie, jamais jouée parce qu'elle n'est vraiment pas très bonne, *Don Garcie de Navarre*. Mais, en quelques mots, elle nous dit beaucoup sur le théâtre de Molière, et plus particulièrement sur son *Dandin*.

Tragédie. Le fond est esquissé. Oublié le quinquagénaire ridicule, le mari cocu, trompé, bafoué. Le Dandin de Planchon est un homme mûr, séduisant, qui vient de commettre sa première erreur. En épousant Angélique, il est devenu M. de la Dandinière, certes, anoblissant son nom et sa descendance, mais il a perdu du même coup son identité. Le paysan riche est désormais un minuscule aristocrate, étranger à lui-même d'abord, incapable de penser, de parler et d'agir en tant que tel, étranger dans sa maison aussi, où Claudine, une servante qui paraît beaucoup diriger, et pourrait bien avoir été sa maîtresse, n'aura de cesse de lui faire payer ce qu'elle considère comme une trahison.

Roger Planchon, une nouvelle fois, défie l'interprétation habituelle et communément acceptée de l'œuvre de Molière. Pour avoir lu Molière pendant plus de quarante annnées, pour l'avoir visité très régulièrement, d'œuvre en œuvre, pour s'être posé toutes les questions que l'on peut se poser sur le dix-septième siècle, pour avoir confronté ses lectures et ses travaux à l'épreuve d'autres auteurs, d'autres textes, d'autres *mises en scène, il est arrivé au* point de connivence extrême.

De cette érudition, de cette familiarité, naissent des spectacles simplissimes, lumineux. *Dandin*, déjà, en 1958, puis *Tartuffe*, plusieurs fois, *Don Juan, l'Avare* et ce nouveau *Dandin*. Comme à l'habitude, il nous emmène jusqu'au bout de l'esprit et de la lettre de Molière. Un voyage difficile, tourmenté, accidenté dans les sentiments les plus forts.

Ceux qui croyaient que *Dandin* était le moyen qu'avait trouvé Molière pour régler ses comptes avec les femmes en seront pour leurs frais : Angélique est jeune, belle, vive et ne se joue de son mari que pour s'en convaincre et non le harceler. Elle fut le centre d'un marché, on avait voulu lui couper les ailes ; elle dit très haut qu'elle n'est pas à vendre et qu'elle veut voler.

Mme de Sotenville, « mamour », comme le dit son mari, n'est pas une imbécile infatuée de son rang mais une femme encore belle, au bord du gouffre, qui veut croire en son étoile tandis qu'à son côté, M. de Sotenville veut croire, lui, à l'honneur. Claudine, rusée mais sans rouerie, défend comme on le dirait aujourd'hui, les avantages acquis : une jeune femme entre dans « sa » maison qui pourrait *bien réduire son avantage. Le rapport* entre ces deux femmes est d'ailleurs d'une grande subtilité où se côtoient complicité, duperie, amitié et mensonge.

Les hommes de la pièce ne sont pas non plus de minces personnages. Sotenville, on l'a vu, humilié du recul constant des mœurs et de la morale, est un homme droit, juste et sympathique. Lubin est *un valet d'enthousiasmes* allègres et aux peines consternées qui sont au cœur même de la mécanique de la pièce. Clitandre est de trois ans le cadet de Dom Juan et, pourquoi pas, l'image sereine de l'arrogance et du cynisme bien en cour près du roi. Colin, enfin, pourrait bien être un bâtard de Dandin, son fils donc, et le seul être qui lui est entièrement voué et fidèle.

Parce qu'ils ont beaucoup travaillé, parce qu'ils ont beaucoup réfléchi, tous ensemble, à leurs personnages et à leurs trajectoires — Roger Planchon a l'habitude de lire longuement avec ses comédiens chacun des textes qu'il met en scène, pendant plusieurs semaines, autour d'une table, — les acteurs sont tous épatants. Claude Brasseur trouve en Dandin le plus beau rôle de sa carrière. Jamais le théâtre, le cinéma ou la télévision ne l'avaient emmené si haut. Il incarne avec générosité et ampleur la vision de Planchon, grâce à d'excellents partenaires : Zabou, dont Angélique est le premier vrai premier rôle, Jean-Claude Adelin (Clitandre), Daniel Gélin (M. de Sotenville), Emmanuelle Riva (Mme de Sotenville), Evleyne Buyle (Claudine), Marco Bisson (Lubin) et Vincent Garanger (Colin).

Tous évoluent dans la cour de la ferme de Dandin, entre la maison et la grange, séparée des champs par une haie de bois, jouant à cache-cœur entre d'énormes piliers. Un très beau décor d'Ezio Frigerio, éclairé en *noir par André Diot, qui signe là* l'une des plus belles nuits du théâtre. Roger Planchon, en un peu moins de trois heures, a su trouver les rythmes, les tensions, les gestes, les mouvements, les cris et les chuchotements de cet amour commandé, de ces sociétés qui s'affrontent, et fabriquer des images qu'il faut absolument découvrir dans son théâtre en fête.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre Mogador. Jusqu'au 28 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h. Tél. : 42-85-45-30.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h, gratuit le dimanche de 10 h à 14 h (42-77-12-33).

LE DERNIER PICASSO. 1953-1973. Grande Galerie. Jusqu'au 16 mai.

CY TWOMBLY. Galeries contemporaines. Jusqu'au 17 avril.

JOSEF SUDEK : PRAGUE. Galerie du Forum. Jusqu'au 13 mars.

ZORAN MUSIC : L'ŒUVRE SUR PAPIER. Jusqu'au 20 mars.

IMAGES D'UTILITÉ PUBLIQUE. Galerie d'exposition du Centre d'information du CCI. Jusqu'au 28 mars.

DES MARIAGES DE RAISON : MAISON DEDANS. CRÉATION INDUSTRIELLE BATIMENT. Centre de création industrielle CCI. Jusqu'au 21 mars.

LES MACHINATIONS DE SIMON DE SAINT-MARTIN. Atelier des enfants. *Jusqu'au 5 mars.*

L'ÉCOLE D'ULM. Design, architecture, communications visuelles. Galerie du CCI. Jusqu'au 23 mai.

Musées

DEGAS. Grand Palais. Galeries nationales (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F (gratuit le 21 mars). Jusqu'au 16 mai.

ZURBARAN. Grand Palais. Galeries nationales. Entrée : place Clemenceau (42-56-09-24). Sauf mardi, de *10 h* à 20 h. *le* mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F ; le samedi : 18 F. Jusqu'au 11 avril.

SAGA. Salon de l'Edition d'Art. Sculp*ture, Estampe, Livre,... Grand* Palais. Avenue Winston-Churchill (45-62-84-58). Tous les jours de 12 h à 20 h : samedi et dimanche de 10 h à 20 h (le 11 mars de 12 h à 23 h). Du 9 au 14 mars.

FRANZ XAVER WINTERHALTER et les cours d'Europe de 1830 à 1870. Musée du Petit Palais. Avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi et jours fériés, de *10 h à 17 h 40. Jusqu'au* 7 mai.

CONSTRUCTION/IMAGE, BERNARD FRIZE, ARC. Musée d'art *moderne.* 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27) Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 10 avril.

SINGULIERS, BRUTS OU NAIFS ? Chaibia, Corneille, Da Costa, Guimarães... Musée d'art moderne de la ville de Paris – Musée des enfants. 12, av. de New-York. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30, le mercredi jusqu'à 20 h 30. *Jusqu'au 29 mai.*

ANDRE RAFFRAY. Diptyques. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Jusqu'au 3 avril.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES PEINTURES. 1983-1986. Pavillon de Flore (entrée provisoire sur le quai des Tuileries, face au Pont-Royal). Jusqu'au 25 avril. **LA COLLECTION D'ALBERT P. DE MIRIMONDE.** Jusqu'au 25 avril. Musée du Louvre (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche).

LES DEMOISELLES D'AVIGNON. Musée Picasso, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21), lundis, jeudis et vendredis, de 9 h 15 à 19 h 45 ; mercredi de 9 h 25 à 22 h ; *samedi et dimanche de 9 h 15 à 17 h* 15, jusqu'au 18 avril.

VAN GOGH A PARIS. Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (45-49-48-14). Sauf lundi, de 9 h 30 à 21 h 15 ; les samedis et dimanches, de 9 h à 17 h 30. Entrée : 30 F ; le dimanche : 20 F. Jusqu'au 15 mai.

EXPOSITIONS-DOSSIERS D'ORSAY : Dessins romains autour de Degas ; Foyer de la Danse-Mary Cassatt ; Art, Industrie et japonisme : le Service Rousseau ; Ernest Barlach, sculpteur écrivain (1906-1912). Musée d'Orsay (voir ci-*dessus), jusqu'au 5 juin.*

LE CHANT DU MONDE, DE JEAN LURÇAT. Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; Le jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F ; Samedi : 16 F. Jusqu'au 24 avril.

PORTRAIT D'UNE FORÊT. Une journée en forêt de Fontainebleau avec les peintres de Barbizon. Musée en herbe. Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (46-06-08-21). Jusqu'au 23 mai.

LE PROCÉDÉ GOETZ. Bibliothèque nationale, rotonde Colbert, 6, rue des Petits-Champs. Sauf dimanche, de 12 à 18 h 30. Jusqu'au 19 mars.

LES SOULIERS DE ROGER VIVIER. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 mars.

L'EMPREINTE DD, CENT ANS DE COMMUNICATION. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf le mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 mars.

ALFRED KUBIN. 1877-1959. 126 dessins du Musée de Linz. Musée-Galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). Sauf dimanches et jours fériés, de 11 h à 18 h. Du 9 mars au 4 juin.

PARIS-PRAGUE. Art et artistes vus à travers la médaille et la sculpture du XXe siècle. Monnaie de Paris, 11, quai de Conti (40-46-58-40). Du 15 mars au 30 avril.

DESSINS DE RODIN. Musée Rodin. Hôtel Biron. 77, rue de Varenne (47-05-01-34). *Sauf mardi, de 10 h à 17 h.* Jusqu'au 14 mars.

ALAIN FLEISCHER. L'empire de la lumière et du vent. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou (40-05-72-72). Jusqu'au 3 avril.

UNE AVENTURE ARCHITECTURALE. Cité des sciences et de l'industrie (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 mars.

ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES. Nouvelles acquisitions. Quérir, choisir. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (47-47-69-80). *Sauf mardi, de 10 h* à 17 h 15. Entrée : 12 F ; le samedi : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

PAROLES DE DEVIN. La fonte à cire perdue chez les Senoufo (Côte-d'Ivoire). Musée national des arts africains et océaniens. 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 21 F ; dimanche : *11 F. Jusqu'au 9 mai.*

L'ART NAIF BRÉSILIEN. Musée d'art naïf Max-Fourny. Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). Tous les *jours de 10 h à 18 h.* Jusqu'au 30 mai.

5e SALON ANNUEL DE L'ANTIQUITÉ. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann. Tous les jours, de 11 h à 19 h. Nocturne le 10 mars jusqu'à 22 h. Jusqu'au 13 mars.

Centres culturels

FERIT ISCAN : PEINTURES ET DESSINS. Ecole nationale supérieure des beaux-arts. Chapelle des Petits-Augustins, 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 20 mars.

PAGES D'OR DE L'ÉDITION PUBLICITAIRE. Bibliothèque Forney. Hôtel de Sens. 1, rue du Figuier (42-78-14-60). Jusqu'au 19 mars.

EUGENE LABICHE. L'ESPRIT DU SECOND EMPIRE. Mairie du IXe, 6, rue Drouot. Tous les jours de 11 h 30 à 18 h. *Entrée libre. Jusqu'au 27 mars.*

LES INSTRUMENTISTES ET LUTHIERS PARISIENS DU XVIIe AU XIXe SIÈCLE. Mairie du Ve, 21, place du Panthéon. Tous les jours, de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 27 mars.

SHIN TALKAMATSU. Dessins d'architectures. Ecole spéciale d'architecture. 254, bd Raspail (43-22-83-70). Jusqu'au 25 mars.

SPOT, PHOTOGRAPHE DE LA TERRE. Images d'un satellite. FNAC Forum. Forum des Halles, niveau 3. Jusqu'au 2 avril.

SEVERINI A PARIS. Institut culturel italien. Hôtel Galliffet. 50, rue de Varenne (42-22-12-78). Jusqu'au 16 mars.

CONTREPOINTS : Photos d'Anja de Jong et Teun Hocks. Institut néerlandais, 12, rue de Lille. Jusqu'au 23 mars.

CINQ CÉRAMISTES SUÉDOIS. Centre culturel *suédois*, Hôtel de Marle, 11, rue Payenne (42-71-82-20). Jusqu'au 7 avril.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE : BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPI. *Maison de l'Amérique* latine. 217, bd St-Germain (42-22-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h. Jusqu'au 31 mars.

OTMANE MERSALI. Centre culturel algérien. 171, rue de la Croix-Nivert (45-54-95-31). Jusqu'au 20 mars.

ILLUSTRATEURS AVEC ET SANS ÉDITEURS. 21 illustrateurs de livres pour la jeunesse. Centre Wallonie-Bruxelles. 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). Du 12 mars au 30 avril.

GIANFREDO CAMESI. Centre Culturel Suisse. Salle des Arbalétriers. 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). Sauf lundi, de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 avril.

GRAVURES D'ILYA BOGDESCO. Association France-URSS. 61, rue Boissière (45-01-59-00). Sauf dimanche, de 14 h à 18 h. Du 11 au 25 mars.

37e SALON DE PEINTURE. Foyer international d'Accueil de Paris. 30, rue Cabanis. Tous les jours, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 20 mars.

LES DUBUFE (1790-1909). Portrait d'un siècle d'élégance parisienne. Mairie du XVIe, 71, av. Henri-Martin. Du 10 mars au 5 avril.

MUSULMANS FUMANTS. F. BOY, TRISTAM, Ph. WATY. Espace Claudine Breguet. 8-10, passage Turquetil (43-79-14-43). Du 10 mars au 2 avril.

DANIEL PONS. Espace AGF Richelieu. 87, rue de Richelieu. Jusqu'au 31 mars.

ED SOMMER : Portraits réponses (Photographies). Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna. Du lundi au vendredi, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 25 mars.

LOUIS CONSTANTIN « ANATOMIE DES SENTIMENTS – Que se passe-t-il dans les têtes ? » – Sculptures. Goethe Institut, 31, rue de Condé (43-26-09-21). Du lundi au vendredi de 12 h à 20 h. Jusqu'au 24 mars.

TRÉSORS DU MUSÉE INTERNATIONAL D'HORLOGERIE DE LA CHAUX-DE-FONDS. Le Louvre des *Antiquaires, 2, place du Palais-Royal* (42-87-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 3 avril.

CHEFS-D'ŒUVRE INÉDITS DE L'AFRIQUE NOIRE. Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 23 avril.

Galeries

UN REGARD AUTRE. Galerie Farideh Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 12 mars.

POP ART. Estampes rares; COMPOSITIONS A QUATRE MAINS. Artcurial. 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 26 mars.

A PROPOS DE DESSIN. Galerie Adrien Maeght. 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 10 avril.

OPAMA. Galerie Nikki Marquardt. 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 12 mars.

ALEX KATZ ; BEN. Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 16 mars.

LA NOUVELLE GÉNÉRATION ARGENTINE 88. Galerie Beau Lézard, 7, *rue Pecquay* (42-77-72-77). Jusqu'au 26 mars.

LE BAISER. Comptoir de la photographie. Cour du Bel-Air. 56, rue du *Faubourg-Saint-Antoine* (43-44-11-36). Jusqu'au 10 avril.

CLEGG ET GUTTMANN ; MAX NEUHAUS. Galerie Ghislaine-Hussenot, 5 *bis*, rue des Haudriettes (48-87-60-81). Jusqu'au 27 mars.

BAILLY-MAITRE-GRAND. Formol's band. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg. Jusqu'au 26 mars.

PARADIS ET ENFER. Six artistes de l'université de Tübingen. Galerie Bernanos, 31, av. G. Bernanos. Jusqu'au 2 avril.

FRÉDÉRIC BENRATH. Galerie Michel Broomhead. 46, rue de Seine (43-25-34-70). Jusqu'au 15 mars.

JAMES BLOEDE. Galerie Jacqueline Felman, 8, rue Popincourt (47-00-87-71). Jusqu'au 26 mars.

MICHEL CANTELOUP. Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazarine (43-26-25-35). Jusqu'au 2 avril.

CASTELLANI. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 26 mars.

PHILIPPE COGNEE. Galerie Laage-Salomon. 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 15 mars.

MARK COHEN. Photographies. Galerie Zabriskie. 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 1er avril.

MIGUEL CONDÉ. Galerie Lacourière Frélaut. 23, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 26 mars.

RICHARD CONTE. Hybrides et grimoires. Galerie Nicole-Ferry, 57, quai des Grands-Augustins (46-33-52-45). Jusqu'au 31 mars.

MIREILLE CRETINON. Galerie Aline Vidal, 55, rue Didot (45-43-42-69). Jusqu'au 16 avril.

DELATOUR. Galerie ALias. 6, rue des Coutures-Saint-Gervais (48-04-00-14). Jusqu'au 26 mars.

SONIA DELAUNAY. Magique magicienne. Artcurial, 9, avenue Matignon. Jusqu'au 9 avril.

ALEXANDRE DELAY. *Galerie Stadler*, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Du 3 mars au 9 avril.

PAUL DELVAUX. Galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40 ; 46-34-02-36). Jusqu'au 19 mai.

JEAN-JACQUES DOURNON. Espagne. Galerie Bellint, 28 *bis*, boulevard de Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 1er avril.

FRANÇOISE DUMAYET. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Jusqu'au 14 mars.

EDMEE Galerie Claude Samuel. *18,* place des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 9 avril.

CARLO EGGERMONT. Galerie Jean-Briance, 23-25, rue Guénégaud (43-26-85-51). Jusqu'au 1er avril.

BRACHA ETTINGER. Galerie Claude Samuel. 18, place des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 9 avril.

BARRY FLANAGAN. Galerie Liliane et Michel Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-29-66). Jusqu'au 6 avril.

GEORGES FOLMER. Galerie Michèle Heyraud, 5, rue Casimir-Delavigne (46-34-79-92). Jusqu'au 19 avril.

GABRIEL FONTAINE. Galerie d'Art de *l'Hôtel du Bailli de Suffren.* 149, avenue de Suffren (47-34-58-61). Jusqu'au 22 mars.

CHRISTIAN GARRIER. Galerie du Génie. 23, rue Keller (48-06-29-69). Du 15 mars au 30 avril.

J.-L. GOENAGA. Galerie Pierre-Parat, 76, rue Vieille-du-Temple (42-77-44-24). Jusqu'au 12 mars.

MORIS GONTARD. Travaux récents. Galerie Erval, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 2 avril.

JACQUES GRINBERG. Galerie « L'Œil de bœuf », 58, rue Quincampoix (42-78-36-66). Jusqu'au 31 mars.

PIERO GUCCIONE. Galerie Claude Bernard. 7 et 9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 19 mars.

LIONEL GUIBOUT. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 16 avril.

GUYOMARD. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Jusqu'au 2 avril.

CHRISTOPHER HEWETT. Galerie Jacob. 28, rue Jacob (46-33-90-66). Jusqu'au 19 mars.

HOSIASSON. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 26 mars.

JENS JOHANNSEN. Galerie Messarra. 27, rue Saint-Louis-en-l'Ile (46-34-25-43). Jusqu'au 27 mars.

JEANNE LAGANNE. *Galerie Pierre-*Lescot, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 16 mars.

PETER MANDRUP. Galerie Keller, *15, rue Keller* (47-00-41-47). Jusqu'au 2 avril.

CHARLES MAURIN. Sagot-le-Garrec. 24, rue du Four. Jusqu'au 19 mars.

MIHAILOVITCH. *Galerie Ariel,* 140, boulevard Haussmann (45-62-13-09). Jusqu'au 11 mars.

MARIE-JOSEPHE MITTERRAND. *Galerie Jean Tour, 68, quai de l'Hôtel-de-*Ville (40-27-06-66). Du 15 mars au 16 avril.

MARIA NORDMAN. Galerie Crousel-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 15 mars.

MIMMO PALADINO. Galerie Beaubourg. 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 18 mars.

JEAN PHELINE. Cercle Saint Louis. 26, avenue la Bourdonnais (45-51-20-71). Jusqu'au 25 mars.

ANDRÉ QUEFFURUS. Galerie Diane-Manière, 11, rue Pastourelle (42-77-04-26). Jusqu'au 2 avril.

RANCILLAC. 25 ans d'images provocantes. Galerie Michel-Vidal, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 2 avril.

CLEMENT ROSENTHAL. Galerie Leif Stahle. 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 9 avril.

PHILIPPE ROYER. Galerie Montenay. 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Jusqu'au 26 mars.

FRED SANDBACK. *Galerie Liliane et* Michel Durand-Dessert (42-77-63-60). Jusqu'au 12 mars.

JULIAN SCHNABEL. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33) ; 5, rue du Grenier-Saint-Lazare. Jusqu'au 17 mars.

SPADARI. Galerie Bercovy-Fugier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Jusqu'au 9 avril.

LEOPOLD SURVAGE. Galerie Bourgoin/Pissarro, 35/37, rue de Seine (43-26-37-51). Jusqu'au 26 mars.

TABUCHI. Galerie Ariel, 21, rue Guénégaud (43-54-57-01). Jusqu'au 31 mars.

TAPIES. Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 1er avril.

MARINO DI TEANA. Galerie Carlhian, 51, rue de Lappe (47-00-79-28). Jusqu'au 26 mars.

OLIVIER THOME. Galerie Antoine Candau, 15/17, rue Keller (43-38-75-51). Du 5 mars au 23 avril.

RAOUL UBAC. Galerie Lambert, 62, rue La Boétie (45-63-51-52). Jusqu'au *20 mars.*

JEAN-LOUIS VILA. Galerie l'Aire du Verseau, 119, rue Vieille-du-Temple (48-04-86-40). Jusqu'au 16 mars.

En région parisienne

BIÈVRES. Le studio Vallois dans les années 1950. Musée Français de la Photographie. 78, rue de Paris (69-41-10-60). Jusqu'au 2 mai.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et Sacré. Le Baroque du Brésil. Centre Culturel. 22, rue de la Belle-Feuille. Jusqu'au 25 juin.

LE BOURGET. 32e Salon de Peinture. hôtel de Ville. *Jusqu'au* 27 mars.

BRÉTIGNY. Hyun Soo Choo (peintures) ; Yoshio Enomoto (sculptures). Centre culturel Gérard-Philipe, rue Henri-Douard (60-84-38-68). Jusqu'au 2 avril.

CHOISY-LE-ROI. Degottex (peintures). Bibliothèque Louis-Aragon – 14, rue W. Rousseau (48-53-11-77). Jusqu'au 30 mars.

CORBEIL-ESSONNES. Jean-Luc *Poivret.* CAC Pablo-Neruda. Centre d'art contemporain, 22, rue Marcel-Cachin (60-89-00-72). Sauf lundi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30, le dimanche de 16 à 19 h. Jusqu'au 5 avril.

COURBEVOIE. Jeunes peintres, jeunes sculpteurs. Centre culturel, 14 *bis*, square de l'Hôtel-de-Ville (43-33-63-52). Jusqu'au 17 mars.

CRÉTEIL. Colette Deblé. Glisse Pacifique. Maison de la culture, place Salvador-Allende (48-98-40-76). Jusqu'au 31 mars.

LA DÉFENSE. Le Masque et les cinq mondes. Art 4, 15, place de la Défense. La Défense 4. (47-96-25-49). Jusqu'au 4 avril.

IVRY-SUR-SEINE. Konrad Loder ; Jean-Louis Delbès ; Bernard Boyer ; Carte blanche à Olivier Kaeppelin. Centre d'art contemporain. Galerie Fernand Léger. 93, avenue Georges-Gosnat (46-70-15-71). Jusqu'au *31 mars.*

JOUY-EN-JOSAS. Danemark 88. Fondation Cartier pour l'art contemporain, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Sauf *lundi de 11 h à 18 h. Du 6 mars au 17 avril.*

PONTOISE. Georges Folmer (Sculptures et peintures). Jean Leppien (Gouaches). Musée de Pontoise (Tavet-Delacour), 4, rue Lemercier (place de l'Hôtel-de-Ville) (30-38-02-40). Sauf le mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 17 avril.

SCEAUX. JEAN MESSAGIER. Centre d'action culturelle Les Gémeaux. Jusqu'au 20 mars.

VILLENEUVE-LE-ROI. Ah ça ira. La Société française avant la Révolution. Bibliothèque Anatole France. 51, avenue du Général-de-Gaulle. Jusqu'au 31 mars.

En province

AGDE. La Tauromachie, de Francisco Goya. Hôtel de Ville (67-21-25-25). Jusqu'au 30 mars.

AIX-EN-PROVENCE. Simone Ertan. Fondation Vasarely, 1, avenue Marcel-Pagnol. Jusqu'au 21 mars.

AMIENS. Jean Zuber ; Horst Munch. Maison de la culture. Place Léon-Gontier (22-91-83-36). Jusqu'au 13 mars. **Dessin. Naissance d'une collection.** Office culturel régional de Picardie, 11, mail Albert-Ier. Jusqu'au 27 mars.

ANGERS. Le Jardin des porcelaines. Musée Hôtel Pincé, 32 *bis*, rue Lenepveu. Jusqu'au 30 avril.

BORDEAUX. Collections pour une région. CAPC, Musée d'art contemporain. Entrepôt Lainé, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 24 avril.

CAEN. Photographes en quête d'auteurs. Théâtre municipal. Galerie de l'Artothèque. Jusqu'au 27 mars. **James Brown.** Galerie de l'Artothèque, Théâtre *municipal. Du 5 mars au 17 avril.*

CALAIS. Bracha Ettinger. Musée des Beaux-Arts et de la dentelle, 25, rue Richelieu. Jusqu'au 4 avril.

CANNES. De la Figuration à l'Abstraction. 1924-1988. La Malmaison. 47, La Croisette (93-99-04-04). Jusqu'au 1er mai.

CLERMONT-FERRAND. Les collections égyptiennes de l'Institut de France. Musée du Ranquet, 1, petite rue Saint-Pierre (73-37-38-63). Jusqu'au 14 mars.

DIJON. BERTRAND LAVIER. Le Consortium. Centre d'art contemporain, 16, rue Quentin (80-30-75-23). Jusqu'au 26 mars.

DUNKERQUE. Dessins du Musée des beaux-arts. Musée. Place du Général-de-Gaulle (28-66-21-57). Jusqu'au 11 avril.

FLAINE. A propos d'arbres. Centre d'art de Flaine (50-90-85-84). Jusqu'à fin mars.

GRENOBLE. Tableaux italiens. Musée de peinture et de sculpture. Place de Verdun (76-54-09-82). Jusqu'au 11 avril ; **Max Neuhaus ; 1988.** Centre national d'art contemporain. Magasin, site Bouchayer-Viallet, 155, cours Berriat (76-21-95-84). jusqu'au 10 avril.

LYON. Manessier. Elac. Centre d'échanges de Perrache. Jusqu'au 4 avril.

MACON. Elisabeth Balles. Ecole des Beaux-Arts. Cours Moreau (85-38-09-15). Jusqu'au 1er avril.

MARCQ-EN-BARŒUL. Trésors des ANdes. Fondation Septentrion (20-46-26-37). Du 12 mars au 12 juin.

MARSEILLE. Entrevues citadines. Les Flamands à Marseille. Jusqu'au 20 mars. Centre de la Vieille-Charité (91-90-81-92) ; **Edmundo Arroyo. Berlin-Tanger-Marseille.** Jusqu'au 18 avril. Musée Cantini, 19, rue Grignan (91-54-77-75). **400 millions d'années d'histoire de la Provence.** Musée d'histoire, 3, rue Colbert (91-90-32-71). Jusqu'au 26 mars. **Algérie, expressions multiples.** Centre de la Vieille-Charité (91-90-81-92). Jusqu'au 10 avril.

MONTBELIARD. Patrick Raynaud. Hôtel Rossel, 54, rue Clemenceau ; Atelier des Halles, place Dorian (81-91-37-11). Du 12 *mars au* 30 avril.

MORLAIX. Alain Le Quernec. Affiches. Musée des Jacobins. Place des Jacobins (98-88-68-88). Jusqu'au 29 mars.

MULHOUSE. **La manufacture Haussmann entre 1775 et 1830.** Musée de l'impression sur étoffes. 3, rue des Bonnes-Gens (89-45-51-20). Jusqu'au 17 avril. **L'amour de l'estampe.** Musée des beaux-arts. 4, place Guillaume-Tell (89-32-58-46). Jusqu'au 12 mars.

NANTES. La nouvelle peinture allemande dans la collection Ludwig Aix-la-Chapelle. Musée des Beaux-Arts. 10, rue Georges-Clemenceau (40-74-53-24). Jusqu'au 13 mars.

NIMES. Arman ; « Pinceaux piégés ». Jean-Charles Blais. Jusqu'au 10 avril. Musée des Beaux-Arts, rue Cité-Foulc.

NICE. Jean Villeri. Décennie 60. Musée des Beaux-Arts, 33, avenue des Baumettes (93-44-50-72). Du 11 mars au 24 avril.

RENNES. Tal Coat. Rétrospective des dessins et œuvres sur papier. Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola (99-28-55-85). Jusqu'au 20 mars. **Les mines phéniciennes du Gebel Zelt.** Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola (99-30-83-87). Jusqu'au 30 avril.

LA ROCHELLE. **Jean Muniz.** Maison de la Culture, 4, rue Saint-Jean-du-Pérot (46-41-37-79). Jusqu'au 30 avril.

SAINT-PRIEST. Jean Raine. Rétrospective 1944-1986. Centre culturel Théo-Argence. Place Ferdinand-Buisson (78-20-02-50). Jusqu'au 1er avril.

TOULON. Création photographique en France. Le corps, la galère : noir et blanc. Musée municipal, 20, bd du Maréchal-Leclerc (94-93-15-54). Jusqu'au 30 avril.

TOULOUSE. Le trésor de Garonne. IIe siècle après Jésus-Christ. Musée Saint-Raymond. Place Saint-Sernin (61-22-29-22). Jusqu'au 15 mai. **Max Schoendorff.** Musée des Augustins, 20, rue de Metz (61-23-55-07). Jusqu'au 30 avril.

TOURCOING. Josef Albers. Musée des beaux-arts. 2, rue Paul-Doumer (20-25-38-92). Jusqu'au 3 avril.

TOURS. Combas 84 ; Hervé Di Rosa ; Georges Autard. Centre de création contemporaine. Rue Racine (47-66-50-00). Jusqu'au 20 mars.

TROYES. Inventaire 1 (Bribes de la réalité perçue). Peintages. Centre d'art. Jusqu'au 28 avril.

VILLENEUVE-D'ASCQ. Collection Agnès et Frits Becht. Musée d'art moderne. Allée du Musée (20-05-42-46). Jusqu'au 17 avril.

VILLEURBANNE. Jeff Wall. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (78-84-55-10). Jusqu'au 15 mai.

MUSIQUE

Classique

ATHÉNÉE-LOUIS-JOUVET (47-42-67-27). 20 h 30, lun. Francisco Araiza (ténor), accompagné de I. Gage (p.).

AUDITORIUM DES HALLES (45-25-96-19). 20 h 30, jeu. Giovanna de Liso Vaio. Mezzo-soprano. Œuvres de Scarlatti, Vivaldi, Monteverdi, Mozart, Bellini, Donizetti, Verdi, Mascagni et Puccini. 120 F, 100 F, 80 F, 60 F. Fnac + agences. – Sigiswald Kuijken, 20 h 30, sam. (43-96-48-48). 20 h 30, sam., Barthold Kuijken (viole de jambe), Wieland Kuijken (viole) et Robert Kohnen (clavecin). Œuvre de Bach (VII[e] Festival des instruments anciens). 140 F, 110 F. – Claire Giardelli et Mirella Giardelli, 20 h30, vend. (43-96-48-48). (Violoncelles et clavecin.) Œuvres de Frescobaldi, Couperin, Bach, Beethoven et Fauré (VII[e] Festival des instruments anciens). 80 F, 65 F, 50 F. – L'Eclat des muses, 20 h 30, lun. (43-96-48-48). Dir. par C. Bayle, avec I. Ginger, M.-H. Simon-Martin (danse baroque), F. Martin (luth), B. *Greuat (soprano) et* R. Andia (g. baroque). Airs de cour et danse baroque (VII[e] Festival des instruments anciens). 80 F, 65 F, 50 F.

BOUFFES-PARISIENS (42-96-97-03). 18 h 30, dim. Grands airs de Jacques *Offenbach et Strauss. 95 F à 40 F.*

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). 20 h 30, mer. Itinéraire à l'Ircam. Dir. par M. Foster. Œuvres de Durieux, Lindberg et Saariano. – The London Sinfonietta. 20 h 30, sam. Dir. par A. Pay. Œuvres de Takemitsu, Hurel, Vinao et Osborne.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60) 20 h 30, mer. Les Fous de Dieu. Groupe de musiciens et chanteurs bauls du Bengale. 80 F, 60 F. – Sharmila Roy. 20 h 30, ven., sam. (chant), Serge Catanèse (récitant), Vidya (danse), Marie-Claude Bovay (fl.) et Shyamal Maitra (tabla). Musiques, chants et poésies du Bengale.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). 20 h 30, lun. Fondation internationale Nadia et Lili Boulanger. E. Kounalaki (Grèce), J. Cole (Grande-Bretagne), B. Uban, R. Cavallin (Yougoslavie). Œuvres de Mendelssohn, *Debussy, Granados, Messiaen,* Campos, Rueff et Brewbaker. 80 F, 60 F, 35 F.

DEJAZET TLP (42-74-20-50). 20 h 30 dim. Leo Brouwer. Dir. ses œuvres, avec S. Isbin (g.), G. Fumet (fl.) et l'Orchestre de chambre de Wallonie, Belgique (VI[e] Festival international de la guitare). 100 F, 80 F, 60 F. 45-23-18-25. Fnac + Guitarreria + 43-96-48-48.

ÉGLISE DES BILLETTES (48-87-92-05). 10 h, dim. Vincent Crosnier. (Orgue.) Œuvres de Bach et fils. Entrée libre. – Philippe Corre et Edouard Exerjean. 17 h, dim. Piano à quatre mains. Œuvres de Schubert. 70 F, 40 F. 48-87-92-05. – Chœur polyphonique de l'université de Venise 20 h 30 sam. Dir. par V. Piani et l'Ensemble vocal de Paris VIII, dir. D. Gautheyrie. Œuvres de Berio, Ruffo, Jannequin et Mendelssohn. 100 F à 55 F. 45-23-18-25.

ÉGLISE DE LA MADELEINE (39-61-12-03) 18 h 30, mar. Dir. par J. Havard *de La Montagne*, avec R. *Oudot* (t.), J.-L. Serre (baryton), M. Chedeville (soprano), M. Richez (basse) et Ph. Brandeis (orgue). « La passion selon saint Marc » de Bach. 40 F, 30 F.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-des-PRÉS (42-23-55-28) 20 h 30, mer. Chœur d'enfants de Stockholm, (Adolf Fredrick), dir. par B. Johansson. 60 F, 40 F.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ISLE (43-96-48-48). 20 h 30, vend. Dir. par V. Piano et l'Ensemble vocal de Paris VIII, dir. par D. Gautherie. Œuvres de Berio, Ruffo, Jannequin et Mendelssohn. 100 F à 55 F. 45-23-18-25. – 20 h 30, mer. Bornus Consort. Ensemble vocal de Varsovie. Œuvres de Fink, Zielenski et Szamotul (VII[e] Festival des instruments anciens). *80 F, 65 F, 50 F. 43-96-48-48.* – 20 h 30, mar. Chœur national. Ensemble d'instruments anciens, dir. par J. Grimbert, avec J. Feldman, V. Darras, I. Honeyman et M. Verschaeve. Œuvres de Monteverdi (VII[e] Festival des instruments anciens). 43-96-48-48.

ÉGLISE SAINT-MÉDARD (45-69-06-64). 20 h 45, jeu. Chœur et orchestre Francis Poulenc. Dir. par C. Chauvet, avec C. Bajac (soprano), D. Keller-Salmon (mezzo), J. Doing (ténor), et B. Deletré (basse). Œuvres de Bach et Mozart. 120 F, 90 F, 60 F. Fnac + 42-61-93-26.

ÉGLISE SAINT-MERRI 21 h, sam. (Entrée libre). Jeunes Musiciens - musique de chambre. En collaboration avec l'association Horizons multiples : quintette à vent *Claude Debussy* (trio et quatuor avec piano). – 16 h, dim. Dir. par M. Foison. Œuvres de Bach, Scarlatti, Messiaen et Debussy.

ÉGLISE SAINT-ROCH (42-61-93-26). 20 h 30, mar. Orchestre français d'oratorio. *Dir. par J.-P Loré, avec les chœurs de* la Haute Vallée de Chevreuse, et les chœurs du Mesnil Saint-Denis dir. par G. Langelaan. Œuvres de Haydn et Mozart. 100 F à 60 F. Fnac.

ÉGLISE DE LA TRINITÉ (42-23-55-28). 21 h, mar. *Ensemble instrumental* Alexandre Stajic. Et l'ensemble vocal Contrepoint. « La Passion selon saint Jean » de Bach. 120 F, 90 F.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). 20 h 30, jeu. ven. (dernière). *Trio Stringacii. (Maramures)*, chaque musicien joue de nombreux instruments. Taraf de Carei : la tradition paysanne. Mélodies profondes de Roumanie. 80 F, 60 F. – 20 h 30, sam., 17 h, dim. (dernière). La Banda de Soporul et la banda de Castau. (Transylvanie). Danses instrumentales. Mélodies profondes de Roumanie. 80 F, 60 F. – 20 h 30, mer. (dernière). I. Manole (chant, violon), N. Neacsu (chant, violon), D. « Cacurica » Baicu (chant, tambal), P. Manole (tambal), I. Falcaru (cb., fluier) et G. Anghel (vl., cb.) Musiques tziganes (Valachie). Mélodies profondes de Roumanie. 80 F, 60 F.

MAISON DE RADIO FRANCE (42-30-15-16). 20 h 30, mer. Jeanne-Marie Conquer et Ami Flammer. (Violons.) Œuvres de Leclair et Berio. Entrée libre. – 16 h, sam. Frédérick Rzewski. Récital de piano. Œuvres de Hartmann, Wolpe et Rzewski. Entrée libre. – 18 h, sam. Ensemble Alternance. Dir. par L. Pfaff. Œuvres de Maderna, Dessau, Schoenberg et Huber. Entrée libre. – 18 h 30, lun., 20 h 30, lun. Œuvres de Pascal et Bayle (18 h 30). Œuvres de Zanesi, Campana, Kientzy, Jodelet et Schwarz (20 h 30). Entrée libre.

MUSÉE D'ORSAY (45-49-48-14). Hélène Delavault, 12 h 30, mar. Accompagnée de J. Cohen (p.). Œuvres de Brahms, Moussorgski, Granados et Ravel.

NOTRE-DAME DE PARIS (Entrée libre). 17 h 45, dim. Thomas Smoegner. (Vienne - Autriche) à l'orgue. Œuvres de Brahms, Tournemire, Heller et Smoegner.

OPÉRA-COMIQUE. Salle Favart. (42-96-06-11). 20 h, ven. Le journal d'un dispars. de *L. Janacek*, avec *J. Palenicek* (p.), N. Gedda (t.), A. Ringart (mezzo), C. Gallois (soprano) et R. Allouche (mezzo). 80 F.

PALAIS OMNISPORT PARIS-BERCY (43-46-12-21). Ven. 20 h 30, (dernière). Jusqu'au 11 mars. Orchestre de Paris. Dir. par D. Barenboïm, avec le chœur de l'orchestre de Paris, chef de chœur : A. Oldham, avec J. Meier, S. Vari (soprano), R. Gilberg (ténor), G. von *Kannen, P. Meven (basses) et J.-*Ph. Lafont (baryton). Œuvres de Wagner.

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). 21 h, jeu. ven. sam. (dernière), jusqu'au 12 mars. Moderato Cantabile de Marguerite *Duras*, mus. de *X. Le Masne*, mise en scène de M. Larroche, avec Béatrice Cramoix. 100 F, 70 F. FNAC.

SALLE CORTOT (45-23-18-25). 20 h 30, sam. Ensemble de guitares de Paris. Dir. par P. Chase, œuvres de Chabrier, Debussy, De Falla, Haendel, Milhaud et Ravel (VI[e] Festival international de la guitare). 100 F, 80 F, 60 F. Fnac + Guitarreria + Le Crous + 43-96-48-48. – 20 h 30, lun. Christine Heurtefeux (guitare) et Reine Flachot (cello). Œuvres de Biberian, Baumann, Dotzauer, Gnattalli, Granados, Bach et Brouwer (Concert associé au VI[e] Festival international de la guitare). 100 F, 80 F, 60 F. Fnac + Guitarreria + 43-96-48-48.

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). 20 h 30, jeu. François Kerdoncuff. *Récital de* piano. Œuvres de Beethoven, Schumann et Debussy. 150 F à 80 F. – 20 h 30, sam. Geneviève Ibanez. Récital de piano. Œuvres de Bach, Chopin, Brahms et Hugon. Soirée Lion's Club. 135 F à 80 F. – *M. Fevre*. 20 h 30, lun. Récital de clavecin. – Concerts Pasdeloup. 17 h 45, dim. Dir. par B. Poindefert avec T. Huillet (p.). Œuvres de Schumann, Brahms et Rimsky-Korsakov. 125 F à 45 F. – Quatuor Enesco. 18 h 15, ven. Avec D. Gelenbe (p.) et R. Milosi (vl.). Œuvres de Haydn et Chausson. 85 F, 55 F. – Pierre Reach. Jeu. 17 mars, 20 h 30, mar. Récital de piano. Œuvres de Bach, Schumann, Franck et Messiaen. 150 F à 80 F. – Fine Arts Quartet. 20 h 30, ven. Œuvres de Beethoven et Schubert. 135 F, 100 F, 80 F. – JMF. 20 h 30, mer. Voix bulgares. 150 F à 80 F.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Ensemble orchesral de Paris. 20 h 30, mar. Et l'ensemble vocal Michel Piquemal, dir. par A. Jordan. « Magnificat » de Florentz, et avec le chœur Vittoria d'Ile-de-France : « Requiem » de Fauré. – Camerata de Versailles. 20 h 30, lun. (salle Chopin). Dir. par J. Pruzak avec M. Hacquard (baryton) et S. Dambrine (alto). Œuvres de Twardowski, Haydn, Paisiello, Anfossi. 100 F, 60 F. – Concerts Lamoureux. 17 h 45, dim. Dir. par J.-Cl. Bernede avec L. Gitlis. Œuvres de Roussel, Paganini, Saint-Saëns et Ravel. – Orchestre des élèves du C.N.S.M.P. *20 h 30, jeu.* Œuvres de *Beethoven*, Caplet, Schmitt...

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-36-37). Brigitte Engerer. 20 h 30, mar. Au piano. Œuvres de Chopin, Ravel et *Rachmaninov. 210 F à 35 F.*

THÉATRE MARIGNY (45-04-12-15). Quatuor Muir de Boston. 20 h 30, lun. Avec C. Dubosc (soprano) et J.-Cl. Pennetier (pianoforte). Joseph Haydn. 160 F, 140 F.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-21-00-86). I. Solisti Veneti. 20 h 30, lun. Dir. par Cl. Scimone. Œuvres de Vivaldi, Hummel et Mozart.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-08-80). Dong-Suk Keng et Pascal Devoyon. 11 h, dim. (Violon et piano). Œuvres de Grieg et Schubert. 70 F.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Quatuor Artis de Vienne. 18 h 30, ven. P. Schuhmayer (vl.), J. Meissl (vl.), H. Kefer (alto) et O. Muller (cello). Œuvres de Bartok, Mendelssohn et Mozart.

Les opéras

OPÉRA DE PARIS Palais Garnier (47-42-53-71). « Boris Godounov ». Jusqu'à 9 avril. 19 h 30, lun. (première). Opéra en quatre actes de M. Moussorgski, d'après A. Pouchkine et N. Karamzine. Dir. mus. de L. *Zagrosek*, *mise en scène* de P. Ionesco (4 h). 550 F à 40 F.

OPÉRA-COMIQUE. Salle Favart (42-96-06-11). « De la maison des morts ». Jusqu'à 1[er] avril. 19 h 30, jeu. sam. lun. Opéra (chanté en version original, surtritage en français) en quatre actes de *L. Janacek* d'après *F. Dostoïevski. Dir.* mus. de Sir Charles Mackerras/John Burdekin, mise en scène de V. Schloendorff (1 h 45). 350 F à 25 F.

THÉATRE MUSICAL de PARIS (42-21-00-86). « Der Freischutz ». Jusqu'à 27 mars. 20 h, sam. mar. Opéra romantique en trois actes de C.-M. Von Weber, livret de F. Kind, avec le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio France, dir. de M. Janowski et le chœur du Théâtre musical de Paris.

THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39). « *Le Pont des soupirs* ». *Jusqu'à fin avril.* 15 h 30, dim. 20 h 30 mer. jeu. ven. sam. mar. Opéra bouffe en quatre actes de J. Offenbach, livret de H. Crémieux et L. Halévy, mise en scène de J.-M. Ribes, chor. de P.-G. Lambert, avec l'ensemble orchestral d'Amenne 2 dir. par J. Burdekin ou A. du Closel, chef des chœurs P. Marco (2 h 45). 225, 175, 100, 165 F (mer. jeu. mar.), 245, 195, 120 F (ven. sam. dim.).

Les ballets

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). « Caprice », jusqu'au 13 mars, 20 h 45, mer., jeu., ven., sam. ; 17 h, dim. (dernière). Chor. de F. Landelot, F. Raffinot et A. Francalanci, mus. de Monteverdi, Mozart et Rebel, avec les danseurs de « Ris et Danceries », 100 F, 80 F (coll.). + 43-27-82-82.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). « Joseph Kurian ». 20 h 30, mar. « Kalarippayat », 40 F.

ESPACE KIRON (43-73-50-25). Dominique Brun. « Mot de passe », création mus. de C. Franck (Festival danses singulières. Jusqu'au 12 mars. 20, mer., jeu., ven., sam. (dernière). 70, 50 F.

MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS (47-23-61-27). *Performance danseurs et musiciens cubains,* 18 h sam. L.-M. Collazo, J. Monier, D. Pau, I. Terez et P. Trujillo (danseurs), A. Aldama, C. Aldama et R. Jauregui (tambours bata), dir. art. de J. Delgado.

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALÉ (42-33-37-71) : Patrick Verbeke, 23 h lun. Blues frenchy. – Mimi Lorenzini, jusqu'au 20 mars, 23 h mar. (première).

CASINO DE PARIS (42-85-30-31) : l'Orchestre national de jazz, jusqu'au 13 mars, 21 h jeu. vend. sam., 16 h dim. (dernière). Dir. par A. Hervé, avec M. Delakian, A. Illouz, Ph. Slominski, G. Dall'Anese, J.-P. Bourrec, A. Hatot, J. Bolognesi, D. Leloup, G. Ferris, Ph. Guez, F. Moutin, D. Havet, Nguyen Le, P. Erskine. Invités : Carla Bley et Steve Swallow (mer., jeu., ven.), Randy Brecker (sam. et dim.).

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05) : Michel Attenoux Jazz Group, jusqu'au 12 mars, 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. (dernière). – Maxim Saury Jazz Music, jusqu'au 22 mars, 21 h 30 mar. (première). – Roger Guerin Big Band, jusqu'au 14 mars, 21 h 30, dim., lun. (dernière).

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24) : Nuit tropicale : le Créol'Band, t.l.s. mer. 22 h 30. – Tchico et le groupe Kilimandjaro, jusqu'au 12 mars, 22 h 30, jeu., ven., sam. (dernière) (Congo).

DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50) : Pléiade, 20 h 30 sam., Gospels (jazz).

DUNOIS (45-84-72-00) : Look de Book + Jean-François Pauvros, 20 h 30 jeu. E. Himalaya (batt., perc.), K. Ieuw (clav., perc.), D. Pietton (sax., accord.). D. Tagu (clav., accord.), J.-F. Pauvros (g.). Groupe rémois. – Hatshepsut, 20 h 30 ven. N. Coppin (basse élect.), N. Braux (clar.), A. Hansberry (batt.), H. Halévy (clav.), et M. Véronique (vl). Jazz contemporain. – Serge Lazarévitch Trio, 20 h 30 sam. S. Lazarévitch (g.), J.-R. Dalercy (cb.) et J.-Cl. Jouy (batt.). Jazz mâtiné de rock made in Berklee.

LA LOUISIANE (42-36-58-98) : Philippe de Preissac, 21 h mer. mar. – Gilbert Leroux, 21 h jeu. – Clarinet Connection, 21 h ven. – Bob Vatel et Michael Silva, 21 h sam. – Jazz Gombo, 21 h lun.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16) : Joe Gallivan Quartet. – Le trio de Yves Robert, 20 h 30 jeu. Jazz vivant.

NEW MORNING (45-23-51-41) : Gulf String (Pierre Blanchard Nonet), 21 h 30 mer. P. Blanchard (vl.), M. Pizzaro (p.), M. *Michel (vl.)*, F. *Laizeau* (batt.), Z. Veres (vl.), V. Pagliarin (vl), D. Iarca (alto), H. Derrien (cello) et A. Hatot (sax.). – Alain Mion, 21 h 30 jeu. (p., clav., voix et background), C. Ritcher (voix, background), E. Brun (g.), D. Artero (batt.) et E. Merlo (basse, background). – Eddie Palmieri, 21 h 30 ven. Salsa orchestra. – Monica Passos, 21 h 30 sam. Fiesta latina. – Chet Baker meets Archie Shepp, 19 h 30 lun., 22 h 30 lun. H. Parlan, H. Wright et C. Jarvis. – Caravansérail, 21 h 30 mar.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70) : Didier Goret Big Band, 21 h 30 mer. – Daniel Humair, Dave Friedman et Henri Texier, 21 h 30 jeu. – Quintet de Paris, 21 h 30 sam. – Stephan Paétry Trio, 21 h 30 sam. (Elève de Rodha Scott.) – Distel, Sylvestre, Curbillon Guitar Impulsion, 21 h 30 mar. Avec S. Goubert et J. Vidal.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59) : Watergate Seven + One, 21 h 30 mer. – Olivier Franc Quintet, 21 h 30, jeu. – Cyril Jazz Band, 21 h 30 ven. – Jacques Doudelle Swing Orchestra, 21 h 30 sam. – Kangourou Swing Orchestra, 21 h 30 lun. – Claude Luter Sextet, 21 h 30 mar.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36) : F. Chassagnite, A. Mattei, J. Bardy et O., 23 h mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mar. Johnson (trompette, piano, contrebasse et batterie).

SLOW-CLUB (42-33-84-30) : Royal Tencopators. *jusqu'au 9 mars, 21 h 30 mer.* (dernière). – Tom Cat, jusqu'au 12 mars, 21 h 30, jeu. ven. sam. (dernière). – Joël Lacroix Jazz Orchestra, jusqu'au 19 mars, 21 h 30 mar (première).

SUNSET (40-26-46-60) : Louis Winsberg, Jean-René Dallercy et Joël, jusqu'au 13 mars, 23 h mer. jeu. ven. sam. dim. (dernière). Allouche (guitare, basse et batterie). – Eric Loher Trio, jusqu'au 15 mars, 23 h lun. mar. (dernière).

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37) : Bal tango, t.l.s. dim., 17 h. – Jacinta, jusqu'au 2 avril, 22 h mer. jeu. ven. sam. mar., 24 h ven. sam.

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66) : Mox Gowland, 22 h mer. Blues Jazz. – Good News, 22 h jeu. Blue grass. – Dim, 22 h ven. Blues. – Eric Kristy-C. Lancry, 1 h ven. Blues et country. – Johnny Bracos + Frères Brothers, 22 h sam. Blues et rock. – Luc Bertin, 1 h sam. Blues. – Chris Lancry, J.-J. Milteau est M. Serri, 22 h mar. Blues.

Périphérie

LE BOURGET, Musée de l'air (aéroport) (43-85-66-00). Stéphane Grapelli, Marc Fosset et Patrice Caratini, 20 h 30 jeu. (violon, guitare et contrebasse). Banlieues bleues.

CHAMPS-SUR-MARNE, Gymnase Jean-Jaurès (60-05-64-87) : Michel Petrucciani, 21 h sam. Avec R. McClure (basse) et E. Zigmund (batt.).

CLICHY, Théâtre Rutebeuf (47-39-28-58) : Michel Petrucciani Trio, 21 h jeu. Avec R. McClure et E. Zigmund.

MONTREUIL, Salle des Fêtes (43-85-66-00) : 3 Mustaphas 3. 20 h 30 sam. Oncle Patrel Mustapha (conteur), Hijaz Mustapha (viol., g.), Houzam Mustapha (batt., chant), Niaveti 3 Mustapha (flût., chant), Isfa'ani Mustapha (perc.), Sabah Habas Mustapha (bas.) et Kemo « Kem-Kem » Mustapha (accord., p.). Banlieues bleues.
Eddie Palmieri Orchestra, 22 h, sam. E. Palmieri (p.), A. Carrillo (tp.), C. Rivera (tp.), J. Velez (tp.), A. Machado (tp.), J. Rafael Soto (tb.), V. Candelario (tb.), H. Veneros (sax.), J. Ramirez (batt.), J. Journet (congas), C. Cotto (timb.) et P. Melendez (bas.). Banlieues bleues.
Wayne Shorter, 20 h 30, mar. (saxo), G. Allen (clav.), P Rushen (clav.), N. East (bas.) et T. Lyne Carrington (batt.). Banlieues bleues.

Rock

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Exile, jusqu'au 12 mars. 20 h., mer., jeu., ven., sam. (dernière). Rock (à suivre...) ; Pajaro Canzani y atlantico jusqu'au 13 mars. 23 h mer. jeu. ven. sam. dim. P. Canzani (g., chant), P. Bebey (clav.), T. Bebey (sax.), A. Ratford (basse) et C. Noacco (batt.). Rock latino.

ELYSÉE-MONTMARTRE (FNAC), Mory Kante, 20 h jeu. Rock (inauguration).

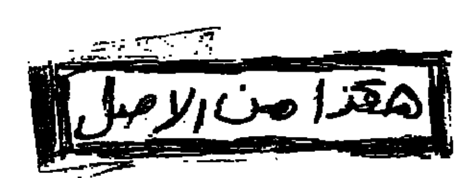
GIBUS (47-00-78-88). Ensemble vide. 23 h mer. jeu. The Pirates, 23 h, ven. sam. *M. Green, D. Gustafson (ex-Roxy Music,* Ray Charles) et G. Briffon (ex-Wings, Manfred Mann), avec (en 1[re] partie) Capt'n Storm. Xutos et Pontapes, mer. 16 mars : 23 h n° 1 du rock au Portugal.

LOCOMOTIVE (42-57-37-37). Mirandas, *1 h., mer. (France) ; Pendragon, 1 h jeu.* ven. (Grande-Bretagne) ; Itoiz, 1 mar. (Espagne).

PALACE (42-46-10-87). Soirée french kiss, 23 h mer., Défilé « Coup de cœur ».

PALAIS OMNISPORTS DE PARIS ***BERCY*** *(43-46-12-21), Def Leppard*, 20 h lun.

REX CLUB (42-36-83-98), soirée Beat box, 23 h 30, ven. ; The Bodeans, 20 h sam. ; Juke Box, 23 h 30, sam. ; Miners of Muzo, Bird House, 20 h, lun ; Sunso – Asylum Party – Négresses vertes, 20 h mar. ; The Church, 20 h mer. ; Cour des miracles, 23 h 30 jeu. ; Chariot, 20 h ven. ; Gay Tea Dance, 17 h dim.



THÉATRE

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de relâche et les dates de première sont indiqués entre parenthèses.)

PIERRE PECHIN. Grand Théâtre d'Edgar (43-20-90-09). (Dim. soir, lun.) 21 h ; dimanche 15 h (9).

PARIS-NORD. Théâtre ouvert. Jardin d'Hiver (42-62-59-49). Mercredi à 21 h : vendredi à 23 h 15 ; samedi à 18 h 30.

CATULLUS. Odéon. Théâtre de l'Europe (43-25-70-32). Spectacle en langue hongroise. Jeudi et vendredi à 20 h 30.

LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ. Comédie-Française (40-15-00-15). Salle Richelieu. Vendredi et lundi à 20 h 30 : samedi et dimanche à 14 h.

LA TRAVERSÉE DE L'EMPIRE. Théâtre national de la Colline (43-66-43-60). (Dim.) 20 h30 ; samedi 15 h (11).

VIII[e] FESTIVAL DES CONTEURS DE CHEVILLY-LARUE. (39-14-23-77). Jeudi, vendredi de 18 h à 22 h 15 : samedi de 14 h à 23 h ; dimanche de 15 h à 18 h (1).

LE CROCODILE. Théâtre de la Ville d'Alésia (46-64-89-09). (Mer.) 21h, dimanche 15 h 30 (12).

CALLAS. Athénée-Louis Jouvet (47-62-67-27). 20 h 30 (15).

NEED TO KNOW. Th. de la Bastille. (loc. au théâtre de la Ville (42-74-22-77). 21 h (15).

ZOO STORY. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80). 19 h (15).

EL SECONDO. Théâtre Tristan-Bernard (45-22-08-40). 20 h 30 (15).

SLASTIC. Théâtre de la Ville (42-74-22-77). 18 h 30 (15).

SOUS LES BOULINGRINS BLEUS. Sartrouville, Théâtre (39-14-23-77). 21 h (15).

FANDO ET LIS. Grand Hall Montorgueil (42-96-04-06). 20 h 30 (15).

LA HURLE. Théâtre Arlequin (45-89.43-22). 20 h 30 (15).

HORS PARIS

AMIENS. Rends-moi heureux un seul instant, d'après Giacomo Leopardi. Adaptation : Alain Rimoux ; mise en scène : A. Rimoux et J.-F. Lapalus. Maison de la culture. Place Léon-Gontier (22-91-83-36). Du 8 au 12 mars à 20 h 30 ; le 13 à 16 h.

REIMS. La vie est un conte, monsieur Andersen ! Et après ? Création dramatique Champagne-Ardenne. Compagnie Jean et Colette Roche. 76, rue du Docteur-Lemoine. (26-02-42-54). Les 10, 11, 14 à 9 h 30 et 14 h 30 : le 15 à 14 h 30 ; les 12 et 15 à 20 h 30 au Centre Saint-Exupéry. Parc Léo-Lagrange.

GRENOBLE. Votre Grand-Mère qui vous aime. Le Cargo, 4, rue Paul-Claudel (76-25-05-45). Du 10 au 23 mars.

LYON. Strip, strip, hourra ! Théâtre de la Platte. 32, rue René-LEYNAUD (78-39-25-89). Sauf les 13 et 14, à 20 h 30, du 8 au 16 mars.

RENNES. Vincent Van Gogh. Compagnie Pierre Debauche. Spectacle mis en scène et joué par R. Angebaud et P. Spadoni. Théâtre de la Parcheminerie, 23, rue de la Parcheminerie, (99-79-47-63). Du 8 mars au 2 avril, du mardi au samedi à 20 h 45 ; le dimanche à 17 h.

STRASBOURG. Amphitryon, de Molière. Mise en scène : Jacques Lassale. Théâtre national de Strasbourg, 1, rue A.-Malraux, (88-35-63-60). Du 14 mars au 2 avril.

▷ : Ne sont pas jouées le mercredi.
◊ : Horaires irréguliers.

Les salles à Paris

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Le Petit Dictateur : 20 h 30. Rel. dim., lun.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Les Cahiers tango : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ARCANE (43-38-19-70). ▷ Conte d'hiver : ven., sam., lun. 20 h 30, dim. 17 h.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). ▷ La Hurle : mar. 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). ▷ Les Racines de la haine l'enfance d'Hitler : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, mer.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Le Malade imaginaire : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ATALANTE (46-06-11-90). Le Hibou : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, jeu.

ATELIER (46-06-49-24). La Double Inconstance : 21 h, sam. 15 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louis Jouvet. Gertrud : 20 h 30. Rel. dim., lun. ▷ Callas : mar. 18 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). ▷ Match d'improvisation : lun. 21 h.

BERRY (EX-ZÈBRE) (43-57-51-55). Poèmes : 18 h 30. Rel. dim., lun. L'Indien cherche le Bronx : 20 h 30. Rel. dim., lun.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Bacchus : 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE (42-38-35-53). ▷ Les samedis qui chantent : sam. 16 h 30.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). ▷ Iphigénie : ven., sam., mar. 20 h 30, lun. (suivi du dîner) 19 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, mer., jeu.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). ▷ Volpone ou le renard : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun., mar.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. Orgie : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Indiade ou l'Inde de leurs rêves : 18 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun., mar.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. Le Candidat : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar. La Galerie. L'Autre : 20 h 30. Rel. dim., lun. La Resserre. Les Femmes dénaturées ou la rencontre imaginaire de Moll Flanders et Flora Tristan : 20 h 30. Rel. dim., lun.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). ▷ Reviens dormir à l'Elysée : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, mer.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît ! : 21 h, sam. 19 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Casanova ou la Dissipation : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◊ Esther : 14 h, mar. 20 h 30. ◊ Le Véritable saint Genest, comédien et martyr : 20 h 30 (Dim.). ▷ La guerre de Troie n'aura pas lieu : sam. (représentation ouverte) 20 h 30. La Poudre aux yeux, suivi de Monsieur de Pourceaugnac (au même programme) : jeu. (dernière) 20 h 30. Monsieur de Pourceaugnac (avec au même prog. la poudre aux yeux) : jeu. (dernière) 20 h 30. Le Songe d'une nuit d'été : ven. (salle réservée) 20 h 30, lun. 20 h 30, sam. (abt. class. série 3) 14 h, dim. (représentation ouverte) 14 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). ▷ La Veuve à la mode, le deuil : lun. 18 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). ▷ Monsieur Masure : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, mer.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Rel. dim. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h. Rel. dim.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Les Liaisons dangereuses : 20 h 30, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ELDORADO (42-49-60-27). ◊ Aventure à Tahiti : 15 h (Jeu., sam.), dim. 14 h et 17 h.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Sonate à Johannesburg : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19). Le Transsexuel : 22 h, dim. 18 h 30. Rel. dim. soir, lun. ▷ L'Impromptu : dim. 18 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. La Nuit du vérificateur : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Salle II. L'empereur panique : 21 h, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

FONTAINE (48-74-74-40). Hors Limite : 21 h, sam. 18 h. Rel. dim., lun.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Joe Egg : 20 h 45, sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). You're good man Charlie Brown : 20 h 30. Rel. dim., lun.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). ▷ Fando et Lis : mar. 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Lettre d'une inconnue : 18 h 45. Rel. dim., lun. Ne pas dépasser la dose prescrite : 20 h 30. Rel. dim., lun. Double je : 22 h 15. Rel. dim., lun.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Métamorphose : 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Rel. dim. La Leçon : 20 h 30. Rel. dim. Proust : j'avais toujours quatre ans pour elle : 21 h 30. Rel. dim.

LA BASTILLE (43-57-42-14). ◊ Le Discours aux animaux : 19 h 45 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 17 h. ◊ Palais mascotte : 21 h (Jeu., ven., sam.). ▷ Need to Know : mar. 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall) : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

LE BEAUBOURGEOIS (42-72-08-51). Claude Véga : 22 h 30. Rel. dim., lun.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Pierre Péchin : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

LIEU DE RENDEZ-VOUS POUR SE RENDRE A LA CACHE (43-46-66-33). Drapeau noir : 20 h. Rel. dim., lun.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Rel. dim. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Rel. dim. Théâtre rouge. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 20 h 15. Rel. dim. La Ronde : 21 h 30. Rel. dim.

MADELEINE (42-65-07-09). ◊ Les Pieds dans l'eau : 21 h (Jeu., ven., sam.), sam. 18 h et 21 h, dim. (dernière) 15 h 30.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). ▷ Xavier Bordes : mar. 20 h 30.

MAISON HEINRICH HEINE-FONDATION DE L'ALLEMAGNE (45-89-53-93). ▷ Kleist ou lettres après ma mort : dim., lun., mar. 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). ◊ En famille, on s'arrange toujours : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).

MARIE STUART (45-08-17-80). ◊ Rêves d'ombres ou de balais : 18 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière). L'Ile des chèvres : 20 h 30. Rel. dim., lun. ▷ Line ou le premier : jeu., ven., sam. (dernière) 22 h 15. Zoo Story : mar. 19 h.

MARIGNY (42-56-04-41). L'Homme de la Mancha : 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Menteuse : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir., lun.

MATHURINS (42-65-90-00). ▷ Rosel, suivi de Douce Nuit : ven., sam., lun. 20 h 30. Rel. dim., mar. (exceptionnellement).

MICHEL (42-65-35-02). ◊ La Chambre d'ami : 21 h 15 (Jeu., ven.), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.

MICHODIÈRE (42-66-26-94). Show André Lamy l'Ami public n°1 : 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MOGADOR (42-85-28-80). George Dandin : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 21 h, sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Fioretti, d'après la vie de saint François d'Assise : 02 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MOUFFETARD (43-31-11-99). Salomé : 20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). ◊ Les Sept Miracles de Jésus : 18 h, ven. 18 h. Une soirée pas comme les autres : 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Daisy, un film pour Fernando Pessoa : 18 h 30. Rel. lun.

ODÉON-THÉATRE DE L'EUROPE (43-25-70-32). ▷ Catullus Spectacle en langue hongroise : jeu., ven. 20 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas rappaport : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71). ▷ Boris Godounov : lun. 19 h 30.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-06-11). ▷ De la maison des morts : jeu., sam., lun. 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). ▷ La Madeleine Proust à Paris : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, mer. Show Chiche : les blancs jouent et gagnent : 20 h 30. Rel. mer., dim.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Hurluberlu ou le Réactionnaire amoureux : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. ▷ Femmes, si je vous le disais (Rencontres du Palais royal) : lun. 20 h 30, mar. 14 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Le Réveil : 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Tchekhov docteur Raguine : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. Salle II. Coup de crayon : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). La Taupe : 20 h 45, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

POTINIÈRE (42-61-44-16). Et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychiatre : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. ▷ Agatha : mar. 19 h.

RANELAGH (42-88-64-44). Opéra-Valise : 19 h 45. Rel. lun. ◊ Phèdre (en alternance) : 21 h (Jeu., ven.), dim. (dernière) 14 h 30. ▷ Le Misanthrope (en alternance) : sam., mar. (dernière) 21 h, dim. 17 h 30.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). La valse a mille ans : 18 h 30. Rel. lun. Mistero Boufo : 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur canapé : 20 h 30. Rel. dim., lun.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards explose au Splendid' : 20 h 30. Rel. dim., lun.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). Nuit d'amour : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). L'Annonce faite à Marie : 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Va donc mettre au lit tes ratures : 20 h 30. Rel. dim., lun. Flagrant Délire : 21 h. Rel. dim., lun.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Spectacle obligatoire : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (46-33-48-65). ◊ Le Scorpion : 20 h 30 (Jeu.).

THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). ▷ La Légende dorée : jeu., ven., sam. 21 h, dim. (dernière) 17 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). ◊ Pinpin peint Monroe : 22 h (Jeu., ven., mar.), sam., dim. 18 h 30. Salle I. ◊ L'Etranger : 20 h 30 (Sam., mar.), dim. 15 h. ▷ L'Ecume des jours : jeu., ven. 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h. Les Bonnes : jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. 15 h. Kes : ven. (sur réservation) 10 h et 15 h.

THÉATRE DE LA PLAINE (42-50-15-65). Le Festin de Pierre ou Dom Juan : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

THÉATRE DE LA VILLA-D'ALÉSIA (46-64-89-09). ▷ Le Crocodile : sam., lun., mar. 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, mer.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Il faut passer par les nuages : 20 h 45, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun. ▷ Slastic : mar. 18 h 30.

THÉATRE DE MÉNILMONTANT (46-36-98-60). ▷ La Passion : ven. 20 h 30, sam. 17 h, dim. 15 h.

THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39). Le Pont des soupirs : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE DES CHAMPS ELYSÉES (47-20-36-37). Monte Cristo : 20 h 30, sam. 15 h, 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 30.

THÉATRE DES CINQUANTE (43-55-33-99). Comment est le printemps là-bas ? : 20 h 30. Rel. dim.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Le Cid improvisé : 19 h. Rel. dim., lun. Chabrol joue intensément : 21 h. Rel. dim., lun.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). Toute différente est la langouste : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-33-00-00). ▷ Der Freischutz : sam., mar. 20 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. Le Tragique Destin d'un héros de verre : 14 h 30, jeu., ven., mar. 14 h 30, sam. 15 h, jeu., ven., mar. 10 h. Rel. dim., lun. Grand Théâtre. ◊ Le Misanthrope : 20 h 30 (Ven., mar.), dim. 15 h. Théâtre Gémier. ◊ La Princesse Maleine : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h. ▷ Anacaona : jeu., sam. 20 h 30. Giacomo Leopardi : lun. 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Petite salle. Une visite inopportune : 21 h, sam. 15 h 30. Rel. dim. ▷ La Traversée de l'Empire : ven., sam., lun., mar. 20 h 30, sam. 15 h. Rel. dim.

THÉATRE OUVERT- JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). L'Etalon or : 18 h 30, jeu., ven., sam., mar. 21 h. Rel. dim., lun. Paris-Nord : 21 h, sam. 18 h 30. Rel. jeu., dim., lun., mar.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. ◊ Le Vallon : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière). Petite salle. ◊ Une heure avec : Andromaque : 18 h 30 (Jeu., ven. dernière). ◊ Le Dialogue dans le marécage : 21 h (Jeu., ven., sam. dernière).

TINTAMARRE (48-87-33-82). ◊ Bruno Coppens : 20 h (Jeu., ven., sam. dernière). Il était temps que j'arrive : 21 h 15. Rel. dim., lun. ▷ La Timbale : sam. 15 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). ◊ En attendant : 19 h. Le Dieu des mouches : 20 h 30. Rel. dim., lun. Le Chant profond du Yiddishland : 22 h 30. Rel. dim., lun. ▷ Le Détour : ven., sam., dim., lun. 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). ▷ Bill Baxter : El Secundo : mar. 20 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). ▷ Zingaro : ven., sam., lun., mar. 20 h 15.

Région parisienne

ANTONY (THÉATRE FIRMIN GÉMIER) (46-66-02-74). La Comédie des erreurs : 21 h. Rel. dim., lun.

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). ◊ Paroles : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 16 h.

BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45). La Route des chars : 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉATRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). La Collection italienne, ou l'Enjeu : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CERGY (THÉATRE DES ARTS) (30-30-33-33). Vêtir ceux qui sont nus : 21 h, dim. 16 h.

CHAMPIGNY-SUR-MARNE (THÉATRE DES BOUCLES DE MARNE) (48-80-90-90). ▷ Andromaque : jeu., sam., lun., mar. 21 h, dim. 16 h.

CHATENAY-MALABRY (THÉATRE DU CAMPAGNOL) (46-61-33-33). Le Chat botté : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

CHATILLON (THÉATRE DE CHATILLON GRANDE SALLE) (46-57-22-11). ◊ Plaisirs d'amour : 21 h (Jeu., ven., sam. dernière).

CHEVILLY-LARUE CENTRE CULTUREL ANDRÉ MALRAUX (46-86-54-48). ▷ VIIIème Festival des conteurs de Chevilly-Larue : jeu., ven., jusqu'à 22 h 15 18 h, sam., jusqu'à 23 h 14 h, dim. et jusqu'à 18 h 15 h.

ERMONT (THÉATRE PIERRE FRESNAY) (34-15-09-48). ▷ La Comédie des erreurs : dim. 16 h.

FONTENAY LE FLEURY (THÉATRE DE FONTENAY) (34-60-20-65). ▷ Le Fauteuil à bascule : dim. 17 h.

FRESNES (M.J.C.) (42-37-63-42). ▷ Coup de foudre : sam. 21 h.

GENNEVILLIERS (THÉATRE DE GENNEVILLIERS) (47-93-26-30). Hécube : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

LA COURNEUVE (CENTRE JEAN HOUDREMONT) (48-38-92-60). ▷ Le Bouc : jeu., ven., sam., lun. 20 h 45, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, mer., mar.

LE CHESNAY (THÉATRE DE LA NOUVELLE FRANCE) (39-54-91-92). ▷ C'est Woody qui l'a dit : dim. 17 h.

LE PERREUX (CENTRE CULTUREL DES BORDS DE MARNE) (43-24-54-28). ◊ Etreintes : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h.

LE VÉSINET (CENTRE DES ARTS ET DES LOISIRS) (39-76-32-75). ▷ Clérambard : ven. 21 h.

LONGJUMEAU (THÉATRE ADOLPHE ADAM) (69-09-40-77). ▷ Andalousie : sam. 20 h 30 et 15 h, dim. 15 h.

MALAKOFF (THÉATRE 71) (46-55-43-45). L'Essuie-Mains des pieds : 20 h 30, dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

MANTES-LA-JOLIE (CENTRE CULTUREL GEORGES BRASSENS) (30-33-20-43). ▷ Maman, ou donne-moi ton linge, j'fais une machine : sam. 20 h 45.

MARLY-LE-ROI (MAISON JEAN VILAR) (39-58-74-87). ▷ La Cambiale de Matrimonio : ven. 21 h.

MASSY (C.C. PAUL BAILLIART) (69-20-57-04). ▷ Trop cher payé : ven. 21 h.

NANTERRE (THÉATRE DES AMANDIERS) (47-21-18-81). Grande salle. le Conte d'hiver : 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NEUILLY-PLAISANCE (SALLE DES FÊTES) (43-00-39-09). ▷ Interdit au public : sam. 20 h 45.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). Le Cabaret de l'œuf brisé : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar.

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉATRE DE NEUILLY) (47-45-75-80). ▷ Le Cid : ven., sam. 20 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.

ORLY (SALLE ARAGON-TRIOLET) (48-92-33-66). ▷ Solo Mio : mar. 20 h 30.

PALAISEAU (M.J.C.) (60-14-29-32). ▷ Les Iles Balladar : ven., sam. 20 h 30, dim. 15 h.

SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (ROND-POINT LIBERTÉ) (48-89-99-10). ◊ Créanciers : 21 h (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h.

SARTROUVILLE (THÉATRE DE SARTROUVILLE) (39-14-23-77). ▷ Sous les boulingrins bleus : mar. 21 h. La Flûte enchantée : jeu., sam. 21 h.

VÉLIZY (THÉATRE MUNICIPAL) (39-46-43-68). ▷ Exercice de style (Théâtre en fête) : sam. 21 h.

VERSAILLES (THÉATRE MONTANSIER) (39-50-71-18). ▷ Le Mari, la Femme et la Mort : mar. 21 h.

VILLEJUIF (THÉATRE ROMAIN ROLLAND) (47-26-15-02). ▷ L'Ecole des femmes : ven., sam., mar. 20 h 30, dim. 15 h.

VINCENNES (L.V.T.) (43-65-63-63). ◊ Album : 20 h 30 (Jeu., ven.). Rel. dim., lun., mar.

VINCENNES (THÉATRE DANIEL SORANO) (48-08-60-83). La Fontaine, séance tenante : 21 h, dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun., mar., sam.

VITRY SUR SEINE (THÉATRE JEAN VILAR) (46-82-84-90). ▷ Storie : ven., sam. 21 h, dim. 17 h.

Cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Devos existe, je l'ai rencontré : 20 h 30, sam. 19 h. Rel. lun. Fou comme Fourcade : 22 h 15. Rel. dim. Halte au cul ! : 23 h 30. Rel. mar. ▷ Banc d'essai des jeunes : dim. 23 h 30.

AU TRIBULUM (42-36-01-01). Les Nouveaux Burlesques : 20 h.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Aren = MC 2 : 20 h 15. Rel. dim. Guitry, quatre pièces en un acte : 21 h 30. Rel. dim. Crise de foi : 22 h 30. Rel. dim. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Rel. dim. Bernadette calme-toi : 21 h 30. Rel. dim. Un ouvrage de dames : 22 h 30. Rel. dim.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Tiens voilà deux boudins : 20 h 15. Rel. dim. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Rel. dim. C'est plus show à deux : 22 h 30. Rel. dim.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). ◊ Mademoiselle Else : 19 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 18 h. Les Filles du sale Grec : 21 h. Rel. dim., lun.

EDGAR III (43-20-85-11). Le Cabaret des chasseurs en exil : 20 h 15. Rel. dim. Le Chromosome chatouilleux : 21 h 30. Rel. dim.

LE BOURVIL (43-73-47-84). A la rencontre de Marcel Proust : 20 h. Rel. dim., lun.

LE GRENIER (43-80-68-01). ◊ En cas de bonheur : 22 h (Jeu., ven., sam.).

MON PETIT CAFÉ-THÉATRE (45-22-78-70). A fond la caisse : l'Impossible Mission, Folie douce : 20 h 15. Quarante ans de show-bizz : 21 h 30. ▷ Ding Dong : sam. 16 h 30.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). La Genèse de Putinkon : 20 h. Nos désirs font désordre : 21 h 30. Accusé de déception : 22 h 45.

Music Hall

BATACLAN (47-00-55-22). Jean Guidoni. Jusqu'au 19 mars. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar.

CAFÉ DE LA DANSE (48-05-57-22). Indiscrétion. Jusqu'au 13 mars. 20 h mer. jeu. ven. sam. dim. (dernière). Cabane Bairetta et Fonsrede trio de jazz (contrebasse, accordéon et voix) ; Anne Pekoslawska, jusqu'au 13 mars, 22 h, mar. jeu. ven. sam. dim. (dernière). Chansons (rendez-vous) : Les Percussions de Strasbourg, jusqu'au 15 mars, 20 h 30 lun. mar. (dernière).

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française. 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chansons à la carte tous les soirs.

LA CIGALE (43-38-18-66), Anna Prucnal, jusqu'au 17 mars, 20 h 30, jeu., ven., sam., dim., mar. Chansons.

DEJAZET-TLP (42-74-20-50). Les Octaves, jusqu'au 2 avril, 20 h 30, mar. (première). Chantent Brel.

LUCERNAIRE (45-44-57-34). Philippe Revel. Jusqu'au 23 avr. 18 h 30 mer., jeu., ven., sam., lun., mar. « Piaf toujours ».

OLYMPIA (42-61-82-25). Catherine Lara, jusqu'au 27 mars, 20 h 30 jeu., ven., sam., mar., 17 h dim. ; Shimi Tavori, 20 h 30 lun.

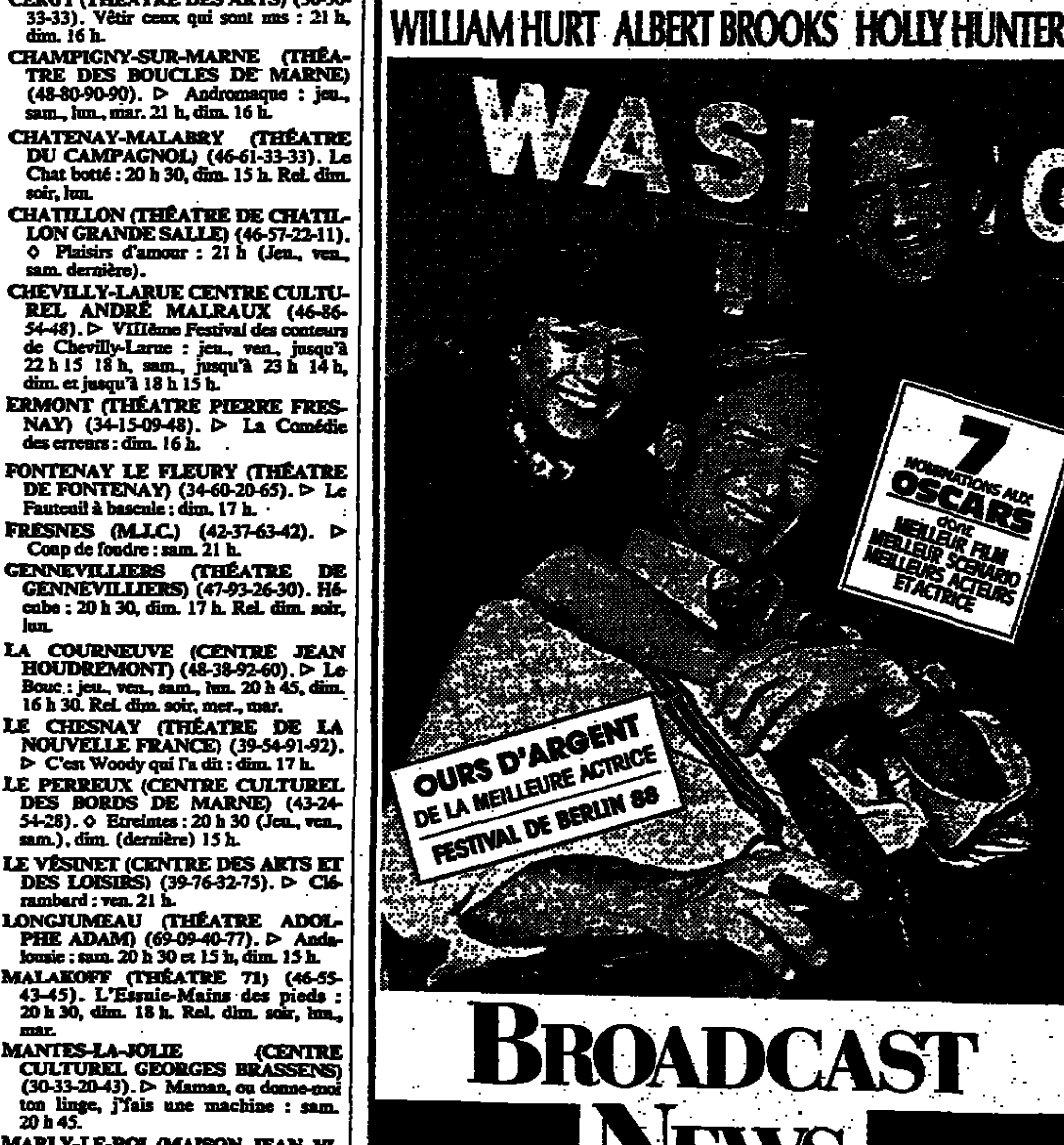
PRIVILÈGE (42-46-10-87) Clémentine Célarié, jusqu'au 5 avr., 24 h, mer., jeu., lun., mar. Chansons

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), Marie-Claire Seguin jusqu'au 12 mars, 18 h 30, sam. (dernière) (Québec), chansons.

TOURTOUR (48-87-82-48) De chics types, jusqu'au 28 mars. 18 h., dim. ; 20 h 30, lun. Cinq garçons : un saxophoniste, un ingénieur du son cinéma, un auteur-compositeur, un comédien-acteur et un compositeur classique.

TROTTOIRS DE BUENOS AIRES (42-33-58-37). Jean-Claude Vannier. Jusqu'au 26 mars. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar. piano solo, chansons françaises.

ZÉNITH (42-08-60-00). Serge Gainsbourg, jusqu'au 26 mars, 20 h 30 mar. (première).





CINEMA

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

MERCREDI

La Flambée des rêves (1924), de Jacques de Baroncelli, 21 h.

JEUDI

La Traviata (1947, v.o.), de Carmine Gallone, 16 h ; Conjugalité (1986, v.o.s.t.f.), de Kichitaro Negishi, 19 h ; Bulldog Jack (1935, v.o.), de Walter Forde, 21 h.

VENDREDI

Mam'zelle Nitouche (1931), de Marc Allégret, 16 h ; Yumichiyo (1985, v.o.s.t.f.), de Kiriro Urayama, 19 h ; The Clairvoyant (1935, v.o.), de Maurice Elvey, 21 h.

SAMEDI

Sombre Crépuscule (1985, v.o.s.t.f.), de Shun-ya Ito, 15 h ; Histoire de Jiro (1987, v.o.s.t.f.), de Toichisa Morikawa, 17 h 15 ; Toujours vingt ans (1935, v.o.), de Victor Saville, 19 h 30 ; Forever England (1935, v.o.), de Walter Forde et Anthony Asquith, 21 h 15.

DIMANCHE

Le Tunnel (1933), de Kurt Bernhardt, 15 h ; la Rivière aux lucioles (1987, v.o.s.t.f.), d'Eizo Sugawa, 17 h ; The Tunnel (1935, v.o.), de Maurice Elvey, 19 h 15 ; Tudor Rose (1936, v.o.), de Robert Stevenson, 21 h 15.

LUNDI

Relâche.

MARDI

Sérénade (1939), de Jean Boyer, 16 h ; la Geste héroïque (1986, v.o.s.t.f.), de Jun-ya Sato, 19 h ; Cerveaux de rechange (1936, v.o.), de Robert Stevenson, 21 h 45.

CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-35-57)

MERCREDI

Série des Boireau (1907-1912), de la production Pathé, 15 h ; Pat et Kram, les sophistoqués (1966-1967), de Jonas Cornell, 17 h ; Hé ! Hop ! (1934, v.o.), de Martin Fric, 19 h.

JEUDI

Série des Rigadin , v.f.), de Georges Monca, 15 h ; Un et un (1937, v.o.s.t.f.), d'Erland Josephson, Sven Nykvist et Ingrid Thulin, 17 h ; Janosik le rebelle (1936, v.o.s.t.f.), de Martin Fric, 19 h.

VENDREDI

Série des Leonce (1913-1914), de Léonce Perret, 15 h ; Joe Hill (1971, v.o.s.t.f.), de Bo Widerberg, 17 h ; la Peste blanche (1937, v.o.s.t.f.), de Hugo Haas, 19 h 15.

SAMEDI

Rencontres d'Epinay-sur-Seine, 15 h ; Rencontres d'Epinay-sur-Seine, 17 h ; le Bataillon (1937, v.o.), de Miroslav Cikan, 19 h ; la Sirène (1947, v.o.s.t.f.), de Karel Stekly, 21 h.

DIMANCHE

Rencontres d'Epinay-sur-Seine, 15 h ; Rencontres d'Epinay-sur-Seine, 17 h ; Tanière de loup (1948, v.o.s.t.f.), de Palo Bielik, 19 h ; la Barricade muette (1949), de Otakar Vavra, 21 h.

LUNDI

Le Rideau cramoisi (1952), d'Alexandre Astruc, le Puits et le Pendule (1964), d'Alexandre Astruc, 15 h ; la Conscience vengeresse (1914), de D.W. Griffith, 17 h ; la Conscience (1949, v.o.), de Jiri Krejcik, 19 h.

MARDI

Relâche.

SALLE GARANCE,
CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-37-29)

MERCREDI

Cinéma du Réel : Etre femme au Burkina, de Maurice Kabore, Alter Ego (v.o.s.t.f.), de Hilli Molenaar et Joop van Wijk, 14 h 30 ; Foster Child (v.o.), de Gil Cardinal, So many miracles (v.o.), de Katherine Smalley et Vic Sarin, 17 h 30 ; Beirut the last home movie (1987, v.o.s.t.f.), de Jennifer Fox, 20 h 30 ; Petite Salle : Son Sesler (v.o.s.t.f.), de Ismet Arasan, Der Schmerz lasst die Huhner Gackern (v.o.), de Peter Heller et Joachim Gernor, 13 h ; Nacer de Nuevo (v.o.), de Marta Rodriguez de Silva, Terra para rose (v.o.s.t.f.), de Teté Moraes, 15 h ; Chronique pygmée, Berceuse aka, Classified People (1987), de Yolande Zauberman, 17 h ; Hommage à Henri Storck, 19 h ; Czy Slyszysz jak placze ziemia ? (v.o.), de Tamara Soloniewicz, Hotet (v.o.s.t.f.), de Stefan Jarl, 21 h ; Salle Jean Renoir : An Abbad per Bourdelles an emsaver, AIDS : A priest's testament, 14 h ; Skyrianos Gamos, Thessalonique : 6,5 richter, Nikolas, 16 h ; The Journey, de Peter Watkins, 18 h ; le Jaune et le Noir, Buon giorno dalla francia, 20 h 30.

JEUDI

Cinéma du Réel : Abattoirs, de Thierry Knauff, Az Ibafai Kovboj (v.o.s.t.f.), de Pal Schiffer, 14 h 30 ; Halkanza (v.o.s.t.f.), de Yanna Triandafylli, Uhepuulootsik (v.o.s.t.f.), de Mark Soosaar, Yukon Journal (v.o.), de David Parry, 17 h 30 ; Urzad (v.o.s.t.f.), de Maria Zmarz Koczanawicz, Allo police, de Manu Bonmariage, 20 h 30 ; Petite Salle : Tras-os-Montes, 13 h ; Leptomeria stin Kipro, Yefira tou ionion, 15 h ; I rouge, u vert, o bleu, le Regard ébloui (v.o.), 17 h ; En nombre de dios, 19 h ; Yukiyukite Shingun (v.o.), de Kazuo Hara, 21 h ; Salle Jean Renoir : Ceiber, the Greatest improvisers of the world, les Forges et la Mémoire, Flights of fancy : the world of the pigeon men, 14 h ; Turning Pro, The Journey, de Peter Watkins, 16 h ; Une femme, le Voyage d'hiver, 20 h 30.

VENDREDI

Cinéma du Réel : Lesij, Ispoved (v.o.s.t.f.), Celoveks, Vai Vegli but Jannam ? (v.o.s.t.f.), de Juris Podnieks, 14 h 30 ; Nacer de Nuevo (v.o.), de Marta Rodriguez de Silva, Terra para rose (v.o.s.t.f.), de Teté Moraes, 17 h 30 ; For Gaesterne Kommer (v.o.s.t.f.), de Jon Bang Carlsen, Marias da Castanha (v.o.s.t.f.), de Simone Raskin et Edna Castro, Steelchest (v.o.), de David Hammond, 20 h 30 ; Petite Salle : The ship that never returned, The Tree of liberty, 13 h ; Sadam adus (v.o.s.t.f.), de Mark Soosaar, Muet comme une carpe, de Boris Lehman, Elka, d'Uri Korenhendler, 15 h ; Outer Bank, la Prochaine Escale, 17 h ; Hommage à Henri Storck, 19 h ; Pan Szperlik (v.o.s.t.f.), de Pawel Woldan, Devant le mur, de Daisy Lamothe, Solitudes, de Gérard Patris, 21 h ; Salle Jean Renoir : Rocker tu penses, Avoir seize ans au pays de l'apartheid, 14 h 30 ; les Figuiers de Barbarie ont-ils une âme ?, le Blues du yiddish, 16 h ; The Journey, de Peter Watkins, 18 h ; Taberka 42-87, 20 h 30.

SAMEDI

Cinéma du Réel : Hommage à Henri Storck, 14 h 30 ; Czy Slyszysz jak placze ziemia ? (v.o.), de Tamara Soloniewicz, Hotet (v.o.s.t.f.), de Stefan Jarl, 17 h 30 ; Palmarès, 20 h ; Film surprise, 20 h 30. Petite Salle : Halkanza (v.o.s.t.f.), de Yanna Triandafylli, Uhepuulootsik (v.o.s.t.f.), de Mark Soosaar, Yukon Journal (v.o.), de David Parry, 13 h ; Martyries, 15 h ; Ms Rhymney Valley, 17 h ; Baka (v.o.), de Phil Agland, 21 h ; Salle Jean Renoir : Chroniques sud-africaines, 13 h ; Petrochimika I Kathedrikes tis erimou, Entos ton Teikhon, Santorin, 15 h ; Rencontre avec P. Watkins, 17 h 30.

DIMANCHE

Cinéma du Réel : Films primés, 14 h 30 ; Dorfliebe, 17 h 30 ; Missile, 20 h 30 ; Petite Salle : Films primés, 15 h ; Films primés, 17 h ; Films primés, 19 h.

LUNDI

Relâche.

MARDI

Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)

MERCREDI

Anticipation : Courts métrages : Actua Tilt (1961) de J Herman, Atmosphère (1985) de Yann Piquer et Philippe Dorison, la Tendresse du maudit (1980) de J.M. Costa, Partie gratuite (1984) de Y. Dombale, 2084 (1984) de Chris Marker, 12 h 30 ; Jeune public : Plus vite que le Soleil (1976) de Robert Enrico, les Miettes (1965) de Philippe Condroyer, le Miracle des ailes (1960) de G. Beuville, R. Laurent, J. Mitry, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 17 h ; *Politique fiction : 2084 (1984) de Chris* Marker, le Couple témoin (1975) de William Klein, Bande annonce : Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, Bande annonce : l'Affaire des division Morituri (1984) de F-J Ossang, 18 h ; Anticipation d'hier : Paris qui dort (1923) de René Clair, l'Inhumaine (1924) de Marcel L'Herbier, 20 h ; Big Brother : Actua Tilt (1961) de J Herman, Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, Bande annonce : Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessua, 21 h.

JEUDI

Anticipation : Après la bombe : la Tendresse du maudit (1980) de J-M. Costa, Partie gratuite (1984) de Y. Dombale, Zoo *Zéro (1978) de A Fleischer, 14 h 30 : Big* Brother : Actua Tilt (1961) de J Herman, Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, Bande annonce : Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessua, 17 h ; l'Homme du futur : Atmosphère (1985) de Yann Piquer et Philippe Dorison, Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessua, Bande annonce : le Couple témoin (1975) de William Klein, 18 h ; No future : l'Affaire des divisions Morituri (1984) de F.J. Ossang, A l'ombre de la canaille bleue (1985) de *Pierre Clémenti*, 20 h : Cinéma muet : Actualités Gaumont, Fait divers (1923) de Claude Autant-Lara, Architectures d'aujourd'hui (1929) de *Pierre Chenal, Entr'acte (1924) de René* Clair, Paris qui dort (1923) de René Clair, 21 h.

VENDREDI

Anticipation : Politique fiction : 2084 (1984) de Chris Marker, le Couple témoin (1975) de William Klein, Bande annonce : Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, Bande annonce : l'Affaire des division Morituri (1984) de F.J. Ossang, 14 h 30 : l'Homme du futur : Atmosphère (1985) de Yann Piquer et Philippe Dorison, Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessua, Bande annonce : le Couple témoin (1975) de William Klein, *17 h* : Big Brother : Actua Tilt (1961) de J Herman, Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, Bande annonce : Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessua, 18 h ; Politique fiction : 2084 (1984) de Chris Marker, le Couple témoin (1975) de William Klein, Bande annonce : Alphaville (1965) de *Jean-Luc Godard, Bande* annonce : l'Affaire des division Morituri (1984) de F-J Ossang, 20 h ; Après la bombe : la Tendresse du maudit (1980) de J.M. Costa, Partie gratuite (1984) de Y. Dombale, Zoo Zéro (1978) de A Fleischer, 21 h.

SAMEDI

Anticipation : Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 13 h 30 ; l'Homme du futur : Atmosphère (1985) de Yann Piquer et Philippe Dorison, Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessua, Bande annonce : le Couple témoin (1975) de William Klein, *14 h 30 ; Après la bombe* : la Tendresse du maudit (1980) de J.M. Costa, Partie gratuite (1984) de Y. Dombale, Zoo Zéro (1978) de A Fleischer, 17 h ; Politique fiction : 2084 (1984) de Chris Marker, le Couple témoin (1975) de William Klein, Bande annonce : Alphaville (1965) de *Jean-Luc Godard, Bande annonce :* l'Affaire des division Morituri (1984) de F.J. Ossang, 18 h ; Big Brother : Actua Tilt (1961) de J Herman, Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, Bande annonce : Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessua, 20 h ; l'Homme du futur : Atmosphère (1985) de *Yann Piquer et Philippe Dorison, Paradis* pour tous (1982) d'Alain Jessua, Bande annonce : le Couple témoin (1975) de William Klein, 21 h.

DIMANCHE

Anticipation : Après la bombe : la Tendresse du maudit (1980) de J.M. Costa, Partie gratuite (1984) de Y. Dombale, Zoo Zéro (1978) de A Fleischer, 14 h 30 ; Politique fiction : 2084 (1984) de Chris Marker, *le Couple témoin* (1975) de William Klein, Bande annonce : Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, Bande annonce : l'Affaire des division Morituri (1984) de F.J. Ossang, 17 h ; Big Brother : Actua Tilt (1961) de J Herman, Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, Bande annonce : Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessua, 18 h ; l'Homme du futur : Atmosphère (1985) de Yann Piquer et Philippe Dorison, Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessua, Bande annonce : le Couple témoin (1975) de William Klein, 20 h ; Politique fiction : 2084 (1984) de Chris Marker, le Couple témoin (1975) de William Klein, Bande annonce : Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, Bande annonce : l'Affaire des division Morituri (1984) de F.J. Ossang, 21 h.

LUNDI

Relâche.

MARDI

Café, cafés : Whisky sec : Vous avez dit Pigalle ? (1979) de J. Martinengo, Bob le Flambeur (1955) de Jean-Pierre Melville, 14 h 30 ; Panache : les Emules de Django Reinhardt (1980), Bistrots de Paris (1977) de P. Molinard, Tim (1984) de A.S. Labarthe, Vivre sa vie (1962) de Jean-Luc Godard, 17 h ; Expresso : Un samedi à la Goutte d'or (1977) de Y. Laumet, les Mauvaises Fréquentations (1966) de Jean Eustache, *18 h* ; P'tit Blanc : Bande annonce : Une aussi longue absence, Une aussi longue absence (1960) de Henri Copi, 20 h ; Dernier Verre : Habibi (1983) de F. Prenant, Royal Opéra (1980) de L. Soukaz, Une sale histoire (1977) de Jean Eustache, 21 h.

LES NOUVEAUX FILMS

LA BOHÈME. Film français de Luigi Comencini, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50).

BROADCAST NEWS. Film américain de James L. Brooks, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; *UGC Biarritz, 8e* (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

LA COMÉDIE DU TRAVAIL. Film français de Luc Moullet : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

JOURNAL D'UN VIEUX FOU. *Film hollandais de Lili Rademakers*, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

KUNG FU MASTER. Film français d'Agnès Varda : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

LA MORT DES BEAUX CHEVREUILS. Film tchèque de Karel Kachyna, v.o. : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).

PREUVE D'AMOUR. Film français de Miguel Courtois : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PRINCESS BRIDE. Film américain de Rob Reiner, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SEPTEMBER. Film américain de Woody Allen, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; *Escurial, 13e* (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

URGENCES. Film français de Raymond Depardon : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LA VÉNITIENNE (*). Film italien de Mauro Bolognini, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

Les exclusivités

A NOTRE REGRETTABLE ÉPOUX (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : *Saint-André-des-Arts I, 6e* (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L'ARBRE DU DÉSIR (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

AUX QUATRE COIN-COIN DU CANARD (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.f.) : Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

BABY BOOM (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

BARFLY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BENJI LA MALICE (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BERNADETTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

BRADDOCK (*) (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CINEMAGICA (All., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

CINGLÉE (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; *Gaumont Parnasse, 14e* (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA COLOMBE SAUVAGE (Sov., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

EL SUR (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

EN TOUTE INNOCENCE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES ENFANTS DE SALEM (*) (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93).

ENGRENAGES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; *George V, 8e* (45-62-41-46) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

HAMBURGER HILL (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

HOME OF THE BRAVE (A., v.o.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

IN THIS OUR LIFE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LES INNOCENTS (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, *6e (42-22-72-80)* ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06).

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

JANE B. PAR AGNÈS V. (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LIAISON FATALE (*) (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

LA MAISON ASSASSINÉE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; *Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont* Convention, 15e (48-28-42-27) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LA MAISON DE JEANNE (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MAURICE (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA MORT D'YVAN ILLITCH (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

LE PACTE (*) (Brit., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LA PASSERELLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e *(42-25-10-30) ; UGC Montparnasse*, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PILOTE D'ESSAI (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

LES POSSÉDÉS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; *Saint-Germain Studio, 5e* (46-33-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RIO ZONE (Brés., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

ROBOCOP (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES SAISONS DU PLAISIR (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; *UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George* V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

SAXO (Fr.) : *UGC Normandie, 8e* (45-63-16-16).

SENS UNIQUE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

SOIGNE TA DROITE (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

SUR LA ROUTE DE NAIROBI (Brit., v.o.) : *Gaumont Les Halles, 1er* (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

SUSPECT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LE TESTAMENT D'UN POÈTE JUIF ASSASSINÉ (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; *UGC Biarritz, 8e* (45-62-20-40) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

THE LAST OF THE BLUE DEVILS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

TROIS HOMMES ET UN BÉBÉ (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; *Pathé Français*, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; *Paramount Opéra, 9e* (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

WALL STREET (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet *Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet* Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, *15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e* (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Les festivals

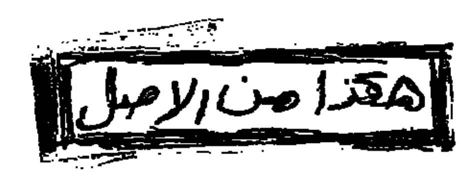
ALFRED HITCHCOCK (v.o.), Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40). La Main *au collet, mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h*, 22 h ; la Corde, jeu. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 ; l'Homme qui en savait trop, ven. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; l'Ombre d'un doute, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Sueurs froides, dim. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Fenêtre sur cour, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; la Loi du silence, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CHARLES CHAPLIN, Studio 43, 9e (47-70-63-40). Les Temps modernes, sam., dim. 14 h ; les Lumières de la ville, mer. 16 h ; le Cirque, mer. 14 h ; le Kid, mer. 14 h ; la Ruée vers l'or, sam. 14 h ; le Pèlerin, dim. 14 h.

MARILYN MONROE (v.o.). Le Champo, 5e (43-54-51-60). Chérie je me sens rajeunir, mer. à 14 h, 16 h, 20 h ; les Hommes préfèrent les blondes, ven. à 14 h, 16 h, 20 h ; Misfits, tlj à 22 h ; la Rivière sans retour, sam., mar. à 14 h, 16 h, 20 h ; Sept Ans de réflexion, lun. à 14 h, 16 h, 20 h ; le Milliardaire, dim. à 14 h, 16 h, 20 h ; Comment épouser un millionnaire, jeu. à 14 h, 16 h, 20 h.

SOIRÉE JEAN-MARIE STRAUB (v.o.). Studio 43, 9e (47-70-63-40). Amerika, rapports de classe, La Mort d'Empédocle, jeu. à 19 h en présence du réalisateur.

TEX AVERY (v.o.), Rialto Bananas, 19e (40-36-87-61). Tex Avery et Compagnie, sam. 15 h 05, dim. 16 h 45 ; Tex Avery Follies, sam. 16 h 55, dim. 14 h 55.



هكذا من الأصل

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 9 mars à 0 h TU et le jeudi 10 mars à 24 h TU.

La perturbation qui traversera la France du nord au sud dans la journée de jeudi n'aura qu'une activité très réduite, étant donnée l'élévation du champ de pression sur le pays. En effet, l'anticyclone atlantique, tout en se renforçant, continue d'étendre son influence sur l'Europe occidentale.

Jeudi : temps gris et humide en perspective.

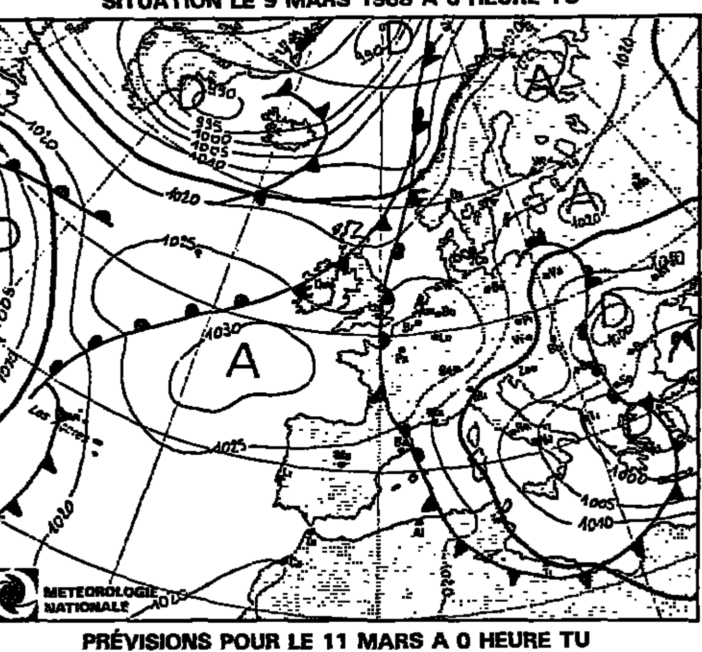
Grisaille et humidité envahiront l'ensemble du pays dans la journée.

Le matin, le ciel sera déjà très nuageux à couvert sur la moitié nord de la France. Les nuages pourront même s'accompagner de petites chutes de pluie ou de bruine de temps en temps. Il tombera quelques flocons de neige dans le Nord-Est. De l'Aquitaine à l'Auvergne et à *Rhône-Alpes*, des nuages commenceront à envahir le ciel. Du Midi-Pyrénées aux Alpes du Sud et aux régions méditerranéennes, la matinée s'annonce bien ensoleillée.

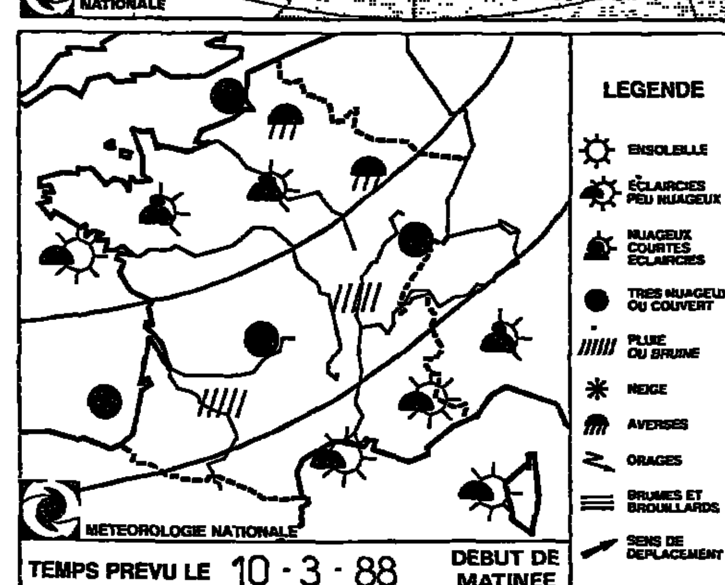
Dans l'après-midi, généralisation du temps très nuageux et passagèrement pluvieux. Même la Côte d'Azur et la *Corse seront affectées. Légère améliora*tion du sud de la Bretagne au Poitou-Charentes avec l'apparition de quelques éclaircies en cours d'après-midi. Les températures minimales seront en hausse sur les régions de la moitié nord avec 6 à 10 degrés du Nord au Centre et au Nord-Ouest, 0 à −4 degrés dans le Nord-Est. Sur la moitié sud du pays, elles seront négatives en Provence et sur le Massif Central, positives dans le Sud-Ouest et près des côtes, où elles avoisineront 3 à 6 degrés. Les températures maximales varieront généralement entre 6 et 10 degrés. Elles atteindront parfois 13 degrés sur la Côte d'Azur et la Corse.

Le vent sera faible à modéré de secteur *nord-ouest. Il soufflera* assez fort sur le Nord-Picardie. Un vent d'est assez soutenu s'établira dans le Sud-Est.

SITUATION LE 9 MARS 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 8-3-1988 à 6 heures TU et le 9-3-1988 à 6 heures TU — le 9-3-1988

FRANCE			
AJACCIO	15	3	D
BIARRITZ	12	5	C
BORDEAUX	12	6	B
BOURGES	8	−2	B
BREST	11	7	C
CAEN	8	6	C
CHERBOURG	8	6	C
CLERMONT-FERR.	7	−4	D
DIJON	6	−4	D
GRENOBLE St-M-H	9	−1	D
LILLE	7	1	P
LIMOGES	7	0	N
LYON	6	−1	D
MARSEILLE-MAR.	10	3	D
NANCY	4	−7	D
NANTES	12	6	C
NICE	15	4	D
PARIS-MONTS.	8	2	C
PAU	10	2	C
PERPIGNAN	11	6	D
RENNES	11	3	B
ST-ÉTIENNE	5	−5	D
STRASBOURG	4	−5	B
TOURS	9	3	C
TOULOUSE	10	4	C
POINTE-A-PITRE	29	20	N
ÉTRANGER			
ALGER	17	3	D
AMSTERDAM	7	2	C
ATHÈNES	14	8	N
BANGKOK	34	24	N
BARCELONE	16	5	N
BELGRADE	3	0	*
BERLIN	1	−1	*
BRUXELLES	7	0	C
LE CAIRE	13	12	D
COPENHAGUE	2	−5	N
DAKAR	24	15	N
DELHI	22	15	C
DJERBA	17	12	N
GENÈVE	6	−3	D
HONGKONG	13	12	D
ISTANBUL	12	6	P
JÉRUSALEM	12	7	N
LISBONNE	21	9	D
LONDRES	9	5	P
LOS ANGELES	19	11	B
LUXEMBOURG	3	−5	D
MADRID	16	−1	D
MARRAKECH	22	8	D
MEXICO	23	9	B
MILAN	11	1	D
MONTRÉAL	−3	−7	C
MOSCOU	0	−4	C
NAIROBI	29	17	P
NEW-YORK	14	1	D
OSLO	3	−11	C
PALMA-DE-MAL.	16	7	C
PÉKIN	11	4	D
RIO-DE-JANEIRO	31	24	D
ROME	14	4	D
SINGAPOUR	28	23	C
STOCKHOLM	−2	−7	*
SYDNEY	25	17	D
TOKYO	10	2	N
TUNIS	15	9	P
VARSOVIE	3	−1	*
VENISE	11	0	D
VIENNE	–	–	–

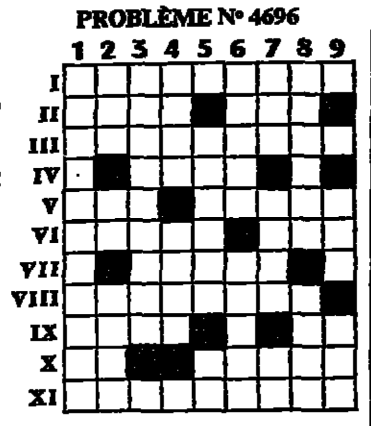
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4696



HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui entretient bien ses dents. – II. N'est pas le jour de naissance de celui qu'on ne trompe pas. Portait les armes. – III. Maladie qu'on peut attraper avec une barbue. – IV. Fait bien réfléchir. – V. Son retour est parfois redouté. Un lieu d'arrêt. – VI. Diviser l'ouvrage. Un vaste espace dans le désert. – VII. L'arme au pied. – VIII. Où il y a de la mauvaise humeur. – IX. Peut se nourrir de crêpes. En émail. – X. D'un auxiliaire. *Peut s'installer sur les toits.* – XI. Grands, pouvaient avoir beaucoup de pages.

VERTICALEMENT

1. Risquent de se réveiller quand il fait froid. – 2. Confiné dans une maison close. Invitation à faire le grand saut. Qui n'a pas besoin de compter. – 3. Avec beaucoup de distinction. – 4. N'eut donc pas un ton propice aux confidences. Un port sur le lac du même nom. – 5. Une belle chandelle. Commode *imprécision. – 6. Un rien du tout.* Sac à vin. – 7. Donc pas au diable. Beaux à l'école. Participe. – 8. Une petite passe. Un grand Arabe. – 9. Le sujet pour Kant. S'accumulent avec le temps.

Solution du problème n° 4695

Horizontalement

I. Portier. – II. Aleurodes. – III. Rit. Esaü. – IV. Uval. Mû. – V. Remuantes. – VI. Isée. Eon. – VII. Née. – VIII. Raretés. – IX. Assidues. – X. Or. Terre. – XI. Amenées.

Verticalement

1. Parurier. Os. – 2. Olives. Aar. 3. Rétameurs. – 4. Tu. Lue. Es. – 5. Ire. Otite. – 6. Eosine. Eden. – 7. RDA. Tonsure. – 8. Eumène. Ere. – 9. As. Us. Esses.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 9 mars 1988 :

DES ARRÊTÉS

● Du 1er mars 1988 portant création de la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières et réorganisation du service des autorisations financières et commerciales.

● Du 17 décembre 1987, portant admission à l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de constructions aéronautiques.

● Du 1er février 1988 fixant la liste des élèves de l'Ecole nationale supérieure des arts et industries de Strasbourg ayant obtenu le diplôme d'ingénieur en 1986.

UNE CIRCULAIRE

● Du 17 février 1988 prise en application de l'article 43 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, concernant le régime déclaratif applicable à certains services de communication audiovisuelle.

EN BREF

● **La Fête de la pêche.** – Le week-end du 28 et 29 mai a été choisi pour la seconde édition de la fête nationale de la pêche. Cette manifestation organisée par l'association Loisirs et détente, en collaboration avec l'Union nationale des fédérations de pêche, a pour but de faire découvrir la pêche au plus grand nombre. Durant ces deux jours, des fêtes populaires seront organisées dans toute la France. L'accès et l'initiation à la pêche seront facilités, pour tous, sur les lieux de ces fêtes : pêche gratuite sans carte ni timbre, initiation par des pêcheurs chevronnés, prêt de matériel, etc. On estime à plus de quatre millions le nombre de pêcheurs à la ligne en France.

● **Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés.** – La CNAVTS, 110, rue de Flandre, Paris (19e), communique ses nouveaux numéros d'appel : (1) 40-05-51-10 (standard et dossiers en cours) ; 40-37-37-37 (informations générales) ; 40-05-52-20 (paiements).

Le Carnet du Monde

Décès

– Mme Jacques Baudouin,
M. Olivier Baudouin,
son fils,
et Sylvie Trauchessec,
Mme Sylvia Blum,
sa fille,
et M. Didier Blum,
Xavier et Maxime,
ses petits-enfants,
Mme Pierrette Baudouin,
sa belle-sœur,
Jacqueline, Michel,
ses neveux,
Les familles Monier, Boillot, Matague, Lassire,
Sa famille, ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques BAUDOUIN,
conseiller d'Etat,
président de la 9e sous-section
de la section du contentieux
du Conseil d'Etat,
ancien administrateur
de la France d'outre-mer,
ancien directeur
général des hôpitaux de France,
ancien directeur général de l'ANPE,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 7 mars 1988, dans sa soixante-quatrième année.

– Paris. Eccica-Suarella.

Marie-José BUJOLI,
sa mère,
Eric, Didier, Laurence, Thibault, Karine,
Clothilde Baradat-Bujoli,
ses frères et sœurs,
ont la douleur de faire part de la disparition de leur merveilleuse

Anne,

à l'âge de vingt-cinq ans.

« On ne voit bien qu'avec le cœur, l'essentiel est invisible pour les yeux. »

Le 4 mars 1988.

Eccica-Suarella,
20117 Cauro (Corse).

– Saint-Christol. Montpellier. Paris. Lyon. Gallargues.

Mlle Marguerite Gros,
M. Jean-Marc Gairard,
M. et Mme Michel Gairard,
M. et Mme Jacques Gairard
et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Gairard
et leurs enfants,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mme Raymond GAIRARD,

leur sœur, mère et grand-mère,

survenu à Montpellier, le 4 mars 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le dimanche 6 mars, à Saint-Christol (Hérault).

– Nancy. Xonrupt (Vosges).

Mme Colette Girard,
née Marczak,
Ses enfants
Erik et Judith,
Et toute la parenté,
ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

Christian GIRARD,
maître d'œuvre,

à l'âge de quarante-neuf ans.

et celui de sa fille

Agnès,
championne de France juniors
1987-1988 de K.L. à ski,

à l'âge de dix-huit ans,

survenus à Machault, *le 4 mars 1988.*

Les obsèques seront célébrées le samedi 12 mars, à 10 heures, en la basilique Saint-Epvre de Nancy.

L'inhumation aura lieu à Xonrupt-Longemer, vers 15 h 15.

10, rue Lacretelle,
54000 Nancy.

– Mme André Hubac,
son épouse,
Françoise Hubac,
sa fille,
et Gilles Coupet,
Raoul Hubac-Coupet,
son petit-fils,
Tous ceux qui l'ont connu et aimé,
ont la douleur de faire part du décès de

André HUBAC,
professeur agrégé honoraire,

survenu le 25 février 1988, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu *le 29 février,* à Meyrueis (Lozère).

« O Eternel je me confie en Toi (...). Mes destinées sont dans Ta main. »

Ps. 31, 15-16.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Legraverend,
75012 Paris.
15, rue de Belfort,
75011 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Il a plu à Dieu de rappeler à *Lui* son fidèle serviteur, le vendredi 26 février 1988, dans sa quatre-vingt-onzième année, le

colonel Henri JEANNIN,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre
1914-1918 et 1939-1945.

Les obsèques ont été célébrées à Versailles, le lundi 29 février 1988, et l'inhumation a eu lieu le lendemain dans l'intimité familiale à Charelbianc (Doubs).

De la part de
Mme Henri Jeannin,
son épouse,
M. et Mme Michel Desplats,
leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mme Louis Jeannin
et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Jeannin
et leurs enfants,
M. et Mme Guérin-Boutaud
et leurs enfants,
Mlle Geneviève Jeannin,
M. Pierre Jeannin.

23, rue des Missionnaires,
78000 Versailles.

– Béatrice Salathe Loyonnet
et sa famille,
Claude Loyonnet
et sa famille,
ont le chagrin de faire part du décès de

Paul LOYONNET,
pianiste éminent,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille du Conseil canadien
de la musique,

survenu à Montréal (Canada), le 12 février 1988, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

49, chemin des Moines,
06750 Mougins.

– Mme Gilbert Marx,
son épouse,
Ses enfants
Et petits-enfants,
Sa *famille*
Et ses amis,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Gilbert MARX,

survenu le 8 mars 1988.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Pantin, porte principale, le jeudi 10 mars, à 14 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

84, avenue Niel,
75017 Paris.

– Le personnel de La Jardinière,
23, rue de Maubeuge, Paris-9e,
fait part du décès de

M. Gilbert MARX,
son directeur,

et s'associe à la douleur de tous les siens.

– Le Seigneur a accueilli dans sa paix et sa lumière

Georges MÉHEUT,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part de
Geneviève Méheut,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Monique Méheut,
chanoinesse de Saint-Augustin,
Claude et Jacques Petit,
leurs enfants
Yann-Eric, Dominique, Marion, Gaëlle, Cyrille, *Clémence,*
Bernard et Martine Méheut,
leurs enfants
Domitille, Alexis, Segolène, Heloïse,
François *et* Béatrice Méheut,
leurs enfants
Guillaume, Matthieu, Gaëtane, Bénédicte,
Noëlle Méheut,
ses enfants
Catherine, Elisabeth et François, Guy, Sylvie, Jean-Christophe, Bruno, Virginie, Jacqueline,
ses petits-enfants
Anaïs, Alban,
Guillemette Méheut,
ses enfants
Claire, Jérôme, Vincent,
Armelle et Etienne Demaegdt,
leurs enfants
Florence, Isabelle, Christine, Olivier, Nicolas,
Yves Méheut.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 11 mars 1988, à 14 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Ampère, Paris-17e (métro Wagram ou *Malesherbes*).

L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Vincent, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35 *bis*, rue Jouffroy,
75017 Paris.

– Boris Pludermacher,
Bruno Pludermarcher,
Anne et Philippe Lepage,
Sa famille
Et ses innombrables amis,
ont la douleur de faire part du départ de

Louba PLUDERMACHER,
responsable pédagogique
pendant la guerre
de la maison d'enfants OSE,
au château de Masgelier,
responsable pédagogique
des patronages et colonies de vacances
de la Commission centrale de l'enfance,

survenu le lundi 7 mars 1988.

La cérémonie aura lieu le jeudi 10 mars, à 10 heures, au cimetière du Montparnasse. Entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

72, rue de l'Assomption,
75016 Paris.

– La Commission centrale de l'enfance
Et tous ses collaborateurs,
avec une peine immense, annoncent le départ de leur très chère

Louba PLUDERMACHER,
responsable de ses patronages
et centres de vacances
durant des décennies.

La cérémonie se déroulera le jeudi 10 mars 1988, à 10 heures, au cimetière du Montparnasse.

Rendez-vous à tous les anciens de la Commission centrale de l'enfance à 9 h 45, devant l'entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

Commission centrale de l'enfance,
14, rue de Paradis,
75010 Paris.

– La Commission nationale consultative de la Résistance,
La Confédération nationale Force française combattante,
Le Comité des anciens chefs de réseaux des Forces françaises combattantes,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert RAGACHE,
commissaire
de la Commission nationale consultative
de la Résistance,
vice-président du Comité
des anciens chefs de réseaux
des Forces françaises combattantes,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

survenu le 5 mars 1988.

dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'incinération aura lieu le jeudi 10 mars, à 10 heures, au cimetière monumental de Rouen, avenue Olivier-de-Serres, *où l'on se réunira à partir de* 9 h 30.

– Limonest. Charly. Montceau-les-Mines.

Mme Robert Ringenbach,
M. et Mme Alain Ringenbach
et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Ringenbach
Docteur et Mme Albert Jakubowicz
et leurs enfants,
Docteur et Mme Michel Borne
et leurs enfants,
M. et Mme Jules Ringenbach,
Mme Paul Ringenbach,
Parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert RINGENBACH,
président national de l'UMAC,
titulaire de la croix d'or du Mérite et du dévouement français,

survenu le 7 mars 1988, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 10 mars, à 10 h 15, en l'église de Limonest.

Condoléances sur registre.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

Anniversaires

– Pour tous ceux qui ont aimé

Florence GUIGUI,

trop tôt disparue le 16 mars 1986, nous nous réunirons pour une prière à sa mémoire, *le 13 mars 1988.*

Rendez-vous porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 12 h 15.

« Rien n'est aussi silencieux qu'un cœur qui a cessé de battre. »

– Il y a cinq ans

Jean MARTINELLI,
acteur sociétaire
de la Comédie-Française,

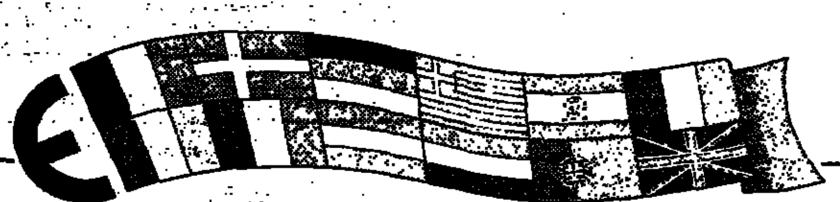
nous quittait.

Sa vie s'en est allée, mais l'oubli ne doit pas le frapper.

Une messe sera dite à sa mémoire, le dimanche 13 mars 1988, à 11 h 45, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-*Honoré* à Paris, en présence de ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé.

Nadine Basile Martinelli,
15, boulevard Lannes,
75116 Paris.

Le Monde
INTERNATIONAL



LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

organise une série de concours généraux sur épreuves en vue de la constitution de réserves de recrutement d'

ADMINISTRATEURS ET ADMINISTRATEURS ADJOINTS (m/f)

qui pourraient être appelés à remplir des fonctions dans les domaines suivants:
☐ AUDIT * ☐ PERSONNEL ET ADMINISTRATION ☐ RELATIONS EXTERIEURES ☐ INFORMATION - COMMUNICATION ☐ MACRO-ECONOMIE ☐ MICRO-ECONOMIE ☐ STATISTIQUES.

* organisé conjointement avec la Cour des Comptes des Communautés européennes.

LES CANDIDATS DOIVENT:
☐ être ressortissants d'un des Etats membres de la Communauté;
☐ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais) et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

LES ADMINISTRATEURS DOIVENT:
☐ être nés après le 8.4.1952;
☐ avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme;
☐ posséder une expérience professionnelle d'une durée de deux ans au moins, acquise postérieurement à l'obtention du diplôme et en rapport avec l'un des domaines mentionnés ci-dessus.

LES ADMINISTRATEURS ADJOINTS DOIVENT:
☐ être nés après le 8.4.1955;
☐ avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme obtenu après le 25.2.1985.

La Commission et la Cour des Comptes pratiquent en faveur de leur personnel une véritable politique d'égalité des chances entre femmes et hommes.

Les candidatures doivent être adressées au moyen de l'acte de candidature officiel. Des formulaires de cet acte de candidature et l'avis de concours peuvent être obtenus sur demande écrite, adressée de préférence sur carte postale, à l'adresse ci-après:

☐ Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, *rue de la Loi 200*, B-1049 BRUXELLES.

☐ Bureau de Presse et d'information des Communautés européennes
- *rue des Belles-Feuilles 61*, 75782 PARIS CEDEX 16
- C.M.C.I. / Bureau 320, rue Henri Barbusse 2, 13241 MARSEILLE CEDEX 01.

N'oubliez pas de mentionner la référence C54.

N.B.: DATE LIMITE POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES: 8.4.1988.

MOTIVE pour L'INTERNATIONAL...?
Groupe des FROMAGERIES BEL
5 Milliards de Francs de C.A.
dont 50 % à l'étranger
recrute pour sa
Division BEL INTERNATIONAL à PARIS

CHEF DE MARCHE CONFIRME
AREA MANAGER

POUR ASSURER LE DEVELOPPEMENT DE NOS FILIALES ET DE NOS AFFAIRES EN

RFA, SUISSE, AUTRICHE, RDA.

Votre formation commerciale supérieure (HEC, *ESSEC, ESC...) a été complétée par :*
• une expérience de 2 ans minimum comme chef de produit dans l'une des sociétés leader du marketing produits de grande consommation,
• une expérience de 5 ans dans la vente et le marketing à l'exportation de produits de marque, *éventuellement* l'animation/gestion de filiales *étrangères.*

Si, à ces expériences, vous pouvez ajouter les qualités personnelles que requiert ce poste : facilités de contact, mobilité, esprit de synthèse, sens de la rentabilité et volonté de succès.

ALORS, vous êtes du profil recherché.

Il vous faut, de plus, parler couramment Allemand (et si possible aussi Anglais) et être disponible pour des déplacements fréquents à l'étranger à partir de notre siège parisien.

La zone de vos responsabilités ouvre un champ d'action diversifiée et un réel potentiel de développement au sein d'une Division Internationale dynamique.

Adressez votre C.V. détaillé par lettre manuscrite, photo, rémunérations actuelle et souhaitée, *à la Direction du Personnel, 4, rue d'Anjou* 75008 PARIS.



CONTESSE

A prominent american company, highly profitable and rapidly expanding, is seeking for it's subsidiary in the french speaking sector of **Switzerland** a

DIRECTOR OF FINANCE
TO 750 000 F

The successful candidate should have a strong background in all aspects of finance, including cost-accounting, and be able to communicate well in french and english.

To apply in complete confidence, call **49-69-721649** from **9.00 a.m. to 6.00 p.m. (also on this saturday and sunday)** or send your c.v. with present salary to our consultant : F.F.M. Forschung für Management GmbH, Grüneburgweg 95, 6000 Frankfurt 1, R.F.A.

VACANCIES IN SAUDI ARABIA

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION
has the following vacancies :

LECTURERS IN COMPUTER SCIENCE
(M.Sc. with 2 yrs teaching/programming experience).

ANALYSTS/PROGRAMMERS
(M.Sc. with 2 yrs or B.Sc. with 5 yrs experience).

VTAM COMMUNICATION SYSTEMS PROGRAMMERS
(B.Sc. in Communications/Computer Science with 2 yrs experience).

SENIOR SYSTEMS ANALYSTS
(M.Sc.; or B.Sc. with 3 yrs experience).

EXPERTS IN STANDARDS AND PROCEDURES
(M.Sc.; or B.Sc. with 3 yrs experience).

MVS SYSTEMS PROGRAMMERS
(B.Sc. with 4 yrs experience).

Previous work experience on large IBM Systems is essential for the above positions.

Vacancies are also in the following faculties :
ACCOUNTING, *PROJECT MANAGEMENT*, STATISTICS AND MATHEMATICS
(Ph.D./M.s./M.Sc. with 3 yrs experience).

Apply to :

The Director General (Administrative & Financial Affairs)
Institute of Public Administration
P.O. Box 205, Riyadh 11141 (Saudi Arabia).



Le CNCC à Douala recrute

UN CHARGÉ DE MAINTENANCE DE MICRO-ORDINATEURS

Annonce réservée exclusivement à un Camerounais. Formation : BTS ou DUT électronique avec option *informatique*. Exp. : 2 ans dans un service de maintenance informatique. Langue : connaissance parfaite du *français et notions d'anglais.*

Adresser c.v., lettre de motivation au CNCC, 161, av. Victor-Hugo, 75016 Paris.

secrétaires

Pour la durée d'un congé de maternité, *la Mutuelle de la* Presse recherche une secrétaire, excellente dactylo, ayant une bonne connaissance de la gestion du personnel. *Libre très rapidem.* Ecrire avec C.V. à la M.N.P.L., 29, r. de Turbigo, 75002 PARIS.

Jeune société d'édition de presse juridique recherche

UNE SECRÉTAIRE

expérience juridique bonne connaissance du Macintosh. Tél. 42-56-64-00, p. 363.

RECHERCHONS STÉNO-DACTYLO

parlant et écrivant *parfaitement l'italien.* Ecrire sous le n° 8454 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
Etablissement public à caractère industriel et commercial
recherche un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour effectuer des recherches et des études dans *le domaine du*

GENIE ENERGETIQUE ET CLIMATIQUE
Systèmes de chauffage et de climatisation.

Ecrire en joignant un C.V. et tout document utile (rapport d'étude, travail de synthese...) à : STATION DE RECHERCHE DE MARNE LA VALLEE - Service GENIE ENERGETIQUE ET CLIMATIQUE 84, avenue Jean Jaurès - *CHAMPS SUR MARNE* - BP 02 - 77421 MARNE LA VALLEE Cedex 2.

Pierre Lichau

Banque d'Arbitrage et de Marché recherche

Opérations Manager Back-Office

Dépendant du Directeur Général, il effectue le suivi administratif de l'ensemble *des opérations de marché (francs, devises...), en assume la précomptabilisation* et conduit les changements, voire la refonte de l'organisation existente. Poste d'envergure, au sein d'une banque en expansion qui nécessite de la rigueur et une connaissance parfaite du traitement des nouveaux instruments. Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. *M 73403 qui sera étudié avec* la plus grande confidentialité à Dèssein 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

DESSEIN

Groupe INFO'ROP rech.

FORMATEURS

sur OPEN-ACCESS. Libre de suite. T. M. Ksiazek 47-51-14-41.

AGENCE COMMUNICATION PARIS-13e RECHERCHE pour la direct. et le développement de son service documentation, un(e) *DOCUMENTALISTE* ayant une solide exp. de préf. dans les secteurs presse, publicité ou conseil d'entreprise, souhaitant faire du marketing document. Libre très rapidement. Env. lettre, c.v., photo, s/n° 8 465, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE (TVCN) cherche

REPRÉSENTANTS

pour des relations publiques et pour le télémarketing en FRANCE. Ceux-ci doivent avoir une formation avec contact téléphonique, et la connaissance ANGLAIS. Tél. M. DUWAIK ou 47-58-12-30 Paris le 8 et 9 mars (seulement).

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEF B.E. spécialiste conception de systèmes protection électronique, rech. emploi similaire dans Sté en expansion. Merci d'appeler au 48-23-48-59.

SEUME INFORMATIQUE AUBAGNE Tél. : (16) 42-82-90-05 recherche

INGÉNIEURS SYSTÈMES INFORMATISÉS

(TÉLÉTRANS) Electronicien de base. Expérience requise : Assembleur et langages évolués Unix apprécié.

enseignement

Ecole d'anglais, économique, centrale, Gloucester school of english, 104 Gloucester road, London SW7, 19-41-1-370-8232.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Super 5 GTL rouge 1986, 5 ptes, px Argus 37 000 F, 32 000 km, état neuf, 48-93-70-58, après 20 heures.

RENAULT 5 GT tur., gr. N, prête à cour., 12 000 km, mot. nf 1000 km, nom. opt. et acc., 12 roues montées (TB15-20 et slicks), le tout 60 000 F à débattre. Téléphone : 60-20-18-28.

L'AGENDA

Antiquités

PARTICULIER ACHÈTE

A VOS PRIX

MEUBLES et OBJETS ép. Empire, 43-87-92-80.

Canapé

L'ENTREPOT DU CANAPÉ *Les 26 et 27 février* vente exceptionnelle de canapés et fauteuils. Nombreux modèles en cuir et tissu. Par exemple canapé 3 places cuir aniline, différents coloris, 9 640 F au lieu de 15 890 F. Canapé 2 places plume tissu Lauer 3 650 F au lieu de 7 290. Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles. Entrepôt porte de Pantin 28, rue des 7-Arpents, Le Pré-Saint-Gervais. *Tél.* : 48-44-83-81. Ouvert de 10 h à 20 h.

Cours

COURS D'ARABE

MODERNE
2 ou 4 sem./mois. Cours du soir 2×2 h. 30/sem. Inscr. imméd. AFAC, 42-82-92-62.

Piano

PARTICULIER VEND GRAND PLEYEL 1932 droit, acajou vern., expertise 18 000 F. Tél. : 46-33-36-98.

Minéraux

RENNES

TROISIÈME BOURSE EXPOSITION-VENTE

MINÉRAUX FOSSILES

SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 MARS 1988 de 9 h à 19 h

salle Rennes congrès 27, bd de Solferino.

Rénovation

RÉNOVER VOTRE HABITATION A PARIS

Conseils réalisation des travaux, tous corps d'état, prix, délais. ARCHI-DÉCOR

(1) 47-63-47-12.

Vacances

Tourisme

Loisirs

Cherche location mois août à *Houlgate (Calvados)*, studio avec sleeping ou 2 pièces, bien exposé, max. 3 500 F. T. 43-45-55-74 après 18 h.

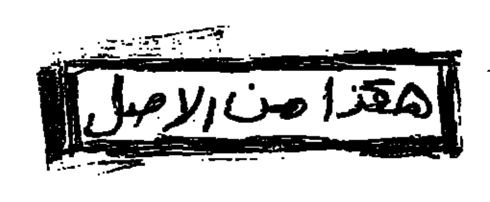
PAQUES 88

Séjours enfants dans le Jura, alt. 900 m., 3 h TGV Paris. Yves et Liliane, 38 ans, accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVIIIe s. confortablement rénovée, située au milieu des pâturages et des sapins. *Le nombre d'enfants est limité à 14 pour offrir un accueil familial, personnalisé.* **Activités proposées :** *tennis, ski de fond, jeux collectifs, poney, découverte du milieu rural, des fleurs, fabrication du pain (selon saison... et conditions météorologiques).* Pour tous renseignem. : Tél. : 81-38-12-61.

A louer juillet 1988, centre Roscoff (29 N), maison XVIIe, terrasse sur *mer*, tt cft, possib. coucher 11 pers. Tél. 98-69-70-03.

JURA

3 h 30 par TGV, près station Métabief (ski alpin). Part. loue grand studio tt cft 4 pers. sur piste de fond. Tél. pour périodes disponibles et conditions. Tél. : 16 (81) 49-00-72.



L'IMMOBILIER

appartements ventes

2e arrdt

SENTIER
2 p., cuis., w.-c., douche 355 000 F
Immo Marcadet 42-52-01-82.

4e arrdt

MARAIS, magnifique 5 P., ent., cuis. à l'américaine, 2 bns, 2 WC, prof. lib., poss. 155 m², charme, urgent. 43-35-18-36.

5e arrdt

PANTHÉON 3 p. + 2
soit 54 m² au 2e étage + 18 m² au 3e étage duplex possib., charme, qualité + téléphone 43-36-17-36.

MARCHÉ DES NOTAIRES PANTHÉON
18, r. Pierre-et-Marie-Curie, 5e ét., 270 m² + balc., lib., clair avec vue dég., 6e ét., 2 ch., 2 caves, mise à prix 6 950 000 F. Visites les 10 et 24 mars 14 h/17 h. Me JAMAR 42-33-21-18.

MAISON D'ARTISTE
250 m² env., calme, s/2 niv., gd séj., chem., cuis. amér., 3 ch., 2 bns, mezzanine, courette privée, aménag. contemp., 5 400 000. S. Kayser (1) 43-29-60-60.

CONTRESCARPE
studio, cuisine, w.-c., 250 000 F.
Immo Marcadet 42-52-01-82.

R. GUY-DE-LA-BROSSE
imm. anc. r.-de-ch., rue et cour, séj. + 2 ch., cuis. sép., bains, ref. neuf, 970 000 F. FR. FAURE 45-67-95-17.

6e arrdt

R. CASSETTE original dernier étage, très clair, calme, 3 p. tt cft 65 m², bel immeuble ancien, 1 600 000 F. DOLÉAC 42-33-12-29.

RUE GUÉNÉGAUD
bel imm. ancien, petit 3 p. rue et cour, réaménagement à prévoir, 1 260 000 F. FR. FAURE 45-67-95-17.

SÉLECTION DOLEAC
R. Princesse, original duplex 60 m², imm. 19e s., tt cft, 3e ét. ss asc., chem., très clair. Px : 2 100 000, 42-33-12-29.

CHERCHE MIDE LOFT.
atelier s/cour pavée 60 m² + mezz. 4 m ht ss/plafond commercial, 1 800 000 F.
FLEURUS, 45-44-22-36.

FLEURUS : 45-44-22-36

Port-Royal, chbre	215 000
Odéon, studio	450 000
ND des Champs, 2 p.	860 000
Duroc, 2/3 p., vue	880 000
Bac, 2 p., 55 m² neuf	1 300 000
Odéon, 3 p. caract.	1 600 000
Odéon, grenier	1 700 000
Vavin, atelier	1 800 000
Bonaparte, 4 p.	2 950 000

RECHERCHONS APPTS TTES SURFACES.

ST-SULPICE, vue rue Bonaparte, 3e ét., 4 p. + service, 2 950 000 F. FLEURUS, 45-44-22-36.

LUXEMBOURG, Pierre de t., stand., 5 P., tt cft 170 m², 2 serv., prof. lib. poss., calme. URGENT 43-35-18-36.

7e arrdt

PRÈS MINISTÈRES
VOIE PRIVÉE CALME
gd stdg 200 m² env., loué loi Guillot récupérable. 7 p. serv. Poss. parkg et prof. lib., 6 250 000 F. Serge Kayser (1) 43-29-60-60.

SÈVRES- BALYLONE
imm. pierre, asc., studio 480 000 F
FR. FAURE 45-67-95-17.

8e arrdt

Rue Pierre-Charron
100 m Champs-Elysées, studio 6e étage, ascenseur, sud, calme. Px 840 000 F. Tél. : 45-01-21-87.

SAINT-AUGUSTIN
4 p. 95 m² + service, 4e ét. sans asc., plein sud. 2 150 000 F, 45-72-02-87.

11e arrdt

Me RÉPUBLIQUE, bel imm. ancien, duplex, double séjour, 3 ch., cuis., tt cft. 2 045 000 F, 43-45-88-53.

Me St-Ambroise charm. STUD. 22 m² tt cft, 5e ét. ss asc., cl., calme, 270 000. DOLÉAC 42-33-12-29.

SÉLECTION DOLEAC.
Me ST-AMBROISE, charmant stud. 22 m² tt conf., 5e ét. ss ascens., clair, calme. Prix : 270 000 F, 42-33-12-29.

12e arrdt

SÉLECTION DOLEAC
Square St-Charles, imm. récent 50 m² + 30 m² terr. + 8 m jd. d'hiv., 7e ét., park. + cav. Px : 1 330 000, 42-33-12-29.

15e arrdt

AV. FELIX-FAURE
Récent standing. 8e ét., 93 m² + loggia 6 m² + box. double living, 2 chbres vue dégagée, soleil, bon plan. France Conseil. 48-28-00-75.

PARC BRASSENS
8e ét., asc., 2 p., cuis., salle de bns, WC, chauff. cent., terrasse, parking, location.
MGN : 43-87-71-55,
38, bd des Batignolles, 75017.

SQUARE DESNOUETTES
Imm. ancien, standing, double living + chbre + chbre de service tout sur jardin. France Conseil, 48-28-00-75.

CAMBRONNE, immeuble stand. 1978, étage élevé, vue 2 p., entrée, cuis., bains, WC, 41 m², soleil, calme, 1 170 000 F, 43-35-18-36.

VOLONTAIRES récent 4e ét., asc., petit 4 p., ent., cuis. bns, WC, balc., rue et cours, box, 1 200 000 F. 43-35-18-36, urgt.

LECOURBE
Très beau 4-5 P., 105 m² + balcon 14 m² + parking bon plan, soleil tout s/jardin. France Conseil, 48-28-00-75.

16e arrdt

VUE SEINE ET JDIN
séj. dble + 2 ch., ét. élevé, imm. récent, 45-33-28-17.

PASSY 70 m² 3 P.
3e étage, ascenseur, à rénover, cave, 1 550 000 F. « M. 73 » 45-22-05-96.

17e arrdt

R. DES DAMES
3 p., cuis., s.-de-bns, WC, parf. état, r.-de-ch. s/jardin, PRIX : 840 000 F.
MGN : 43-87-71-55.

PROCHE ÉTOILE
Imm. pierre de taille 1900, 140 m², 3e ét., asc., récept. 55 m² + 3 chbres + chbre serv. France Conseil, 48-28-00-75.

18e arrdt

MAIRIE DU 18e
luxueux 2/3 pièces, cuis. américaine aménagée 630 000 F.
Immo Marcadet 42-52-01-82.

BAS DE BUTTE
Rav. duplex de caractère, 2 p., cuis., s.-de-bns, WC, sol., pout. appar., 985 000 F.
MGN : 43-87-71-55.

Particulier vend STUDIO. 32 m², cuis. sépar., s.-d.-b., w.-c., premier étage cour. Métro : Château-Rouge. Téléphone. : 46-06-80-21.

20e arrdt

Me Buzenval imm. 74 105 m² stdg dble liv. 31 m² 3 ch. 2e ét. asc. + box cave 1 850 000 42-33-12-29.

92 Hauts-de-Seine

SÉLECTION DOLÉAC
10' pte Clichy appt 63 m², imm. 76, liv., 2 ch. tt cft, 3e ét., asc., parkg + cave, 650 000, 42-33-12-29.

NEUILLY SABLONS
200 m², dble exposition, prof. lib. poss., bel imm. 45-48-58-68.

94 Val-de-Marne

Fontenay-sous-Bois, (94). Particulier vend 2 p., 44 m², 4e et dern. éta., calme, soleil, tt. cft. bon état, prox. bois, RER, tous commerces. Prix 350 000 F. Tél. : 48-77-06-30 ap. 20 h.

Vds F4 à Vitry mairie, 9e ét., très ensoleillé, + cave + park. ext. Proche école, commerce et transport. Prix : 420.000 F. Tél. 46-80-36-87 ap. 20 h.

Province

Montpellier, cœur de ville, immeuble de caractère, 42 m² rénovés, classe, soleil, vue, 420 000 F. Particulier 65-80-07-11.

Part. vd studio 29 m². Sud, calme. Const. récente. WC cuis. séparés. Libre. Park. 430.000 F. Tél. les 3 et 4 mars de 7 h à 12 h : 47-34-39-48

maisons individuelles

ST-LEU-LA-FORÊT
Maison 1900 s/300 m², 6 p. ppales s/3 nivx, prév. rénovat. int., 800 000 F. S/pl. sam 12 mars de 11 h à 17 h, 10, RUE DE MONTMORENCY, 45-67-95-17.

MANTES-LA-JOLIE
(pr.), belle ppté, liv., 6 ch., 3 bains, impec., parc 3 200 m², rare, 1 00 000. Tél. : 48-05-58-70.

NOISY-LE-SEC GARE
résid., maison s/395 m² terrain, 6/7 p., terrasse, 2 bains, tt cft, 2 w.-c., 1 200 000 F, 48-38-12-88.

ARCUEIL, St Me LAPLACE
Belle maison 1988 sur 4 nivx, liv. + 5 chbres, sud, cus. équipée, bns, 2 WC + de 200 m², chauff. indiv. gaz, parf. état, gar., jard., 2 100 000 F, 43-35-18-36.

CRÉTEIL ÉGLISE secteur pavillonnaire 6 p., cuis., tt cft, 350 m² jdin, gar., ss-sol complet. Px 2 045 000 F MAS IMMO. 43-45-88-53.

appartements achats

Rech. 1 à 3 p. PARIS préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 9e, 12e, av. ou sans travx. PAIE CPT chez notaire, 48-73-48-07, même le soir.

J. FEUILLADE, 54, av. La Motte-Piquet, Paris-15e, rech. pour clientèle sélectionnée APPTS et IMM. tous prix, ttes surf. Paris 6e, 7e, 15e, 16e, 45-66-00-75.

CABINET DOLÉAC
rech. pour client. de qualité s/PARIS et proche BANLIEUE STUDIOS, 2, 3, 4, 5, 6 P., avec ou ss cft, expertise grat., réalisation rapide. Tél. : 42-33-12-29.

IMMO MARCADET
rech. urgent ttes surfaces même à rénover. Paris ou portes. Tél. : 42-52-01-82.

F. FAURE 45-67-95-17
11, RUE ROUSSELET 75007 PARIS
rech. appts ttes surfaces préf. rive gauche avec ou sans travaux pour nombreux clients PAIEMENT COMPT.

« MALESHERBES 73 »
45-22-05-96
ACHÈTE COMPTANT HOTEL PARTICULIER APPARTEMENTS BUREAUX - LOCAUX USINES - TERRAINS

MGN (33e année)
recherche pour sa clientèle française et étrangère APPTS, HOTELS PART. IMMEUBLES S/PARIS PPTÉS et TERRAINS BANLIEUE OUEST
38, bd des Batignolles, 17e
43-87-71-55
ÉPERNON/NOGENT-LE-ROI.

locations non meublées offres

Paris

15e Boucicaut, libre 2 p. 47 m² + balc., bon stdg. 3 878 c.c. S/pl. sam. 12-3 14 h/16 h, 289, r. Lecourbe, 2e ét. dr. asc., ag. s'abst.

Xe Louis-Blanc, imm. récent, 5e ét., asc., 55 m², 2 p. tt cft, loggia, dressing, cuis. amén., piscine, 4 200 F c.c. Tél. 45-42-34-63 le soir.

A LOUER PARIS-XXe
Av. Gambetta (face Me) dans imm. bon stdg 7e étage, un appt tt cft, libre 1er mars, 3 p., cuis., w.-c., s. de bns, 64 m² env., cave et garage, 5 500 F mensuels, compris acompte chauff. et charges. Sérieuses références exigées. Garantie d'emploi. Écr. Mme A. CATELAIN, 42, r. F.-Villon 93190 Livry-Gargan.

locations non meublées demandes

Paris

Part. cherche location pav. 80 à 100 m², proche banlieue Sud, 46-33-40-07.

RÉSIDENCE CITY
rech. VIDES ou MEUBLÉS ou à l'achat pr Sté et banques APPTS et VILLAS tr. gd standing, quartier résid.
TÉL. : 45-27-12-29.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BQUES, STÉS MULTINAT. et DIPLOMATES stud., 2, 3, 4, 5 p. et plus. I.S.I. 42-86-13-05.

A LOUER
ENTRE PARTICULIERS
Très gd choix locations
HESTIA
Paris-15e, 43-06-09-10.
Paris-2e, 42-96-58-46.

locations meublées offres

Région parisienne

ROSNY-SOUS-BOIS
près gare 2 pièces 45 m² tout cft, 2 700 F net mois. « M. 73» 45-22-05-96.

maisons de campagne

VEND CAUSE MUTATION
MONTARGIS (45)
1 h Paris direc. aut. Sud au cœur de la forêt, à prox. de ts commerces, anc. r.-vs de chasse sur vérit. parc fleuri 8 000 m². Vous offre l'int. d'une demeure anc. confortable et raffinée alliant style et élégance. Séj. chem., sal., cuis., 3 ch., bns, w.-c. + maison d'ami sép., 3 ch., bns, w.-c., communs. Tennis, golf, équit. à proximité. Px remboursable comme un loyer. Turpin Relais Miel-Montargis (16) 38-85-22-92 et après 20 h (16) 38-96-22-29 24 h/24 h.

propriétés

SAINT-MICHEL DE L'OBSERVATOIRE
Magnif. anc. bergerie, ent. restaurée, 280 m² habit. + dépend, s/1 ha de terrain, gds arbres, piscine 12×6, vue magnifique.

NANS-LES-PINS
Splend. ppté, château XVIe ent. rest., s/7 000 m² parc, à prox. du golfe de Nans.

LOURMARIN
Magnif. ppté 400 m² hab., bastide XVIIe et XVIIIe, 3 ha de terrain ou +.

LE PRADET (HYÈRES)
Splend. ppté avec bastide 400 m², ent. restaurée, piscine + logt gard., dépend., 2 ha terrain, vue magnif. sur rade Toulon.
Tél. : 91-22-14-14.

Part. vd 10. pples RIBERAC (Dordogne) ctre ville, DEM. XVIIIe, 400 m² hab., parc 3 500 m², 1 600 000 à débattre, 60-56-64-73.

Rech. PPTÉS ou TERR. 1 000 m² env. Bry-s/Marne ou env. 46-28-61-83.

NICE – Maison d'architecte 7 p., 180 m², 2 niveaux, terrain 5.000 m². Px 2,3 millions. Tél. : 88-22-20-50.

ARRAS (7 min), part. vd très belle maison F5 (constr. 82), tt cft, cheminée, gar., terr. pays., beauc. de charme. Px sacr., cause dép. 450.000 F. Ts soirs ap. 19 h 48-64-99-61.

terrains

RECHERCHONS AU MAROC
TERRAIN
pour promotion immobilier et tourisme pour groupe INVESTISSEURS basé en Suisse.
Écrire SI no 8 441
LE MONDE PUBLICITÉ
5, r. Montessuy, Paris-7e.

viagers

ST-CLOUD BEL APPT
imm. moderne 90 m², terrasse, box, pr. gare, Val-d'Or, occupé, 500 000 + rente. Tél. : 48-05-58-70.

94 CHARENTON
MÉTRO LIBERTÉ
récent 90 m² + 50 m² jdin privatif, box, occupé 1 tête, rte 3 500 F, 45-67-66-16.

F. CRUZ 42-66-19-00
8, r. La Boétie, particularisera votre dossier viager. Estimation gratuite, 49 ans d'expér. Garantie financière 3 000 000 F.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques.
43-55-17-50.

DOMICILIATION CCIALE 8e
BURX, SECRET., TELEX, TÉLÉCOPIE, TRAIT. TEXTES.
AGECO : 42-94-95-28.

MARAIS, magnif. burx 200 m² hts plaf. 4 m. Imm. p. de t., 2e ét. av. asc + 1 empl. pkg. Le tt en bon état. Petite rep. justifiée 130 000 F. Loyer mens. 10 000 F. S/pl. ce jour 10 h à 17 h, 10, rue Charlot, 75003 Paris, 42-71-01-35.

DOMIC. DEPUIS 80 F MS. Paris 1er, 8e, 9e, 12e ou 15e. CONST. SARL 1 500 F HT. INTER DOM 43-40-31-45.

CHAMPS-ÉLYSÉES 6 BURX PRESTIGE
r.-de-ch. s/rue et cour. Visite s/pl. ven. 11-3 9 h à 12 h et 15 h à 19 h, 32, r. Washington, Paris-8e.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs. Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Chps-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Pptaire loue 2e ét. complet de burx 370 m² 16 000 HT par mois, ch. compr., possib. accès à salle informat. Montreuil limite St-Mandé/Vincennes 48-59-08-96.

locaux industriels

Locations

« MALESHERBES 73 »
45-22-05-96
comm., dépôts, activités
92 Bagneux 3 000/9 000 m²
93 Aubervilliers 7 500/8 000 m²
93 Stains 680 m²
95 Survilliers 560 m²

boutiques

Ventes

6e RUE DAUPHINE 160 m² murs libres, rez-de-ch. + cave, ex-discothèque, travx. FR. FAURE 45-67-95-17.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 9 mars

TF 1

20.45 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Serge Lama, Alain Giresse, Alice Donna, le groupe Nacash, Graziella, Dani, Tony McKenzie, Bill Baxter, Dance Aids. **22.40 Magazine : Super sexy.** De Bernard Bouthier et Christine Eymeric. Le transformiste : Docteur Ruth ; Comme un garçon ; Les lieux insolites de l'amour ; Interview hard ; Les modèles nus ; Couple à trois ; L'astro-sexe ; Strip ; Cocktail de pub étrangère. **23.40 Journal. 23.50 La Bourse. 0.00 Magazine : Minuit sport.** Spécial automobile.

A 2

20.35 L'heure de vérité. Invité : Charles Pasqua. Le ministre de l'intérieur répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy, Jean-Louis Lescène et Ivan Levaï (directeur du *Provençal*). **22.15 Magazine : Des sourires et des hommes.** De Jean-Pierre Richard. Les négligés de l'histoire ; Clips ; Le voyage d'Alice ; Du rififi chez les miss ; Sabrina, chanteuse et sex-symbol du Top 50 ; Guide des bonnes manières. **23.05 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

20.30 Théâtre : Fric-frac. Pièce d'Edouard Bourdet, mise en scène de Jean Le Poulain, avec Jean Le Poulain, Jean-Pierre Darras, Maurice Audran. **22.30 Journal. 22.50 Portrait : Jean Le Poulain.** *Par Henry Chapier et Pierre Sisser* (diffusé le 13 mars 1987). **23.50 Musiques, musique.**

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Club de rencontres □ Film français de Michel Lang (1986). Avec Francis Perrin, Jean-Paul Comart, Valérie Allain. *Un homme timide et malchanceux, en instance de divorce, retrouve un camarade de lycée qui dirige un club de rencontres. Il se trouve placé dans des situations compliquées. La comédie de mœurs tourne au vaudeville de mauvais goût.* **22.35 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : Shining** ■■ Film américain de Stanley Kubrick (1980). Avec Jack Nicholson, Shelley Duval, Danny Lloyd, Scatman Crothers (v.o.). **0.35 Cinéma : Un homme et une femme, vingt ans déjà** ■ Film français de Claude Lelouch (1986). Avec Anouk Aimée, Jean-Louis Trintignant, Richard Berry, Evelyne Bouix. **2.25 Série : Superman.**

LA 5

20.30 Téléfilm : L'éternel soupçon. D'Ivan Nagy, avec Sally Struthers, David Ackroyd, Joel Bailey. *Emily réussira-t-elle à prouver que l'homme qu'elle a tué était bien un agresseur ?* **22.15 Série : La loi de Los Angeles. 23.05 Série : Mission impossible** (rediff.). **23.55 Série : Matthew star** (rediff.). **0.45** *Au cœur du temps* (rediff.). **1.35 Shérif, fais-moi peur** (rediff.). **2.25 Variétés : Childéric** (rediff.). **3.10 Aria de rêve.**

M 6

20.00 Série : Espion modèle. Meurtre à Malibu. **20.50 Série : Dynastie.** Le candidat. ▶ **21.40 Magazine : Libre et change.** De Michel Polac. Sur le thème « Connaissez-vous Ungerer ? », sont invités : Tomi Ungerer (dessinateur-écrivain), Martine Boeri (comédienne), Leslie Bedos (journaliste), François Mathey (ancien conservateur du Musée des arts décoratifs). **23.00 Série : Hawaii police d'Etat.** La vieille dame et l'incendie. **23.50 Six minutes d'informations. 0.00 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.45 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Eloge de la langue française. **21.30 Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. **22.00 Communauté des radios publiques de langue française.** La séduction. **22.40 Nuits magnétiques.** Chroniques policières (2e partie). **0.05 Du jour au lendemain,** avec Sacha Fleischman. **0.50 Musique : Coda.** Le mail art.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 3 mars au Théâtre national de l'Opéra de Paris) : Sinfonietta, de Janacek ; Symphonie no 8 en sol majeur, op. 88, de Dvorak, par l'Orchestre de la Philharmonie tchèque, dir. Vaclav Neumann. **22.25 Concert du GRM.** Dix études de musique concrète, de Chion. **23.07 Jazz club.** En direct du New-Morning : le violoniste Pierre Blanchard et Gulf Stream.

Jeudi 10 mars

TF 1

13.45 Feuilleton : Dallas. 14.30 Variétés : La chance aux chansons. Spécial Charles Trenet. **15.15 La séquence du spectateur. 15.45 Quarté à Saint-Cloud. 16.00 Magazine : L'après-midi aussi. 16.45 Club Dorothée. 17.00 Série : Des agents très spéciaux. 18.05 Série : Agence tous risques. 18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.30** Météo et Tapis vert. **20.40 Variétés : Les uns et les autres.** Emission présentée par Patrick Sabatier. Spécial Fête des grands-mères, avec Elli Medeiros, Gold, Jackie Quartz, Canada, Herbert Léonard, Richard Clayderman, Frédéric François, Pierre Perret, Jack Lantier, Charles Aznavour. **22.40 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 23.30 Magazine : Rapido.** D'Antoine de Caunes. Spécial blacks. Avec Michael Jackson, Earth Wind and Fire, Carl Weathers, Smokey Robinson, Jesse Jackson, Def Jam. **0.00 Journal. 0.10 La Bourse. 0.15 Magazine : Minuit sport.** Equitation, snooker (*billard anglais*).

A 2

13.45 Feuilleton : Jeunes docteurs. 14.35 Magazine : Fête comme chez vous. De Frédéric Lepage. Présenté par Marc Bessou. Avec Was not was, Arnaud Montserrat. **15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Fête comme chez vous** (*suite*). **16.25 Flash d'informations. 16.30 Variétés : Un DB de plus.** De Didier Barbelivien. Avec Eric Charden, Baptiste Charden, Valli, Norman Kiwi. **16.45 Récré A 2.** Mimi Cracra ; Bogus ; Barbapapa ; Lire, lire, lire ; Le sourire du dragon. **17.20 Série : Au fil des jours.** La seconde Mme Cooper. **17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Magnum.** Le chenal maudit. **18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot. Présenté par Patrice Laffont. **19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Maguy.** Des plaies et des noces. **20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.30 INC.** Le guide 1988 des placements. **20.35 Cinéma : Tout le monde peut se tromper** □ Film français de Jean Couturier (1982). Avec Fanny Cottençon, Francis Perrin, Bernard Lecoq, Christophe Bourseiller. *Une dactylo se montre plus roublarde que le truand qui a voulu cambrioler la bijouterie de son patron. Quiproquos et morts en série. La mise en scène est très laborieuse. Dommage pour Fanny Cottençon.* **22.05 Magazine : Edition spéciale.** D'Alain Wieder. Présenté par Claude Sérillon. Charité business. **23.15 Histoires courtes.** Les arcandiers de Manuel Sanchez. **23.30 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

13.30 Magazine : La vie à plein temps. 13.50 Magazine : Thalassa (rediff.). **14.20 Magazine : Pare-chocs** (rediff.). **14.50 Emission spéciale : André Frossard reçu à l'Académie française par le révérend Père Carré. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Feuilleton : La dynastie des Forsyte. 17.30 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 17.35 Dessin animé : L'oiseau bleu. 18.00 Série : Traquenards. 18.25 Dessin animé : Victor et Maria. 18.30 Feuilleton : Une mère pas comme les autres. 19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, actualités régionales. **19.53 Dessin animé : Il était une fois la vie.** Et la vie va... **20.03 Jeu : La classe.** Présenté par Fabrice. **20.30 Téléfilm : Carmilla, le cœur pétrifié.** De Paul Planchon, d'après l'œuvre de Joseph Sheridan Le Fanu, avec Aurelle Doazan, Emmanuelle Meyssignac, Marc Michel. *Pour une fois, le vampire est une femme.* ▶ **21.30 Documentaire : Les chroniques de France.** Une série de Jean-Claude Bringuier. Mon grand-père Félix, marin breton, d'Hervé Baslé. Première partie : Le départ. **22.25 Journal. 22.45 Magazine : Océaniques.** Sept voyageurs du réel : *Le regard ébloui, de Jacques Deschamps. Aveugle depuis l'âge de onze ans, Evgen Bavcar a une passion, la photo.* **23.35 Musiques, musique.**

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : le Lagon bleu ■ Film américain de Randal Kleiser (1980). Avec Brooke Shields, Christopher Atkins, Leo Mac Kern. **15.50 Cinéma : les Aventuriers de l'arche perdue** ■■ Film américain de Steven Spielberg (1981). Avec Harrison Ford, Karen Allen, Wolk Khaler, Paul Freeman. **17.45 Cabou cadin.** Barnabulle ; Lazer tag. **18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 50. 18.55 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. *Invités : Sophie Barjac, Claude Pétain,* Jean-Luc Lahaye. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. Invité : Louis Malle. **20.30 Cinéma : Journal intime d'une femme mariée** ■ Film américain de Frank Perry (1970). Avec Richard Benjamin, Frank Langella, Carrie Snodgress. *Au bout de dix ans de mariage avec un avocat d'affaires, une femme se sent étouffée, dépersonnalisée. Elle se jette dans les bras d'un écrivain à succès. Tableau de mœurs dénonçant la domination du mâle et la pression sociale. Intéressant, bien joué. Style un peu incertain.* **22.00 Flash d'informations. 22.05 Cinéma : l'Homme sans frontière** ■ Film américain de Peter Fonda (1971). Avec Peter Fonda, Warren Oates, Verna Bloom. **23.35 Téléfilm : La mort est au bout de la rue.** De Lawrence Gordon Clark, avec Ray Lonnen, Derek Thompson. **1.45 Cinéma : la Galaxie de la terreur** ■ Film américain de Bruce Clark (1981). Avec Edward Albert, Erin Moran, Ray Walston.

LA 5

13.35 Série : Kojak. 14.40 Série : La grande vallée. 15.50 Série : Mission impossible. 16.55 Dessin animé : Vanessa. 17.20 Dessin animé : Flo et les Robinson suisses. 17.45 Dessin animé : Le tour du monde de Lydie. 18.10 Dessin animé : Jeanne et Serge. 18.30 Série : Happy days. 18.55 Journal images. 19.02 Jeu : La porte magique. Présenté par Michel Robbe. **19.30 Boulevard Bouvard.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Bête, mais discipliné** ■ Film français de Claude Zidi (1979). Avec Jacques Villeret, Michel Aumont, Catherine Lachens. *Un garçon qui fait son service militaire dans la marine se sert d'un gaz euphorique pour se débarrasser d'un soupirant de sa petite amie. Un scénario délirant filmé de façon médiocre. Mais le personnage de Jacques Villeret est étonnant.* **22.10 Série : Capitaine Furillo. 23.15 Mission impossible** (rediff.). **0.10 Série : Kojak** (rediff.). **1.15 La grande vallée** (rediff.). **2.25 Aria de rêve.**

M 6

13.35 Série : Falcon Crest. 14.25 Série : Clair de lune (rediff.). **15.15 Documentaire : Le monde sauvage. 15.40 Jeu : Clip combat. 16.55 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. 19.00 Série : L'île fantastique. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Les têtes brûlées.** La petite guerre. **20.50 Série : Devlin connection.** La religion mène à tout. **21.50 Magazine : M 6 aime le cinéma.** De Martine Jouando. Le film-opéra, à l'occasion de la sortie de *la Bohème*, de Luigi Comencini. **22.20 Six minutes d'informations. 22.30 Cinéma : la Mort aux enchères** ■ Film américain de Robert Benton (1983). Avec Meryl Streep, Roy Scheider, Jessica Tandy, Josef Sommer. *Un psychiatre fait la connaissance d'une mystérieuse femme blonde, qui a peur d'être impliquée dans l'assassinat d'un curateur d'une grande salle des ventes aux enchères. Comédie policière et drame psychanalytique. Le tout bien mitonné dans un suspense à la manière de Hitchcock, avec des interprètes consciencieux.* **0.10 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.55 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique : Le fond de l'esprit, de Pierrette Fleutiaux. **21.30 Profils perdus.** Jean Carteret. **22.40 Nuits magnétiques.** Chroniques policières (3e partie). **0.05 Du jour au lendemain,** avec Michel Cournot. **0.50 Musique : Coda.** Le mail art.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (en direct de Munich) : La flûte enchantée, ouverture en mi bémol majeur, K 620, de Mozart ; *Métamorphoses pour vingt-trois instruments à cordes,* de R. Strauss ; Symphonie no 1 en mi mineur, op. 68, de Brahms, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Bernard Haitink. **23.07 Club de la musique contemporaine. 0.30 Quelques passages nuageux.** Copland, Janequin, Schuller, Schönberg.

Audience TV du 8 mars 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	49.5	Santa-Barbara 21.3	Actual. région. 10.1	Actual. région. 1.6	Nulle part 3.2	Porte magique 4.8	Les branchés 9.0
19 h 45	60.1	Roue fortune 29.8	Maguy 9.6	Actual. région. 2.1	Nulle part 5.3	Boul. Bouvard 5.3	Les branchés 9.0
20 h 16	69.7	Journal 27.1	Journal 19.7	La classe 7.4	Nulle part 8.0	Journal 2.7	Rouse parade 5.3
20 h 56	75.0	Les Morfalous 28.6	L'Etrangleur 25.0	Tarzan 9.6	Le Passage 5.9	Retour vers... 12.2	Macho Callahan 1.1
22 h 08	72.3	Les Morfalous 27.7	L'Etrangleur 22.9	Tarzan 11.2	Delta Force 2.7	Retour vers... 13.3	Macho Callahan 0.0
22 h 44	49.5	L'ami Brel 19.1	Débat 13.8	China Odyssée 4.3	Delta Force 2.1	Spenser 7.4	Hawaii police 3.2

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Communication

Après enquête sur la couverture de la visite de M. Mitterrand à la Réunion

La CNCL réprimande sévèrement RFO

« RFO, filme pas le ciel ! » En termes plus mesurés, le communiqué numéro 95 de la CNCL, publié le 7 mars, n'est pas loin d'approuver l'un des slogans des manifestants venus accueillir le président de la République en voyage à la Réunion les 8 et 9 février dernier, et qui protestaient ainsi contre le parti pris de la société publique d'audiovisuel outre-mer, RFO. Images brouillées, cadrages fantaisistes, son inaudible pendant de longues minutes, il est vrai que la retransmission du premier discours de M. François Mitterrand ferait rougir même un caméraman amateur.

« La manière dont la société RFO s'est acquittée de sa mission dans cette circonstance n'est pas acceptable, écrit la CNCL. *En tant que président responsable, la Commission invite M. Jean-Claude Michaud à prendre les mesures qui éviteront le retour de tels incidents. »*

Dans une lettre du 19 février, la Commission avait déjà signalé ces *« défaillances techniques »* et le *« déséquilibrage de l'information »* dans certains journaux de RFO. La CNCL note aussi que, *« à aucun moment, RFO n'a jugé bon de présenter des excuses au président de la République »* pour ce qui lui apparaît comme une *« faute sérieuse »*, et estime que la succession des séquences du journal de RFO Réunion, le mercredi 10 février, était *« déséquilibrée »*. Suite à la mise en cause de RFO par M. François Mitterrand *(le Monde* du 11 février), les Réunionnais avaient en effet le droit d'entendre MM. Pons (RPR), Virapoullé (UDF), Debré (RPR), Dufaut (RPR), Michaud (PDG de RFO) et les commentaires du présentateur, qui, tous, *« visaient à prendre le contrepied du président »*. Dans le même journal, MM. Jospin et Marchais n'intervenaient que sur des sujets nationaux...

La réprimande de la CNCL, même si elle ne propose pas de sanctions, est une des plus sévères de la Commission. Elle ne s'étend cependant pas à d'autres incidents ou journaux de RFO, qui font pourtant l'objet de vives critiques tant à gauche que chez les barristes. Dans un communiqué de M. Jean-Jack Queyranne, son porte-parole, le Parti socialiste suggère que *« toutes les forces politiques et syndicales constituent dans chaque DOM et chaque TOM un comité pour le respect du pluralisme »*. *« Il faut*, ajoute-t-il, *que cesse le monopole du RPR sur l'audiovisuel outre-mer. »*

M. C. I.

● **Précision.** – A la suite de l'entretien avec M. Jean-Louis Pétriat, PDG de la GMF *(le Monde* du 4 mars), M. François Grouvel nous fait savoir que sa société de presse, SIPI, a racheté le magazine *Courrier du Parlement* en décembre 1987 au groupe GMF. A la direction de la GMF, on confirme que, seul, *le Journal du Parlement* appartient encore au groupe.

Ancien directeur de « la Montagne » et ancien résistant

Francisque Fabre est mort

Francisque Fabre, ancien directeur général de *la Montagne* (Clermont-Ferrand), est mort le 4 mars, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le quotidien du Centre lui a rendu hommage mardi en évoquant notamment le courage et le passé de résistant de M. Fabre, lequel, rappelle-t-il, *« a fait de Clermont-Ferrand le refuge de la presse française, le centre de résistance des journalistes pendant la guerre. »* Les grands noms de la politique et de la presse d'opposition avaient en effet trouvé refuge, par ses soins, en Auvergne, voire dans sa propre maison. Francisque Fabre était chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre et portait la rosette de la Résistance.

[Né le 10 janvier 1899, Francisque Fabre entre à *la Montagne* en 1920. Huit ans plus tard, il en devient le directeur général et le restera pendant cinquante-trois ans. Véritable pièce maîtresse du quotidien puis du groupe La Montagne, constitué en 1972, il a toujours prêté une attention sourcilleuse à l'indépendance des rédactions. Il abandonne ses fonctions de directeur général de *la Montagne* en 1982 tout en restant conseiller à la direction.]

Sur le front de la presse quotidienne régionale

La bataille des magazines de télévision

Avec douze millions d'exemplaires vendus chaque semaine, les hebdomadaires de télévision sont les titres les plus florissants de la presse française. Sur ce marché, une guerre au couteau oppose Hachette au groupe Hersant. Une guerre où se joue aussi l'avenir de la presse quotidienne régionale.

Les magazines de télévision sont devenus de vrais poids lourds au sein de la presse française. En 1965, principalement grâce à *Télé 7 Jours*, et *Télé-Magazine*, ils représentaient tout au plus 500 000 exemplaires. Quelques trois décennies plus tard, la presse de programmes de télévision comprend une douzaine de titres qui se partagent une *diffusion globale d'environ douze* millions d'exemplaires. Le titre le plus florissant de l'Hexagone, *Télé 7 Jours*, fort de ses 3,3 millions d'exemplaires vendus chaque semaine, assure la prospérité de son propriétaire, le groupe Hachette. La croissance de ce secteur s'explique aisément. La naissance des nouvelles chaînes, du câble et du satellite a provoqué une consommation accrue du petit écran.

Devançant ou accompagnant la création des nouvelles télévisions, plusieurs hebdomadaires se sont lancés ces dernières années, qu'il s'agisse de *Télé Z*, de *Télé K7*, de *TV Couleur* ou de *Télé-Loisirs*. Florissante – un an après sa création, en 1987, *Télé-Loisirs*, le magazine du groupe Prisma Presse d'Axel Ganz, dépasse le million d'exemplaires vendus, – la famille des « journaux télé » n'en rencontre pas moins des problèmes grandissants. La bataille de l'audience que se livrent les télévisions, publiques ou privées, les atteint indirectement.

Soumises à la dictature de l'audimétrie, les chaînes modifient à tout va leurs grilles de programmes ou leurs horaires de films, au grand dam des hebdomadaires spécialisés. Plusieurs d'entre eux ont décidé, le 8 mars, *« d'engager une action commune auprès des présidents de chaîne pour que cessent des pratiques qui nuisent à l'image de la télévision »* en France, et qui constituent *« une gêne intolérable pour le lecteur-téléspectateur »*. Outre de classiques problèmes de maquette, les journaux spécialisés ont de plus en plus de mal à prévoir les articles présentant des émissions à la programmation incertaine.

Mais un autre danger se profile à leur porte : la concurrence de la presse quotidienne, notamment de la presse régionale. Depuis un an, celle-ci a lancé une véritable OPA sur les programmes de télévision. Encore feutrée, la guérilla pourrait, à terme, *mettre à mal certains titres* spécialisés. L'offensive est partie du groupe de M. Robert Hersant. Dès novembre 1986, un supplément télévision est créé pour *France-Soir*, avec la volonté affichée d'en doter ensuite *le Figaro* puis les titres régionaux du groupe. Le but est double : doper, grâce à ce supplément en quadrichromie, la diffusion des quotidiens régionaux et ouvrir un nouveau marché publicitaire.

A l'automne 1987, *TV Magazine*, le supplément de *France-Soir* et du *Figaro*, remanié, fait son apparition dans les quotidiens régionaux du groupe Hersant. Le groupe du Dauphiné libéré (Grenoble) et du Progrès (Lyon), puis les titres normands *(Paris-Normandie, le Havre libre, le Havre Presse)* sont les premiers choisis.

Le résultat n'est pas immédiat. Mais en janvier 1988, la diffusion du *Dauphiné libéré* frémit. Selon M. Jean Miot, directeur délégué du *Figaro*, la vente du titre grenoblois (346 500 exemplaires en 1986) augmente de 7 % environ. En revanche, la diffusion de *France-Soir* a continué à baisser et celle du *Figaro* n'a guère profité de l'atout des programmes télé.

Hachette contre Hersant

L'offensive de M. Hersant n'a pas manqué d'inquiéter Hachette. Dès le printemps dernier, le groupe de M. Jean-Luc Lagardère propose à la presse régionale un supplément inspiré de son deuxième journal télé, *TV Couleur*. Il est pris de vitesse par un éditeur de magazines spécialisés, M. Michel Hommell. Avec le soutien de son oncle, M. Gérard Lignac, PDG de *l'Est républicain* (Nancy), M. Hommell met au point un nouveau titre, *TV Hebdo*. Livré clefs en main à *l'Est républicain*, il est proposé à l'ensemble des quotidiens régionaux qui n'appartiennent pas au groupe Hersant.

Aujourd'hui, la guérilla s'est transformée en guerre de mouvement où chacun passe des alliances. Le groupe Hersant, après avoir équipé la plupart de ses quotidiens régionaux, a conclu un accord avec Centre-France, l'éditeur de *la Montagne* (Clermont-Ferrand) mais aussi du *Populaire du Centre* (Limoges), du *Berry républicain* (Bourges) et du *Journal du Centre* (Nevers) *(le Monde* du 27 février). Ainsi, depuis le week-end dernier, vingt et un quotidiens régionaux font paraître *TV Magazine* : celui-ci totalise un peu plus de trois millions d'exemplaires diffusés, ce qui le place à quelques encâblures de *Télé 7 Jours*.

Chez Hachette, on décèle le danger. D'autant que *Télé 7 Jours*, leader incontesté, présente de légers mais inquiétants signes d'essoufflement en perdant 40 000 exemplaires début janvier. La riposte est vite trouvée : l'association avec *TV Hebdo*. Il est vrai que le magazine lancé par M. Hommell marche bien. Outre *l'Est républicain*, il a été adopté par *le Républicain lorrain* (Metz), *Est-Eclair* et *Libération Champagne* (Troyes), *la Voix du Nord* (Lille), *Nord Littoral* (Calais), *la Presse de la Manche* (Cherbourg) et devrait l'être par *le Courrier picard* (Amiens).

Chaque semaine, 1,5 million d'exemplaires du magazine sont diffusés avec ces quotidiens régionaux. Hachette s'apprête donc à entrer dans le capital de la société éditrice de *TV Hebdo*, en même temps qu'un groupe à capital variable rassemblant les quotidiens régionaux qui en bénéficient déjà. *TV Hebdo* va ainsi conquérir de nouveaux quotidiens, ceux d'Hachette *(le Provençal* et *le Méridional* à Marseille, *Var-Matin* à Toulon, *les Dernières Nouvelles d'Alsace* à Strasbourg, *l'Echo républicain* à Chartres), soit 700 000 exemplaires de plus. Pour Hachette, il s'agit de barrer la route au groupe Hersant. *« Nous ne voulons pas prendre le risque que M. Hersant puisse dire un jour à des annonceurs que son supplément télé a une couverture nationale »*, précise Paul Giannoli, directeur de la rédaction de *Télé 7 Jours*.

La ligne de bataille entre les deux groupes est nette : *TV Magazine*, le supplément du groupe Hersant, est implanté dans la région Rhône-Alpes, en Normandie, dans le Centre et le Nord. Hachette et son allié Michel Hommell occupent la Côte d'Azur, l'Est et le Nord. Mais tous deux rivalisent de séduction pour que *le Midi libre* (Montpellier) – dont M. Hersant possède des parts – *adopte l'un ou l'autre magazine*. Quant à la région ouest, M. Hommell y fait vendre son *TV Hebdo* dans les kiosques, sans le soutien d'un quotidien, au prix de 3 F. Il vient aussi de le lancer dans les kiosques de Clermont-Ferrand, fief de *la Montagne*.

Pourtant, des lecteurs de la presse régionale renâclent devant ce supplément TV qui leur est imposé en sus de leur quotidien et qui nécessite de débourser quelques francs de plus. Quant aux autres magazines de programmes, ils assistent à cette bataille avec une pointe d'anxiété. *« Il n'y a pas encore réellement de contrecoup sur nos ventes*, assure M. Claude Darcey, responsable de *Télé-Star*, l'hebdomadaire télé de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), *mais on s'attend à une baisse de 10 % de la diffusion dans les zones où ces suppléments sont livrés avec un quotidien régional. »* Le prix – en moyenne 6 F pour le quotidien et son supplément – est en effet alléchant. Ce qui n'empêche pas les éditeurs des magazines indépendants de critiquer ce dumping.

Ils ne baissent pas les bras pour autant. Tout est bon pour accroître la diffusion. Le parrainage d'émissions est un des axes privilégiés par des titres comme *Télé-Star* ou *Télé Z*, tandis que *Télé-Poche*, le magazine des Editions mondiales, préfère lancer son jeu « Télé-Mago » sur TF 1, ce qui a permis à sa diffusion de grimper de 1 800 000 exemplaires en novembre dernier à 2 200 000 actuellement.

Télérama, pour sa part, a choisi de renforcer son image d'*« hebdomadaire de toutes les cultures »* qui exerce son talent critique autant sur la télévision que le cinéma ou la radio. *« Nous sommes voués à la différence »*, explique M. Bernard Roux, PDG de *Télérama*, qui ne fait pas mystère de son refus de s'aligner sur la formule des autres magazines de programmes (stars, jeux, fiches diverses, etc). Un choix sans concession mais payant puisque *Télérama* dépasse les 500 000 exemplaires.

« Concurrence trop forte »

La menace que représente les suppléments de la presse régionale n'empêche pas les éditeurs de magazines de caresser d'autres projets. Les Editions mondiales prévoient ainsi d'éditer un second titre télé, à côté de *Télé-Poche*, au début 1989. Le projet ne verra pourtant le jour que si les tests démontrent que le créneau reste ouvert. Or, entre les douze millions d'exemplaires diffusés chaque semaine par les hebdomadaires spécialisés et les cinq millions que représentent les suppléments du groupe Hersant et ceux de l'alliance Hachette-Hommell, la marge est étroite, la France comptant vingt millions de foyers... Des chiffres qui ont fait réfléchir TF 1.

Présentée comme partenaire potentiel des Editions mondiales, la chaîne a démenti de telles intentions. Pour M. Philippe Gosset, ancien directeur adjoint de la rédaction de *Télé 7 Jours*, chargé de la diversification écrite à TF 1, *« le marché des hebdomadaires TV est trop difficile et la concurrence trop forte. TF 1 ne participera donc à aucun quotidien ni à aucun magazine télé. »* La bataille ne semble rebuter ni le groupe Hachette ni le groupe Hersant.

YVES-MARIE LABÉ.

« Le Monde radio-télévision »

Le Monde a lancé son propre supplément hebdomadaire « radio-télévision-communication » le 9 juin 1986. Il paraît depuis, avec l'édition datée dimanche-lundi. « Le Monde radio-télévision-communication » a augmenté la vente en France du journal pendant le week-end de 26,5 % (comparaison entre janvier-février 1986 et janvier-février 1988).

Défense

Le missile S-4, pour quoi faire ?

M. Chirac et la zone « grise » de la dissuasion

En laissant entendre, mardi 8 mars, lors de sa conférence de presse de candidat à l'élection présidentielle, que le prochain missile nucléaire sol-sol S-4 pourrait servir à lancer un ultime avertissement contre le *« sanctuaire »* d'un adversaire, M. Jacques Chirac a introduit dans la réflexion stratégique en France une nuance nouvelle qui risque, probablement, de ne pas faire l'unanimité, y compris au sein de la majorité qui a soutenu le premier ministre.

Destiné à remplacer, après 1996, le missile S-3 actuellement enfoui en silo dans le plateau d'Albion, en Haute-Provence, le S-4 est un missile léger (de l'ordre de 9 tonnes) à une tête thermonucléaire, qui devrait être, lui aussi, enterré dans un premier temps, avant de donner naissance, le cas échéant, à une version mobile, c'est-à-dire montée sur une remorque banalisée et empruntant beaucoup à la cabine de tir du lanceur du missile préstratégique Hadès, prêt à succéder à Pluton en 1992 *(le Monde* du 5 décembre 1987).

Le S-4, tel qu'il est aujourd'hui conçu par les techniciens, a une particularité : sa trajectoire tendue (avec une apogée de 300 kilomètres pour des distances de l'ordre de 3 500 kilomètres) et son extrême précision d'impact devraient lui permettre d'atteindre des objectifs défendus, c'est-à-dire « durcis » et protégés, comme des cibles militaires, à la différence des objectifs démographiques ou économiques que l'on entoure généralement de moins de précautions.

Ce sont précisément ces caractéristiques et ces performances-là qui font souligner à M. Chirac *« la souplesse de mise en œuvre »* et *« la résistance »* du S-4 français. Pour ajouter aussitôt : *« Un missile de ce type, qui permet une plus grande précision, pourrait, en cas de nécessité, se voir attribuer une fonction d'ultime avertissement sur le « sanctuaire » d'un agresseur éventuel. »* Autrement dit, avec le S-4, la panoplie française est complétée par un missile qui relève de cette zone grise ou floue, en tout cas ambiguë, des armes à la fois stratégiques et préstratégiques.

Entre les armes préstratégiques, comme le missile sol-sol Hadès (480 kilomètres de portée), ou le missile aéroporté ASMP (100 à 300 kilomètres de portée selon l'altitude de tir de l'avion sur lequel il est embarqué), qui visent les arrières du dispositif adverse, et les armes stratégiques, comme les missiles mer-sol M-20 ou M-4 des sous-marins nucléaires, qui ont des portées de 4 000 à 6 000 kilomètres contre les villes adverses, il y aurait place pour un missile mi-chèvre, mi-chou, tel que le S-4, dont la menace d'un emploi en antiforces sur le *« sanctuaire »* ennemi signifierait que la France est prête à engager le feu nucléaire.

En schématisant à l'extrême une conception qui, en réalité, est davantage en demi-teinte, un missile S-4, auquel on demanderait de symboliser l'*« ultime avertissement »* de la dissuasion nucléaire, prendrait des allures de Super-Pershing-2 (le missile intermédiaire, de 1 800 kilomètres de portée, que les Américains ont accepté de démanteler). Si, de surcroît, la version mobile du S-4 voyait le jour, ce nouveau modèle de missile deviendrait, à sa façon, un maillon de l'arsenal nucléaire français au profit de l'Europe.

Au moment de la discussion parlementaire sur ce programme S-4, deux rapporteurs de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, MM. Jean-Pierre Bechter (RPR) et Pierre-André Wiltzer (UDF), le premier proche de M. Chirac et le second de M. Raymond Barre, avaient fustigé, par avance, l'emploi, qu'ils qualifiaient alors de *« dangereux »*, d'un missile terrestre stratégique mobile *« sous couvert de souplesse d'emploi »*. Ils avaient ajouté : *« La nouvelle composante nucléaire sera stratégique. Elle ne pourra pas être utilisée pour délivrer l'ultime avertissement. C'est là le rôle du nucléaire tactique »*, encore appelé préstratégique.

On le constate : le candidat Chirac est allé au-delà de la majorité parlementaire du premier ministre sur un aspect, qui n'est pas de détail, de la sécurité européenne.

JACQUES ISNARD.

Culture

Le programme du 42e Festival d'Avignon

Cycle Georges Perec, présence de Boulez

Patrice Chéreau, Pierre Boulez, Georges Perec, Merce Cunningham, Karine Saporta... quelques noms phares du 42e Festival d'Avignon, qui aura lieu du 9 juillet au 4 août.

THEATRE

Le Théâtre des Amandiers de Nanterre ouvre le festival avec la création de *Hamlet*, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Gérard Desarthe (du 9 au 19 juillet, à la Cour d'honneur). Suivra, du 23 au 26, une autre pièce de Shakespeare, *le Conte d'hiver*, dans la mise en scène de Luc Bondy, qui se donne actuellement à Nanterre. Pierre Romans présente *Chronique d'une fin d'après-midi*, d'après Tchekhov (du 15 au 21, au cloître du Palais Vieux), et Daniel Emilfork a écrit, met en scène et joue *la Journée des chaussures* (du 13 au 24 juillet aux Cordeliers). Enfin, Patrice Chéreau reprend avec Laurent Mallet *Dans la solitude des champs de coton*, de Bernard Marie Koltès (du 16 au 26 juillet, dans un nouveau lieu, la salle de Courtine).

Cycle Georges Perec : *l'Augmentation*, par Didier Bezace et Jean-Louis Benoît (du 11 au 19 juillet, salle Benoît-XII) ; *la Vie mode d'emploi*, par Michel Lonsdale, une production France-Culture (du 20 au 26 juillet, à l'hôtel Saint-Laurent) ; *Je me souviens*, par Sami Frey (du 25 au 31 juillet, aux Pénitents-Blancs) ; *W*, lecture dirigée par Jean-Claude Grumberg (du 21 au 25 juillet, aux Cordeliers) ; une production de la société des auteurs, ainsi que l'ensemble du programme Perec, y compris des lectures de poésie qui ont lieu pendant toute la durée du festival.

D'autre part, Geneviève de Kermabon monte *Freaks*, d'après le film de Tod Browning (du 10 au 20 juillet, aux Pénitents-Blancs), Bernard Sobel, *Les amis font le philosophe*, de Lenz (du 15 au 19 juillet au cloître des Carmes). Maurice Bénichou, *les Trois Sœurs*, dans une maison de l'île de la Barthelasse (du 15 au 31 juillet), Christian Colin, *Simplement compliqué*, de Thomas Bernhard (du 20 au 27 juillet, au Théâtre municipal), Antoine Vitez, *les Apprentis sorciers* (du 22 au 26 juillet, à Benoît-XII), Isabelle Pousseur, *le Géomètre et le Messager*, d'après Kafka (du 25 juillet au 1er août aux Carmes), François Rancillac crée *le Nouveau Mendoza*, de Lenz (du 26 juillet au 1er août, aux Célestins), Alain Timar, *le Funambule*, de Genet (du 12 au 31 juillet, au Théâtre des Halles). Philippe Avron, *Dom Juan 2000* (du 24 juillet au 3 août, au cloître de la Collégiale).

Le Conservatoire de Paris présente une mise en scène de son directeur Jean-Pierre Miquel, *l'Epreuve*, et *les Sincères*, de Marivaux, plusieurs travaux d'élèves – classes de Daniel Mesguich, Jean-Pierre Vincent, l'Atelier de Viviane Théophilidès avec *les Coréens*, de Vinaver.

Deux troupes soviétiques seront à Avignon : le Théâtre eExpérimental de Moscou, avec *Six Personnages en quête d'auteur*, de Pirandello, mise en scène d'Anatoly Vassliev. Le Studio-Théâtre d'Oleg Tabakov, avec *le Fou de Jourdain*, d'après Molière (du 22 au 26 juillet, au Tinel de la Chartreuse). D'autre part, le Nouveau Théâtre de Tunis crée *A'Rab* (du 21 au 30 juillet, à l'église de la Chartreuse), et *les Troyennes*, d'Euripide, jouées en grec ancien, mis en scène par Thierry Salmon et en musique par Giovanna Marini, coproduites par le Festival de Gibellina, iront au cloître du cimetière de la Chartreuse, du 10 au 18 juillet.

MUSIQUE

Pierre Boulez, avec l'IRCAM et l'Ensemble intercontemporain, donnent *Repons* et *Dialogue de l'ombre double*, à la carrière Callet, du 11 au 19 juillet – et joueront toute la nuit du 15 juillet à partir de 22 heures. Le Centre Acanthe, installé à la Chartreuse, organise des cours consacrés à Boulez, ainsi que des concerts (les 12, 13, 17, 19 et 20 juillet). Michel Hermon interprète des lieder de Schubert, Wolf et Brahms, les 28, 30 juillet et 1er août. Jean Dautremay met en scène un opéra de Paul Mefano sur le texte de Voltaire *Micromégas*, du 10 au 13 juillet au Théâtre Municipal. Un programme de musiques populaires du Pakistan est donné aux Célestins du 15 au 20 juillet, et toute la nuit du 21.

DANSE

Merce Cunningham succède à Patrice Chéreau à la Cour d'honneur, du 30 juillet au 4 août avec une création. Alain Crombecque, directeur du Festival, a donné carte blanche à Karine Saporta qui a invité Mark Tomkins, Jan Fabre, Jean-François Duroure, Nicole Mossoux, des danseurs russes et la compagnie Caput Mortuum.

CINÉMA

Après avoir, les années précédentes, montré la naissance et l'enfance du cinéma, on arrive au parlant. Au passage du silence au son. Le Palace accueille les derniers chefs-d'œuvre muets et les premières comédies musicales. Six soirées-événements sont organisées aux Célestins avec, en particulier, *l'Opéra de quat'sous*, de Pabst, version française et allemande. Des rencontres réunissent les conservateurs de cinémathèque, les spécialistes du son et de la musique, du 15 au 25 juillet.

EXPOSITIONS

Alberto Magnelli à la grande chapelle du Palais des papes, du 4 juillet au 30 septembre. Les autres expositions se tiennent pendant la durée du festival. La Livrée Ceccano, « Autour d'André Du Bouchet ». Eglise des Célestins, « Les lieux de l'action culturelle ». Maison Jean Vilar, « Le cirque et ses artistes ».

Comme chaque année, se poursuivent les concerts de musique sacrée, les lectures de textes et de poésie organisée par la Société des auteurs, et bien entendu le off festival.

Le Festival d'Avignon est parrainé par le Crédit local de France, et les sponsors se multiplient.

C. G.

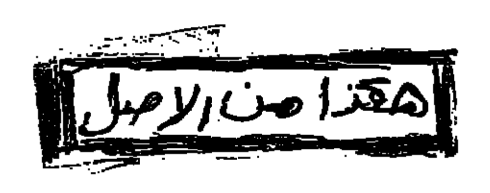
★ Renseignements : 8 bis, rue de Mons, 84000 Avignon. Tél. : 90-82.68.08. A Paris, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009. Tél. 48-75-59-88.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Cabinet de Me Yves Laurin, avocat à la Cour d'appel de Paris

De l'ordonnance de référé rendue contradictoirement par M. le président du Tribunal de Grande instance de Paris le 4 mars 1988 entre le COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SAUVEGARDE DE VENISE, demandeur, et M. Daniel VIAL, défendeur, il est extrait ce qui suit :

« LE COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SAUVEGARDE DE VENISE fondé en 1969, présidé par M. l'Ambassadeur Gérard GAUSSEN, ne possède aucun lien avec M. Daniel VIAL et ne participe pas aux manifestations annoncées à Pékin et en Chine pour le mois de juin 1988 en faveur de Venise et de la Grande Muraille de Chine ».



هكذا من الاصل

Economie

SOMMAIRE

■ Nouveaux remous sur le marché monétaire : le gouvernement britannique laisse monter la livre grâce à des taux d'intérêt très élevés *(lire ci-dessous)*. ■ Tous les grands pays exportateurs de pétrole, membres ou non de l'OPEP, pourraient se réunir pour définir une politique de défense des prix *(lire page 29)*. ■ Selon le CNPF, le chiffre d'affaires des entreprises françaises engagées en Afrique, a baissé de 25 % ces deux dernières années *(lire ci-dessous)*. ■ Avec un relèvement des taux minimum exigés pour l'adhésion, les régimes de retraite des cadres supérieurs devraient être prochainement généralisés *(lire page 29)*.

Les besoins financiers de l'Afrique

Le chiffre d'affaires des entreprises françaises a baissé de 25 % en 1986 et 1987

selon un rapport du CNPF

La crise économique et financière, qui secoue nombre de pays en développement, est particulièrement rude en Afrique. Principal souci des organismes multilatéraux d'aide qui multiplient les facilités financières à l'égard de ce continent où se retrouvent la majorité des nations les plus démunies de la planète, l'avenir de l'Afrique inquiète tout particulièrement la France. Le rapport du comité ACP (1) du CNPF apporte une dimension économique et commerciale à ce problème.

Deux chiffres résument le mouvement de bascule qui a marqué un phénomène connu par tous les pays en développement, mais particulièrement net en Afrique : l'aide publique de la France à l'Afrique subsaharienne comme au Maghreb est passée de 9,8 milliards de francs en 1982 à 16,8 milliards en 1985. Dans le même temps, les flux de capitaux privés (investissements directs et prêts bancaires) s'asséchaient, passant de 12,7 milliards à 1,6 milliard seulement. Les investissements des filiales d'entreprises françaises se réduisaient pour leur part de plus de moitié pour ne représenter que 2 milliards. Cette évolution, à la mesure de l'« onde de choc » de la crise africaine, a bien évidemment influencé négativement les échanges commerciaux. La part de l'Afrique est tombée de 10,8 % des importations françaises en 1984 à 6,5 % deux plus tard, celle des exportations passant dans le même temps de 11,8 % à 9,6 %. Des chiffres qui reflètent la chute des cours des matières premières que vendent les payx africains mais aussi la forte concentration des achats de ces mêmes pays, généralement engagés dans une politique d'austérité interne pour tenter de sortir du piège de leur endettement.

Si la crise a ouvertement éclaté au début des années 80, il faut attendre 1986 pour en mesurer les conséquences sur les relations économiques entre la France et un continent avec lequel elle entretient des liens privilégiés. Le rapport du comité ACP du CNPF évalue, en moyenne, à 25 % la chute du chiffre d'affaire des entreprises engagées en Afrique en 1986 et en 1987. Une moyenne qui doit être lue à la lumière du poids du continent africain dans les exportations des principaux secteurs professionnels français : environ 15 % pour la mécanique, l'électricité ou la chimie, 20 % pour la construction navale, 30 % pour l'équipement ferroviaire, 40 % pour la pharmacie ou 50 % pour les farines. Une mention particulière doit être apportée au secteur du bâtiment-travaux publics, dont 42 % des exportations dépendent de l'Afrique et qui ont pâti de la baisse des grands contrats et des difficultés financières des pays africains.

S'agit-il d'un signe de faiblesse à un moment où s'aiguise la concurrence commerciale internationale et où un nombre croissant de nations industrielles jouent la carte des régions en développement de forte croissance comme l'Asie ? Le rapport ne répond pas à cette question. Après avoir souligné la coresponsabilité de la France et des pays africains dans la crise qui les frappe, le comité ACP plaide pour une relance des investissements grâce à un *« programme d'action concertée »* permettant aux pouvoirs publics et un secteur privé, tant français qu'africain, d'assurer la pérennité d'une longue tradition de coopération. Il s'appuie sur les résultats d'un sondage pour conforter l'idée qu'un désengagement serait non seulement mal venu mais aussi mal compris par les sociétés françaises.

Fr. C.

(1) Le comité ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) est présidé par M. Jean-Pierre Prouteau.

5 milliards de dollars de ressources supplémentaires seraient nécessaires chaque année

selon un rapport des Nations unies

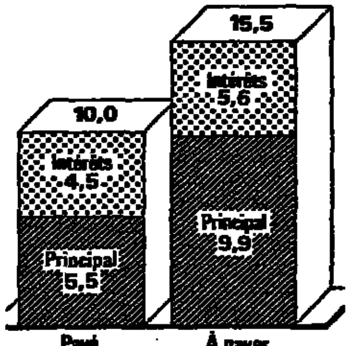
« A supposer que les pays d'Afrique persévèrent dans l'exécution de leurs programmes d'ajustement structurel, nous estimons leur besoin d'aide au cours des prochaines années à 5 milliards de dollars par an, en plus de ce que, au milieu de 1987, ils espéraient recevoir jusqu'à la fin de la décennie. **» Telles sont les conclusions du comité de treize experts formé l'an dernier par le secrétaire général des Nations unies présidé par Sir Douglas Wass qui vient de remettre son rapport sur la situation économique de l'Afrique subsaharienne.**

NEW-YORK
de notre correspondant

Un rapport de plus? peut-être! Mais celui-ci a le mérite d'être aussi apolitique que possible et de présenter les problèmes avec une clarté propre aux hommes de terrain qui l'ont signé. Réunis *« dans un esprit de réalisme, mais aussi dans un esprit d'optimisme prudent »*, les banquiers et experts financiers occidentaux, africains, arabes et asiatiques (le bloc soviétique est resté à l'écart) ont d'abord constaté ce qui est devenu un triste refrain : *« L'économie de l'Afrique subsaharienne est tributaire d'un nombre limité de matières premières aux rendements financiers incertains, et dépend lourdement des importations pour ses produits manufacturés, son énergie et même sa nourriture. La région souffre d'un taux de natalité particulièrement élevé et d'un manque de compétences gestionnaires et administratives. A cela s'ajoutent des catastrophes naturelles et l'instabilité politique génératrice de flux de réfugiés »*.

Critiquant les financiers occidentaux pour leur *« manque d'imagination »*, le comité estime que l'endettement de la région (100 milliards de dollars en 1987) est tel que certains pays ne peuvent plus, raisonnablement, envisager de l'alléger de manière significative.

LE SERVICE DE LA DETTE
(moyennes annuelles, en milliards de dollars)



Aussi le rapport recommande-t-il un aménagement des flux financiers, notamment des remboursements, par des *« méthodes nouvelles »*. Les propositions paraissent moins originales lorsque l'on s'aperçoit qu'elles préconisent essentiellement une remise totale de la dette pour les pays les plus pauvres et un aménagement des remboursements à des taux inférieurs à ceux du marché pour les pays moyennement nantis.

Dans ses grandes lignes, le plan du comité rappelle celui que la session spéciale de l'Assemblée générale, tenue en mai 1986 à New-York, n'avait pu adopter en raison d'un manque de consensus politique. Estimant à 3 milliards de dollars l'augmentation de l'aide attendue de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la Banque africaine de développement, le comité propose qu'un autre milliard soit dégagé par la réduction unilatérale de la dette et qu'un milliard supplémentaire soit apporté par les Etats donateurs.

Avec prudence, le rapport ignore la demande de la majorité des gouvernements africains en faveur d'une conférence internationale sur l'endettement de l'Afrique noire. En revanche, ses auteurs rendent hommage à la trentaine de pays qui se sont déjà engagés sur le chemin, souvent douloureux et politiquement dangereux, de la restructuration interne, axée essentiellement sur la réduction des dépenses publiques et la promotion de l'entreprise privée.

Sans le dire clairement, les experts laissent entendre que la situation actuelle est due en grande partie à ceux des dirigeants africains qui, dans l'euphorie du premier choc pétrolier, avaient cru que les cours élevés des matières premières allaient se maintenir. Succombant à l'optimisme débridé des années 1975-1977, la plupart des gouvernements se sont endettés à des niveaux simplement déraisonnables, alors que, dès 1980, les cours baissaient.

La pudeur politique a empêché les treize experts de faire également un autre constat : l'endettement de l'Afrique noire a été largement encouragé par le monde arabe — à l'époque aussi généreux que politiquement intéressé, — qui n'a jamais tenu les contrats, encore moins ses promesses. *« Lourdement éprouvée, l'Afrique s'éveille aux réalités. Il faudra sans doute du temps pour persuader les financiers occidentaux que le changement est réel »*, conclut un banquier new-yorkais.

CHARLES LESCAUT.

Les coopératives soviétiques seront taxées

MOSCOU
de notre correspondant

Dans une intervention publiée le mardi 8 mars, M. Gorbatchev a annoncé des réformes fiscales destinées à limiter les profits excessifs réalisés par les coopératives soviétiques. Ces propos sont destinés à rassurer certains responsables du secteur public qui estiment parfois que ces nouvelles entreprises privées bénéficient de privilèges exorbitants.

Malgré les critiques ouvertes dont elles sont souvent l'objet, les coopératives soviétiques continuent de bénéficier d'un clair soutien politique des autorités. Le dimanche 6 mars, les principaux quotidiens d'URSS ont consacré près de quatre pages à la publication du projet de loi sur ces coopératives créées l'année dernière après que le Soviet suprême a adopté, en novembre 1986, un premier texte régissant le *« travail individuel »*.

Principale innovation de ce projet soumis à la *« discussion nationale »* : les coopératives pourront entrer en relations d'affaires directes avec des entreprises étrangères et se faire payer en devises fortes qu'elles auront la possibilité de réinvestir, notamment en s'équipant sur les marchés occidentaux. Pour le reste, le projet précise essentiellement des dispositions déjà connues et n'aurait pas mérité une telle publicité si l'on n'avait pas voulu marquer que cette réforme ne serait pas battue en brèche.

A en croire les indications récemment données par M. Gorbatchev, 13 000 entreprises privées auraient été fondées depuis l'année dernière et emploieraient plus de 300 000 personnes. Impressionnants, compte tenu de la nouveauté du phénomène, ces chiffres sont cependant faibles au regard de la taille de l'Union soviétique, des espérances économiques placées dans l'initiative privée et, surtout, des secteurs dans lesquels elle s'est développée.

Car pour l'instant coopérative rime le plus souvent avec restaurants, petits ateliers de matière plastique, taxis et services de réparation. Ce n'est pas rien dans un pays où ces secteurs sont dramatiquement faibles, mais ce n'est pas encore là l'aiguillon que les réformateurs aimeraient faire sentir au secteur d'Etat.

Les prix pratiqués aujourd'hui par les coopératives étant de surcroît inaccessibles au Soviétique moyen, elles ont pu être facilement dénoncées par les conservateurs comme un luxe à l'usage de fortunes douteuses et un encouragement à une inégalité sociale choquante. Ces critiques sont loin d'être mal reçues par les Soviétiques, car le refus des privilèges accumulés depuis des décennies par la bureaucratie est un élément fondamental du désir de changement et que, s'en prenant à l'égalitarisme, les réformateurs se placent ainsi en porte-à-faux.

B. G.

Mme Thatcher encourage la flambée de la livre

(Suite de la première page.)

Les taux d'intérêt britanniques, parmi les plus élevés d'Europe, resteront très attrayants : de 9 % à trois mois, ils sont supérieurs de 5,5 points à ceux de l'Allemagne fédérale et de plus d'un point aux taux français. L'assurance d'un gain rapide l'emporte ainsi sur un élément qui, en d'autres temps, aurait déprimé la livre : la baisse persistante des cours du pétrole, désormais au-dessous de la barre des 14 dollars. Jugé *« artificiel »* par un opérateur, cet engouement pour la devise britannique pourrait aboutir à un marché de dupes si le mouvement se poursuivait trop longtemps. A court terme toutefois, chacun sait que le gouvernement Thatcher ne dispose, pour freiner la montée des pressions inflationnistes, que de deux armes : celle des taux d'intérêt et une monnaie forte pour calmer la boulimie des consommateurs.

Cette boulimie s'était traduite, en 1987, par la plus forte croissance de l'économie depuis quinze ans, une poussée de 4,8 % du produit national brut, mais aussi par une détérioration des comptes extérieurs. Dans un premier temps, le gouvernement britannique a apparemment choisi de lutter en priorité contre la hausse des prix : 4,2 % l'an dernier, 5 % cette année si la hausse des salaires se poursuit à son rythme actuel. Le budget, qui sera dévoilé le 15 mars, devrait en apporter la confirmation. *Le chancelier de l'Echiquier*, M. Nigel Lawson, en dépit d'une marge de manœuvre exceptionnelle apportée par un excédent budgétaire, laisse actuellement entendre qu'il ne se laissera pas aller au laxisme fiscal, même pour satisfaire l'électorat conservateur.

Autant dire que l'engagement discret pris par les autorités monétaires d'une baisse des taux d'intérêt si la livre atteignait la barre des 3 marks a été, provisoirement, enterré. Provisoirement, car l'équipe au pouvoir sait qu'elle ne peut, au nom d'une meilleure stabilité des prix, laisser la livre s'envoler de façon excessive, au risque de voir se détériorer rapidement les comptes extérieurs du pays. Cette régulation de l'économie par les taux et la monnaie repose un autre problème, celui de l'entrée éventuelle de la livre dans le système monétaire européen (SME), au moment où des voix de plus en plus nombreuses se font entendre en faveur de son renforcement.

Un tel impératif semble bien éloigné des préoccupations des cambistes. Dans l'attente d'indices nouveaux dans le budget britannique ou lors de la publication des prochains résultats du commerce extérieur américain, le 17 mars, les opérateurs cherchent à sortir de leur grisaille quotidienne et s'offrent des pointes de fièvre rentables quand ils le peuvent. Cette fois-ci sur la livre, demain sur le dollar ?

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

REPÈRES

Crédit impôt-recherche

Des résultats meilleurs que prévu

« Les résultats concernant le dernier exercice connu du crédit impôt-recherche (CIR) seront nettement meilleurs que prévu », a affirmé M. Jacques Valade, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, lors du colloque organisé le 8 mars à Paris par l'ANRT (Association nationale de la recherche technique) sur « Le transfert de compétences vers les PMI : objectif 1992 ». Les entreprises ont en effet touché, au titre du CIR 1987, 1,4 milliard de francs, alors que l'on tablait sur 1,1 milliard de francs dans le budget de l'Etat. Cette procédure, qui permet aux entreprises de déduire de leur impôt une partie de leurs dépenses de recherche, sera reconduite jusqu'en 1992. Elle mettra l'accent sur la recherche associative et privilégiera les PME désireuses de démarrer ou de développer des programmes de recherche-développement.

En 1988, le CIR devrait bénéficier à plus de trois mille cinq cents entreprises, avec une enveloppe budgétaire de 1,6 milliard de francs. Cette année, le mécanisme de la « reprise » (remboursement), en cas de diminution de l'effort de recherche d'une année sur l'autre, a été supprimé.

Balance commerciale

Nouveau recul du prêt-à-porter

La balance commerciale dans le secteur de l'habillement s'est encore dégradée en 1987. Elle affiche un déficit de 3,8 milliards de francs pour 1987 contre un déficit de 1,8 milliard en 1986. Le taux de couverture est passé de 86 % en 1986 à 74 % en 1987.

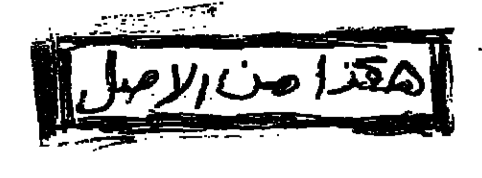
Si les exportations ont progressé de 1,5 %, les importations ont crû de 16,5 % en 1987. C'est la baisse du dollar qui explique ce mauvais score puisque nos importations en provenance des pays à bas salaires (de la zone dollar) ont été dopées par la chute du billet vert. Même si la CEE reste notre principal fournisseur elle ne représente plus que 64 % de nos importations contre 68 % en 1986. A l'inverse, les importations des pays avec lesquels la France a des accords préférentiels (les nations méditerranéennes notamment) progressent de 2 %, les importation des pays soumis à quotas par l'accord multifibre (AMF) ont progressé de 30 %. Pour la première fois les pays AMF, qui ne remplissaient que 60 % de leurs quotas, les ont remplis en 1987, la Chine les ayant même dépassés.

Pêche

Reprise des conversations franco-canadiennes

Les négociateurs canadien et français chargés de trouver une solution au contentieux entre les deux pays sur la pêche se rencontreront à très brève échéance, a annoncé, le 8 mars, le ministère français des affaires étrangères. *« Nous sentons qu'il y a un mouvement du côté des Canadiens »*, a indiqué le porte-parole du Quai d'Orsay. *« Nous avons l'impression que la récente rencontre entre le premier ministre Jacques Chirac et son homologue canadien Brian Mulroney* [au sommet de l'OTAN à Bruxelles] *a provoqué un mouvement du côté canadien et que nous sommes sur la voie d'une solution possible. »*

Il ne s'agit pas, pour le moment, d'une reprise des négociations sur le fond du conflit (niveau des quotas et délimitation des eaux territoriales) mais seulement sur la procédure qui permettrait, à travers un arbitrage international, d'avancer vers une solution.



Économie

ÉTRANGER

Le plan d'austérité péruvien est moins rigoureux que prévu

LIMA
de notre correspondante

« Il n'y aura pas de mesures économiques traumatisantes », a déclaré le président Alan Garcia, mardi soir 8 mars, en présentant devant les caméras de la télévision son nouveau programme économique. *« Les problèmes doivent se résoudre progressivement. »*

Le message a surpris — positivement — la population et les dirigeants syndicaux, qui s'attendaient à de fortes augmentations de prix. En effet, l'avant-veille, la presse avait largement diffusé le contenu d'un redoutable « paquet », confectionné par l'équipe économique, qui devait radicalement juguler l'hyper-inflation (26 % entre janvier et février) et éponger le déficit budgétaire (10 % du PIB en 1987). On commentait par avance le retour du régime social-démocrate au modèle orthodoxe et aux recettes d'austérité préconisées par le Fonds monétaire international, tant de fois vilipendés.

« Il n'y a que deux issues à la crise », a expliqué le président Garcia. La solution préconisée par le FMI et la redistribution démocratique du revenu *« grâce à un réajustement sélectif de la production »*. C'est cette dernière solution qui a été adoptée. La production de certains biens coûteux en devises, est abandonnée. Dans l'avenir, l'appareil productif devra se reconvertir pour fournir des biens essentiels à la population : alimentation, habillement, logement, éducation, santé.

Le président Garcia a parlé d'une *« économie de guerre »* pour mettre un terme à *« l'hémorragie de dollars »*, qui, de façon cyclique, provoque les crises économiques au Pérou et conduit à la récession. Tout en annonçant une augmentation du salaire minimum vital de 60 %, le chef de l'Etat a signalé la suppression progressive des subventions. Dans un premier temps, le prix de l'essence va être majoré de 50 % ; celui des aliments de base, comme le riz, le sucre, le pain, les pâtes, l'huile, de 25 % à 60 %.

Pour stimuler les exportations et l'épargne, le gouvernement va modifier le taux de change et élever les taux d'intérêt bancaires. Ces mesures additionnelles devraient être publiées prochainement dans le *Journal officiel*.

Le coût de ce rajustement sera supporté pour l'essentiel par une minorité de privilégiés, qui brûlaient les devises en faisant du tourisme ou en important des biens de luxe. Désormais, ces devises devront être acquises sur le marché parallèle, à un coût deux ou trois fois plus élevé que le change officiel. *« L'important*, a conclu M. Garcia, *c'est que la consommation vitale de quinze millions de Péruviens soit satisfaite. »*

Ce plan n'attaque pas l'inflation. Les économistes consultés craignent que celle-ci ne soit supérieure à 20 % en mars, et à plus de 200 % cette année. En revanche, il devrait freiner de façon drastique l'hémorragie de devises.

La stratégie peu orthodoxe appliquée par le président Garcia depuis juillet 1985 a catapulé le Pérou au premier rang des pays d'Amérique latine avec une croissance de 8,5 % en 1986 et de 7 % en 1987. Une victoire, puisque la croissance était pratiquement nulle depuis cinq ans. Mais une victoire à la Pyrrhus, puisque celle-ci a coûté au pays 1,5 milliard de dollars en devises.

Aujourd'hui, l'économie est saignée à blanc : depuis le début de l'année, la perte quotidienne de devises est de 3,5 millions de dollars. Le gouvernement a dû se résoudre à puiser sur ses réserves d'or et d'argent, représentant 400 millions de dollars.

Le Pérou ne peut compter ni sur l'aide extérieure suspendue après l'annonce du non-remboursement de la dette au-dessus d'un plafond de 10 % des exportations, ni sur l'investissement interne, qui s'est contracté après l'étatisation du système financier en juillet dernier. Reste à savoir si le plan qui vient d'être annoncé suffira à enrayer la crise.

NICOLE BONNET.

Endettement : les idées de M. Camdessus

M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, a déclaré, le mardi 8 mars à Zurich, devant l'Institut suisse de recherches internationales, que le conseil d'administration du Fonds étudiait actuellement des solutions qui pourraient accroître ses interventions dans les pays endettés.

Il s'agit d'abord d'améliorer l'une des facilités de crédit destinée, en particulier, aux pays à revenu intermédiaire, en Amérique latine notamment. Ce « mécanisme élargi de crédit » prévoit des délais de prêt à plus long terme et des montants plus élevés que les crédits « stand by » du FMI (accords de confirmation). En outre, le Fonds pourrait mettre au point des dispositifs de financement pour événements imprévus : chute brutale des cours d'une matière première ; hausse des prix des importations, ou même « envol » des taux d'intérêt.

Il serait « indispensable que, parallèlement aux efforts du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, les banques commerciales acceptent d'accorder des financements suffisants et pour de plus longues périodes » aux pays endettés, conclut le directeur du Fonds.

BIBLIOGRAPHIE

« Le Festin de la terre » et « les Années folles des matières premières », d'Eric Fottorino

Une épopée de l'Homme et de l'humanité

Le Festin de la terre, l'histoire secrète des matières premières (1) est une sorte d'épopée, celle du combat que l'homme livre à la terre pour en extraire toutes les richesses. Outre la nature et l'espèce, il y a des héros secondaires mais puissants : le hasard, le goût du lucre, la volonté de domination, la raison d'Etat. Il y a deux épopées en une : celle de l'homme, celle de l'humanité.

Il faut suivre, produit par produit, l'histoire de la première découverte, de la mise au point, de la diversification des usages, de ce que l'on appelle maintenant la mise en marché puis l'histoire de l'installation du produit dans les mœurs. Parfois, l'aventure est d'une délicieuse... banalité. Parfois, au contraire, elle tourne au drame.

Combien instructif est le rappel des affrontements financiers puis géopolitiques auxquels donnent lieu l'or, le cuivre, le pétrole et quelques autres produits essentiels. L'histoire de l'Iran n'aurait pas été ce qu'elle a été si Mossadegh n'avait nationalisé le pétrole. Pinochet n'existerait pas si Allende n'avait nationalié les mines de cuivre avant d'être abattu par les riches propriétaires étrangers avec le concours des politiques et des services secrets.

La « conscience universelle » s'exprimerait mieux à l'égard de l'apartheid si l'Afrique du Sud n'était pas l'un des grands *« scandales géologiques »* de la planète qu'il faut garder dans le giron de l'Occident. Et le cas d'Israël ne serait pas ce qu'il est si cet arpent de terre n'était planté là sous protection américaine au cœur de l'islam pétrolier.

Et tout cela est raconté avec vivacité, avec passion même. Le détail relève d'un bon journalisme, l'ensemble esquisse la fresque d'une histoire humaine où la volonté d'avoir, le désir de paraître, la peur du manque, la frénésie de gaspiller jouent les compères autour de la raison ou la déraison des Etats et des grands groupes.

1972-1987, les années folles des matières premières (2) est d'un tout autre tonneau. Ces trois lustres sont marqués par la tentative hégémonique de l'OPEP, le rapport apocalyptique du Club de Rome sur la croissance zéro, l'angoisse occidentale devant le risque de pénurie, les crises, l'évolution des technologies en quête d'économies de matières premières, l'abondance, l'effondrement des cours, l'inconscience des responsables flattés par une prospérité incertaine, le drame des pays du tiers-monde.

Juste prix et développement

Les deux livres d'Eric Fottorino ouvrent la réflexion sur des thèmes aussi cruciaux pour les pays pauvres que le *« juste prix »* des matières premières et le rôle potentiel de ces produits dans le développement. Entre 1980 et 1987, les prix des matières premières exportées par les pays du Sud ont chuté de 25 % en valeur réelle. Un « juste prix » est celui qui offrirait une rémunération satisfaisante au système productif du Sud. Mais la baisse des cours, reflet d'une trop *forte croissance de l'offre*, ne permet pas d'atteindre cette « justice ».

La croissance de production est fille du progrès technique, ce grand absent des modèles malthusiens. La *biotechnologie*, la phytopharmacie, la sélection des semences ont permis des gains considérables des rendements. A l'exception de l'Afrique et de l'Union soviétique, toutes les parties sont aujourd'hui autosuffisantes dans le domaine alimentaire ou, plus précisément, la demande solvable n'y excède pas le disponible. Par manque de débouchés, les marchés céréaliers mondiaux se sont effondrés.

La baisse de la demande de matières premières industrielles caractérise l'économie mondiale actuelle : si la production industrielle du globe a progressé de 15 % entre 1980 et 1986, la consommation de produits miniers a augmenté de 1 %. L'apparition de matériaux nouveaux réduit la demande de matières premières traditionnelles.

Ainsi s'explique la *« redistribution du pouvoir mondial »*, qui passe des zones productrices (Angleterre, Ruhr, nord-est des Etats-Unis) aux zones déficitaires (Japon, Corée, Californie...). *« Le monde des matières premières est pour une large part un monde d'hier »*, écrit Eric Fottorino dans *le Festin de la terre.*

Avec la baisse des cours, le tiers-monde est pris *« dans la nasse »*. Les exportations de ressources naturelles représentent encore 60 % de ses exportations (contre 80 % en 1965). L'auteur évoque la « cuiller » de cuivre qui nourrit si mal la Zambie en raison de la crise du métal rouge.

Globalement, la baisse du prix des matières premières explique le formidable recul des exportations des pays du tiers-monde, qui sont passés de 637 milliards de dollars en 1980 à 487 milliards de dollars en 1986.

De nombreuses tentatives ont été faites du côté des producteurs pour contenir la chute des cours. Mais à l'exception relative de l'OPEP, toutes ont échoué, qu'il s'agisse du café, du cuivre ou de l'étain.

Recettes et gaspillages

Comment maintenir des prix supérieurs à ceux qui résulteraient du libre fonctionnement des marchés ? L'échec du Conseil international de l'étain montre bien les limites de telles opérations. Les industriels et les consommateurs cherchent des produits de substitution. L'Histoire en donne de nombreux exemples — du remplacement de la canne à sucre par la betterave pendant le blocus napoléonien aux économies d'énergie induites par l'augmentation du prix du pétrole.

Les *« cours élevés » des matières* premières ne servent d'ailleurs pas toujours le développement des pays producteurs. Une large partie des recettes a été gaspillée dans des dépenses somptuaires, des projets industriels sans lendemain ou dans l'extension de bureaucraties parasitaires. La hausse des matières premières a souvent créé des économies de rente, et le producteur a beaucoup moins bénéficié de ces hausses que ne l'ont fait les spéculateurs.

Aussi, le « juste prix » des matières premières ne bénéficie pas aux plus pauvres ; soit ils n'ont rien à vendre, soit ils n'ont pas les moyens de prendre leur part de l'augmentation des revenus. Deux mythes s'effondrent. Il n'est pas possible de corriger durablement les prix de marché. Une hausse des prix n'entraîne pas le développement.

Pour conjurer l'inacceptable, il est nécessaire d'amortir les fluctuations trop violentes des cours, car un pays qui connaît une succession de flambées et de chutes de ses recettes ne peut maîtriser sa politique économique. Il convient encore d'organiser une baisse volontaire de l'offre avec une politique de diversification de la production.

La garantie du revenu des producteurs reste l'objectif. Des prix incitatifs pourraient être offerts pour développer des productions substitutives aux cultures de rente, et, en premier lieu, les productions vivrières. Plutôt que de financer de multiples projets agricoles, décevants, plutôt que de consacrer 800 millions de dollars au fonds commun sur ces produits de base, il est en définitive plus judicieux de créer un Fonds de garantie et d'orientation. En garantissant des prix agricoles incitatifs, il permettrait de redéployer la production selon les besoins du développement tout en dégageant les pays des turbulences du marché mondial.

Ces réflexions sont éclairées par la lecture des deux ouvrages d'Eric Fottorino. Les chiffres abondent, les analyses économiques et stratégiques aussi. Deux livres qui viennent à leur heure et qui, pour venir à l'heure, ont été rapidement écrits, c'est-à-dire de façon alerte.

Après avoir inventé de nouvelles matières premières, le monde doit inventer des modes de régulation qui ne prétendent pas contrarier le marché mais l'assagir. Il y va du développement et sans doute de la paix. Dans tous les cas, d'une certaine conception de la vie. Car le désordre entraîne plus de morts chez les uns que de prospérité chez les autres.

EDGARD PISANI.

(1) Lieu commun, 354 pages, 120 F.
(2) Hatier, 192 pages, 65 F.

Économie

ÉNERGIE

Inquiets de la détérioration du marché pétrolier

Les producteurs concurrents de l'OPEP se concertent à Londres

Après plusieurs années d'efforts infructueux, l'OPEP va-t-elle enfin, la rechute des prix du brut aidant, réussir à convaincre les pays producteurs extérieurs à l'Organisation de l'aider à défendre les cours du pétrole ? Pour la première fois, en tout cas, un groupe informel de pays exportateurs non membres de l'OPEP devait se réunir mercredi 9 mars à Londres. Il s'agit, a précisé le ministre égyptien, à l'origine de cette initiative, de *« discuter des moyens permettant d'arrêter l'effondrement du marché pétrolier »*.

L'Egypte a invité le Mexique, l'Angola, le sultanat d'Oman, la Norvège, la Malaisie, Brunei, ainsi que l'URSS et la Chine à envoyer à Londres soit un ministre, soit des représentants des compagnies nationales. La Norvège, tout en déclinant officiellement l'invitation afin de ne pas avoir l'air de s'engager dans un cartel même informel, a néanmoins, apprenait-on de source bien informée, envoyé des observateurs. Il semblait, en revanche, peu probable que l'Union soviétique et la Chine acceptent de participer à ce qui pourrait ressembler à une OPEP parallèle.

Cette réaction de pays non membres de l'OPEP traduit l'inquiétude profonde de tous les milieux pétroliers devant ce qui ressemble de plus en plus à un nouvel effondrement irrépressible du marché. Les cours du brut, qui ont chuté d'un cinquième, soit de 3,5 dollars par baril environ, depuis trois mois, continuent en effet de s'effriter sur tous les marchés, sans qu'on puisse entrevoir le moindre espoir de redressement à court terme. Bien que l'OPEP ait, conformément à ses engagements de décembre 1987, contenu sa production dans les limites prévues – de 17 à 17,5 millions de barils/jour, – l'importance des stocks et la faiblesse persistante de la consommation tirent irrésistiblement les cours vers le bas. Désormais, la moyenne des prix de vente réels de l'OPEP se situe autour de 14,40 dollars par baril, soit 3,60 dollars de moins que le prix moyen officiel de 18 dollars, peu à peu devenu une pure fiction.

Dans ces conditions, seule une réunion extraordinaire de l'OPEP suivie d'une nouvelle baisse du plafond de production, pourrait permettre un redressement des cours. L'Organisation y est-elle prête ? Rien n'est moins sûr. Le ministre du pétrole du Venezuela a officiellement demandé la réunion d'urgence du comité des prix, lequel, réunissant l'Arabie saoudite, le Nigéria, l'Algérie, l'Indonésie et le Venezuela, est habilité à convoquer une conférence extraordinaire en cas de détérioration significative des prix. Mais aucun consensus ne s'est encore dégagé sur la nécessité d'une telle réunion faute d'entente sur les solutions à adopter. Le ministre saoudien du pétrole devait rencontrer, mercredi 9 mars, à Alger, son homologue algérien. L'Arabie saoudite serait prête *assure-t-on de source proche de l'OPEP*, à accepter une baisse générale de 5 % de la production à condition qu'elle soit supportée par les treize pays membres.

En revanche, les pays du Golfe refusent d'assurer *seuls* l'assainissement du marché comme le leur demandent l'Algérie, la Lybie, l'Iran, le Gabon et le Venezuela. Il apparaît, en effet, de plus en plus clairement que le royaume saoudien et ses alliés, sans revenir tout à fait à la stratégie de *« défense des parts du marché »* qui, en 1986, avait provoqué la guerre des prix et l'effondrement des cours jusqu'à 10 dollars, refusent désormais d'appliquer la politique traditionnelle de l'Organisation, qui l'avait conduite depuis 1982, au nom du soutien des prix, à réduire de moitié sa production, laissant de fait les pays non membres accroître leur part du gâteau.

« Ce n'est pas une guerre des prix, en ce sens qu'il n'y a pas d'offensive pour la conquête de nouvelles parts de marché, mais c'est une guerre de position », l'OPEP défendant de fait *« sa part actuelle du marché »*, explique Pierre Terzian dans la revue *Pétrostratégies*. Le message adressé par les pays du Golfe aux autres producteurs est désormais clair : nous faisons l'effort de limiter notre production à un niveau déjà bas ; nous n'irons pas plus loin, disent-ils en substance, s'il est insuffisant pour raffermir le marché, à vous de jouer...

Le message semble être passé, comme en témoigne la réunion de Londres. Reste à savoir si les « NOPEP », comme on surnomme les exportateurs non membres de l'Organisation, sont prêts à sacrifier leur indépendance et à faire des efforts autres que symboliques pour aider l'OPEP. Jusqu'ici les protestations de bonne volonté émises par l'Egypte, la Norvège, le Mexique, Oman, etc., n'ont guère donné de résultats probants.

Selon une étude réalisée par M. Bryan Jacoboski, de Paine Webber, la production des pays non OPEP devrait, en 1988, pour la treizième année consécutive, s'accroître encore de 800 000 barils/jour, les hausses réalisées notamment par le Yémen du Nord, l'Angola, le Brésil, la Norvège et la Syrie, ainsi que par une quinzaine d'autres Etats compensant largement la baisse attendue des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

On comprend, dans ces conditions, la position de l'OPEP, puisque, dans cette hypothèse, ses concurrents absorberaient la totalité de la demande supplémentaire prévue cette année. Une idée fait son chemin : celle d'une réunion élargie de tous les grands exportateurs de pétrole afin de décider une sorte d'amnistie générale et de définir les moyens d'assurer une défense des prix que l'OPEP seule ne peut plus assumer, ne représentant plus qu'un tiers de la production mondiale. L'idée peut paraître irréaliste. C'est peut-être pourtant le seul moyen, en l'état actuel des choses, de redresser durablement la situation...

VÉRONIQUE MAURUS.

SOCIAL

Une hausse de 1 % à dater du 1er mars

Les syndicats jugent insuffisant le relèvement du traitement des fonctionnaires

Huit millions de personnes – agents actifs ou retraités de l'Etat, des collectivités locales et des hôpitaux – *vont bénéficier d'une* hausse de 1 % des traitements et pensions à compter du 1er mars. Le conseil des ministres du 9 mars devait approuver le projet de décret présenté par M. Hervé de Charette, ministre *délégué chargé de la fonction publique*, cette augmentation de 1 % représentant une dépense d'environ 3 milliards de francs pour l'Etat (*le Monde* du 9 mars).

Pour la première fois depuis 1973, le gouvernement a décidé de revaloriser le supplément familial de traitement versé pour les fonctionnaires ayant deux enfants et plus *(voir encadré)*. Ce supplément comprend *un élément fixe exprimé en francs et* un élément proportionnel exprimé en pourcentage du traitement brut. Pour les familles de deux enfants et plus, l'élément fixe passe sur un an de 480 F et 840 F pour deux enfants, de 720 F à 1 200 F pour trois enfants, etc. Quant au plancher et au plafond de l'élément proportionnel, ils seront relevés de 15 %. Ces dispositions bénéficieront à 600 000 familles de fonctionnaires de l'Etat – pour un coût de 500 millions en année pleine – et à 320 000 agents des fonctions publiques territoriales et hospitalières.

La plupart des fédérations de fonctionnaires ont jugé ces mesures à la fois électoralistes et insuffisantes, la FEN soulignant comme d'autres que *« de véritables négociations salariales 1988 restent à ouvrir »*. Pour l'Union interfédérale FO, *« ces décisions gouvernementales confirment la volonté du gouvernement de poursuivre une politique salariale particulièrement restrictive pour les fonctionnaires »*.

Pour sa part, M. de Charette s'est défendu de tout électoralisme. Il a également estimé qu'il était encore *« possible »* de négocier pour 1988 dans le but de parvenir à un accord. On voit mal cependant comment une négociation – plus qu'improbable – pourrait aboutir avant l'élection présidentielle.

La marge de manœuvre pour d'éventuelles négociations est plus qu'étroite à moins... de changer de *politique salariale. Si l'on additionne* le glissement-vieillesse-technicité de 1,6 % (le « GVT », qui mesure les promotions et l'ancienneté, dont ne bénéficient qu'une partie des fonctionnaires), l'effet de report des mesures 1987 (0,78 %), les mesures catégorielles (0,4 %) et la mesure générale du 1er mars 1988 (0,83 %), la hausse de la masse salariale pour 1988 est déjà de 3,6 %, pour une augmentation des prix attendue en moyenne de 2,5 %. De deux choses l'une : ou le gouvernement continue à intégrer le « GVT » dans la masse salariale, et les fonctionnaires qui en bénéficieront cette année sont déjà sûrs d'avoir un gain de pouvoir d'achat ; ou il sort le « GVT » de la masse, ce qui donne de la marge au pouvoir qui négociera, mais rompt avec un principe strictement défendu jusqu'alors... Dans les deux cas, c'est une certaine rigueur salariale qui se trouve compromise.

MICHEL NOBLECOURT.

La hausse du supplément familial de traitement

Méconnu de la plupart des fonctionnaires, le supplément familial de traitement va donc être revalorisé au 1er mars à partir de deux enfants.

Prenons quelques exemples. Pour un agent technique de bureau de catégorie C, sixième échelon, qui, avec dix ans d'ancienneté, a un traitement net mensuel de 4 829 F, supplément familial de traitement mensuel sera désormais de 366 F pour deux enfants (+ 69 F) et de 1 443 F pour quatre enfants (+ 161 F).

En catégorie B, pour un instituteur huitième échelon ayant de douze à seize ans d'ancienneté et un traitement net mensuel de 7 840 F, le gain du traitement net procuré par la revalorisation du supplément familial de traitement sera de 56 F par mois pour deux enfants, 110 F pour trois enfants et 173 F pour quatre enfants. Pour une secrétaire en chef, troisième niveau, quinze ans d'ancienneté, ayant un traitement net mensuel de 7 077 F, le gain mensuel procuré par cette majoration du supplément familial sera de 69 F pour deux enfants, 144 F pour trois enfants et 161 F pour quatre enfants. Enfin, pour un administrateur civil de première classe, cinquième niveau en catégorie A, douze ans d'ancienneté, ayant un traitement net mensuel de 14 174 F, ce gain mensuel sera de 92 F pour deux enfants, 207 F pour trois enfants et 342 F pour quatre enfants.

Précisons que ce supplément ne peut être cumulé par deux fonctionnaires mariés.

La généralisation des régimes de retraite des cadres supérieurs est en bonne voie

L'extension des régimes de retraite des cadres supérieurs ou dirigeants – ceux dont la rémunération dépasse quatre fois le plafond de la Sécurité sociale (9 950 F par mois) – et leur intégration dans l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) pourraient être réglées prochainement (*le Monde* du 17 novembre 1987).

La commission paritaire de l'AGIRC devait examiner le mercredi 9 mars les conclusions des études techniques achevées en février, après la demande faite par le CNPF à la fin de 1987. Mais une nouvelle réunion sera sans doute nécessaire pour définir les termes de l'accord-cadre entre l'AGIRC et les régimes de cadres supérieurs.

Les études techniques ont déjà permis de déblayer le terrain. L'adhésion à un des régimes de cadres supérieurs, dits T3 parce qu'ils couvrent la « troisième » tranche de la rémunération, entre quatre et huit fois le plafond de la Sécurité sociale, deviendrait obligatoire. Cette obligation a été posée comme condition de départ par les responsables de l'AGIRC. Les entreprises disposeraient d'un délai de trois ans à compter du 1er janvier 1988 pour s'y plier.

Le problème principal à régler est celui du taux de cotisation minimum *exigé des entreprises* qui n'adhèrent pas encore à un régime T3. Les cinq syndicats souhaitent qu'il soit fixé à 12 %, comme pour l'AGIRC actuellement (ce taux, autrefois de 8 %, a été porté à 12 % pour les nouveaux *adhérents*, et il *ne reste* qu'un quart environ des entreprises à cotiser à l'ancien minimum). Mais le CNPF demande qu'il ne dépasse pas 8 %. Un mandat impératif a été donné sur ce point à ses représentants : il s'agit de rendre l'obligation plus facilement acceptable par les PME, de ne pas paraître augmenter les charges des entreprises et surtout de laisser une place pour des contrats de retraite par capitalisation passés avec des assureurs. Ces derniers n'ont accepté que difficilement la généralisation des régimes T3, M. Pagezy, des Assurances générales de Paris, prenant, dans ce combat, le relais de M. Bébéar, PDG du groupe Axa.

Un compromis n'est cependant pas impossible. Le CNPF est demandeur, mais les syndicats souhaitent à cette occasion obtenir la promesse d'un examen, sinon d'un règlement, du problème des « figurants », à l'autre bout de l'échelle des salaires des cadres : ceux qui ne cotisent pas à l'AGIRC parce que leur salaire est inférieur au plafond de la Sécurité sociale (1).

Cette revendication est majeure pour la CGC, la CGT et la CFTC. M. Marchelli a souligné que c'était l'objet de l'accord possible avec le CNPF. S'y ajoute, pour la CFDT en particulier, l'examen des conditions de relèvement du taux de cotisation à l'AGIRC, *ou du « taux d'appel »* de cette cotisation après 1990 : les responsables de l'AGIRC n'ont pas caché que de telles mesures seront nécessaires de toute façon pour assurer l'équilibre du régime des cadres au-delà de *1990* (*le Monde* du 26 novembre 1987).

Accroître les taux

Une autre discussion s'esquisse en effet derrière celle sur le taux minimum exigé pour l'adhésion aux régimes de cadres supérieurs. Il s'agit de parvenir au taux le plus *élevé* pour le plus grand nombre possible d'entreprises. C'est le moyen d'offrir des perspectives de retraite attrayantes pour l'ensemble des cadres et d'amener au régime des ressources supplémentaires, sans *avoir à payer des pensions plus élevées* tant que la montée des charges continue, c'est-à-dire à peu près jusqu'à l'an 2000. L'AGIRC n'entend-elle pas faire elle-même campagne auprès des entreprises pour que *celles qui ne cotisent pas* encore au maximum de 16 % (un tiers environ) accroissent leur taux ?

C'est sur le moyen de parvenir le plus vite à ce résultat pour la tranche T3 que les avis divergent entre le CNPF et les syndicats. Une des solutions envisagées pourrait être d'offrir des avantages aux entreprises qui adhèrent le plus vite au taux le plus élevé. Ces avantages *porteraient notamment sur* les conditions de rachat de droits à la retraite (il est prévu d'autoriser le rachat sur trois ans des dix années antérieures à 1988).

Mais une deuxième réunion de la commission paritaire sera nécessaire : les représentants du CNPF devront en effet faire accepter le projet d'accord par la commission sociale de l'organisation patronale : c'est l'ultime concession arrachée par les assureurs. Et les syndicalistes se réservent aussi de consulter leurs propres instances.

GUY HERZLICH.

(1) Ceux-ci représentent 14 % des effectifs de l'AGIRC, le pourcentage, très faible pour les cadres *stricto sensu*, atteignant 8 % pour les assimilés et 25 % pour la maîtrise.

TRANSPORTS

En raison du succès de la ligne Sud-Est

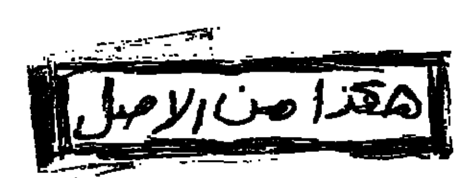
Un TGV à étages est à l'étude

La SNCF étudie la possibilité de mettre en service des rames TGV à étages d'une capacité excédant de 35 % celle des voitures actuelles. Ces nouvelles rames pourraient également être équipées en voitures-lits sur les longs trajets de nuit que permettront le tunnel sous la Manche ou l'interconnexion des TGV en région parisienne, par exemple entre *Londres et Nice ou entre Amsterdam* et Perpignan.

La société nationale est poussée à cette innovation par le succès du TGV Sud-Est. Celui-ci a transporté, en 1987, 6 078 000 voyageurs entre *Paris* et Lyon-Saint-Etienne-Grenoble, soit une augmentation de 6,6 % par rapport à 1986. Les cent neuf rames en service tournent au maximum de leur capacité le vendredi soir, le dimanche soir et le lundi matin. Et ce n'est pas fini, puisque la SNCF envisage de prolonger bientôt le TGV jusqu'à Béziers, en attendant Perpignan.

Le succès du TGV se traduit par une légère augmentation du coefficient d'occupation, qui est passé de 72 % en 1986 à 73 % en 1987. Puisque la SNCF doit accroître avant longtemps son parc de voitures TGV, autant qu'elle s'équipe avec des rames de plus grande capacité, qui accroîtront le confort des passagers en même temps que la productivité des convois, estiment ses responsables.

● **Le TGV jusqu'à La Rochelle ?** – M. Jacques Chirac a annoncé, le 8 mars à Poitiers, qu'il avait donné son accord à la SNCF *pour que la ligne de chemin de fer* Poitiers-La Rochelle soit électrifiée, ce qui permettrait d'amener le futur TGV atlantique à La Rochelle. Le premier ministre a précisé que cet accord était soumis à la confirmation de la proposition des collectivités locales, *« notamment du conseil régional de Poitou-Charentes, de prendre en charge le tiers de la dépense »*.



Marchés financiers

Sur le front des OPA

La Cour suprême américaine favorable à la diffusion d'informations

Dans deux arrêts, la Cour suprême des Etats-Unis s'est déclarée favorable à la diffusion des informations concernant des fusions d'entreprises ou des offres publiques d'achat (OPA). Elle a considéré que les actionnaires et les investisseurs potentiels devaient être mis au courant de toutes les négociations concrètes existant entre des entreprises. Cela pourra aller de la probabilité de la réalisation d'une fusion jusqu'à l'accord de principe sur le prix de l'opération. Les entreprises qui refuseraient de transmettre des informations seront alors susceptibles de se voir intenter un procès par un actionnaire d'une société objet d'un rachat ou d'une OPA, dans le cas où celui-ci estimerait avoir pâti financièrement de la non-divulgation d'informations sur l'opération en cours.

L'action de Campeau attaquée en justice

Le groupe américain des grands magasins Macy, qui a joué les chevaliers blancs en lançant une contre-OPA sur son concurrent Federated Stores, attaqué par le canadien Campeau, vient de porter plainte devant un tribunal fédéral. Macy estime en effet qu'en recourant à une proposition au comptant sur les « deux tiers » (75 dollars par action pour 80 % du capital et 44 dollars pour le reste), Campeau a fait en réalité une nouvelle offre. Campeau de son côté menace de porter plainte contre les mesures prises par Federated Stores (Bloomingdale) pour contrer son OPA.

Plessey « chevalier blanc » d'une entreprise canadienne

Plessey, deuxième groupe électronique britannique, a décidé de voler au secours de l'entreprise canadienne Leigh Instruments, cible d'une OPA hostile d'un autre canadien, IMD (aéronautique militaire).

Plessey a donc lancé une offre de rachat de 40 millions de livres sur Leigh Instruments, qui fabrique des équipements de communication et de défense, utilisés notamment dans les avions de combat et la lutte anti-sous-marin, pour le compte des forces armées canadiennes, le département américain de la défense et la marine norvégienne. L'offre d'IMD (qui détient déjà 9 % du capital) était d'un montant de 32 millions de livres (320 millions de francs).

Homestake rejette l'offre de Mesa

Homestake, premier producteur d'or américain, a rejeté, le 7 mars, l'offre publique d'achat lancée une semaine plus tôt par la compagnie pétrolière Mesa, présidée par le célèbre « raider » T. Boone Pickens. Cette OPA, d'un montant de 1,87 milliard de dollars, « n'est pas dans le meilleur intérêt des actionnaires », a estimé Homestake, qui la qualifie d'« inadéquate ». Mesa, rappelle-t-on, détenait 3,8 % du capital de Homestake le jour du lancement de son OPA (le Monde du 2 mars 1988).

Le britannique TI réattaque l'américain Bundy

L'entreprise britannique de construction mécanique TI Group a décidé, le mardi 8 mars, de lancer une offre publique d'achat sur la firme Bundy Corp, premier fabricant américain de tubes spéciaux de petits calibres. TI Group avait déjà lancé, le 28 septembre, une première OPA sur cette entreprise, mais il avait renoncé un mois plus tard en raison du krack boursier de l'automne. Comme en septembre, il propose de payer 40 dollars l'action, ce qui représente actuellement un débours de 80 millions de livres (800 millions de francs).

Le groupe Rivaud sort partiellement de la SFIM...

Le groupe Rivaud vient de céder à la Compagnie de navigation mixte et à la Barclays Bank une partie (15 %) des intérêts (23 %) qu'elle détenait de longue date dans la Société de fabrication d'instruments de mesure (SFIM), une entreprise qui travaille, notamment, pour la défense nationale (916 millions de francs de chiffre d'affaires pour la société mère, et 1,306 milliard pour le groupe).

Sa participation se trouve donc ramenée à 8 %, tandis que les intérêts de la Compagnie de navigation mixte approcheraient les 30 %. Framatome, souvent présenté comme un allié de la Mixte, possède officiellement 20,03 % du capital, mais sa participation serait en réalité proche de 24 %. Ensemble, ces deux entreprises seraient donc passées d'une minorité de blocage à une majorité dans la SFIM. La Barclays, pour sa part, aurait en main 5 % du capital, la part des membres du conseil d'administration atteignant 6 % (le reste des actions sont dans le public).

Il y a un an, le président de la SFIM, M. Jacques Larpent, avait souhaité renforcer le tour de table de sa société. Au cours de l'été dernier, la Mixte avait porté à 10 % sa participation dans la société, spécialisée dans l'électronique et l'optronique pour l'industrie aéronautique et aérospatiale. A l'automne, Framatome était entré à titre amical dans son capital.

...et vend ses actions dans Rhin-Rhône

La Compagnie des caoutchoucs de Padang, une des sociétés de la galaxie Rivaud, a informé la chambre syndicale de la Compagnie des agents de change qu'elle avait cédé, le 29 février, les 47 052 titres Rhin-Rhône, qu'elle détenait.

De même, la SAMACO (groupe CGIP) a déclaré avoir cédé, le 2 mars, 48 020 actions Rhin-Rhône en sa possession. Ces titres, ainsi que des actions qui étaient jusqu'alors entre les mains du Crédit industriel d'Alsace-Lorraine (CIAL), auraient été acquis par le tandem formé par la banque Arjil, de M. Lagardère, et le groupe Bolloré, qui détiennent à eux deux 35,4 % du capital de la société Rhin-Rhône, sur laquelle ils viennent de lancer une offre publique d'achat. Les cotations de Bolloré Technologies et de sa filiale Sofical ont été suspendues, le 8 mars, à la Bourse de Paris.

L'action d'Eurotunnel est revenue à son prix d'émission

Alors que l'action de Suez, privatisé le 9 novembre 1987, au cours de 317 F, se traîne à 238 F, l'action d'Eurotunnel, – concessionnaire du tunnel sous la Manche – vendue 35 F le 10 décembre, est revenue à son niveau d'origine. Ce résultat peut paraître bizarre pour une valeur qui ne produira pas de dividendes avant l'année 1994. Il s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, les banques françaises, qui avaient été, à leur corps défendant, contraintes de conserver 10 à 20 % de l'augmentation de capital, se sont défaites de ces titres au fil des semaines faisant tomber le cours un peu au-dessous de 25 F. Elles seraient parvenues au bout de leur surplus. D'autre part, le tunnelier, qui s'est mis à creuser, le 25 février, la galerie de service, a déjà progressé de 400 mètres. Ce « trou » symbolique laisse bien augurer de la réalisation de l'ouvrage qui amarrera la Grande-Bretagne au continent... et qui rapportera à ses propriétaires beaucoup plus que les 18,1 % de rentabilité annoncés.

Désormais, promue au rang de valeur de père de famille, l'action Eurotunnel progresse donc depuis deux semaines même lorsque l'ensemble de la Bourse baisse.

Remboursement anticipé de l'emprunt 4,5 % 1973

Après le remboursement de l'emprunt 7 % 1973 au mois de janvier, le ministère des finances a décidé de faire procéder, à compter du 1er juin 1988, au remboursement anticipé de l'emprunt 4,5 % 1973, coté sur le marché à règlement mensuel. Cet emprunt, indexé sur le cours du napoléon, résulte de la conversion en 1973 de l'emprunt Pinay, en 1952 et en 1958, qui bénéficiait jusqu'alors d'une exonération des droits de succession. Le 4,5 % 1973 arrivait juridiquement à échéance en 2007, mais l'Etat s'était réservé, depuis 1983, la faculté de procéder à tout moment à son remboursement anticipé. Ce dernier porte sur 56 millions de francs en valeur nominale. Il vient compléter la tranche d'amortissement normale pour 1988 qui s'élève à 130 millions de francs en valeur nominale. Selon le ministère des finances, « cette décision est conforme à l'intérêt des épargnants. En effet, le marché de l'emprunt 4,5 % 1973 aurait été très étroit à compter du 1er juin prochain. »

NEW-YORK, 8 mars ⬆

Vivacité

La Bourse de Wall Street a retrouvé son allant mardi 8. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a dépassé le plus haut niveau atteint après le krach, le 29 février dernier. Il a clôturé à 2 081,07 points, en hausse de 24,71 points par rapport à la veille, soit + 1,2 %. Quelque 238 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses : 1 069 contre 534 et 394 titres n'ont pas changé de mains.

La fermeté du marché et son activité sont attribuées aux traditionnels achats de fin de trimestre par les grandes institutions financières. Ces dernières souhaitent en effet regonfler leurs portefeuilles avant la présentation des rapports périodiques. Les rachats de couverture des investisseurs, qui avaient vendu à découvert au cours des deux semaines précédentes, par anticipation d'une correction technique à la récente reprise, ont également facilité la bonne tenue de la Bourse. Et la série des offres publiques d'achat qui continue à New-York soutient toujours la cote.

Certaines valeurs se sont distinguées à la hausse : Du Pont a gagné 2 3/4 à 87 1/2, Quantum 1 7/8 à 88 1/8 et Alcoa 1 1/2 à 47 3/4. Parmi les titres les plus actifs on trouve Pacific Gas and Elect. avec 22,1 millions d'actions échangées ; Chemical New-York avec 9,3 millions ; Detroit Edison avec 7,1 millions et McDermott International avec 5 millions.

VALEURS	Cours du 7 mars	Cours du 8 mars
Alcoa	46 1/4	47 3/4
Allegis (ex-UAL)	78 1/8	78
A.T.T.	28 3/8	28 1/4
Boeing	47 1/2	47 3/8
Chase Manhattan Bank	25 3/4	25 3/8
Du Pont de Nemours	84 3/4	87 1/2
Eastman Kodak	43 1/2	43 5/8
Exxon	42	42 1/2
Ford	46	45 5/8
General Electric	43 3/8	44 7/8
General Motors	72	72 7/8
Goodyear	60 7/8	61 3/4
I.B.M.	117 1/4	117 5/8
I.T.T.	46 1/4	46 5/8
Mobil Oil	44 3/4	43 3/4
Pfizer	55 1/4	54 7/8
Schlumberger	33 1/2	34 1/4
Texaco	45 1/4	45 3/4
Union Carbide	23 7/8	24 5/8
U.S.X.	33 1/4	33 3/8
Westinghouse	51 3/8	52 1/8
Xerox Corp.	58 1/2	58 7/8

PARIS, 8 mars ⬇

Lassitude

« Je ne sais que penser », soupirait un gérant de portefeuille au vu de la séance écoulée. Effectivement, dans un marché peu actif, l'indicateur de tendance s'est affiché résolument à la baisse. De – 0,8 % à l'ouverture, il descendait jusqu'à – 1,2 % durant la journée avant de clôturer à – 0,7 %. « Les investisseurs restent l'arme au pied en attendant de connaître les règles du jeu de l'élection présidentielle », commentait un banquier. A cela s'ajoute l'attente de la publication du déficit commercial français pour le mois de janvier. Déjà reportée voici huit jours, son annonce pourrait influer sur le marché. D'autant qu'ils sont un certain nombre à estimer que ce report d'une semaine ne laisse présager rien de bon. D'où, dans ce climat de lassitude, une baisse du volume d'affaires. Déjà lundi, il était revenu au-dessous du milliard de francs (807,8 millions) sur le marché à règlement mensuel.

Le mouvement de hausse était emmené par Raffinage, Facom, Eurafrance et Eurotunnel. Ces valeurs figuraient déjà parmi les progressions significatives de la veille. En revanche, parmi les baisses s'inscrivaient BP France et SFIM. Pas moins de 70 000 titres de cette firme ont été échangés durant la séance, soit 15,6 % du capital.

La société d'assurances La Mondiale indiquait avoir ramené sa participation dans la SDR Nord – Pas-de-Calais de 6,10 % à 4,93 %. Quant à Beghin-Say, à la suite de la cession de 396 700 actions Saint-Louis, il ne détient plus que six actions de ce groupe sucrier.

Sur le second marché, Yves Rocher annonçait détenir 56,55 % du capital de Petit Bateau Valton ; la Société des caoutchoucs de Padang informait la chambre syndicale des agents de change qu'elle ne possédait plus aucune action de Rhin-Rhône. Cette dernière société est l'objet d'une OPA de Bolloré Technologies, dont les modalités sont attendues. Des boursiers évoquaient la possibilité d'un rachat à 1 100 F l'unité, pour un dernier cours de 406 F.

La morosité régnait également sur le marché obligataire. Sur le MATIF, le contrat de mars perdait 0,52 %, à 103,55.

LONDRES, 8 mars ⬇

En baisse

Les cours des valeurs ont terminé en baisse au terme d'une séance peu active. L'indice FT des vedettes industrielles a clôturé en repli de 5,1 points à 1 457,7 (– 0,3 %). Plus de 420 millions de titres ont été échangés. Les valeurs exportatrices (ICI, Glaxo) ont cédé du terrain en raison de la hausse de la livre. Dans le secteur des assurances, Pudential et Pearl, se sont dépréciées, de même que des titres industriels, comme Trafalgar House ou Tate and Lyle. Rank Organisation s'est distinguée en hausse après l'annonce la veille de son rachat de la compagnie américaine Ahnert Enterprises pour 102 millions de livres. Le groupe de construction mécanique britannique TI Group a annoncé le lancement d'une nouvelle OPA de 80 millions de livres sur Bundy Corp., le premier fabricant de tubes spéciaux petit calibre. TI Group avait déjà fait une première proposition en septembre mais avait préféré y renoncer à la suite du krach boursier.

Durant cette journée de mardi, les mines d'or et les fonds d'Etat sont restés orientés à la hausse.

TOKYO, 9 mars ⬆

Repartie

A la suite de New-York, la Bourse de Tokyo a enregistré, mercredi 9 mars, une hausse de 139,66 points, soit + 0,5 % à 25 605,39 points. Après une perte de 150,85 points la veille, l'indice Nikkeï a regagné 81,54 points, un quart d'heure après le début de la séance. En milieu de journée 550 millions de titres ont changé de mains. Les aciéries, électriques, textiles ont particulièrement progressé, ainsi que les papetières, chimiques, pharmaceutiques et automobiles.

Les bénéfices brut des grandes entreprises nippones devraient enregistrer une progression de 9,3 % pour l'année fiscale 1987-1988, selon une enquête réalisée par Nomura Research Institute auprès de 363 sociétés cotées en Bourse. En écartant les résultats des compagnies pétrolières et des centrales électriques, la hausse des bénéfices s'inscrivait à 38,9 %. L'Institut Daïwa de son côté, prévoit une amélioration nettement plus importante des bénéfices bruts de plus de 16 %.

VALEURS	Cours du 8 mars	Cours du 9 mars
Akaï	538	545
Bridgestone	1 410	1 330
Canon	1 170	1 140
Fuji Bank	3 470	3 450
Honda Motors	1 640	1 660
Matsushita Electric	2 520	2 560
Mitsubishi Heavy	667	670
Sony Corp.	5 270	6 250
Toyota Motors	2 420	2 450

FAITS ET RÉSULTATS

● **Société générale de Belgique : Cérus conteste la majorité des droits de vote de Suez-AG.** – Cérus met en doute la capacité de Suez et des Assurances générales (AG) de réunir une majorité de droits de vote lors d'une future assemblée générale de la Société générale de Belgique. Le groupe de Carlo De Benedetti estime que Suez et AG « font une confusion regrettable entre le nombre d'actions détenues et le nombre de droits de vote ». Suez et ses alliés peuvent bien avoir la majorité du capital de la SGB mais peut-être pas la majorité des droits de vote.

● **Télémécanique : M. Balladur insiste.** – « La richesse d'une entreprise, ce sont les hommes et les femmes qui y travaillent. Un fonds de commerce qui n'a plus cette richesse n'a plus aucune valeur. » Interrogé le 8 mars sur les offres publiques d'achat, lors d'un dîner du comité de soutien à Jacques Chirac, M. Balladur a ainsi réitéré implicitement ses critiques contre l'OPA de Schneider sur Télémécanique (le Monde du 1er mars).

● **Compagnie aérienne belge SABENA : réduction de profit de 52 %.** – La compagnie aérienne belge SABENA a enregistré en 1987 une réduction de 52 % de son profit, tombé à 70,4 millions de francs belges (303 millions de francs français) en raison des variations de change du dollar, de grèves à répétition et de la concurrence accrue des autres compagnies aériennes. Mais, selon le président de la SABENA, M. Carlo Van Rafelghem, les premiers mois de 1988 ont été meilleurs que ceux de 1987. La SABENA continue en outre à explorer les voies d'éventuels accords de coopération avec des compagnies européennes et américaines.

● **SIPAREX prendra des participations dans des sociétés cotées.** – Le groupe lyonnais SIPAREX, spécialisé dans les opérations de capital-risque, a décidé de prendre des participations dans le capital d'entreprises moyennes cotées en Bourse. SIPAREX, qui gère des fonds pour environ 1 milliard de francs, avait jusqu'à présent limité son activité aux entreprises non cotées, dont certaines ont été introduites en Bourse après son intervention.

Le groupe, créé en 1977, se propose maintenant, en plus de ses activités traditionnelles, de « participer à la constitution de groupes d'actionnaires fidèles et discrets » de sociétés cotées.

● **Hausse de 9 % du bénéfice de Pharmacia.** – Le groupe suédois Pharmacia, le numéro un national de l'industrie pharmaceutique, a enregistré en 1987 un bénéfice avant impôts s'élevant à 905 millions de couronnes suédoises (autant de francs), en hausse de 9 % par rapport aux 821 millions de 1986.

Le chiffre d'affaires a progressé de 67 % en passant de 3,646 milliards de couronnes en 1986 à 6,101 milliards l'an dernier.

En 1986, Pharmacia n'avait pas encore acheté pour son groupe les entreprises suédoises Leo, LKB ni l'américaine Intermedics Intraocular, d'où cette hausse importante du chiffre d'affaires.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	250	225 50	La Commande Electro.	238	231
Arnault & Associés	358	358	Le gd livre du mois	250	240
Asystel	309	311	Loca Investissement	250	248
B.A.C.	435	430	Locamic	180	186 40
B. Demachy & Assoc.	379	379	Marin Immobilier	288 80	288 80
B.I.C.M.	620	622	Metallurg. Minière	98	....
B.I.P.	473	473	Métrologie Internat.	305	308
Bolloré Technologies	780	....	[illegible]	137	135
Buttoni	725	725	M.M.B.M.	425	430
Câbles de Lyon	915	900	Molex	225	225
Calberson	820	825	Navale-Delmas	520	520
Canal Plus	442	438	Olivetti-Logabax	180	186
Cardif	1230	1230	Om. Gest.Fin.	305	293
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	265	265	Presbourg (C. In. & Fin.)	100	....
C.A.T.C.	125 50	125 50	Razel	707	707
C.D.M.E.	830	797	St-Gobain Emballage	1100	1110
C. Equip. Elect.	298	296	St-Honoré Matignon	158	166
C.E.G.I.D.	518	505	S.C.G.P.M.	133 70	133 70
C.E.G.E.P.	150 50	148 80	Segin	247	250
C.E.P.-Communication	1190	1190	Sema-Metra	511	530
C.G.I. Informatique	546	535	S.E.P.	1140	1140
Ciments d'Origny	422	422	S.E.P.R.	1157	1110
C.N.I.M.	288	300	Sligos	1012	1104 d
Concept	208	208	S.M.T.Goupil	227 10	236
Conforama	451	440	Sodinforg	880	853
Dafsa	157 20	152 50	Sopra	285 20	270
Dauphin	3050	....	TF1	185	180
Devanlay	1120	1135	Unilog	111	112
Deville	643	641	Union Financ. de Fr.	448	444
Drouot-Ob. convert.	....	....	Valeurs de France	320	308
Editions Belfond	131	131			
Elect. S. Dassault	385	385			
Elysées Investiss.	20 90	21 20			
Finacor	410	410			
Guintoli	600	600			
Guy Degrenne	749	802 d			
I.C.C.	228 80	233			
IDIA	155	155			
I.G.F.	120	108			
IN2	118 50	120 50			
Int. Metal Service	188	188			

Marché des options négociables le 8 mars 1988

Nombre de contrats : 5 922

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Elf-Aquitaine	280	2,50	12,75	–	–
Lafarge-Coppée	1 200	19,50	85	54	96
Michelin	160	28	31	1,90	10,40
Midi	920	310	310	–	–
Paribas	320	3,50	17	–	44
Peugeot	1 000	9,20	55	–	115
Saint-Gobain	400	19	38	3	16
Thomson-CSF	152	14	24,50	2,40	12

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 8 mars 1988
Nombre de contrats : 41 000

COURS	ÉCHÉANCES Mars 88	ÉCHÉANCES Juin 88	ÉCHÉANCES Sept. 88
Dernier	103,55	102,15	101,70
Précédent	104,15	102,75	102,20

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 88	OPTIONS D'ACHAT Sept. 88	OPTIONS DE VENTE Juin 88	OPTIONS DE VENTE Sept. 88
102	1,73	2,26	1,57	2,50

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,66 F =

Le dollar s'est raffermi mercredi sur le marché des changes de Tokyo. Il a clôturé à 128,08 yens contre 127,80 la veille. A Paris, dans un marché calme sans direction précise, il s'établissait à 5,66 F contre 5,6650 F au fixing mardi et 5,6455 F à la clôture des échanges interbancaires.

FRANCFORT	8 mars	9 mars
Dollar (en DM)	1,6660	1,6715

TOKYO	8 mars	9 mars
Dollar (en yens)	127,80	128,08

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (9 mars) .... 7 1/2 %
New-York (8 mars) .... 6 1/2 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

	7 mars	8 mars
Valeurs françaises	105,1	
Valeurs étrangères	107,4	

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

	7 mars	8 mars
Indice général	298	296,1

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	7 mars	8 mars
Industrielles	2 056,37	2 081,07

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	7 mars	8 mars
Industrielles	1 462,8	1 457,7
Mines d'or	242,5	242,2
Fonds d'Etat	90,59	90,53

TOKYO

	8 mars	9 mars
Nikkeï Dow Jones	25 465,73	25 605,39
Indice général	2 094	2 104,33

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –	UN MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS Rep. + ou dép. –
$ E.-U.	5,6545	5,6665	+ 25	+ 40	+ 50	+ 80	+ 220	+ 300
$ can.	4,5110	4,5242	– 52	– 29	– 97	– 55	– 215	– 121
Yen (100)	4,4100	4,4235	+ 106	+ 128	+ 215	+ 253	+ 745	+ 839
DM	3,3837	3,3923	+ 108	+ 128	+ 222	+ 258	+ 721	+ 793
Florin	3,0133	3,0208	+ 84	+ 96	+ 167	+ 187	+ 546	+ 598
FB (100)	16,1811	16,2274	+ 155	+ 263	+ 329	+ 509	+1 236	+1 727
FS	4,0930	4,1047	+ 188	+ 208	+ 383	+ 415	+1 124	+1 209
L (1 000)	4,5841	4,5976	– 146	– 98	– 273	– 214	– 718	– 603
£	10,3788	10,4065	– 141	– 91	– 276	– 188	– 692	– 503

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 1/2	6 5/8	6 5/8	6 3/4	6 11/16	6 13/16	6 13/16	6 15/16
DM	3 1/4	3 1/2	3 5/16	3 7/16	3 5/16	3 7/16	3 3/8	3 1/2
Florin	3 3/4	4	3 7/8	4	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8
F.B. (100)	5 3/4	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6 1/4	6 1/2
F.S.	1 1/8	1 5/8	1 9/16	1 11/16	1 11/16	1 13/16	2 1/4	2 3/8
L (1 000)	9 3/4	10 1/4	10 1/2	11	10 5/8	11	10 3/4	11
£	7 7/8	8 1/8	8 11/16	8 13/16	8 13/16	8 15/16	8 15/16	9 1/16
F. franç.	7 1/4	7 1/2	7 3/8	7 5/8	7 5/8	7 7/8	8 1/8	8 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 8 MARS

Cours relevés à 17 h 33

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1601	4,5 % 1973	1596	1596	1596	+ 0 06
3908	C.N.E. 3 %	3880	3880	3880	....
1065	B.N.P. T.P.	1081	1071	1071	– 0 93
997	C.C.F. T.P.	1023	1028	1028	+ 0 49
1056	Créd. Lyon. T.P.	1072	1072	1072	....
1254	Renault T.P.	1314	1305	1300	– 1 07
1465	Rhône-Poul. T.P.	1578	1569	1569	– 0 57
1255	St-Gobain T.P.	1274	1279	1279	+ 0 39
1190	Thomson T.P.	1210	1205	1203	– 0 58
380	Accor	350	350	350	....
520	Air Liquide	495	490	490	– 1
1950	Alcatel	1900	1900	1870	– 1 58
1240	Als. Superm.	1330	1311	1311	– 1 43
220	A.L.S.P.I.	230	223	225 10	– 2 13
250	Alsthom ★	246	242	240	– 2 44
1850	Arjom. Prioux	1930	1925	1925	– 0 26
385	Aussedat-Rey	375	374	373 90	– 0 29
890	Aux. Entrepr. ★	800	780	770	– 3 75
680	Av. Dassault ★	633	631	629	– 0 63
330	BAFP	340	338 10	338	– 0 59
280	Bail-Equipem. ★	300	290	294	– 2
860	Bail Investiss.	872	873	875	+ 0 34
220	B.N.P. C.I.	228	226	226	– 0 88
405	Cie Bancaire ★	440	438 90	428 50	– 2 61
280	Bazar H.-V.	300	298	301	+ 0 33
350	Béghin-Say ★	375	382 20	390	+ 4
670	Berger (Mis)	712	749	749	+ 5 20
550	Bic ★	552	550	545	– 1 27
1000	B.I.S.	1000	996	991	– 0 90
2050	Bongrain S.A.	1980	1900	1920	– 3 03
900	Bouygues ★	830	821	826	– 0 48
46	B.P. France ★	76	72 10	67 95	– 10 59
4050	B.S.N. ★	4100	4070	4050	– 1 22
1610	Cap Gem. S. ★	1635	1605	1642	+ 0 43
1210	Carnaud	1276	1274	1274	– 0 16
2320	Carrefour ★	2149	2139	2155	+ 0 28
114	Casino	116 10	116 30	115	– 0 95
98	Casino A.D.P.	100 20	101 50	102	+ 1 80
970	C.C.M.C.	990	990	990	....
685	Cetelem	695	681	684	– 1 58
540	Cerus	480	475 10	475 50	– 0 94
1320	C.F.A.O. ★	1250	1250	1235	– 1 20
250	C.G.E.	232	231 20	232 10	+ 0 04
845	C.G.I.P. ★	838	832	839	+ 0 12
790	Chargeurs S.A. ★	797	800	795	– 0 25
825	Ciments franç. ★	835	822	816	– 2 28
450	Club Méditerr. ★	406	400	402	– 0 99
160	Codetel ★	180 50	180 50	183	+ 1 58
300	Colimeg	300 10	300	300	– 0 03
1830	Colas	1815	1760	1760	– 3 03
179	Compt. Entrepr.	182	180	181	– 0 55
545	Compt. Mod. ★	552	550	550	– 0 36
880	Créd. Foncier	911	900	901	– 1 10
370	Crédit F. Imm. ★	387 20	392	395	+ 2 01
104	C.C.F.	115 10	115 10	114 50	– 0 52
515	Créd. Lyon. (CI)	521	515	515	– 1 15

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
796	Crédit Nat. ★	857	827	825	– 3 73
182	Crouzet ★	186	182 50	179 90	– 2 76
1900	Dassault S.A.	1886	1900	1898	+ 0 69
305	Darty ★	320 20	321	315 50	– 1 47
250	Darty (DP)	254	254 80	246 10	– 3 11
1470	De Dietrich	1426	1420	1430	+ 0 28
192	Dév. R.N.C. (LI)	197	197	197	....
520	D.M.C.	485 10	482 10	472	– 2 70
315	Drouot Assur.	290 10	293 80	295 50	+ 1 86
1700	Docks France ★	1549	1547	1552	+ 0 19
515	Dumez ★	538	535	528	– 1 86
1020	Eaux (Gén.)	1050	1050	1045	– 0 48
1020	Ecco ★	974	965	961	– 1 33
700	Electrofinanc. ★	670	655	680	+ 1 49
265	Elf-Aquitaine	259	261	263 50	+ 1 74
225	– (certific.)	230	231 20	231 20	+ 0 52
600	Epeda-B-Faure	616	620	620	+ 0 65
2500	Essilor	2315	2305	2320	+ 0 22
1580	Essilor Int. (DP)	1485	1538	1480	– 0 34
280	Esso S.A.F. ★	290	291 50	295	+ 1 72
1330	Eurafrance	1220	1251	1270	+ 4 10
910	Eurocom ★	876	876	899	+ 2 63
2470	Euromarché	2250	2300	2290	+ 1 78
446	Europe n° 1 ★	412	410	410	– 0 49
27	Eurotunnel ★	33 75	34 50	34 15	+ 1 19
855	Exor ★	833	835	833	....
695	Facom	652	668	680	+ 4 29
960	Fichet-Bauche	970	959	959	– 1 13
215	Fimétal ★	215	217	214	– 0 47
100	Fives-Lille ★	84	83	83	– 1 19
1070	Fromageries Bel	1017	1015	1010	– 0 69
765	Gal. Lafayette ★	830	829	820	– 1 20
250	Gascogne	250	250	250	....
1190	Gaz et Eaux	1241	1220	1225	– 1 29
325	Géophysique ★	323	329	340	+ 5 26
505	Gerland	476	475	475	– 0 21
420	GTM-Entrepose	478	460	460	– 3 77
620	Guyenne-Gas. ★	490	490	490	....
1740	Hachette ★	1700	1710	1670	– 1 76
545	Havas ★	518	512	513	– 0 97
440	Hénin (La)	432 10	429	432	– 0 02
1110	Hutchinson ★	1121	1121	1163	+ 3 75
....	Imétal	148	142	145	– 2 68
900	Immob. Plaine-M.	355	343 10	335 10	– 5 61
1100	Ingénico	1018	1020	1020	+ 0 20
3300	Inst. Mérieux	3260	3231	3293	+ 1 01
540	Intertail ★	530	524	523	– 1 32
800	Intertechnique	929	913	910	– 2 05
705	J. Lefebvre	695	685	690	– 0 72
1000	Lab. Bellon	1096	1092	1080	– 1 46
1180	Lafarge-Coppée	1175	1165	1163	– 1 01
1340	Lebon ★	1320	1330	1325	+ 0 38
2550	Legrand ★	2446	2440	2416	– 1 23
1940	Legrand (DP) ★	1856	1850	1829	– 1 40
580	Leroy-Somer ★	575	565	564	– 1 91
1930	Lesieur	1740	1735	1730	– 0 57
745	Locabail Immob.	750	748	749	– 0 13
375	Locafrance ★	427	425	420	– 1 64
905	Locindus	908	909	906	– 0 22
230	Luchaire	280	273	275	– 1 79
1840	L.V.M.H. ★	1800	1795	1793	– 0 39
1290	Lyonn. Eaux ★	1259	1250	1245	– 1 11
48	Mais. Phénix	48 50	49 10	48	– 1 03
335	Majorette (Ly)	305	306	306	+ 0 33
255	Mar. Wendel ★	244 50	244 50	244	– 0 20
138	Matra	135 20	133 50	133 80	– 1 76
1790	Merlin-Gerin ★	1680	1655	1720	+ 2 38
181	Michelin	178	179	179	+ 0 56
1478	Midi (Cie)	1270	1255	1222	– 3 77
186	Midland Bk SA ★	189	186	183 10	– 3 12
455	Min. Salsig. (Mis)	460	450	450	– 2 17
32	M.M. Penarroya	32 55	32	32 10	– 1 38
56	Moulinex	52	51	51	– 1 92
895	Navig. Mixtes	829	827	827	– 0 24
101	Nord-Est ★	95	95 20	95	....
320	Nordon (Ny)	335	325	325	– 2 99
345	Nouvelles Gal.	350	344 50	344 50	– 1 57
705	Occid. (Gén.) ★	689	681	690	+ 0 15
990	Omn.F.Paris	973	971	971	– 0 21
195	Olida-Caby	197	203	204	+ 3 55
....	Opfi-Paribas	271	272 50	280	+ 3 32
2740	Oréal (L')	2800	2745	2800	....
290	Paribas	291	291	296 90	+ 2 03
365	Paris-Réesc. ★	361 10	361	359	– 0 58
895	Pechelbronn ★	850	842	830	– 2 35
270	Penhoet	278	278	265	– 4 68
....	Pernod-Ricard ★	740	728	740	....
920	Peugeot S.A.	928	920	910	– 1 93
425	Poliet	438	435	435	– 0 68
705	P.M. Labinal	649	640	627	– 3 39
2530	Presses Cité ★	2595	2580	2561	– 1 31
1130	Prétabail Sic.	1132	1140	1135	+ 0 27
590	Primagaz	623	625	601	– 3 53
405	Printemps ★	412	....	....	....
1150	Promodès	1376	1320	1320	– 4 07
890	Radiotechn.	880	882	884	+ 0 45
....	Raff. Dist. Total	68 60	69 10	72 10	+ 5 10
2300	Redoute (La) ★	2180	....	....	....
270	Robur financière	326	321	325	– 0 31
690	Roussel-Uclaf	795	770	770	– 3 14
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
3560	R. Impériale (Ly)	3401	3340	3340	– 1 79
150	Sade	166	165 50	165 50	– 0 30
1480	Sagem ★	1494	1492	1480	– 0 94
425	Saint-Gobain	417	415	412 10	– 1 17
1050	St-Louis	1007	1001	1003	– 0 40
980	Salomon	950	950	850	....
610	Salvepar	605	605	605	....
500	Sanofi ★	561	555	558	– 0 53
470	S.A.T. ★	486	480	473 50	– 2 57
36	Saulo-Chât. (S)	33	32 80	32 80	– 1 21
950	Saupiquet (Na)	1045	1000	1000	– 4 31
280	Schneider ★	290 50	279 90	270	– 7 06
39	S.C.O.A.	40 10	40 20	40	– 0 25
625	S.C.R.E.G.	559	550	548	– 1 97
685	Seb ★	646	649	650	+ 0 62
410	Sefimeg ★	420	416	424	+ 0 95
1340	S.F.I.M.	1760	1660	1599	– 9 15
29	S.G.E.	30 40	29 40	28 20	– 7 24
420	Signaux ★	480	484	481	+ 0 22
750	Silic	750	751	732	– 2 40
530	Simco-U.P.H. ★	525	521	520	– 0 95
315	Simnor (Li)	311	310	310	– 0 32
740	Skis Rossignol	789	785	780	– 1 14
705	Siminco	707	707	708	+ 0 14
275	Société Générale	307	303	302	– 1 63
170	Sodecco	175	174 90	174 90	– 0 06
159	Sodero (Na)	170	168	168	– 1 18
2000	Sodexho ★	2100	2065	2055	– 2 14
92	Sogenal (Ny)	104	102	102	– 1 92
260	Sogerap	270	268	270	....
2130	Somm-Allib. ★	1947	1931	1925	– 1 13
620	Source Perrier	596	589	589	– 1 17
640	Sovac ★	680	679	670	– 1 47
335	Spie-Batignol.	335 80	335 10	335	– 0 24
410	Strafor ★	429	420	411	– 4 20
260	Suez	245 60	242	238	– 3 04
345	Synthelabo ★	359	359	373	+ 3 90
610	Talcs Luzenac	668	651	659	– 1 35
3735	Tél. Elect.	5505	....	....	....
166	Thomson-C.S.F.	166	165	163	– 1 80
330	Total (CFP) ★	350	345	345 20	– 1 37
71	– (certific.)	71 50	71 25	70 80	– 0 98
1150	T.R.T. ★	1010	1000	977	– 3 27
375	U.F.B.	395 70	389	382 20	– 3 41
725	U.I.C. ★	782	780	790	+ 1 02
525	U.I.F. ★	575	546	541	– 5 91
850	U.I.S.	869	869	861	– 0 92
160	U.C.B. ★	198	198 90	190	– 4 04
725	Unibail	725	730	735	+ 1 38
380	Valéo	395	393	393	– 0 51
45	Vallourec	55	57 50	57 80	+ 5 09
310	Via Banque	319 90	320	319 90	....
620	Elf-Gabon	573	572	572	– 0 17
103	Amax Inc.	102 50	102 50	105	+ 2 44
143	Amer. Express	153	156 50	151	– 1 31
170	Amer. Teleph.	167 50	161	161	– 3 88
94	Anglo Amer. C.	94 80	96	96	+ 1 27
490	Amgold	498	501	501	+ 0 40
800	BASF (Akt)	821	824	824	+ 0 37
865	Bayer	879	880	880	+ 0 11
100	Buffelsfont.	103 50	105	104	+ 0 48
133	Chase Manh.	145	145 10	145 10	+ 0 07
50	De Beers	55 35	56 95	58 40	+ 5 51
1400	Deutsche Bank	1440	1433	1433	– 0 49
790	Dresdner Bank	823	832	836	+ 1 58
69	Driefontein Cod	65	66 50	66 50	+ 2 31
490	Du Pont-Nem.	495	489	489	– 1 21
240	Eastman Kodak	250	247 90	247 90	– 0 84
33	East Rand	31 90	33	32 60	+ 2 19
210	Electrolux	225	225 30	225 30	+ 0 13
189	Ericsson	191 80	194 10	194 10	+ 1 20
245	Exxon Corp.	241 50	241	241	– 0 21
250	Ford Motors	261	259	255	– 2 30
65	Freegold	62 70	63 50	63	+ 0 48
89	Gencor	90 50	90 40	91	+ 0 55
250	Gén. Electr.	253 50	249 30	249	– 1 78
780	Gén. Belgique	1367	1290	1290	– 5 63
400	Gen. Motors	411 50	411	411	– 0 72
84	Goldfields	88 50	87	87	– 1 69
45	GdMetropolitain	50 60	50 30	50 30	– 0 59
52	Harmony	49	49 90	50 20	+ 2 45
56	Hitachi	60 20	58 70	58 60	– 2 66
765	Hoechst Akt.	850	860	860	+ 1 18
107	Imp. Chemical	115	115 20	115 20	+ 0 17
855	IBM	689	687	686	– 0 30
270	ITT	272 50	266 50	266 50	– 2 20
188	Ito-Yokado	182	181 10	181 50	– 0 27
102	Matsushita	112	109 60	109	– 2 68
910	Merck	942	932	939	– 0 32
340	Minnesota M.	335	335	335	....
260	Mobil Corp.	254	255	255	+ 0 39
210	Morgan J.P.	208	206	206	– 0 96
35020	Nestlé	35200	35100	35110	– 0 26
155	Norsk Hydro	154 90	153 30	153 20	– 1 10
154	Olsa	156	156	158	+ 1 28
1780	Petrofina	1800	1840	1855	+ 3 06
520	Philip Morris	535	531	533	– 0 37
85	Philips	82 60	85 30	85 80	+ 3 87
69	Placer Dome	70 40	70 90	70 60	+ 0 28
345	Quilmès	352	355	355	+ 0 85
455	Randfontein	462	454 40	455	– 1 52
855	Royal Dutch	837	850	849	+ 1 88
34	Rio Tinto Zinc	38	37 80	38 40	+ 1 05
52	St Helena Co	51 60	52 20	52	+ 0 78
200	Schlumberger	195	190 10	190 10	– 2 51
104	Shell transp.	102	103 30	103 30	+ 1 27
1250	Siemens A.G.	1270	1280	1284	+ 1 10
215	Sony	232 50	229 90	229 90	– 1 12
200	T.D.K.	207 80	204 10	204 10	– 1 78
34	Toshiba Corp.	33 90	32 80	32 90	– 2 95
335	Unilever	348	346 50	347	– 0 29
220	Unit. Techn.	228	224	224	– 1 75
550	Vaal Reefs	535	536	538	+ 0 56
295	Volvo	319	326 80	326 80	+ 2 45
225	West Deep	214 10	221 50	223 80	+ 4 53
325	Xerox Corp.	340	333	333	– 2 06
1 35	Zambia Corp.	1 39	1 44	1 43	+ 2 88

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	126 25	6 897
9,80 % 78/93	101 05	8 453
10,80 % 79/94	103 90	5 518
13,25 % 80/90	108 55	10 137
13,80 % 81/89	104 82	2 036
16,20 % 82/90	113 04	2 479
16 % juin 82	114 96	11 878
14,60 % fév. 83	115 35	0 678
13,40 % déc. 83	118 90	2 882
12,20 % oct. 84	112 30	5 700
11 % fév. 85	111 76	0 511
10,26 % mars 86	105 27	10 178
ORT 12,75 % 83	1861	..
OAT 10 % 2000	105 10	7 842
OAT 9,90 % 1997	106 48	2 363
OAT 9,80 % 1996	103 40	1 044
Ch. France 3 %	154	..
CNB Bques janv. 82	102 33	1 874
CNB Paribas	102 30	1 874
CNB Suez	102 40	1 874
CNI janv. 82	102 30	1 874
PTT 11,20% 85	108 80	2 992
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,60% 85	109 20	7 918
CNT 9% 86	97 90	7 468
CRH 10,90% déc. 85	106 70	1 876
C.N.C.A. T.P.	1168 80	116
Métrologie I. 6% 5/7	75 60	..

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	1465	1480
A.G.F. (St Cent.)	568	565
Applic. Hydraul.	842	842
Arbel	339	339
Astorg	172	165
Avenir Publicité	501	500
Ban C. Monaco	180	180
Banque Hypoth. Eur.	373	370
Béghin-Say (C.I.)	317	317
B.G.I.	510	....
Blanzy-Ouest	600	576 o
B.N.P. Intercontin.	224 90	215 90
Bénédictine	5900	....
Bon-Marché	780	779
B.T.P.	128	128
Calif	650	650
Cambodge	659	665
C.A.M.E.	121	123
Campenon Bern.	177 90	170 80 o
Carbone-Lorraine	465	467
C.E.G.Frig.	500	494
Centen. Blanzy	1776	1775
Centrest (Ny)	204 50	194 o
Cambaï	123 80	120
Chambourcy (NL)	978	....
Champex (Ny)	147	141 10
C.I.C. (Financ. de)	190	189
C.I. Maritime	728	728
Citram (B)	587	615 d
Clause	480	414
Cokadol (Ly)	1030	1030
Cogifi	350	345
Comiphos	349	335
Cie Industrielle	2442	2344
Comp. Lyon-Alem.	240	250
Concorde (La)	810	790
C.M.P.	16 70	16 o
Créd. Gén. Ind.	541	540
Cr. Universel (Cie)	556	545
Créditel	139 20	140
Darblay S.A.	410 80	485 70
Delalande S.A.	1080	989 o
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1560	1650
Didot-Bottin	870	780 o
Eaux Bass. Vichy	923	1060 d
Eaux Vittel	2030	2010
E.C.I.A.	624	621
Economats Centre	354	355
Electro-Banque	281	292
Eli-Antargaz	485	475 o
E.L.M. Leblanc	585	584
Ennili-Bretagne	216	207 30
Entrepôts Paris	525	487 10
Epargne (B)	2894	....
Europ. Accumul.	37 50	39
Europe Soudure Indust.	80	83 20 d
Eternit	1630	1649
Finalens	177	175 20
FIPP	144 70	253 50 d
Fonc	519	530
Foncière (Cie)	384	386
Fonc. Lyonnaise	520	530
Fonciria	430	420
Forinter	1050	1050
Fougerolle	245	246
France I.A.R.D.	304	292 o
France (La)	5330	4986 o
From. Paul Renard	507	500
GAN	846	835
Gaumont	345	345
Gévelot	489	490
Gr. Fin. Constr.	442	432
Gds Moul. Paris	265	270
Groupe Victoire	416	413 40
G. Transp. Ind.	420	415
Immindo S.A.	405	408
Immivest	256	258
Immobail	390	390
Immobanque	690	680
Immob. Marseille	7400	7110 o
Immofice	447	445
Invest. (Sté Cent.)	787	785
Jaeger	90 10	91
Lafitte-Bail	436	436
Lambert Frères	194	202
Lille-Bonnières	536	509
Loca-Expansion	285	280
Locafinancière	325	320
Locasol	760	760
Louvre (Sté)	1261	1201
Lucia	840	870
Machines Bull	82	85 30
Magasins Uniprix	348 80	....
Magnant S.A.	123	121
Maritimes Part.	245	245
Métal Déployé	410	410
Mors	57	59 30
Navig. (Nat. de)	45 50	45 50
OPB Paribas	188	....
Optorg	194 10	194
Oréal (L') C.I.	1670	1603
Origny-Desvroise	920	940
Palais Nouveauté	460	480
Parfinance	182	183
Paribas-CIP	280	278 50 d
Paris France	197	189 10
Paris-Orléans	245	245
Partenhor	250	240
Patern. Risq. Div.	1200	....
Pathé-Cinéma	315	310
Pechiney (cert. inv.)	234	226
Piles Wonder	795	780
Piper-Heidsieck	800	832
P.L.M.	103 20	99 o
Poclain	18	18 80 d
Porcher	328	341 20
Promodès	936	936
Providence S.A.	1152	1152
Publicis	1930	1930
Rhône-Poul. (c. inv.)	303	303 50
Ricqlès-Zan	230 40	221 o
Rochefortaise S.A.	559	537
Rochette-Cenpa	33 15	....
Rosario (Fin.)	571	548 o
Roudière	190	191
Rougier et Fils	78	71 80
Sacer	457	438 70
SAFAA	260	....
Safic-Alcan	798	798
SAFT	1220	1270
Saga	181	180 50
St-Gobain C.I.	465 60	447
Salins du Midi	501	521
Santa-Fé	128	116 70 o
Satam	70	70
Savoisienne (M)	200	200
SCAC	439	447
Senelle Maubeuge	323	323
S.E.P. (M)	150	150
Sicil	190	187 80
Sicotel	310	305
Sinvim	251 10	250
Siph (Plant. Hévéas)	369	370
Sté Générale-CIP	255	245
Sofal financière	1680	1680
Sofical	850	....
Sofio	583	686 d
Soficomi	712	710
S.O.F.I.P. (M)	126	130
Sofragi	762	785
Soudure Autog.	311	321
Sovabail	825	825
S.P.I.	516	511
Suez (Fin. de)-CIP	161	163
Stami	762	763
Taittinger	1630	1651
Testut-Aequitas	302	....
Tour Eiffel	340	342
Ufiner S.M.D.	534	540
U.A.P.	285	287
U.T.A.	982	987
Veuve Clicquot	3224	3100
Vicat	1161	....
Viniprix	1005	1006
Virax	113	110
Waterman S.A.	650	645
Brass. du Maroc	149	149

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	790	....
Akzo	297	297
Alcan Alum	150	159
Algemene Bank	116 10	116
American Brands	255	257
Am. Petrofina	342	....
Arbed	180	....
Asturienne Mines	117	115
Banco de Santander	287	288
Bco Pop Espanol	417	420
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	....	....
B. Régl. Internat.	48000	47990
Br. Lambert	494	501
Canadian-Pacific	100	100
CIR	22 50	....
Commerzbank	730	740
Dart. and Kraft	326 20	313
De Beers (port.)	50 30	....
Dow Chemical	496	500
Gén. Belgique	1367	1290
Gevaert	1102	1100
Glaxo	108	110
Goodyear	348	340
Grace and Co	156	157
Gulf Canada Corp.	....	....
Honeywell Inc.	378	381
I.C. Industries	205	204
Johannesburg	620	670 d
Kubota	28	27 20
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	42	42
Mineral-Ressourc.	60	60
Nixdorf	1820	1815
Noranda	100 50	101
Olivetti	23	23 60
Pakhoed Holding	218	218
Pfizer Inc.	312 10	310
Procter Gamble	471	456 90
Ricoh Cy Ltd	51 50	51 50
Rolinco	247 10	248
Robeco	277 10	274 90
Rodamco	449 50	449 80
Saipem	8 55	9
Shell fr. (port.)	101	....
S.K.F. Aktiebolag	225	215
Steel Cy of Can.	98	100
Squibb	377	379
Tenneco	249 80	238 c
Thorn EMI	57	58
Toray indust. inc	34 30	34 30
Vieille Montagne	980	....
Wagons-Lits	730	730
West Rand	13 50	13

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	212	255 d
Calciphos	164	159
C.E.M.	....	....
Cochery	152	152
Cogedior	139 80	143
C. Occid. Forestière	185	....
Coparex	338	340 50
Dubois Inv. (Certo.)	600	600
Gachot	68 20	73 80
Hoogovens	250	....
Microservice (port)	12 50	11 25
Nicolas	800	....
Révillon	330	330
Rorento N.V.	169 90	170
Serv. Equip. Veh.	65 30	....
S.P.R.	330	....
Sté Lecteurs du Monde	703	700
Ufinex	390	....
Union Brasseries	125	....

SICAV (sélection) 8/3

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	716 27	698 80
Actifon	194 89	189 67
Actions France	395 78	381 47
Actio Invest.	339 45	324 08
Actions sélectionnées	514 05	495 47
Audificandi	591 79	570 40
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1012 52	987 82
A.G.F. 5000	498 01	485 86
A.G.F. ECU	1095 93	1085 08
A.G.F. Interfonds	426 64	416 23
A.G.F. Invest	99 40	98 98
A.G.F. OBLIG.	1105 92	1100 42
A.G.F. Sécurité	10609 61	10609 61
Agimo	570 56	556 64
Aneli	226 18	217 04
A.L.T.O.	195 54	189 47
Ameri-Gan	4812 23	4689 48
America-Valor	676 69	645 05
Amplitude	489 69	475 43
Arbitrages court terme	5325 77	5316 13 ◆
Argonautes	345 57	334 69
Associc	1121 46	1121 46
Aurecic	1393 33	1362 75
Axa Europe	117 16	111 85
Axa Investissements	101 74	97 13
Bred Associations	2534 52	2526 94
Bred International	81 03	79 44
Capital Plus	1767 60	1767 60
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comptenstraite	105 03	101 97
Convertimmo	336 33	323 39
Corail court terme	1301 36	1301 36
Corail Investit. im.	1062 99	1042 66
Cormem	859 43	820 46
Credinter	481 46	467 44
Drouot-France	551 74	526 72
Drouot-Investiss.	883 69	843 62
Drouot-Sécurité	250 04	238 70
Drouot-Sélection	140 33	133 97
Ecucic	1138 56	1121 72
Ecureuil Prévitations	319 60	310 28
Energie	228 01	217 67
Eparcic	2892 56	2889 67
Epancourt Sicav	4256 79	4248 17
Epargne Associations	25472 79	25434 64
Epargne-Capital	7804 01	7726 74
Epargne-Croiss.	1377 71	1340 84
Epargne-Industr.	66 09	63 09
Epargne-Inter	594 72	569 07
Epargne J	52176 62	52176 62
Epargne Long-Terme	170 26	165 70
Epargne Monde	......	......
Epargne Première	12292 92	12292 92
Epargne-Oblig.	200 16	194 80
Epargne-Quatre	1067 70	1067 70
Epargne-Unie	1122 87	1071 95
Epargne-Valeur	398 10	387 45
Eparoblig	1259 94	1257 43
Epsilon	1051 57	1041 16
Euricvest Croissance	1098 95	1049 13
Euricvest Rendement	1103 13	1053 11
Eurocic	8890 60	8759 21
Euro-Croissance	521 48	508 29
Eurodyn	958 57	927 05
Euro-Gan	4157 24	3969 73
Extrême Orient Sicav	526 57	511 23
Finord Placement	63536 14	63346 10
Finord Valorisation	13822 89	13651 85
Fonsicav (div. par 10)	11194 84	11194 84
Fonciel	241 66	230 13
France-Gan	5115 40	4883 44
France-Garantie	292 31	291 73
France-Investiss.	383 17	365 79
France-Net	128 05	128 78
France-Obligations	453 17	448 69
Francic	333 61	323 89
Francic Pierre	92 81	90 11
Francic Régions	924 57	897 64
Fructi-Associations	1384 53	1384 53
Fructi-Epargne	261 06	254 69
Fructicapi	316 35	311 67
Fructicourt	109358 56	109358 56
Fructidor	243 20	239 61
Fructifrance	661 18	645 05
Fructimmo	233 91	228 20
Fructivar	85128 91	84916 62
Fructi ECU	581 38	572 79
Fructi-Première	11593 45	11422 12
Futuroblig	1104 87	1068 54
Gestilion	60084 93	59935 09
Gestion Sécuricourt	10895 71	10896 84
Gestion Associations	143 34	140 19
Gestion Mobilière	601 59	574 41 ◆
Haussmann Associat.	1261 08	1261 08
Haussmann court terme	1241 49	1241 49
Haussmann Epargne	1454 12	1454 12
Haussmann Europe	1995	1923 96
Haussmann France	816 56	787 14
Haussmann Oblicroiss.	1351 28	1289 99
Haussmann Obligation	1485 50	1431 81
Horizon	1046 41	1015 93
Interoblig.	12088 37	11833 05
Intersélect France	380 60	369 51
Intervaleurs Indust.	510 20	487 06
Invest. net	14543 27	14514 24
Invest. Obligataire	17945 26	17909 44
Japacic	175 14	170 04
Jeune épargne	236 93	233 43
Laffitte-Amérique	239 99	229 11
Laffitte Europe	234 24	223 62
Laffitte-Expansion	248 13	236 69
Laffitte-France	275 49	263
Laffitte-Immobilier	222 94	212 83
Laffitte-Japon	351 44	335 50
Laffitte-Oblig.	145 19	138 61
Laffitte-Rend.	212 25	202 63
Laffitte-Tokyo	350 58	334 68
Lion-Associations	11142 29	11142 29
Lion court terme	113625 03	113625 03
Lion-Institutionnels	22605 48	22449 36
Lionplus	754 87	747 40
Livret Bourse Investis.	394 68	383 18
Livret portefeuille	599	581 55
Méditerranée	149 12	142 36
Minimax	26596 40	26596 40
Mondiale Investissem.	403 79	385 48
Monecic	5777 68	5777 68
Monedan	53080 04	53080 04
Moné J.	53714 94	53714 94
Mutuelle Unie Sél.	139 22	132 91
Natio.-Assoc.	6485 42	6472 48
Natio.-Epargne	14147 45	14007 38
Natio.-Court terme	207223	207223
Natio.-Immobilier	920 21	895 58
Natio.-Inter.	1209 87	1177 49
Natio.-Obligations	532 47	518 22
Natio.-Patrimoine	1262 43	1228 64
Natio.-Placements	63362 60	63362 60
Natio.-Revenus	1049 67	1039 28
Natio.-Sécurité	11173 26	11173 26
Natio.-Valeurs	609 98	593 65
Nippon-Gan	5221 60	4984 82
Nord-Sud Développ.	1231 64	1229 18
Normest IF	12721 43	12471 99
Oblicic Régions	1088 39	1072 30
Obligations Convert.	389 89	372 21
Oblilion	1074 16	1063 52
Optimevalor	175 33	171 05
Orvalor	5205 59	5205 59
Paramérique	535 63	511 34
Pareurope	732 69	699 47
Paribas Croissance	554 58	531 97
Paribas Epargne	16194 33	16162 01
Paribas France	81 23	78 86
Paribas Opportunités	99 96	97 05
Paribas Patrimoine	497 90	477 60
Paribas Revenu	95 18	94 24
Parnasse-Valor	1081 60	1080 54
Patrimoine-Retraite	1695 74	1662 49
Pervalor	539 91	524 18
Phénix Placements	260 23	258 94
Pierre Investiss.	650 94	621 42
Placement A	816 03	816 03
Placement crt-terme	74546 68	74546 68
Placement J	57302 44	57302 44
Placement Premier	58291 43	58291 43
Placements Rendement	10912 82	10912 82 ◆
Placements Sécurité	109033 12	109033 12 ◆
Plénitude	105 63	102 71
Première Obligations	10934 17	10912 35
Prévoyance Ecureuil	104 82	102 01
Pri'Association	21712 78	21712 78
Province Investiss.	420 12	401 07
Quartz	109 50	106 80
Rentacic	161 92	159 53
Revenus Trimestriels	5556 80	5501 78
Revenu Vert	1164 10	1162 94
Rivoli Plus	1111 73	1061 32
St-Honoré Assoc.	13711 02	13642 81
St-Honoré Bio-aliment.	707 87	675 87
St-Honoré Pacifique	497 23	474 68
St-Honoré P.M.E.	410 26	391 66
St-Honoré Real	11744 89	11698 10
St-Honoré Rendement	11950 38	11890 93
St-Honoré Services	448 96	431 39
St-Honoré Technol.	691 27	659 92
St-Honoré Valor	12513 19	12413 88
Sécuricic	11358 76	11347 41
Sécuri Taux	10350 54	10350 54
Sélection Croissance	478 63	462 75
Sicasden (Casden BP)	725 03	714 32
Sicav-Associations	1452 36	1450 18
S.F.I. fr. et étr.	577 50	560 68
Sicav 5000	311 15	302 82
S.I. Est	1197 89	1143 37
Slivafrance	475 10	462 38
Slivam	390 04	379 60
Slivarente	213 25	211 14
Slivinter	395 39	384 81
S.N.I.	1114 78	1082 31
Sogepargne	352 86	339 90
Sogevar	958 55	915 08
Sogimter	1254 28	1197 40
Soleil Investissement	461 43	440 51
Stratégie Actions	978 09	940 47
Stratégie Rendement	1093 20	1058 79
Technocic	1076 80	1045 24
Techno-Gan	5714 01	5454 90
Trilion	5359 51	5306 45
U.A.P. Investiss.	380 01	368 27
Uni-Associations	110 61	110 61
Unifrance	417 87	398 92 ◆
Unifoncier	1124 16	1073 18
Uni-Garantie	1303 19	1277 61
Unigestion	816	779
Uni-Régions	2382 41	2296 30
Unirente	2288 12	2212 88
Univar	179 90	179 90
Univers-Actions	1003 32	970 33
Univers-Obligations	1533 35	1482 93
Valorem	468 75	457 32
Valorg	1539 24	1537 70
Valreal	82841 93	82800 53 ◆

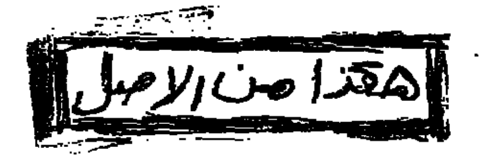
Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/3	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 704	5 665	5 450	5 860
ECU	7 003	7 014	....	....
Allemagne (100 DM)	338 440	338 880	328	347
Belgique (100 F)	16 189	16 196	15 850	16 800
Pays-Bas (100 fl.)	301 490	301 570	290	310
Danemark (100 krd)	88 850	88 870	84	91
Norvège (100 k)	89 870	89 780	86	93
Grande-Bretagne (£ 1)	10 277	10 365	10 050	10 800
Grèce (100 drachmes)	4 221	4 225	3 900	4 650
Italie (1 000 lires)	4 580	4 585	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	408 340	410 800	398	418
Suède (100 krs)	95 480	95 370	92	98
Autriche (100 sch)	48 190	48 204	46 700	49 700
Espagne (100 pes.)	5 049	5 062	4 800	5 300
Portugal (100 esc.)	4 131	4 134	3 800	4 850
Canada ($ can 1)	4 550	4 518	4 300	4 700
Japon (100 yens)	4 439	4 419	4 280	4 500

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/3
Or fin (kilo en barre)	79800	79500
Or fin (en lingot)	79900	79800
Pièce française (20 fr)	522	520
Pièce française (10 fr)	385	.....
Pièce suisse (20 fr)	537	535
Pièce latine (20 fr)	473	473
Souverain	593	585
Pièce de 20 dollars	3020	3025
Pièce de 10 dollars	1485	1462 50
Pièce de 5 dollars	840	.....
Pièce de 50 pesos	3190	3140
Pièce de 10 florins	480	481
Or Londres	436 10	435 70
Or Zurich	435	436 50
Or Hongkong	436 85	437 15
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu



Le Monde

ÉTRANGER

3 URSS : la politique des nationalités et la presse.
– Téhéran disculpe Moscou et accuse Washington.
4 Bolivie : Assainissement de l'économie.
6 Panama : manifestation.
7 Tentative de putsch à Sao-Tomé-et-Principe.

POLITIQUE

8 La campagne présidentielle dans la majorité : les premiers ministrables de M. Chirac.
9 La *campagne présidentielle* dans l'opposition.

SOCIÉTÉ

11 Le terrorisme en Corse.
12 Médecine : polémique sur le SIDA.
– Le gardien de la paix auteur de la bavure de Marseille libéré.
25 Communication : la bataille des magazines de télévision dans la presse quotidienne régionale.

CULTURE

15 Un entretien avec Steven Spielberg.
16 Le Salon du SAGA au Grand Palais.
17 *Les projets de Stéphane* Lissner pour le Châtelet.
– « George Dandin », de Molière, à Mogador.

ÉCONOMIE

27 Les besoins financiers de l'Afrique.
28 Le plan d'austérité péruvien est moins rigoureux que prévu.
29 Les concurrents de l'OPEP se concertent à Londres.
30-31 Marchés financiers.

SERVICES

Abonnements 2
Annonces classées .. 23-24
Carnet 22
Météorologie 22
Mots croisés 22
Radio-télévision 24
Expositions 18
Spectacles .... 19 à 21

MINITEL

● *Si vous avez manqué Claude Sarraute.* DÉBAT
● *Le mini-journal de la rédaction.* JOUR
● *16 h : la cote en direct du palais Brongniart.* BOURSE

Actualité, International, Sports, Campus, FNAIM, Télémarket.

3615 Taper LEMONDE

Le commerce extérieur de la France a été équilibré en janvier

Le commerce extérieur de la France a été quasiment équilibré en janvier, après avoir été déficitaire de 900 millions de francs en décembre. Après correction des variations saisonnières (1), la balance commerciale a été excédentaire de 100 millions de francs ou déficitaire de 600 millions de francs selon le mode de comptabilisation, perturbé en ce début d'année par des changements de nomenclature douanière. Par rapport à décembre 1987, importations et exportations régressent de 4 %.

Les échanges agro-alimentaires en janvier ont été excédentaires de 3,5 milliards de francs, soit sensiblement plus qu'au dernier trimestre 1987 (entre 3 milliards de francs et *3,2 milliards de francs par mois*). Bonne performance donc de ce côté.

Le déficit énergétique a, lui, été relativement faible à cause de la clémence de l'hiver : – 5,6 milliards de francs après – 6,4 milliards de francs en décembre et 6,8 milliards de francs en novembre.

Le solde industriel continue en revanche d'être très mauvais avec un déficit de 1,4 milliard de francs, plus important encore si l'on s'en tient au seul domaine civil (moins 3,3 milliards de francs). Une partie *de ces mauvais résultats s'explique* cependant par des achats de biens d'équipement traduisant la reprise de l'investissement.

(1) En données brutes, le mois de janvier est déficitaire de 2,3 milliards de francs.

TCHAD : rupture de la trêve

Vingt soldats libyens tués sur la frontière soudanaise

Les forces gouvernementales tchadiennes ont tué vingt soldats de la Légion islamique libyenne qui *tentaient de prendre un poste militaire* près de la frontière soudanaise, a annoncé la radio de N'Djamena, mardi 8 mars.

Dans un communiqué, le haut commandement tchadien précise *que dix autres Libyens ont été faits* prisonniers et que les forces tchadiennes ont perdu un homme lors de combats ces derniers jours au poste-frontière de Karkour.

Confirmés par une source informée mardi à Paris, ces combats rompent de fait une trêve de plusieurs mois entre les deux armées et constituent l'affrontement le plus sérieux depuis décembre 1987. La semaine dernière, le Tchad avait annoncé qu'une colonne libyenne de deux mille combattants s'était infiltrée dans le nord-ouest du Soudan pour lancer une grande offensive contre le Tchad.

Les adversaires, qui s'affrontent notamment pour le contrôle de la bande d'Aozou, dans le nord du Tchad, avaient accepté un cessez-le-feu en septembre dernier.

Le gouvernement de M. Hissène *Habré a toutefois fait état de trois* incidents armés depuis lors, le dernier remontant à la fin de décembre lorsque N'Djamena avait annoncé avoir tué vingt-quatre mercenaires. Lors des combats de mardi, les Tchadiens affirment avoir saisi des armes lourdes de fabrication soviétique et des documents importants.

Selon le communiqué du haut commandement militaire, ce dernier incident prouve que *« les Libyens et leurs complices »* sont décidés à déstabiliser le Tchad malgré la trêve conclue sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Le haut commandement ne précise pas quels sont ces *« complices »*, mais il semble faire allusion au Soudan, accusé de laisser pénétrer sur son territoire des forces libyennes ou des combattants de l'opposition tchadienne.

M. Hissène Habré et le colonel Kadhafi doivent en principe participer le 10 avril à Dakar à une réunion de l'OUA pour négocier une nouvelle trêve. – *(Reuter, AP, AFP.)*

Sur le vif

On pataugе

Vous vous y retrouvez, vous, dans ce système de primaires aux Etats-Unis ? Et la situation dans le Golfe ou en Amérique centrale, vous suivez ? Moi, j'aimerais bien, mais j'y arrive *pas. Je comprends rien.* Je confonds tout. Mes copains au service étranger, j'arrête pas de les emmerder, je débarque dans leur bureau, je les arrache à leur machine à écrire : Dites voir, Noriega, c'est où ? C'est la capitale de quoi ? Et Beyrouth-Ouest, c'est qui ? C'est les chrétiens ?

Ils m'expliquent en style bébé : Noriega pas ville, Noriega méchant militaire. Beyrouth-Est chrétien. Est-Chrét, Est-Chrét, *Est-Chrét... Essaye de te rappeler*, c'est quand même pas sorcier. Je ressors, j'oublie, je reviens : Où c'est que vous avez dit que c'était déjà, Noriega ? Au Nicaragua ? Et alors, à Berlin-Ouest, c'est qui ?

Vous pareil ? Ça *m'étonne* pas. On doit être des millions comme ça. Cinquante-cinq millions de veaux, moins quelques milliers de bergers, les responsables de notre avenir. Parce que c'est là-bas qu'il se joue, à *l'étranger, là-bas et maintenant.* Regardez les répercussions du krach de Wall-Street sur la Bourse de Paris. Et le marché unique européen, vous savez, la fameuse échéance de 1992. Paraît que là, c'est sérieux, on a signé des papiers. Ça va changer *tout plein de trucs. Quoi ? Alors là !*

Faut pas s'étonner, après ça, si nos candidats à l'Elysée vendent leurs charmes, pas leurs programmes. Normal, ils n'en ont pas. Ils peuvent pas. Ce qu'ils feront à la tête de l'Etat dépend entièrement de la conjoncture internationale. Et, juste retour, ce qui se passe ici, cette campagne électorale, en dehors de nous, tout le monde s'en fout. Non, c'est vrai, je me tape le journal de la CBS jour après jour, sur Canal Plus, depuis des semaines, et pas une seule fois il n'a été question de lui. De qui ? Ben, de mon Mimi.

Qu'est-ce que vous dites de ça ? Hé ! Là ! Ho ! Vous êtes encore en train de me lire au moins ? Ah bon, vous me rassurez. Je me disais : tu leur casses tellement les pieds qu'ils se sont tous barrés, les mecs ! Qu'est-ce qu'elle nous embête ! Allez, tchao, *ma grande*, on te laisse !

CLAUDE SARRAUTE.

Dans « le Monde de l'éducation » de mars

Les résultats au bac 1987, lycée par lycée

Le bac en trois ans a vécu. Telle est la principale leçon du numéro spécial du *Monde de l'éducation* sur le baccalauréat, dans lequel sont présentés les résultats lycée par lycée. Si le taux de réussite au bac est à peu près constant ces vingt dernières années – environ 70 % – une étude du rectorat de Grenoble, confirmée par une enquête menée dans l'académie de Montpellier, montre que les lycées, dans leur mode de fonctionnement actuel, fournissent le maximum de leurs possibilités (7 succès sur 10). Mais qu'il faut de plus en plus de temps aux lycéens pour parvenir à ce résultat : entre 40 et 45 % seulement des élèves entrés en seconde auront leur bac trois ans plus tard. Les autres mettront quatre ans (entre 20 et 25 %) ou cinq ans (5 %).

Que faire ? Deux politiques s'imposent, démontre *le Monde de l'éducation*, si l'on veut que le lycée ne soit menacé d'implosion *au moment où l'on se fixe* l'objectif d'amener 74 % d'une classe d'âge au baccalauréat. La première : diversifier les parcours et mettre en place un second cycle en quatre ans en gérant avec souplesse sur trois ans, pour les élèves qui en ont besoin, la scolarité seconde-première ou première-terminale. La deuxième : mener une politique de développement des filières scientifiques, par des mesures incitatrices, afin de modifier la fonction de la filière C et son rôle déstabilisateur sur le lycée comme sur l'enseignement supérieur. A la rentrée prochaine, 720 divisions supplémentaires en S, en E ou en C, devraient permettre d'accueillir quelque 24 000 élèves de plus dans ces sections. *Le Monde de l'éducation* explique comment et pourquoi.

Dans ce même numéro, *le Monde de l'éducation* publie les résultats au bac 1987 des lycées publics et privés sous contrat et indique la manière d'en faire bon usage. *Le Monde de l'éducation* présente à cette occasion les caractéristiques du lycée : les options, les sections, l'orientation ; le rendement pédagogique des lycées ; les caractéristiques du cru 1987 de bacheliers ; comment réussir à l'épreuve anticipée de français, etc. Enfin, hommage rendu à l'administration de l'éducation nationale, *le Monde de l'éducation* montre le travail de fourmi (ou de titan) que celle-ci réalise pour mener à bien, du début à la fin, l'organisation de ce monument du système scolaire français qu'est le baccalauréat. Et pour les Parisiens, *le Monde de l'éducation* fait part de son effroi devant l'état de délabrement des lycées de la capitale, présente la répartition des secteurs scolaires pour l'entrée en seconde et explique pourquoi Paris a les plus mauvais résultats au bac de toutes les académies.

EGYPTE : après les troubles à l'université d'Assiout

Soixante-neuf extrémistes musulmans arrêtés

LE CAIRE
de notre correspondant

Soixante-neuf extrémistes musulmans ont été arrêtés lundi 7 mars sur le campus de l'université d'Assiout en Haute-Egypte. Selon un communiqué officiel, quatre personnes, dont deux policiers, ont été blessées et trois armes à feu saisies.

Selon de bonnes sources à Assiout, les Gamaat Islamiya (groupements islamiques d'étudiants) ont attaqué la salle des festivités de l'université où se déroulait la fête annuelle organisée par les étudiants et le corps enseignant. Au programme : musique, chansons et danse folklorique. Autant d'activités considérées comme anti-islamiques par *« les barbus »*. Une centaine de maximalistes musulmans armés de gourdins, de chaînes de motos, de canifs et même d'armes à feu, selon la police, ont fait irruption dans la salle, détruisant les instruments de musique et les chaises et semant la panique chez les spectateurs.

Les forces de l'ordre, qui craignaient visiblement ce genre d'incident, sont intervenues très rapidement. L'université a été investie puis les brigades anti-émeutes ont donné l'assaut. Selon le communiqué du ministère de l'intérieur, le calme est maintenant revenu à Assiout. Toutefois une certaine tension demeure, car c'est la première fois depuis des mois que les maximalistes musulmans déclenchent une épreuve de force d'une telle envergure dans cette université, considérée comme leur fief.

A. B.

M. Serge Dassault réclame un Eurêka militaire

Devant plus de cent cinquante responsables politiques, industriels, administratifs et militaires des sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), M. Serge Dassault a lancé, mardi 8 mars, à Londres, un appel pour que les programmes européens de recherches scientifiques civils ESPRIT et Eurêka soient étendus au domaine militaire.

« Dans la perspective de l'Acte unique européen, a notamment expliqué le président-directeur général de Dassault-Breguet, *il conviendrait de s'inspirer de tels programmes, faute de quoi l'industrie européenne deviendra peu à peu une entreprise de sous-traitance pour les Etats-Unis. »*

« L'Europe pourra-t-elle se réaliser en continuant à acheter des matériels aux Etats-Unis sous des prétextes divers ? Nous ne devons avoir aucun complexe. L'Europe pourrait subvenir à sa défense sans faire appel aux Etats-Unis. Si, pour cela, il faut des moyens financiers importants au niveau de la Communauté, a ajouté M. Dassault, *pourquoi hésiter à le faire. L'industrie européenne de l'armement vaut bien l'agriculture. Qu'attend-on ? »*.

EN BREF

● **M. Mitterrand à Madrid le 19 mars.** – A l'invitation du président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, M. François Mitterrand se rendra en visite à Madrid le samedi 19 mars (*le Monde* du 9 mars).

● **M. Mitterrand, les « nouveaux pauvres » et les femmes.** – M. François Mitterrand a visité, mardi 8 mars en fin de matinée, à Paris, un centre médical pour « nouveaux pauvres » créé en mai 1986 par l'association Médecins du monde. D'autre part, à l'occasion de la Journée des femmes, le président de la République a fait diffuser ce texte : « Aujourd'hui 8 mars, Journée internationale des femmes, je forme le vœu que partout dans le monde progressent les droits des femmes. Je pense surtout à celles qui souffrent des guerres, des famines, de la mortalité infantile, de l'ignorance, du mépris. Chez nous, les femmes ont remporté bien des batailles. Elles y ont acquis presque dans tous les domaines l'égalité des droits. Mais il nous reste encore beaucoup à faire pour que dans les faits soient pleinement reconnues leurs compétences et que leur soit donnée la liberté de décider de ce qui les concerne. »

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 mars

Reprise

Après huit séances de baisse consécutive, le mouvement s'est *inversé mercredi. L'indicateur* de tendance, après avoir ouvert en hausse de 0,8 %, progressait jusqu'à 1,68 % durant les transactions de la matinée. En hausse figuraient SGE (+ 9,57 %), Penhoët (+ 8,3 %), Alspi (+ 7,51 %), Immeubles de la Plaine Monceau (+ 6,24 %), SCOA (+ 6 %), Galeries Lafayette (+ 5,98 %) et BHV (+ 5,32 %). En baisse, on notait Via Banque (– 4 %), Sogérap (– 2,22 %), Institut Mérieux (– 2,06 %), UIS (– 1,85 %) et Codétel (– 1,78 %).

Le numéro du « Monde » daté 9 mars 1988 a été tiré à 500 155 exemplaires

A B C D E F G